

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉFORMES SOCIALISTES ET DÉVELOPPEMENT RURAL : LE
CHANGEMENT AGRAIRE À TRAVERS LE CAS DE SANTA ROSITA DE
SUAPI EN BOLIVIE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR

GUILLAUME RAVARY OUELLET

AOÛT 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je remercie en premier mon directeur, Stéphane Bernard, non seulement pour sa patience, mais aussi pour sa compréhension implicite des raisons derrière mon choix pour ce sujet d'étude et ce type de recherche.

Ensuite, je remercie les membres de la communauté de Santa Rosita de Suapi, pour leurs accueils, leurs gentillesse, et surtout pour ma curiosité qu'ils ont su comprendre et partager. Je tiens à remercier particulièrement Don Félix avec lequel j'ai vécu au sein de la communauté. Sa force invraisemblable pour son âge, sa longue expérience au-delà des Yungas ainsi que son amitié en aura fait un hôte incomparable et m'aura permis de mieux comprendre, à partir du terrain, la vie des *yungueños*.

Je remercie, bien sûr, les rencontres providentielles avec Hugo Rocabado, Richard Beckett, Louis Dejoie, André Goez, Don Mauro, Gilberto, Roxanne, Eddy, Martin et tous les autres qui auront porté cette recherche du livre au *cocal*. Je remercie également, pour l'excellence de leurs travaux, l'institut TIERRA, de La Paz.

Je remercie ensuite Jacques Fillion, pour ses conseils, mais surtout pour avoir parsemé l'interminable rédaction de ce mémoire d'embûches qui, en fin de compte, font en sorte que je termine enfin ce travail depuis l'Allemagne. Pour m'avoir offert le plus beau prétexte pour la reprise improbable de ce travail, je remercie Lisa Maria Graf. De même, je remercie Alex Martin autant pour sa générosité que pour l'expérience inestimable que j'ai pu gagner à travailler à ses côtés.

Enfin, je remercie ma famille pour leurs soutiens. Je suis ce que vous m'avez donné. Pour cette fascination que nous partageons pour la variété de ce monde et son étrange

beauté, je remercie mon frère Étienne, avec lequel j'ai pu explorer quelques recoins des Yungas. Puisse le monde ne jamais se refermer. Je remercie également mes amis de m'avoir gentiment, tout doucement, détourné de l'étude pendant toutes ces années.

DÉDICACE

À Don Felix, Hugo, Richard, André, Gilberto,
Doris, Étienne, Samuel ainsi qu'aux
Achachilas de La Paz.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	ix
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xii
RÉSUMÉ	xv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I LA QUESTION AGRAIRE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET LIBÉRALISME	5
1.1 La question agraire	5
1.1.1 Les modèles de développement marxistes	6
1.1.2 Le modèle de développement libéral dans l'après-guerre.....	6
1.1.3 LA CÉPALC et l'industrialisation par substitution des importations.....	8
1.1.4 Le paradigme néoclassique en économie paysanne	9
1.1.5 La révolution verte	9
1.1.6 Les réformes agraires	10
1.1.7 Le consensus de Washington	12
1.2 Critique du paradigme libéral	14
1.2.1 Chayanov et l'économie rurale	15
1.2.2 Nouvelles approches et la territorialisation du développement	16
1.3 Contexte du développement en Bolivie.....	18
1.3.1 Révolutions, réformes et dictatures.....	19
1.3.2 Réformes néolibérales.....	20
1.4 Questions de recherche	24
CHAPITRE II CADRE OPÉRATOIRE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	29
2.1 Cadre théorique.....	29

2.1.1	Le substantivisme de Karl Polanyi.....	29
2.1.2	L'écologie politique	32
2.1.3	<i>Houshold Economics</i>	35
2.1.4	Le développement territorial.....	35
2.2	Approche conceptuelle de la question de recherche.....	38
2.3	Cadre opératoire	40
2.3.1	Type de recherche	40
2.3.2	Type d'approche	41
2.3.3	Cadre spatio-temporel	41
2.4	L'étude de cas.....	42
2.4.1	Le choix de Santa Rosita de Suapi.....	43
2.4.2	Collecte d'informations.....	45
2.4.3	Traitement de l'information	49
CHAPITRE III RÉFORMES ET DÉVELOPPEMENT EN BOLIVIE.....		51
3.1	État de la classe rural en Bolivie.....	51
3.1.1	État de la classe rurale prérévolutionnaire	53
3.1.2	État de la classe rurale sous la phase d'industrialisation par substitution des importations	56
3.2	Les réformes néolibérales.....	62
3.2.1	<i>Nueva Política Económica</i>	62
3.2.2	<i>Ley de Capitalización</i> et <i>Ley de Participación Popular</i>	63
3.2.3	Nouvelle constitution de 1994 et seconde réforme agraire INRA	65
3.2.4	Conséquence pour la classe rurale	66
3.2.5	XXI ^e siècle et période révolutionnaire	70
3.3	Les réformes du MAS.....	71
3.3.1	Reconduction communautaire de la réforme agraire INRA de 2006.....	72
3.3.2	Réforme constitutionnelle de 2009	73
3.3.3	<i>Ley Marco de Autonomías y descentralización 2010</i>	75
3.3.4	Plans de développement productifs.....	76
3.4	Impacts des réformes socialistes.....	78
3.4.1	Économie politique du mandat socialiste.....	80
3.4.2	État de la classe rural sous le gouvernement socialiste.....	86
3.4.3	Conséquences pour la classe rurale.....	90
3.5	Conclusion.....	94

CHAPITRE IV LE CAS DE SANTA ROSITA DE SUAPI : TERRITOIRE, INSTITUTIONS ET ACTEURS	95
4.1 Territoire de la communauté de Santa Rosita de Suapi.....	95
4.1.1 Caractère géographique.....	95
4.1.2 Caractère social.....	98
4.2 L'agriculture dans les Yungas de La Paz	99
4.2.1 Calendrier agricole.....	100
4.2.2 Cycle des cultures	101
4.2.3 Type de cultures	103
4.2.4 Facteurs de production	104
4.2.5 La coca	105
4.2.6 Routes et marchés	113
4.3 Santa Rosita de Suapi	114
4.3.1 Territoire de la communauté de Santa Rosita de Suapi	115
4.3.2 Le <i>Sindicato Agrario</i> , unité de base de la gouvernance territoriale.....	115
4.3.3 <i>Alcalde</i> de Coroico.....	120
4.3.4 La tenure foncière	122
4.3.5 Le travail et l'échange à Santa Rosita de Suapi	126
4.3.6 COREP et CORES	134
4.3.7 Autres acteurs sur le territoire.....	134
4.4 Projets de développement sur le territoire de Santa Rosita de Suapi	137
4.4.1 Agroyungas 1985-1991.....	138
4.4.2 Coopérative porcine 2011	141
4.4.3 <i>Proyecto tomate</i>	142
4.4.4 Projet Café.....	145
4.4.5 L'hôtel et « l'éco-tourisme ».....	146
4.4.6 Obstacles au développement à Santa Rosita de Suapi	147
4.5 Conclusion.....	150
CHAPITRE V TRAJECTOIRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL À SANTA ROSITA DE SUAPI : ANALYSE DES RÉSULTATS	152
5.1 Les réformes du MAS.....	152
5.1.1 Les réformes et leurs discours.....	153
5.1.2 Reconnaissance	156
5.1.3 Mobilisation des ressources	159
5.1.4 Conclusion	162
5.2 Le rôle des valeurs et pratiques locales dans le développement.....	163

5.2.1	Changements dans les pratiques.....	164
5.2.2	Des institutions fragilisées par les réformes.....	167
5.2.3	Le changement agraire dans les perceptions.....	170
5.2.4	Quel rôle pour le cadre institutionnel local dans le développement?....	174
5.3	Le développement et l'économie rurale	174
5.3.1	Un développement territorialisé?	175
5.3.2	Une économie rurale consolidée?	179
5.4	Conclusion	182
CONCLUSION.....		185
ANNEXE A CARTE DU TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE COROICO		
192		
ANNEXE B GUIDE SEMI-DIRECTIF DES ENTRETIENS.....		194
ANNEXE C FORMULAIRE DE CONSENTEMENT		201
ANNEXE D LEXIQUE ESPAGNOL, AYMARA ET QUECHUA		209
RÉFÉRENCES.....		213

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
Figure 1.1 - Les Yungas et l'Altiplano boliviens, séparés par la cordillère des Andes, vus depuis l'espace.....	26
Figure 2.1 - Interactions des acteurs à différentes échelles.....	34
Figure 2.2 - Carte de la Bolivie, département de La Paz (en vert) et Province des Yungas du Nord (en rouge).....	42
Figure 2.3 Communauté de Santa Rosita de Suapi (coin inférieur droit).	44
Figure 2.4 Guides d'entretien semi-directifs.	49
Figure 3.1 - Superficie de terre régularisée par catégorie de droits de propriété et par périodes (en %)	60
Figure 3.2 - Exemple de parcellarisation : ici les parcelles ont souvent moins d'un demi-hectare	61
Figure 3.3 - Croissance du PIB en %, 1990 – 2014.....	80
Figure 3.4 - Balance fiscale du pays en pourcentage du PIB, 2000 – 2014.....	81
Figure 3.5 - Évolution des réserves de devises étrangères en millions de dollars, 1990 – 2014.....	82
Figure 3.6 - Bolivie : Investissement public budgété, 2002 – 2009.....	83
Figure 3.7 - Évolution du salaire minimum (en bolivianos), 1998 – 2015	84

Figure 3.8 - Part du PIB de l'agriculture dans le PIB national, 2000 – 2014	87
Figure 3.9 - Évolution des volumes de production par régions (en tonnes métriques), 1989 – 2011	88
Figure 4.1 Paysage des Yungas Photo par l’auteur, 2016.....	96
Figure 4.2 - Schéma d'un cocal de type plantada	102
Figure 4.3 Produits typiques de la polyculture: <i>yuca</i> , <i>plátanos</i> et oranges.....	104
Figure 4.4 Cocal en préparation	108
Figure 4.5 - Évolution de la superficie des cultures de la coca en Bolivie, 2003 - 2015	111
Figure 4.6 - Taux de variation de la superficie des cultures de coca en Bolivie, 2006 - 2016.....	113
Figure 4.7 Le <i>Saneamiento interno</i> à Santa Rosita de Suapi	126
Figure 4.8 Rencontre à l'aube pour une journée d' <i>ayni</i>	129
Figure 4.9 - Évolution du prix du café en USD, 1985-2015	140
Figure 4.10 Plantules de tomates en préparations.	145
Figure 5.1 Aménagement de terrasses en agroforesterie	178

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
Tableau 2.1 - Les modes d'intégrations économiques avec leurs caractéristiques.....	31
Tableau 3.1 - Distribution de la propriété agricole avant la réforme agraire - 1950...	53
Tableau 3.2 - Bolivie : Volumes de production par régions (en tonnes métriques), 2005 – 2010.....	89
Tableau 3.3 - - Bolivie : Volumes de productions, par catégories (en tonnes métriques), 2005 – 2010.....	90
Tableau 3.4 - Bénéficiaires du <i>saneamiento</i> selon les grandes catégories de propriété, 1996 – 2014.....	93
Tableau 4.1 Usage de la terre dans les Yungas de La Paz	97

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
ADEPCOCA	<i>Asociación Departamental de Productores de Coca</i>
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAAAQ	Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois
CEDLA	<i>Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario</i>
CÉPALC	Fonds monétaire international et la commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIDOB	<i>Confederación de Pueblos Indígenas del Oriente Boliviano</i> ou <i>Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia</i>
CNRA	<i>Consejo Nacional de Reforma Agraria</i>
CNTCB	<i>Confederación Nacional de Trabajadores Campesinos de Bolivia</i>
COB	<i>Central Obrera Boliviana</i>
COMEP	<i>Consejo Municipal Económico Productivo</i>
CONAMAQ	<i>Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu</i>
COREP	<i>Consejos Regionales Económico Productivos</i>
CORES	<i>Consejos Regionales Económico Sociales</i>
CSUTCB	<i>Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia</i>

EMAPA	<i>Empresa de Apoyo a la Producción de Alimentos</i>
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds Monétaire International
IAASTD	<i>International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development</i>
INE	<i>Instituto Nacional de Estadística</i>
INRA	<i>Instituto Nacional de Reforma Agraria</i>
ISI	Industrialisation par substitution des importations
LPP	<i>Ley de Participación Popular</i>
MAS	<i>Movimiento al Socialismo</i>
MDRyT	<i>Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras</i>
MNR	<i>Movimiento Nacionalista Revolucionario</i>
NASA	<i>National Aeronautics and Space Administration</i>
NPE	Nouvelle politique économique
OECS	<i>Organizaciones económicas campesinas, indígena originarias</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OECS	<i>Organizaciones económicas campesinas, indígena originarias</i>
OECOM	<i>Organizaciones económicas comunitarias</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
PAR II	<i>Proyecto alianzas rurales</i>
PAS	Politiques d'ajustements structurels
PDM	<i>Plan de Desarrollo Municipal</i>

PDR	<i>Planes de Desarrollo Regional</i>
PIB	Produit intérieur brut
PNUCID	Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
POA	<i>Plan Operativo Anual</i>
PTDI	<i>Plan Territorial de Desarrollo Integral del Gobierno Autónomo Departamental de La Paz</i>
SPCC	<i>Sistema Plurinacional de Certificación de Competencias</i>
TCO	<i>Tierras Comunitarias de Origen</i>
TIOC	<i>Territorios indígenas originario campesinos</i>
UE	Union Européenne
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>

RÉSUMÉ

Ce mémoire étudie l'impact des nouvelles orientations du développement rural à la suite des réformes socialistes du gouvernement Morales, entre 2005 et 2016, sur une communauté rurale des Yungas du département de La Paz, en Bolivie. Nous postulons l'hypothèse que ces réformes viennent rompre avec plus de deux décennies de politiques néolibérales en adoptant une approche territorialisée en matière de développement rural, intégrant les pratiques et institutions paysannes locales. Notre étude de cas, qui aura duré trois mois à l'été 2016, porte sur la communauté de Santa Rosita de Suapi, petite communauté de 126 habitants où est cultivé le café, les oranges et la coca. Nous y avons observé les pratiques locales, pris connaissance des projets de développement et mené des entrevues avec plusieurs membres de la communauté afin de caractériser les impacts des politiques socialistes sur leurs modes de vie. Il s'en dégage que malgré des changements légaux importants apportés par les réformes, la trajectoire du développement demeure sectorielle et productiviste, ignorant les besoins de la communauté exprimés à travers l'assemblée syndicale paysanne qui est la base de la gouvernance locale. De plus, un des moteurs du changement agraire observé dans la communauté se trouve à être la monoculture commerciale de la coca, plante sacrée dans les croyances andines et culture historique de la région des Yungas. Ce mémoire souhaite contribuer à l'étude du changement agraire et à la transformation des modes de vie paysans par le développement territorial de l'État dans le contexte de la mondialisation économique.

Mots clés : Bolivie, Yungas, extractivisme, réforme agraire, écologie politique

INTRODUCTION

La Bolivie a connu un important changement sociétal au début du XXI^e siècle. En effet, après des années de dictatures militaires ayant laissé le pays endetté et aux prises avec une crise hyperinflationniste, le gouvernement démocratiquement élu applique en 1983 une stratégie économique néolibérale pour freiner l'inflation et ainsi répondre aux critères établis par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Après deux décennies de libéralisation de l'économie, une crise sociale portée par plus d'une décennie d'éveil de l'identité indigéniste au sein de la population, amena en 2005 le premier président d'origine paysanne et assumant ses origines indigènes¹ à assurer la présidence du pays. Son parti, le Movimiento al Socialismo, promeut un programme socialiste ouvertement anticapitaliste. Il s'ensuit d'importantes réformes : nationalisation des hydrocarbures, réforme constitutionnelle, réforme agraire, nouvelle décentralisation de l'État, etc. Les premières années du mandat socialiste semblent entraîner la Bolivie vers une phase de développement que certains désignent comme post-libérale (Wolff, 2013).

¹ Nous emploierons le terme indigène dans le cadre de notre recherche en référence au terme espagnol *indígenas*, qui est le terme employé par les membres des différentes communautés autochtones de la Bolivie pour décrire leurs origines culturelles et ethniques.

Ces réformes viennent répondre aux revendications identitaires et territoriales de la population bolivienne. Assistons-nous à l'émergence d'une nouvelle phase du développement du pays? Ces réformes, ambitieuses, placent le rapport au territoire au cœur de la nouvelle approche développementale de l'État. Est-il possible que la Bolivie emprunte une approche territorialisée dans l'application des politiques de développement du pays? Ce sont ces questions qui guident cette recherche.

Au XX^e siècle, l'on a souvent approché le développement économique des nations occidentales de la même manière : une société traditionnelle, souffrant des contraintes d'un mode d'organisation sociale rendu obsolète par l'émergence des centres urbains et de nouveaux modes de production, amorce des changements dans ses rapports de production. L'innovation sociale et technologique, libérée des contraintes traditionalistes, permet à ces sociétés de se moderniser rapidement dans un contexte de croissance économique. Ces sociétés atteignent leur maturité avec la société de consommation, avant que de nouvelles contraintes soient surmontées à nouveau par les forces économiques, s'étendant alors à l'ensemble des pays du monde.

Pour certains, comme Rostow (1991) cette vision du développement semble inévitable, tandis que pour d'autres, l'extension des rapports d'échange capitaliste à l'extérieur de l'Occident trahit les contradictions sous-jacentes au capitalisme moderne, ainsi que les moyens mis en œuvre pour les surmonter (Harvey, 1982). Un des premiers obstacles au développement identifié est l'agriculture et l'espace rural. Pour plusieurs penseurs du développement, la question agraire cherchait à identifier et comprendre les forces en jeu dans le monde rural pour faciliter la modernisation de celui-ci. L'étude du changement agraire cherche à mettre en lumière comment les changements économiques, politiques et technologiques affectent les rapports sociaux des sociétés agraires.

Progressivement, les pays développés ont adopté une nouvelle approche paradigmatique pour redévelopper les campagnes dévitalisées, victimes de la liquidation de leurs paysanneries et remplacées par une agriculture productiviste. Ce « nouveau paradigme rural » se veut une approche territorialisée du développement rural. Si les pays occidentaux semblent emprunter la voie de la reterritorialisation pour contrer les effets négatifs de l'industrialisation de l'agriculture, est-il possible que le gouvernement socialiste de la Bolivie opère ce même choix avant la désarticulation de sa population paysanne, voire même pour renverser cette tendance?

Ce mémoire est une étude de cas, celui de la communauté de Santa Rosita de Suapi, niché dans les vallées étroites des Yungas, en Bolivie. Bénéficiant d'un climat propice à la culture fruitière et traversée par les routes d'échanges historiques entre l'Amazone et l'Altiplano, la région est surtout reconnue pour la qualité de sa coca. Sa culture est inscrite dans les pratiques agricoles de la région. Pour cette raison, les habitants des Yungas ont longtemps souffert de la répression policière et militaire dans le cadre de la guerre à la drogue. La mobilisation importante des *cocaleros* pour la défense de sa culture aura contribué à porter le gouvernement Morales au pouvoir lors des élections de 2005. Depuis, la culture de la coca est protégée par la loi et les programmes développementaux en agriculture ne cherchent plus à la substituer par d'autres cultures alternatives.

La reconnaissance de l'importance de la coca pour la région n'est pas uniquement économique. La coca est un véritable symbole andin et elle a joué un rôle important dans l'échange et l'organisation de la vie communautaire. Cette reconnaissance semble signaler l'amorce de l'intégration des pratiques paysannes dans un développement rural pluriel, où les pratiques communautaires ont une part importante. Ce mémoire cherche à comprendre l'impact des réformes socialistes sur la trajectoire du développement rural à partir d'une étude de cas de la communauté de Santa Rosita de Suapi.

Ce mémoire est composé de cinq chapitres. Le premier propose un portrait des thèmes de notre recherche, soit l'étude du changement agraire, les approches historiques du développement au XX^e siècle, le renouvellement de celles-ci à la lumière du territoire, l'exemple de la Bolivie, ainsi que nos questions de recherche. Le second chapitre définit notre base théorique, précise les concepts opérationnalisant notre recherche et présente le type de recherche menée. Le troisième chapitre présente les résultats de l'analyse du cadre macroéconomique dans une perspective diachronique ainsi que des réformes menées en Bolivie. Le quatrième chapitre présente notre terrain d'étude et son caractère spécifique. Le cinquième chapitre met en relation les résultats de notre recherche avec nos questions de recherche et les concepts sous-jacents mentionnés au second chapitre. Enfin, une conclusion fait la synthèse de notre propos tout en présentant les limites de notre démarche.

CHAPITRE I

LA QUESTION AGRAIRE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET LIBÉRALISME

Dans ce premier chapitre, nous mettrons en contexte les différentes tentatives de compréhension du rôle de l'agriculture et de la paysannerie dans l'étude du développement économique des nations. Nous présenterons les différentes approches historiques du développement à travers la fameuse « question agraire ». Ensuite, nous offrirons un aperçu de la critique du développement du XXe siècle et introduirons le « nouveau paradigme rural ». Enfin, nous replacerons ces différents éléments dans le contexte spécifique de la Bolivie, où nous nous proposons d'étudier les nouvelles approches en développement rural.

1.1 La question agraire

La place de l'agriculture au sein du développement des nations est une question classique. Au début du siècle, dans un contexte révolutionnaire en Europe, des auteurs tels que Lénine, Kautsky et Chayanov s'interrogeaient sur le lien entre les relations sociales en milieu rural et le développement de l'agriculture à l'ère industrielle. Cette première section s'attarde aux différentes approches développées sur la question durant le dernier siècle.

1.1.1 Les modèles de développement marxistes

Marx le premier, suivant une approche matérialiste de l'histoire, décrit comment les relations sociales traditionnelles en milieu rural seraient transformées violemment afin de répondre aux besoins croissants du capital industriel urbain, notamment afin de créer une main-d'œuvre « libérée » de la terre.

Cependant, malgré les transformations dues à l'industrialisation, l'ancien mode de production rurale persistait dans une grande partie de l'Europe. La « question agraire », à l'origine, interroge donc le rôle que jouerait la paysannerie dans la transition d'un mode de production capitaliste vers un modèle socialiste (Byres, 1986).

Après Marx, Kautsky et Lénine offrirent une approche plus empirique de la transformation des rapports de production en milieu rural. Pour ces auteurs, la question agraire en est venue à chercher à comprendre la rationalité propre au développement capitaliste en milieu rural et les raisons de la coexistence de rapport de production capitaliste et précapitaliste (Byres, 1986; Bernstein, 2011).

1.1.2 Le modèle de développement libéral dans l'après-guerre

Cette volonté de comprendre les obstacles au développement de rapports de production capitaliste moderne en campagne ne fut pas la seule préoccupation d'auteurs socialistes. Le projet de développement économique que proposa ensuite le monde capitaliste cherchait à vaincre les mêmes obstacles en milieu rural que le modèle socialiste. Rostow, dont le modèle de développement économique des nations eut une influence considérable dans l'après-guerre, fait écho à Lénine et Kautsky en se demandant : « *Under what impulses did traditional, agricultural societies begin the process of their modernization?* » (Rostow, 1991 : 2).

La vision qu'avait Rostow du développement des nations reposait sur l'idée qu'une nation devait, pour atteindre un niveau de développement semblable à celui de l'occident, rassembler les conditions propices au « *take-off* » (décollage). Les pays qui initient la phase de décollage doivent miser sur une économie d'extraction des matières premières tournée vers l'exportation où l'État investit massivement dans des infrastructures physiques destinées à supporter une industrialisation naissante. Plus largement, la phase initiale de décollage doit signifier pour les sociétés en développement le virage d'une société traditionaliste et agraire vers une société plus urbanisée et industrielle. Il s'agit donc de transformer profondément le milieu rural et l'agriculture. En effet, dans ce modèle du développement, l'agriculture doit être commerciale et mécanisée, dédiée à la production de « *cash-crop* » destinée à l'exportation afin de nourrir une croissance soutenue (Rostow, 1991). Ainsi, tant pour les penseurs marxistes que libéraux, la paysannerie constituait un obstacle à la poursuite du progrès en raison des formes traditionnelles de production, reposant sur le groupe de production résidentielle et travaillant de petites parcelles de terre auxquelles on opposait l'entreprise agricole capitaliste ou les fermes collectives socialistes (McMichael, 2008).

La vision du développement de Rostow fut populaire dans l'après-guerre. Les nouvelles institutions internationales issues des accords de Bretton Woods de 1944, tels que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le Fonds monétaire international (FMI) et la commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CÉPALC), avaient pour objectifs d'assurer entre autres la stabilité monétaire à l'échelle internationale, mais également de stabiliser les économies vulnérables afin d'éviter des révoltes populaires pouvant mener à la propagation du socialisme. Ces institutions trouvèrent notamment dans le modèle de Rostow une fondation pour asseoir leurs légitimités politiques.

1.1.3 LA CÉPALC et l'industrialisation par substitution des importations

En Amérique latine, la CÉPALC mena de vastes initiatives de développements basées notamment sur les travaux de l'économiste Argentin Raoul Prebisch. Pour ce dernier, le développement des nations d'Amérique latine doit passer par une phase d'industrialisation par substitution des importations (ISI). Prebisch était influencé par la théorie de la dépendance qui affirme entre autres que la pauvreté rencontrée dans une majorité des pays du Sud, la périphérie, est causée par l'hégémonie économique structurelle des pays industrialisés du centre. Ce sont des régimes d'accumulations historiques qui transfèrent les richesses des pays de la périphérie vers le centre, le cœur historique du capitalisme. Prebisch voyait les économies d'Amérique latine tournées vers l'extraction de matières premières destinée à l'exportation vers les pays de l'Occident, où elles étaient transformées et gagnaient ainsi leurs plus-values, pour éventuellement être réexportées vers les pays de la périphérie. Afin de surmonter ces régimes d'accumulations inégaux, Prebisch contribua à élaborer un modèle de développement au sein de la CÉPALC qui visait à industrialiser les pays membres en substituant les importations de biens manufacturés par une production domestique. Ce modèle d'ISI fait intervenir différentes barrières tarifaires ou non tarifaires à l'importation de biens de consommation. Si initialement on cherche à replacer des biens de consommation simples, le textile par exemple, éventuellement on remonte la chaîne de production afin de produire également la machinerie associée à cette production, diversifiant ainsi l'industrie, mais également les savoirs associés. Éventuellement, l'État pourra intervenir directement en subventionnant certaines industries lourdes comme la sidérurgie afin de parachever l'industrialisation du pays et réduire sa dépendance face aux importations.

1.1.4 Le paradigme néoclassique en économie paysanne

Cette phase d'industrialisation des économies émergentes dans l'après-guerre – et plus largement la vision même du développement – reposait alors sur une compréhension du monde rural issue de l'économie néoclassique. L'approche néoclassique prend appui sur le postulat de l'individualisme méthodologique, où les phénomènes sociaux sont réductibles à leurs expressions individuelles (Peck, 2013). Cet individu agirait rationnellement au sein d'un marché parfait afin de maximiser la fonction d'utilité ou de profit. En économie paysanne, on suppose une absence de coûts de transactions ainsi qu'une information également accessible à ceux prenant part au marché. Ainsi, le processus de prise de décision en agriculture dépendrait uniquement des prix paramétriques des facteurs de productions ainsi que du prix des marchandises (Timmer, 1997). Dans cette perspective, les études néoclassiques portant sur le développement rural se concentrent sur les moyens les plus efficaces de diffuser les innovations techniques et financières permettant la modernisation de l'appareil productif et augmenter ainsi la productivité des fermes, que l'on suppose alors directement corrélées aux revenus, donc à la croissance du secteur (Heynig, 1982; Kay, 2002; Hirsch, 2012). Un exemple classique serait la révolution verte.

1.1.5 La révolution verte

Un exemple classique de l'application de politiques libérales en matière de développement rural est la révolution verte dans les pays d'Asie du Sud-Est. À l'époque, la production à grande échelle de fertilisants et d'engrais à faible coût, jumelé à l'élaboration par Normand Borlaug de nouvelles variétés de blé et de riz hybrides à haut rendement permirent d'augmenter dramatiquement la productivité des terres dans les pays du Sud. Ces innovations techniques sont accompagnées de la diffusion d'innovations organisationnelles et financières, comme des plans d'irrigations centralisés ainsi que des plans de financements et de crédits agricoles (Koninck, 1986;

Hirsch, 2012). L'introduction de la révolution verte dans la région transforma en profondeur les sociétés rurales. Les changements dans la production agricole modifièrent les habitudes de consommation et d'épargne, achevèrent de commercialiser l'agriculture et brisèrent les liens de solidarité entre classes sociales dans le milieu rural par l'introduction de machinerie et en créant une main-d'œuvre salariée (Scott, 1985).

Dans ce contexte, les efforts de développement en milieu rural suivaient des lignes idéologiques : on estimait alors que le meilleur moyen de contrer une révolte paysanne était d'augmenter le bien-être matériel des populations rurales (Hirsch, 2012). Les études s'appliquèrent donc à comprendre comment diffuser les innovations technologiques et financières en milieu traditionnel et paysan, sans chercher à en comprendre les modes de vie (Hirsch, 2012).

1.1.6 Les réformes agraires

Si les institutions internationales du développement comme le FMI ou la Banque Mondiale cherchaient à promouvoir les innovations technologiques et financières permettant d'augmenter la productivité des terres, les États des pays en développement eurent souvent recours pour ce faire à une réorganisation importante du principal moyen de production du milieu rural : la terre (Borras, Kay & Lodhi, 2006).

Historiquement, les réformes agraires sont un effort de redistribution de la terre de la part d'un État centralisé lorsque celui-ci juge que la terre est mal répartie, ou mal utilisée. C'est que l'objectif derrière la plupart de ces réformes est économique et vise à augmenter la productivité de la terre (et de la main-d'œuvre par le fait même) afin de moderniser lentement le secteur agricole, contribuant à l'industrialisation du pays (Borras, Kay & Lodhi, 2006). Ces efforts de redistributions visaient soit les grandes fermes, qui gaspilleraient la terre, lors de réformes redistributives, soit l'on visait les plus petites fermes, souvent familiales, sous prétexte d'une mauvaise allocation de la main-

d'œuvre, lors de réformes collectivistes (Borras, Kay & Lodhi, 2006). Si dans les deux cas, on vise à augmenter la productivité du secteur, ils traduisent une approche idéologique de la tenure de la terre, sinon paradigmatique : le premier cherche à promouvoir la propriété privée de la terre via des entreprises agricoles familiales afin de stimuler une économie rurale alors que le second vise à liquider la propriété privée de la terre afin de favoriser de plus grandes fermes dans une optique nationale de développement industriel (Borras, Kay & Lodhi, 2006).

L'Amérique du Sud connut deux phases de réformes agraires. La première phase prend place dans l'après-guerre et fut fortement influencé par deux facteurs : la forme préexistante de mode de tenure de la terre ainsi que le contexte politique dans lequel la réforme prit place. Généralement, c'est la grande propriété semi-féodale, l'hacienda, qui dominait l'Amérique latine, héritée de l'Espagne. Progressivement, l'inégalité dramatique de la distribution des terres sur lequel ce modèle reposait créa l'insatisfaction tant de la paysannerie, confinée à une terre qui ne lui appartient pas, que de l'élite capitaliste urbaine qui y voit un frein à la productivité, donc à la modernisation du pays. Cette insatisfaction mena souvent au conflit, parfois à la révolution. Lorsque le conflit fut instrumentalisé par l'élite urbaine, on assista à des réformes qui vinrent consolider les projets nationaux de l'État. Lorsque la révolution gagna les pays – comme on le verra avec la Bolivie – ces réformes servirent tant à répondre aux demandes de la paysannerie qu'à solidifier la légitimité du nouveau gouvernement, tout en tenant la réaction en échec (Borras, Kay & Lodhi, 2006). C'est dans ce contexte que les modèles d'ISI furent mis de l'avant (Bernstein, 2004).

La seconde phase de réformes agraires prit place dans les années 1980 et 1990. Alors que la première phase cherchait surtout à transformer la structure du régime foncier pour augmenter la productivité de la terre via une meilleure distribution, la seconde phase mise d'avantages sur des stimuli économiques (Heynig, 1982). On appuie alors la production agricole à l'aide de programmes de développements : diffusions de

technologies et de savoirs techniques, programmes de crédits agricoles, etc. Plutôt que de redistribuer des terres via l'expropriation, on mise sur la titularisation des terres pour sécuriser la propriété, créant ainsi un marché de la terre plus dynamique et facilitant l'accès au crédit. Enfin, plutôt que de participer à une consolidation de l'État sur son territoire, ces réformes mettent en place une décentralisation de l'État (Kay, 2002; Colque & al., 2016). Cette phase est influencée par le virage néolibéral des institutions internationales du développement (Kay, 2002; Borras, Kay & Lodhi, 2006).

1.1.7 Le consensus de Washington

La phase de développement de l'après-guerre, avec ses politiques pilotées par l'État, prit fin avec les années 1970. La fin du système monétaire hérité des accords de Bretton Woods, jumelée à la crise du choc pétrolier, força le libéralisme à se renouveler. L'approche économique du laissez-faire refait alors surface, appuyée notamment par le département d'économie de l'Université de Chicago, et devient la nouvelle orthodoxie en économie, remplaçant le keynésianisme. Ce néolibéralisme exercera une influence très forte dans les pays d'Amérique latine, qui serviront de laboratoire aux nouvelles politiques monétaires et fiscales, au Chili et en Argentine notamment (Harvey, 2003).

Ce changement d'attitude sera particulièrement marqué au FMI qui dès lors trouve sa mission changée. L'institution voyait initialement à maintenir la stabilité du système monétaire internationale en assurant la stabilité des taux d'échanges entre pays membres afin de créer un climat favorable à la croissance et l'échange (Peet, 2007). Avec la suspension de la convertibilité du dollar américain en or en 1971 et l'adoption du régime de change flottant, l'institution verra désormais à la stabilité macroéconomique des pays membres, notamment en octroyant des prêts conditionnels aux pays en difficultés financières. Ces prêts conditionnels, désignés sous le nom de politiques d'ajustements structurels (PAS), visent à corriger les problèmes structurels

des politiques macroéconomiques nationales pour résoudre les problèmes de développement.

Ces conditions sont influencées par le consensus de Washington qui traduit l'approche néolibérale en développement. Résumé par Williamson (1990), ce consensus serait celui du FMI, de la Banque Mondiale ainsi que du département du trésor américain, tous trois basé à Washington. Les PAS amènent donc dans les pays en développement des politiques d'austérité dans les dépenses publiques, de réduction des services, de privatisations des entreprises d'État, de décentralisation politique et une réforme des politiques fiscale éliminant les obstacles à l'investissement étranger et à l'exportation (Williamson, 1990; Peet, 2007).

Cette nouvelle idéologie dans les politiques de développement se traduit par des stratégies basées sur l'augmentation des revenus et de la croissance du produit intérieur brut (PIB). Donc plutôt que tournée vers le développement national et la modernisation, ces stratégies sont tournées vers les marchés internationaux, se basent sur le libre-échange et cherchent à augmenter les revenus (Borras, Kay & Lodhi, 2006). L'idée derrière de tels changements et l'un des axiomes du néolibéralisme : plutôt que de piloter le développement, l'État doit seulement assurer le bon fonctionnement administratif du libre marché qui lui entraînera la croissance et l'innovation (Kohl, 2002). On parle alors de réformes dirigées par le marché.

Ce changement d'attitude de la part de l'État se fait sentir dans les nouvelles orientations des politiques et réformes agraires. Cette fois, les réformes agraires seront menées sur une base volontaire, et non pas coercitive comme les réformes redistributives des années précédentes. Ces réformes dites « assistées par le marché » veulent dynamiser les relations capitalistes en milieu rural par le biais d'un marché de la terre (Borras, Kay & Lodhi, 2006; Borras, 2007). Suivant les idées d'Hernando De Soto (Borras & Franco, 2010), les réformes en milieu rural visent à clarifier et reconnaître les droits de propriété

foncière pour renforcer les droits de propriété privés. Ceci aurait pour effet de stimuler l'investissement – par l'accès au crédit – de même que de la productivité des terres par la réallocation de cette ressource via un marché de la terre plus fluide et transparent (Kay, 2002; Colque & al., 2016).

Selon la pensée néolibérale, l'augmentation des revenus – la croissance en générale – est garante de l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural. Cependant, ni les réformes néolibérales de la décennie 1980 ni la phase d'ISI ne réussissent à diminuer l'inégalité et la pauvreté en milieu rural (Kay, 2006; Borras Jr. & Franco, 2010). En fait, la croissance relative que connut l'agriculture à la suite des réformes – qu'elles soient agraire ou productive, comme la révolution verte – profita à un segment de la population rurale déjà favorisée (Scott, 1985).

1.2 Critique du paradigme libéral

La phase de développement néolibérale que connut l'Amérique latine entraîna un mécontentement croissant de la part d'une partie des populations, notamment chez les paysans et les populations indigènes (Barr, 2005; Perrault, 2006; Spronk & Weber, 2007; McMichael, 2008; Bottazzi & Rist, 2012). Les réformes néolibérales, jumelées avec la réduction des dépenses sociales de l'État, créèrent une pression sur la paysannerie et les classes les plus vulnérables : ceux-ci ne profitèrent pas de la croissance en agriculture, réservée aux entreprises agro-industrielles, tout en voyant les services et l'appui offerts par l'État diminuer (Kay, 2005; Borras & al. 2006; Webber, 2011; Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario (CEDLA), 2016).

La persistance de la pauvreté rurale dans les pays du Sud a nourri les critiques de l'approche néolibérale. Les limites inhérentes des politiques centrées sur les revenus et orientées vers la croissance ont forcé les études sur le changement agraire à se renouveler (Kay, 2006; Borras & al. 2006; Valdés & Foster, 2010; Hirsch, 2012;

McDonagh, 2012). On réalise que le paradigme néoclassique en économie rurale – qui postule l'existence de marchés parfaits avec une absence de coûts de transactions ainsi qu'une information complète et également accessible où seuls les facteurs paramétriques du prix des marchandises et des facteurs de production sont pris en compte dans l'analyse – ne parvient pas à traduire la réalité paysanne en raison de son étroitesse analytique (Bernier & Koninck, 1974; Timmer, 1997). Plus largement, la mobilisation paysanne et autochtone contre les effets néfastes des réformes néolibérales remet en question la vision classique du développement qui voit la paysannerie comme un frein au développement économique et social (McMichael, 2008). La crise alimentaire mondiale de 2008 aura achevé de remettre l'agriculture paysanne au cœur du débat sur l'orientation du développement avec la question de la sécurité et de la souveraineté alimentaire par exemple (Hirsch, 2012).

1.2.1 Chayanov et l'économie rurale

Dans ce contexte, on assiste à une résurgence d'une approche plus sensible à la rationalité paysanne, que l'on pourrait associer aux travaux d'Alexandre Chayanov. Économiste agraire russe, Chayanov avait postulé dans ses travaux sur l'économie rurale en Russie que :

peasants allocate labor not like a capitalist firm bent on capital profit, but instead with a thought towards meeting household subsistence needs while minimizing drudgery. They are risk averse but by no means uninterested in technological change, cautious but not irrational. (Robbins, 2012, p. 61)

Cette approche de la question agraire résonna particulièrement dans les approches de l'ethnologie et de la sociologie qui offrirent une critique du paradigme néoclassique, notamment basé sur le raisonnement de Chayanov, en invoquant :

To understand behavior of these households requires an intimate knowledge of their cultural traditions, technical constraints, and the variability of their environment. (Timmer, 1997, p. 621)

On assiste progressivement alors, dans les différentes études et politiques du développement, à une attention spéciale portée aux petites fermes familiales et paysanne et l'importance que celles-ci peuvent prendre dans la lutte à la pauvreté (Van der Ploeg, 2000; Kay, 2005; OECD 2006; IAASTD 2009; Shucksmith & Rønningen, 2011; Horlings & Marsden 2012; Hirsch, 2012; McDonagh, 2012).

1.2.2 Nouvelles approches et la territorialisation du développement

Après deux décennies d'hégémonie néolibérale, la crise économique de 2008 aura révélé les défauts inhérents au libre marché. La crise alimentaire de la même année, jumelée aux inquiétudes associées aux changements climatiques, met la table pour une nouvelle approche du développement en milieu rural. Pour rompre avec la vision néolibérale, on invoque une compréhension plus large du monde rural qui inclut ses dimensions sociopolitiques (Bottazzi & Rist, 2012). Dans ce contexte, la géographie fait une contribution marquée, où l'on conçoit l'agriculture comme arrimée à l'espace rural et la société qui l'habite (Hirsch, 2012; McDonagh, 2012). Le territoire fait surface comme notion analytique dans cette volonté de mieux arrimer le développement au lieu. Cette approche permet d'inclure tant des éléments biophysiques qu'identitaire et culturelle dans l'analyse.

Désormais, on cherche à encourager le développement rural par une approche endogène où les innovations ascendantes participent d'un développement rural territorialement intégré. Dans cette optique, on assiste à un changement où les politiques seront plus spatiales que sectorielles (McDonagh, 2012). Cette sensibilité se fait sentir au sein de plusieurs organisations comme l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), l'Union européenne (UE), la Banque

Mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et également ici, au Québec, avec le rapport de la commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec (OCDE, 2006; CAAAQ, 2008; IAASTD, 2009).

Ces divers rapports reconnaissent en effet qu'un développement axé sur la productivité et la croissance mène à un développement inégal des régions et qu'un développement régional durable passe par une reterritorialisation des activités économiques rurales (Horlings & Marsden, 2012). Cette nouvelle approche, désignée comme « nouveau paradigme rural » conçoit ainsi l'agriculture comme une activité multifonctionnelle valorisant les ressources locales et les éléments spécifiques du territoire dans les développements à travers une gouvernance locale (Horlings & Marsden, 2012). De plus, on vient reconnaître l'importance de lier les régions rurales à différentes échelles, notamment urbaine et régionale. Si dans cette approche la diversification des activités économiques est importante, certains auteurs y soulignent la persistance et l'importance des fermes familiales, particulièrement dans un contexte économique où la part des activités agricoles dans les PIB nationaux ne cesse de diminuer, alors que 2.6 milliards d'êtres humains dépendent encore fortement de cette activité (Van der Ploeg, 2000; Kay, 2006; OECD 2006; IAASTD, 2009; Shucksmith & Rønningen, 2011).

Cette nouvelle approche est issue des pays du Nord, principalement en Europe. La plupart de ces pays ont déjà connu une transition agraire ainsi qu'une industrialisation certaine de leurs milieux ruraux. On reconnaît cependant plusieurs effets néfastes du développement économique privilégié jusque-là, soit une approche sectorielle axée sur la productivité dans un contexte de compétitivité à l'échelle global. Horlings et Marsden (2012) soulignent que la croissance des régions ne signifie pas nécessairement leur développement et évoque trois processus néfastes du « *placeless-ness* ». Premièrement, la déconnexion entre producteurs et consommateurs ; deuxièmement le désencastrement entre le produit et le lieu, où ce dernier n'a plus d'influence sur la

nature et la qualité d'un produit ; et troisièmement le démembrement d'une région, où les différents producteurs et fournisseurs sont déconnectés, créant deux sphères d'activités séparées. Si les régions du Nord semblent orienter leurs développements ruraux du côté de ce nouveau paradigme, il manque d'étude sur les nouvelles tendances dans les pays en développement (McDonagh 2012).

1.3 Contexte du développement en Bolivie

Si les études sur les nouvelles approches développementales manquent, les initiatives elles semblent ne pas manquer. En Amérique latine, à la suite d'un mécontentement croissant face aux politiques du néolibéralisme dans un contexte favorable à la reconnaissance des droits et libertés autochtones, plusieurs gouvernements de gauche furent portés au pouvoir par une alliance entre paysans, ouvriers et autochtones (Eaton, 2013). Plusieurs d'entre se joignent aux autres gouvernements de gauches modérés, comme en Argentine, en Uruguay, au Brésil, etc. alors que d'autres sont résolument à gauche, comme en Équateur, au Nicaragua, en Bolivie et au Venezuela. Cette marée rose, comme elle fut nommée dans la presse, a donné lieu à plusieurs réformes en profondeurs des pays d'Amérique latine, particulièrement pour ceux s'associant à la révolution bolivarienne d'Hugo Chávez et au socialisme du XXI^e siècle.

En Bolivie, un premier président autochtone, Evo Morales, est élu en 2005. Issu d'un milieu paysan et syndicaliste du Chapare, celui-ci mène le Movimiento al Socialismo (le mouvement vers le socialisme – MAS) au pouvoir après une décennie de confrontations souvent violentes entre les classes populaires et les différents gouvernements d'inspiration néolibérale (Webber, 2011). Ce gouvernement, qui se réclame du socialisme, entreprend une réforme agraire dès 2006 ainsi qu'une réforme constitutionnelle en 2009. Pour la population bolivienne, chez qui persiste une forte pauvreté au sein des populations indigènes, qui forment pourtant 62 % de la population du pays, cette élection représente une opportunité historique, non seulement pour

rompre avec les politiques d'austérité néolibérales des dernières décennies, mais également pour mettre en œuvre une approche différente du développement national.

1.3.1 Révolutions, réformes et dictatures

La Bolivie connut un développement très inégal par le passé, qui fut l'une des causes de la persistance de la pauvreté au pays conjointement à l'instabilité politique. Longtemps après l'indépendance du pays régna un système productif semi-féodal, l'Hacienda, où les grands propriétaires terriens louaient de petites parcelles aux paysans en échange de travail et de corvée. L'hacienda dominait 90 % du paysage bolivien au tournant du XX^e siècle, ce qui fit du pays, à l'aube de la révolution de 1952, celui où régnait la plus forte inégalité dans la distribution des terres en Amérique latine : 82 % des terres appartenaient à 4 % de la population (Webber, 2011). La révolution amena la classe capitaliste urbaine à s'allier avec la paysannerie afin de mettre un terme à la domination de l'élite rurale et à son système d'oppression. La classe bourgeoise naissante voyait le régime de l'hacienda comme celui de rentiers contre-productifs. La révolte des paysans força le gouvernement du Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) à adopter une réforme agraire qui interdit le travail forcé et démantela les grandes propriétés. Le principe radical de la paysannerie en rébellion – la terre appartient à celui qui la travaille – fut adopté lors de cette réforme, créant de facto un nouveau régime de petites propriétés paysannes, le *minifundio* (INRA 2010a; Webber, 2011; Colque & al. 2016). Ainsi, si la bourgeoisie voyait la réforme comme nécessaire à l'établissement d'un régime d'accumulation capitaliste plus productif, la paysannerie réussit à exercer une pression suffisante pour que la réforme soit politique, c'est-à-dire redistributive. Bien que les deux ne soient pas contradictoires, la réforme venait tout de même reconnaître la situation existante de facto dans la campagne révolutionnaire. On reconnut le syndicat comme forme d'organisation de base de la paysannerie ainsi que l'octroi de droits légaux pour les terres communales (Conzelman, 2007; Colque & al. 2016). Pour le gouvernement du MNR, la réforme – bien que

radicale dans son inspiration – devait être un outil de modernisation de l'appareil productif agricole. Ce gouvernement mit donc en place un plan de développement centré sur le capitalisme d'État, ou celui-ci a le rôle de modernisation de l'industrie et de la création d'un marché du travail. Suivant le modèle de substitutions des importations, l'État nationalisa alors les mines et l'industrie du gaz puis mit sur pieds des entreprises d'État chargé de transformer l'appareil productif national. Du côté rural, l'État mena une campagne de colonisation des basses terres de l'Est du pays, jusque-là peu développé en l'absence de routes, où il put favoriser l'expansion d'une agriculture de petite et moyenne superficie destinée à être la colonne vertébrale de l'agro-industrie du pays (CEDLA, 2016; Colque & al. 2016). Avec les dictatures qui accablèrent le pays dès 1964, ce processus de colonisation profita largement à de grands propriétaires proches du pouvoir. Ceci eut pour effet de créer une dualité du système agroalimentaire en Bolivie où l'on retrouve d'une part une agriculture paysanne de petite superficie, le *minifundio*, dans les hautes terres et d'autre part, un complexe agro-industriel reposant sur de grandes propriétés et orienté vers l'exportation dans les basses terres (INRA 2010b, Bottazzi & Rist, 2012; Pérez, 2015; Colque & al. 2016).

1.3.2 Réformes néolibérales

La succession de dictatures prit fin avec les années 1980, et avec elle la phase d'ISI. En effet, cette période fut très difficile pour l'économie bolivienne. Les dernières années de dictatures virent la fin de la croissance associée à la phase d'ISI, principalement lors de l'effondrement des prix des matières premières ; et en premier lieu l'étain, principale exportation du pays. La dictature chercha alors à stimuler l'économie via l'emprunt de capitaux étrangers. S'ensuivit un épisode d'hyperinflation qui connut à son paroxysme en 1985, avec un taux d'inflation annuel de 50 000 % en un an seulement (Chavez, 1985; Kaimowitz & al. 1999). Afin d'emprunter de nouveau, l'État dut adopter des mesures d'ajustements structurels importants imposés par le FMI et la Banque Mondiale. Les différents taux d'échanges furent abolis et les tarifs douaniers

partiellement éliminés. Les investissements de l'État furent dramatiquement diminués en supprimant les subventions, en gelant les salaires des employés de l'État et en stoppant l'embauche dans la fonction publique. Le marché intérieur fut également libéralisé, les tarifs d'importations baissés, le contrôle des taux d'intérêt et du prix du pétrole éliminé (Kaimowitz & al., 1999).

Cette Nouvelle Politique Économique (NPE) est orientée par les marchés et affecta également le régime de tenure foncière. Les programmes de colonisation souffrirent de sous-financement et l'État favorisa plutôt l'octroi de grandes parcelles dans l'est du pays (Kaimowitz & al., 1999). Malgré tout, la colonisation se poursuivit informellement en raison de l'attrait de la frontière agricole pour les familles précaires. Ces portiques de libéralisation se poursuivirent dans la décennie 90 avec l'administration de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997) et son projet *Plan de Todos* (le plan de tous). Ce plan de développement comprend deux lois qui visent à promouvoir un agenda néolibéral. La première loi, *Ley de Participación Popular* (loi de participation populaire), vise à décentraliser l'appareil politique de l'État en déléguant 25 % des revenus de l'État aux administrations locales des municipalités. La deuxième loi, celle de capitalisation, vient privatiser cinq secteurs économiques clés : le pétrole et le gaz, les télécommunications, la ligne aérienne, l'électricité ainsi que les chemins de fers (Kohl, 2002). L'idée derrière cet agenda est que le libre marché et la démocratie sont mutuellement renforçants et entraîneront la croissance. La constitution adoptée en 1995 vient ajouter à ces réformes une sensibilité multiculturaliste en reconnaissant le droit à l'autonomie des peuples indigènes et voit la création de territoires autonomes, les *Tierras Comunitarias de Origen* (TCO). Enfin, en 1996, l'État mène une seconde réforme agraire, piloté par l'Instituto Nacional de Reforma Agraria (INRA). Cette nouvelle réforme agraire, qui est influencé par la Banque Mondiale et les idées de De Soto, vise essentiellement à stimuler la création d'un marché de la terre en menant un grand recensement de la propriété des terres (*Seanimiento*) et en émettant des titres de propriété (Colque & al., 2016). Cette réforme prit en compte tant les intérêts des grands propriétaires des basses

terres de l'Est que les revendications indigènes et paysannes, avec la distinction entre les propriétés ayant une fonction sociale, comme la petite propriété paysanne, familiale ou les TCO d'une part, et d'autre part les terres ayant une fonction économique et sociale, comme celles dédiées à la foresterie et l'agrobusiness (Assies, 2006).

Les réformes néolibérales n'auront pas réussi à consolider le lien entre démocratie et libre marché. Plusieurs auteurs soulignent la persistance de la pauvreté, qui s'accroît en milieu urbain, la stagnation de l'emploi et de l'instabilité politique. (Kaimowitz & al., 1999; Kohl, 2002; Kay, 2005; Bottazzi & Rist, 2012; Pérez, 2015). Pour Cristóbal Kay (2005), la principale raison de cet échec est l'approche uniforme, dogmatique et inadaptée avec laquelle les réformes néolibérales sont appliquées aux différentes réalités rurales – ne prenant pas en compte les nuances politiques, culturelles et sociales. En Bolivie, ces réformes se sont heurtées à une mobilisation impressionnante de la part des ouvriers, paysans et indigènes dans la première décennie du XXI^e siècle. Le conflit débuta à Cochabamba où, suivant les politiques de la Banque Mondiale, le système public d'aqueduc fut privatisé. Le conflit se propagea rapidement à l'ensemble du pays et connut son apogée lors de la guerre du gaz (2003 à 2005) où la population en révolte réclamait la renationalisation du pétrole et du gaz. La classe ouvrière s'allia alors à la paysannerie et aux peuples autochtones autour de l'idée du contrôle social des ressources naturelles (Webber, 2011). Cette mobilisation visait la double libération : libération de l'oppression raciale qui pèse sur la majorité indigène du pays et libération de l'exploitation de la classe ouvrière et paysanne. Enfin, la mobilisation réussit à déloger du pouvoir deux présidents et mit la table pour les élections de 2005.

Le 18 décembre 2005 se tient l'élection présidentielle, législative et préfectorale. Les résultats donnent le parti du MAS largement victorieux. Evo Morales obtient, à 53.7 %, la première majorité absolue au pays depuis 40 ans, avec un taux de participation à 84.5 % (Webber, 2011). Cette élection vient consacrer le rejet du néolibéralisme au

pays après une hégémonie de deux décennies, en plus de célébrer l'identité autochtone avec la première élection d'un président indigène.

Dès 2006, la réforme agraire de 1996 est reconduite, la nationalisation des hydrocarbures est décrétée et, en 2009, une nouvelle constitution est soumise au vote populaire. Premièrement, la nouvelle réforme agraire, bien qu'étant une reconduction de la loi INRA de 1996, inclut la clause de la fonction économique et sociale de la terre, mais cette fois celle-ci peut justifier l'expropriation de la part de l'État. Également, la loi stipule que toutes les terres fiscales appartenant à l'État seront disponibles pour être assignées aux peuples indigènes et aux paysans sous la forme de terres communes (Bottazzi & Rist, 2012). Cette reconduction, bien que modeste dans ses ambitions, représente tout de même un pas en avant : la réforme de 1996 souffrait de sous-financement, faisait l'objet de corruption systémique et en 2006, 70 % du territoire n'était toujours pas affecté par la réforme et les expropriations quasi inexistantes (Colque & al. 2016). Deuxièmement, l'État passe un décret en 2006 affirmant avoir obtenu, lors de négociations avec les compagnies pétrolières étrangères, la nationalisation des hydrocarbures. Ce décret prévoit que dès 2010, l'État pourra percevoir 100 % de son PIB en redevances pétrolières, lui permettant d'entreprendre de grands chantiers sociaux (Webber, 2011). Troisièmement, la réforme constitutionnelle de 2009, passée après des élections législative et présidentielle qui virent l'appui du MAS croître, vient ajouter plusieurs éléments importants dans le renouvellement du développement en Bolivie. Cette constitution, en plus de faire de la Bolivie un État plurinational, propose un modèle économique mixte où une place est faite à l'économie communautaire. L'article 8.1 de la nouvelle constitution politique de l'État prévoit qu'une des finalités de l'État en matière de principes et morales guidant le développement est le *vivir bien*, notion issue de la cosmovision aymara et quechua et qui souligne l'équilibre entre les différents domaines existentiels (économique, social, environnemental, etc.) (Estado Plurinacional de Bolivia, 2009; Walsh, 2010; Artaraz & Calestani, 2014). Cette nouvelle constitution viendrait également renforcer la loi

INRA en protégeant davantage la propriété communale de la terre, en promouvant une gestion locale des règles et mécanismes de distribution de la terre et puis vient ramener la limite maximum de la propriété de 50 000 à 5 000 hectares (Bottazzi & Rist, 2012). Ces changements d'approche dans le développement rural peuvent être exemplifiés à partir du décret suprême du 7 décembre 2010, no. 727, qui transforme toutes les TCO en TIOC (*Territorio Indígena Originario Campesino* – Territoire Indigène d'Origine Paysanne). Bottazzi & Rist (2012) insistent sur la transition allant du concept de terre vers celui de territoire, qui implique une dimension d'autonomie dans la gestion territoriale.

1.4 Questions de recherche

Il est ainsi possible de voir que les réformes adoptées par le gouvernement socialiste d'Evo Morales semblent orienter le développement économique, et encore plus particulièrement le développement rural, vers un modèle mieux intégré territorialement en rupture avec les années néolibérales. Cette fois-ci, les réformes semblent pencher du côté de la redistribution de la terre aux différentes communautés, non pas nécessairement à des fins de productivité ou de modernisation, mais plutôt pour valoriser les valeurs et pratiques traditionnelles autochtones qui ne prennent sens qu'à travers le territoire.

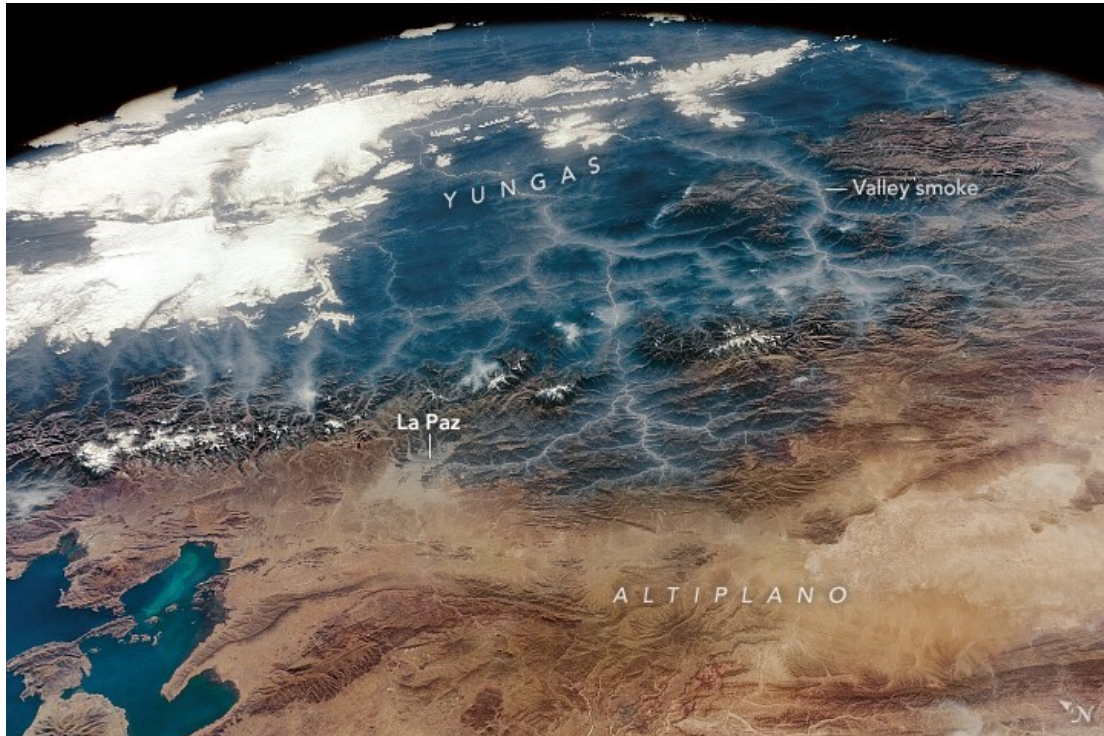
Ce nouveau contexte politique en Bolivie fait ressortir plusieurs éléments qui semblent s'apparenter au « nouveau paradigme rural ». La reconfiguration de l'État plurinational, à travers sa nouvelle constitution de 2009, valorise en effet la diversité culturelle, les ressources locales, l'autonomie politique indigène ainsi que les valeurs spirituelles et environnementales associées à ses différents territoires (Bottazzi & Rist, 2012). Avec la reconduction de la réforme agraire de l'INRA, le gouvernement socialiste maintient la légitimité des structures politiques agraires locales, souvent sous la forme de syndicat agricole œuvrant en parallèle de l'État, mais permet également l'émergence de

nouveaux acteurs politiques locaux dont la légitimité est fondée sur la terre comme nous le montre l'exemple des TIOC (Assies, 2006; Conzelman, 2007; Bottazzi & Rist, 2012). En somme, cette nouvelle orientation de l'État en matière de développement s'apparente à une approche territorialisée où une agriculture multifonctionnelle ne remplit plus uniquement une mission productive, mais vient nourrir également une identité territoriale en pleine affirmation au sein de l'espace national à travers l'autonomie locale des formes d'organisation.

Cela dit, les réformes agraires et constitutionnelles s'apparentent-elles à un effort allant dans le sens du « nouveau paradigme rural »? Assiste-t-on à des efforts pour permettre un développement émanant du territoire et de ses parties constitutives? Celui-ci répondra-t-il aux aspirations et besoins des populations rurales? Ces questions ont certains mérites, compte tenu du nouveau contexte politique en Bolivie, mais comme le souligne Bernstein, il demeure important de juger d'une politique à ses résultats (Bernstein, 2004). Les formes locales d'organisation du travail agricole seront-elles intégrées? L'économie rurale s'en trouve-t-elle consolidée? Ces différentes questions orientent notre recherche.

Nous proposons pour répondre à ces questions de mener une étude de cas à partir des Yungas, plus spécifiquement de la province Nor Yungas, dans le département de La Paz. Bien que généralement rattachés au sous-ensemble de l'Altiplano (les hautes terres), les Yungas représentent une région culturellement et géographiquement différente (Figure 1.1).

Figure 1.1 - Les Yungas et l'Altiplano boliviens, séparés par la cordillère des Andes, vus depuis l'espace



Photographie par la NASA, Smokey Anean Valleys, 2016.

Les Yungas désignent une série de vallées profondes situées sur le versant oriental de la cordillère des Andes. En tant que région écologique, les Yungas sont caractérisés par de fortes pentes orientées au nord-est et recevant l'humidité du bassin amazonien qui viennent arroser les flancs des Andes, formant une forêt de nuages. L'important dénivelé de la région, variant entre 1000 mètres au-dessus de la mer à 3000 mètres, entraîne une grande variation dans la végétation. Notamment en raison de l'isolement qu'entraîne un terrain aussi accidenté, les Yungas représentent une région distincte de l'Altiplano, bien que les deux soient étroitement associées depuis les temps précolombiens (Conzelman, 2007). En effet, la région offre un contraste important auprès de l'Altiplano, où sont cultivés d'avantages les céréales et les tubercules, alors que dans les Yungas y sont plantés fruits, légumes et coca, dont la feuille jouait un rôle

symbolique et économique très important au sein de la civilisation inca (Conzelman, 2007; Roberts, 2010). L'intérêt de cette région pour notre recherche repose sur le caractère distinct de la région au sein de l'ensemble national – qui n'est ni l'Altiplano ni les basses terres.

Ainsi notre recherche principale interroge les impacts des réformes d'Evo Morales, qu'elles soient constitutionnelle, productive ou agraire, afin de mieux comprendre non seulement les volontés politiques derrière ces réformes, en amont, que leurs résultats sur l'organisation du travail et de l'économie rurale en aval. Pour comprendre l'impact du changement en Bolivie, nous proposons une question de recherche principale et deux questions secondaires. Voici leurs libellés ainsi que les hypothèses correspondantes :

Notre question principale est : en quoi les réformes du MAS affectent-elles le développement rural des communautés des Yungas de La Paz? Nous postulons comme hypothèse principale que par la reconnaissance du rôle que jouent valeurs, pratiques et institutions locales dans le développement, les réformes du MAS consolident l'économie rurale par une approche plus territorialisée.

Comme première question de recherche secondaire, nous voulons savoir comment la reconnaissance des valeurs et pratiques traditionnelles influence-t-elle le développement rural des Yungas. Suivant les grandes orientations du « nouveau paradigme rural », nous postulons qu'en reconnaissant les valeurs et pratiques traditionnelles, les réformes du MAS valorisent les ressources locales dans l'identification et l'atteinte d'objectifs de développement plus territorialisés.

Enfin, comme deuxième question secondaire, nous interrogerons les impacts potentiels des réformes du MAS sur la pérennisation des institutions régissant l'économie paysanne. Nous postulons, comme hypothèse, qu'en légitimant valeurs et pratiques

locales, les réformes du MAS viennent renforcer le cadre institutionnel local, qui en retour consolide l'économie rurale régionale en palliant les imperfections du marché dans l'offre de biens et services, ainsi qu'aux contraintes naturelles.

CHAPITRE II

CADRE OPÉRATOIRE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Nous aborderons ici l'approche théorique que nous avons choisie pour approcher notre objet de recherche, les questions et hypothèses orientant celle-ci ainsi que les outils conceptuels retenus pour opérationnaliser la recherche. Enfin, nous présenterons le type de recherche que nous conduirons et son déroulement.

2.1 Cadre théorique

Nous aborderons ici les différentes influences théoriques qui ont orienté notre intuition puis notre recherche. Nous présenterons d'abord le substantivisme de Polanyi, puis l'écologie politique. Enfin, nous aborderons le développement territorial.

2.1.1 Le substantivisme de Karl Polanyi

Notre intérêt pour la question agraire, ainsi que la nature de notre problématique sont largement dus à notre affinité avec le cadre théorique substantiviste. Issu des travaux de Polanyi, le substantivisme propose de concevoir l'économie en tant que processus de satisfaction des besoins matériels passant par différents arrangements sociaux et institutionnels (Polanyi, 2001; Peck, 2013). Le substantivisme nous invite donc à dépasser le foyer analytique de l'individu et sa rationalité pour plutôt nous intéresser aux institutions encadrant les différents moyens de (re)production. Polanyi se positionne ainsi en opposition à l'école néoclassique en référant ainsi aux espaces

concrets de l'économie: « *I prefer to deal with the economy primarily as a matter of organization, and to define organization in terms of the operations characteristic of the working of those institution* » (Polanyi, 1960, cité dans Peck, 2013, p. 1554). Pour Polanyi, différents modes d'intégrations économiques, c'est-à-dire les moyens par lesquels les processus économiques sont encastrés (« *embedded, disembedded, embeddedness* ») dans la société, coexistent dans le temps et l'espace. Ces modes d'intégration entrent parfois en compétitions et en conflit, notamment lors de phases de transitions socioéconomiques, comme le dépeint *La grande transformation* (1944) où Polanyi fait la démonstration que l'idéologie du laissez-faire a entraîné le désencastrement du marché de la société, qui ensuite cherche à briser les institutions en compétition avec elle par la marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie (Polanyi, 2001).

Le processus que Polanyi a décrit dans *La grande transformation* implique un mouvement de résistance des institutions face aux changements, en réaction au désencastrement du marché de la société. Cette idée est partagée, plus largement, par le courant institutionnaliste en sciences sociales. Ce phénomène est traduit notamment par le concept de dépendance au sentier emprunté, ou « *path dependency* », qui stipule que les changements politiques importants doivent surmonter une certaine inertie institutionnelle en raison de frictions dues aux habitudes, mentalités et structures en place (Chevalier & Palier, 2022). Pour approcher les transformations qu'entraînent les réformes socialistes en Bolivie, et suivant notre affinité avec le substantivisme de Polanyi, nous avons choisi d'introduire et d'analyser l'histoire du développement rural de la Bolivie, avec une attention portée particulièrement sur la phase néolibérale précédant les réformes socialistes pour mieux saisir la portée et les limites des réformes socialistes.

Peck (2013) a souligné l'affinité naturelle entre le substantivisme et la géographie. En effet, l'idée d'étudier le contexte socioinstitutionnel est par définition contingente :

« *The substantive economy is situated in both time and place [...]. The formal economy, by contrast, operate in a time and space vacuum* » (Halperin, 1994, cité par Peck, 2013, p. 1554). Cette sensibilité nous semble appropriée pour l'étude des changements agraires en vertu de son approche plus spatialisée et empirique. Ainsi, les spécificités spatiales et temporelles issues de l'observation peuvent servir l'analyse sans pour autant forcer une approche strictement inductive (Peck, 2013).

Quatre modes d'intégrations économiques ont été identifiés par Polanyi pour l'analyse : la réciprocité, la redistribution, l'échange et la maisonnée (Polanyi, 2001). Ces quatre modes ne sont pas mutuellement exclusifs – prenant souvent appui les uns sur les autres – et seraient la base de l'organisation sociale des capacités de production et de redistribution (Peck, 2013). Les institutions par lesquelles ces modes d'intégration prennent corps reflètent et normalisent les différentes croyances et comportements d'une société à un lieu et un moment donné, ne participant pas d'une vision où ces différents modes représenteraient des stades de développement (Polanyi, 2001).

Tableau 2.1 - Les modes d'intégrations économiques avec leurs caractéristiques

	Reciprocity	Redistribution	Exchange	Householding
Locus	community	central authority	instituted market	closed group
Dynamic	symmetrical	centric	multidirectional	introspective
Motive	mutual sociality	dues/obligations	individual gain	self-provision
Governance	societal	custom or law	price	circulation
Subjectivity	give-and-take	allegiance	bargaining	group
Object	gift	tax-tribute	commodity	own-use resources
<i>Loci classici</i>	Trobriand kula rings	Babylonian storage systems	19th-century capitalisms	rural economies; patriarchal family

Tiré de « For Polanyian economic geographies », par J. Peck, 2013, p. 1556.

Si ces modes d'intégration représentent des idéaux types, à un niveau analytique plus abstrait l'on retrouve deux dynamiques : locationnelle et appropriationelle. La première

touche à la production et le transport de biens. La seconde réfère aux dynamiques d'organisations, de contrôle et de droits en rapport à la production de biens. Comme Peck le fait remarquer, on peut facilement associer ces deux dynamiques aux concepts marxistes de forces productives et de rapport de production.

2.1.2 L'écologie politique

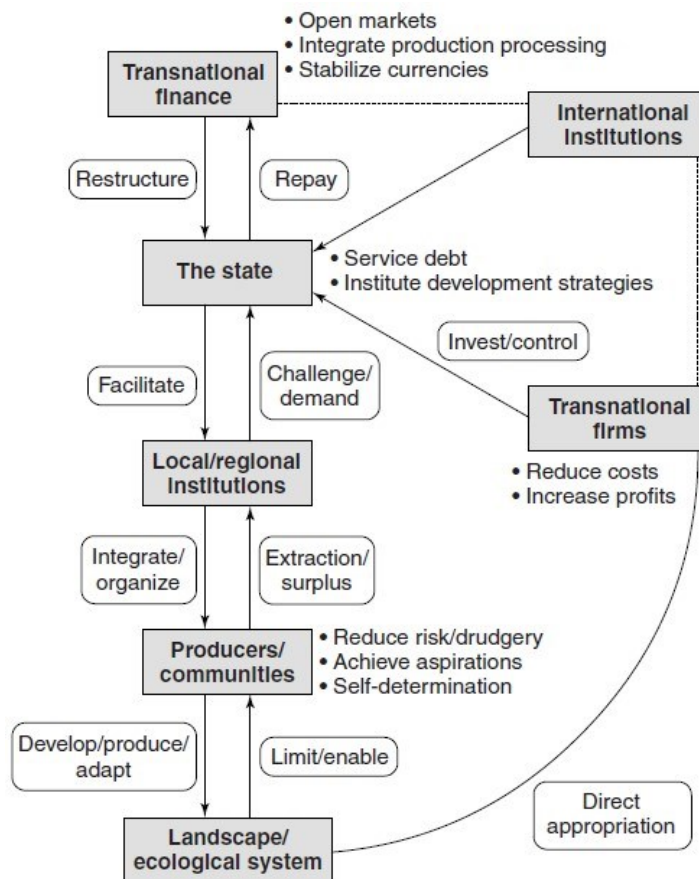
Un autre cadre théorique intéressant pour l'étude du changement agraire, et complémentaire avec le substantivisme, est l'écologie politique. Il faut dire que, comme le souligne Robbins (2012), l'écologie politique n'est pas tant un cadre théorique normatif que la mobilisation de différents concepts venant de plusieurs écoles de pensée dans l'analyse et l'explication de situations spécifiques. Cela dit, l'écologie politique nourrira notre recherche avec des thèmes et une méthode.

Les thèmes qui sous-tendent notre recherche sont ceux du changement agraire. Comme le souligne Gupta, ce thème pose la question : « *How subsistence producers respond to changing global economics?* » (1998, cité par Robbins, 2012, p. 83). Il peut être également intéressant, pour offrir une réponse à cette question, de mentionner le concept d'économie morale comme thème de recherche. Issue des travaux d'E. P. Thompson (1971) et de James C. Scott (1977 et 1985), l'économie morale serait en fait un schéma explicatif venant justifier les gestes politiques posés en milieu rural. Ainsi, si Chayanov nous offre une logique économique à la production paysanne, l'économie morale nous fournit une logique politique (Robbins, 2012). L'économie morale postule que face aux risques, les communautés paysannes ont créé un système social d'assistance et d'obligations qui permet une redistribution du risque plus acceptable pour tous les membres d'une communauté. Dans une situation où le pouvoir politique ou économique devient trop écrasant, déstabilisant l'équilibre de la communauté, il est possible de voir une révolte éclater, comme ce fut le cas en Bolivie à la suite des années néolibérales. L'économie morale semble faire écho au

substantivisme. D'abord par l'idée que les institutions mises en place par une communauté reflètent ses croyances et valeurs, donc celle d'obligations, de réciprocité et d'assistance. Ensuite, par l'inquiétude provenant d'un désencastrement de l'économie de la société, libérant la première des normes et morales de la seconde, comme l'illustre la thèse du double mouvement chez Polanyi (2001).

Du côté de la méthode, l'écologie politique nous offre une approche qui résonne avec notre problématique. Cette méthode se fonde sur l'étude de cas par le moyen de techniques d'immersion empruntées à l'ethnologie, notamment l'observation participante et l'entrevue, ceci afin de restituer les valeurs et pratiques des communautés étudiées pour le mettre à contribution dans l'explication. Comme l'illustre le schéma à la Figure 2.1, les observations et résultats sont ensuite comparés au contexte macro-géographique, à l'aide de l'économie politique classique et de l'analyse du discours, afin de comprendre comment les spécificités locales et leurs contextes institutionnels sont affectés par les changements socioéconomiques (Robbins, 2012).

Figure 2.1 - Interactions des acteurs à différentes échelles



Tiré de « Political Ecology: A Critical Introduction », par P. Robbins, 2012, p. 89.

Ainsi, cette méthode de même que ces thèmes de recherche nous ont amené à nous intéresser à la manière dont les individus s'adaptent aux changements dans la production de leurs moyens d'existence, puis comment ils s'unissent ensuite dans l'action collective. L'écologie politique nous apparaît donc avantageuse par l'attention portée aux spécificités locales que nous approcherons avec les *valeurs* et *pratiques*, facteurs ascendants (« *bottom-up* ») dans l'explication. Cette démarche associée à l'analyse de l'économie politique classique vient renforcer le caractère géographique de notre recherche par l'attention portée aux différentes échelles où intervient le changement (Figure 2.1).

2.1.3 *Household Economics*

Pour mieux saisir la relation entre l'économie et la maisonnée – comme lieu de reproduction de la société – et ainsi préciser l'observation des concepts d'institutions de Polanyi à l'échelle familiale, nous emprunterons quelques notions à l'approche *household economic*. L'approche *household economic* nous permettra de caractériser la consommation, ses déterminants et objectifs (Spedding & Llanos, 1999).

Comme le souligne Verdon (1987), la production paysanne se caractérise par sa tendance vers l'autosatisfaction des besoins à l'aide de main-d'œuvre familiale. Les déterminants justifiant les choix sont issus de la terre et de la main-d'œuvre familiale, et ensuite seulement par la proximité des marchés, où les familles complètent la gamme de leurs produits de consommation. Cette rationalité paysanne trouve ensuite son corollaire dans l'organisation de la communauté dans des institutions propres qui permet l'allocation des ressources comme le travail, mais aussi la répartition du risque sur l'ensemble des familles. Dans cette perspective, l'émergence de nouveaux marchés et leurs capacités à se substituer à la communauté dans la gestion des risques et ressources mènent à la commercialisation de l'agriculture.

Nous considérons les institutions comme étant le reflet des croyances et valeurs d'une communauté. Alors que le concept d'économie morale nous permet d'approcher l'interaction entre les institutions et la communauté dans le schéma d'explication de l'écologie politique (Figure 2.1), l'analyse de la maisonnée et de ses caractéristiques permet d'apporter une logique matérielle aux pratiques paysannes et les spatialise dans le contexte écologique.

2.1.4 Le développement territorial

Nous souhaitons déterminer si les réformes du MAS en Bolivie entraînent une nouvelle approche développementale qui serait plus *territorialisée*. En raison de la trajectoire

spécifique du développement en Bolivie, l'adoption de politiques du développement plus territorialisée ne vise pas tant une reterritorialisation des espaces ruraux, mais cherche plutôt à tempérer les facteurs économiques et politiques menant à la déterritorialisation de ceux-ci.

Pour aborder le concept de développement territorialisé, nous présenterons ici l'évolution de l'approche territoriale du développement. Cette notion, qui met l'accent sur la prise en compte des spécificités locales et régionales dans la mise en œuvre de politiques de développement, a été précédemment étudiée sous les noms de développement « régional », « local » ou encore « par le bas » (Torre, 2015). Alors attachée à analyser les effets de la compétition interrégionale, de l'innovation et des *clusters* productifs sur la trajectoire du développement, la notion de développement local a introduit progressivement dans l'étude géographique du développement une approche plus sensible aux relations entre les moteurs du développement et les éléments spécifiques d'un territoire (Torre, 2015).

Les problématiques de gouvernance sont alors jugées aussi importante pour déterminer la nature du développement en raison de tensions, conflits ou encore de la participation que peuvent susciter les projets du développement. Les conflits qu'entraîne le développement renvoient au processus d'appropriation sociale et institutionnelle de la nouveauté et des innovations au sein d'un territoire (Torres, 2015). Approche qui résonne avec les travaux de Polanyi. Ces nuances dans l'étude du développement local ou régional en sont venues à faire accepter l'idée du territoire comme interface entre ce qui est perçu et vécu par les acteurs, et les composantes productifs et politiques qui s'inscrivent dans l'espace (Raffestin, 1980). La notion de territoire dans le développement territorial réfère non pas aux frontières délimitées, mais plutôt à des relations organisées s'exprimant à travers des projets communs prenant racine dans un lieu :

En construction permanente, ils [les projets] s'élaborent par les oppositions et compromis entre acteurs locaux et extérieurs et s'inscrivent dans le long terme, avec une histoire et des préoccupations ancrées dans les cultures et les habitudes locales, la perception d'un sentiment d'appartenance, ainsi que des formes d'autorités politiques, des règles d'organisation et de fonctionnement spécifiques. (Torre, 2018, p.1047)

Le développement territorial cherche donc à valoriser les ressources locales, sinon à les prendre en compte, afin de développer le potentiel spécifique d'une région sans créer de conflits.

On assiste donc à la résurgence du territoire – la reterritorialisation – tant dans l'étude que dans les approches du développement (Callois & Moquay, 2006). Les initiatives de l'action publique se distancient des approches sectorielles et macro-économiques pour élaborer des approches différenciées selon les régions. Pour juger du caractère territorialisé des réformes du MAS, nous suivons les lignes directrices du « nouveau paradigme rural », emprunté aux agences de développement des pays développés, principalement celles de l'OCDE (2006). L'OCDE associés au « nouveau paradigme rural » une approche du développement rural basée sur le lieu (*place-base*) et misant sur les ressources locales, contrairement à une approche sectorielle traditionnelle. Les objectifs du développement rural ne seraient pas uniquement basés sur la productivité et la croissance d'un secteur économique, mais viseraient la durabilité des activités économiques inscrites dans un contexte régional. L'agriculture y joue un rôle multifonctionnel, permet la diversification des activités et offre une place aux fermes familiales dans l'économie nationale. Les formes de gouvernances locales sont prises en compte et intégrées aux processus décisionnels multiscalaires. Enfin, les approches développementales devraient également permettre de maintenir la connexion entre les producteurs et les consommateurs.

Ces éléments orienteront notre analyse du caractère territorialisé des réformes du MAS, surtout à travers leurs déploiements dans les approches des programmes de

développement observés sur le terrain. À partir des résultats de ceux-ci sur l'espace rural, nous pourrions déduire si les réformes viennent consolider l'économie rurale. En contrepartie de l'analyse du caractère territorialisé des réformes du MAS, nous allons également offrir, à partir de l'observation terrain, un portrait des éléments spécifique à la communauté de Santa Rosita de Suapi participant au développement local. Ainsi, nous serons en mesure d'apprécier comment les spécificités locales participent au développement, en plus d'identifier les points de frictions entre l'approche développementale du MAS et les besoins de la communauté de Santa Rosita de Suapi.

2.2 Approche conceptuelle de la question de recherche

Dans cette deuxième section, nous associerons à notre problématique, questions et hypothèses, les concepts qui permettront l'articulation du cadre théorique à la recherche empirique. Pour ce faire, nous approcherons chaque question et hypothèse afin de justifier le choix conceptuel associé.

Pour qualifier les réformes et leurs impacts, nous analyserons d'abord ce que les différentes réformes et les lois invoquent comme valeurs dans leurs discours, compris en tant que pratiques discursives. Ce sont les symboles, références culturelles, mais aussi les concepts auxquels se réfère l'État. Ensuite, nous approcherons ce que ces mêmes lois viennent légitimiser par leurs reconnaissances : quels sont ceux qui bénéficient de ces changements. Ce sont les formes d'autonomies pratiquées, les dialogues entre les organisations et l'État. Enfin, nous porterons attention aux moyens et ressources mobilisés par ces mêmes réformes et lois dans l'atteinte de leurs objectifs. Ce sont les formes de gouvernances, programmes productifs, les sources de financements, les échelles d'actions, etc. Nous avons choisi les réformes du MAS en raison du changement important dont elles sont porteuses, mais aussi parce qu'elles marquent un changement de normes et de principes visant la réinstitutionnalisation des rapports de la population entre eux-mêmes et envers le territoire.

Pour circonscrire le rôle des valeurs et pratiques locales dans le développement, nous approcherons l'organisation de la communauté à partir des pratiques paysannes, soit le *comment* de l'agriculture familiale. Ensuite, nous analyserons l'organisation des institutions locales, qui encadrent et supportent l'agriculture familiale. Enfin, nous analyserons les perceptions des membres de la communauté sur le changement dont ils sont témoins. Le tout sera apprécié dans une perspective dynamique diachronique où les réformes entraînent des changements macroéconomiques auxquels la communauté doit s'adapter. Il s'agit du changement qu'opèrent les réformes en agriculture.

Finalement, pour apprécier les orientations du développement, son rapport au territoire et ses impacts sur l'économie rurale, nous analyserons les programmes de développement. Nous chercherons à voir quels sont les investissements et s'ils sont sectoriels, l'échelle d'action des programmes offerts, comment ils mobilisent les ressources locales, s'ils intègrent les formes de gouvernance locale dans l'identification d'objectifs de développement local, ainsi que le rôle de l'agriculture familiale et paysanne dans l'économie nationale.

Concepts et variables :

1. Réformes :

- Discours (dans la loi et les réformes) : ce qui est invoqué.
- Reconnaissance : ce qui est légitimé.
- Mobilisation des ressources : programmes, structures et ses sources de financement caractérisant le développement.

2. Valeurs et Pratiques :

- Pratiques paysannes et le changement : le *comment* de l'agriculture familiale.
- Institutions paysannes et le changement : l'encadrement et le support de l'agriculture familiale.

- Perceptions et le changement : Les valeurs exprimées.
3. Développement et économie rurale :
- Développement territorialisé.
 - Économie rurale.

2.3 Cadre opératoire

Dans cette troisième section du chapitre, nous aborderons les différents éléments qui constituent notre démarche méthodologique. Nous présenterons d'abord le type de recherche que nous avons mené, puis plus spécifiquement le type d'approche méthodologique retenu pour mener une telle recherche. Enfin, nous décrirons le cadre spatial de cette démarche ainsi que la période temporelle étudiée.

2.3.1 Type de recherche

Ne cherchant pas à répondre à un problème donné par l'application de moyens pratiques, notre recherche se veut fondamentale en s'intéressant plutôt à la compréhension du changement agricole à partir d'un exemple spécifique. Notre étude de cas permettra de générer des connaissances sur la spécificité du développement rural des Yungas de La Paz dans le contexte des réformes du MAS, sujet peu exploré par la littérature scientifique. Notre objectif est donc de combler ce manque.

Bien que sensible au contexte empirique dans l'observation, notre recherche demeurera théorique par notre effort de conceptualisation et d'opérationnalisation à l'aide du cadre théorique substantiviste. Nous suivrons un raisonnement déductif à partir de nos hypothèses de recherche qui seront vérifiées à l'aide de l'observation, qui, après analyse, nous permettra d'expliquer en quoi nos hypothèses ont été confirmées ou non.

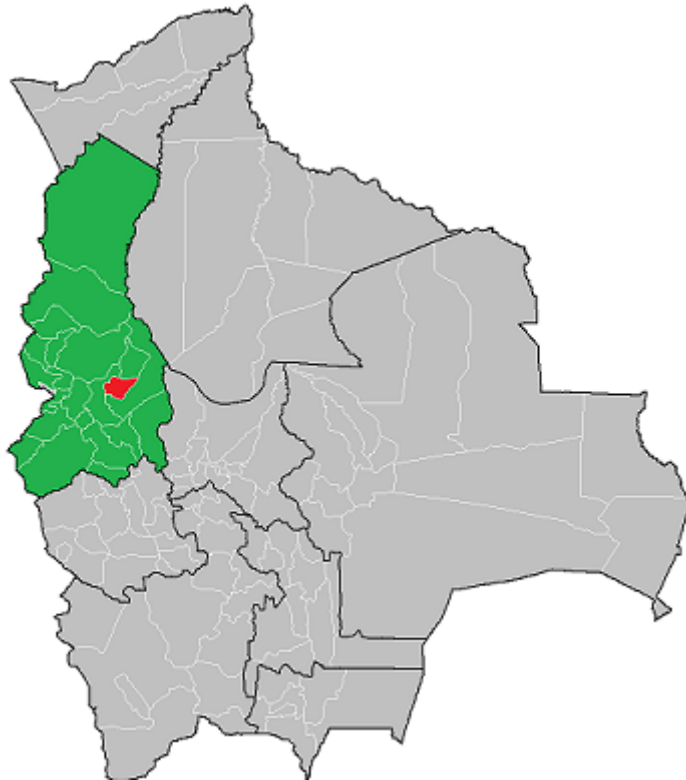
2.3.2 Type d'approche

Notre recherche emprunte un cadre méthodologique mixte à prépondérance quantitative. Notre appareil méthodologique et conceptuel est en effet suffisamment structuré pour permettre d'anticiper la plupart de nos variables et indicateurs intervenant dans l'observation, l'analyse et l'explication. Il reste que certaines variables demeurent imprécises et appellent à plus de souplesse dans le cadre méthodologique par une approche plus qualitative. C'est le cas de concepts de valeurs et pratiques qui requièrent une approche plus exploratoire et une certaine sensibilité empirique, sans être inductifs, comme nous l'avons illustré avec le cadre conceptuel de l'écologie politique et que nous associons à notre démarche d'étude de cas.

2.3.3 Cadre spatio-temporel

Notre recherche est l'étude de cas d'une communauté des Yungas de la province Sud Yungas, dans le département de La Paz, en Bolivie (Figure 2.2). Notre recherche portera sur une période d'environ 20 ans, entre la seconde réforme agraire INRA, soit 1996, et le moment de notre recherche terrain en 2016. L'année de l'élection du MAS, 2006, servira de date charnière entre une période pré-réforme, associé à la phase néolibérale, et une phase post-réforme.

Figure 2.2 - Carte de la Bolivie, département de La Paz (en vert) et Province des Yungas du Nord (en rouge)



Adapté de Wikimedia Commons, 2016.

2.4 L'étude de cas

Nous avons choisi de mener une étude de cas pour plusieurs raisons. D'abord, comme le souligne Yin (2018), l'étude de cas permet de relever des informations complémentaires aux méthodes quantitatives, c'est-à-dire le contexte à partir duquel les données quantitatives prennent forme. Ayant choisi la démarche de l'écologie politique pour guider notre recherche, l'étude de cas nous permet de mieux comprendre et restituer des facteurs explicatifs à l'échelle familiale et communautaire ainsi que leurs interactions (Robbin, 2012). De plus, cette méthode permet de mieux comprendre la nature des relations entre variables, soit la dimension qualitative de notre recherche (Gagnon, 2012). Ainsi, l'étude de cas vient appuyer et raffiner, par des observations

directes, notre démarche de recherche documentaire. Dans notre cas, c'est le caractère social, culturel et conflictuel du territoire qui nous intéresse, c'est-à-dire les institutions locales, les traditions, croyances, perceptions et discours qui deviennent pertinents et qui requièrent une observation directe. Enfin, ajoutons que l'étude de cas impliquant l'observation directe du chercheur envers l'objet d'étude participe à la démarche heuristique de notre problème d'étude et de nos hypothèses de recherche.

Dans cette quatrième et dernière section de notre chapitre, nous définirons les paramètres par lesquels notre étude de cas fut menée. D'abord, nous justifierons le choix de la Bolivie, des Yungas ainsi que de Santa Rosita de Suapi comme lieu d'étude. Nous décrirons ensuite comment la collecte de données a été menée : la préparation au terrain et la documentation, pour enfin terminer avec le déroulement du terrain d'étude puis le traitement de l'information obtenue.

2.4.1 Le choix de Santa Rosita de Suapi

Pour notre étude de cas, nous avons choisi la communauté de Santa Rosita de Suapi. Initialement, lors de nos études en géographie, les travaux de James C. Scott (1977 & 1985) et de David Harvey (1982 & 2003) nous ont amené à nous intéresser à l'influence du capitalisme globalisé sur les régions rurales. Ces recherches avaient souvent l'Asie du Sud-Est comme lieu d'étude. Comme les différentes langues de la région nous étaient inconnues, nous avons préféré opter pour une autre région en développement dont la langue nous était familière : l'Amérique du Sud. Plus généralement, nous souhaitions observer si les mêmes phénomènes de changements agraires qui affectaient l'Asie du Sud-Est pouvaient être retrouvés en Amérique latine. Comme nous étions plus familiers avec certains pays de la région, nous optâmes pour la Bolivie, pays qui venait de rompre avec plusieurs décennies de néolibéralisme. Ainsi, nous proposâmes d'étudier le changement agraire dans le cadre d'un gouvernement socialiste affirmant défendre la paysannerie.

Figure 2.3 Communauté de Santa Rosita de Suapi (coin inférieur droit).



Photo par l'auteur, 2016.

Ce choix s'explique d'abord par une certaine familiarité avec la région. Nous avons, en 2007, visité la Bolivie ainsi que la région des Yungas, qui avaient retenu notre intérêt en raison de son isolement, son relief accidenté, sa biodiversité ainsi qu'une certaine autonomie des institutions politiques paysannes. Avant notre second séjour, pour notre étude, nous avons déjà choisi les Yungas comme lieu d'étude en raison du peu d'informations portant spécifiquement sur cette région, en plus du fait que celle-ci ne s'insère tout à fait ni dans l'ensemble régional des basses terres ni dans celui des hautes terres, contribuant ainsi à en faire un objet de recherche unique.

N'ayant aucun contact institutionnel dans la région, nous dûmes visiter plusieurs villages et communautés afin de trouver un endroit propice à notre recherche. Finalement, un des marchands de café de Coroico, chef-lieu de la province des Yungas

du Nord, nous invita à visiter Suapi, petite communauté jadis fort active dans la production de café, et à entrer en contact avec Don F., caféiculteur. Ce dernier accepta d'être notre guide et facilitateur dans la communauté de Suapi, communauté qui accepta par la suite lors d'une assemblée paysanne notre démarche de recherche.

2.4.2 Collecte d'informations

Pour réaliser notre recherche, plusieurs techniques de collecte de données ont été utilisées. En premier lieu, nous avons mené une recherche documentaire préterrain à distance, afin de préparer la recherche. En second lieu, la recherche documentaire fut poursuivie à La Paz, en Bolivie, à l'été 2016. Cette étape nous permit également de faire plusieurs rencontres et contacts qui allaient faciliter notre intégration sur le terrain par la suite. Enfin, la recherche de terrain acheva notre processus de documentation, notamment via l'observation participante et les entrevues.

2.4.2.1 Documentation préterrain

D'abord, une recherche documentaire préliminaire a été effectuée à distance, afin d'affiner notre problématique en plus de préparer la recherche de terrain. Cette étape nous permit notamment de mieux cerner notre cadre théorique à travers un recensement de la littérature sur le changement agraire, le « nouveau paradigme rural », ainsi que l'écologie politique. Également, nous avons fait un recensement de la littérature scientifique portant sur les différents thèmes de recherches, en plus de ceux spécifiques à la Bolivie. Ensuite, une première étape à La Paz, au mois de mai 2016, nous amena à poursuivre la documentation de manière plus précise, en obtenant notamment certains documents autrement difficiles à trouver. Nous avons eu la chance de rencontrer des organisations non gouvernementales (ONG) et intervenants qui nous guidèrent lors de cette première étape, comme la fondation TIERRA et le CEDLA. Une seconde étape nous amena à Coroico, chef-lieu de la province des Yungas du Nord, pour commencer la recherche d'une communauté propice à notre étude. Nous y avons rencontré plusieurs

personnes qui nous guidèrent dans différentes communautés pour nos premiers contacts. Également, nous avons pu visiter différentes initiatives de développement régionales, comme celle de Corazon del Bosque et Caritas. Enfin, nous avons visité pour une première fois la communauté de Santa Rosita de Suapi.

2.4.2.2 Le terrain d'étude et observation participante

Après avoir identifié notre lieu d'étude et obtenu de la part des résidents une autorisation pour mener notre étude, commença notre travail d'observation participante. Afin de mieux intégrer la communauté de Santa Rosita de Suapi, nous avons opté pour l'observation participante. Cette approche, à nos yeux justifiés par la durée de notre séjour dans la communauté et notre besoin d'intégration, nous a permis de mieux comprendre la logique interne des valeurs et pratiques spécifiques à la communauté. Notre proximité dans la vie quotidienne des membres de la communauté nous a permis de mieux saisir le langage tacite, non verbal, qui dénote les dynamiques sociales. Les blagues, rumeurs et médisances dont nous avons été témoins reflètent les conflits, souvent exacerbés par le changement survenant dans la communauté. L'observation participante nous a ainsi permis de valider indirectement la valeur de certaines données quantitatives et a fait émerger, avec l'exemple de l'importance de la culture de la coca, de nouvelles perspectives pour l'analyse de notre problématique, justifiant la souplesse de notre approche méthodologique.

Ainsi, du début du mois de juin au mois de septembre 2016, nous avons participé aux différents travaux et activités de la communauté, comme la préparation des champs par brûlis, le terrassement, l'ensemencement, la récolte, le transport, mais aussi aux assemblées du syndicat, aux ateliers agricoles, les fêtes villageoises et parties de football. Cette pratique, l'observation participante, nous a permis de mieux comprendre les dynamiques internes à la communauté ainsi que de mieux cerner la manière dont s'organise le travail et l'échange, comme le suggère l'approche de l'écologie politique :

The symbols, the norms, the ideological forms they create constitute the indispensable background to their behavior. However partial or imperfect their understanding of the situation, they are gifted with intentions and values and purposefulness that condition their acts. (Scott, 1985, p. 38)

Notre démarche était guidée par la démarche judicieuse faite par Scott (1985) lors de son étude sur l'impact de la révolution verte dans une communauté paysanne de la Malaisie. Son approche préconise une analyse des changements dans la base matérielle des relations sociales avant d'analyser les discours et attitudes portant sur ces changements. Suivant cette approche, nous avons étudié les transformations macro-économiques que provoquent les réformes, souligné les changements dans les relations de classes, et abordé les discours, pratiques et préoccupations des membres de la communauté sur ces mêmes changements. Ainsi, notre processus d'observation participante s'est intéressé librement aux enjeux de la structure de la tenure foncière, de la taille des terres, des outils de l'agriculture, des rendements et limites de la production agricole, de l'accès aux ressources, des revenus, de l'épargne, de l'emploi, de la pauvreté, des habitudes de consommation, des obstacles et incitatifs économiques, des opportunités institutionnelles, des inégalités, des règles institutionnelles locales, de la structure de la parenté, de la migration, de l'autonomie organisationnelle, des résistances, des rumeurs, des facteurs de division, des justifications données aux actions, et ainsi de suite. Ces observations, consignées dans un carnet de recherche et enregistrées lors d'entrevues, ont été mises en relation avec l'étude des réformes ainsi que du contexte macro-économique. Malgré tout, cette manière de procéder ne nous a pas permis de nous intégrer complètement. Dans certains cas, la méfiance envers les étrangers occidentaux, la pauvreté et les différences ethniques ont souvent maintenu une distance difficilement franchissable.

Durant cette période d'observation participante, nous avons mené des entrevues semi-dirigées et libres avec différents membres de la communauté et acteurs clés à l'échelle régionale. Notre mode d'échantillonnage, non probabiliste, fut celui de la méthode

« boule de neige ». Une fois un ou plusieurs contacts faits dans la communauté, ceux-ci nous servent de points d'entrée par lesquels nous pouvons construire notre échantillon de manière relationnelle. Cette méthode fut la plus à même de nous permettre d'obtenir plusieurs points de vue compte tenu de nos ressources, du temps disponible, mais surtout en raison des barrières culturelles qui subsistaient entre nous et la communauté. Ainsi, notre échantillon ne nous permet pas de restituer parfaitement la population, rendant certains objectifs comme la caractérisation de la propriété foncière ou des revenus impossible à systématiser, mais les résultats obtenus nous donnent un ordre de grandeur satisfaisant.

En tout, une dizaine d'entrevues ont été réalisées avec différents membres de la communauté ayant différents profils et occupations. Nous avons interrogé des propriétaires de commerces et des paysans, de grands et petits propriétaires fonciers, des nouveaux arrivants et des *originarios*, des *criollos* et des Aymaras, *cocaleros* et fermiers pratiquant la polyculture, jeunes et vieux, partisans du MAS et septiques d'Evo Morales. Toutefois, nous ne prétendons pas avoir sélectionné les participants de manière à avoir une meilleure représentativité de la communauté, en raison de la taille de notre échantillon, de notre échantillonnage « boule de neige », ainsi que de certaines barrières culturelles nous ayant nui dans l'approche de certains membres de la communauté. Ces entrevues ont duré entre une et deux heures, ont été menées en privé soit au domicile ou aux champs, de manière anonyme et enregistrée avec le consentement explicite du participant. Le questionnaire des entrevues ainsi que le formulaire de consentement soumis aux participants se retrouve à l'annexe B et C.

Figure 2.4 Guides d'entretien semi-directifs.

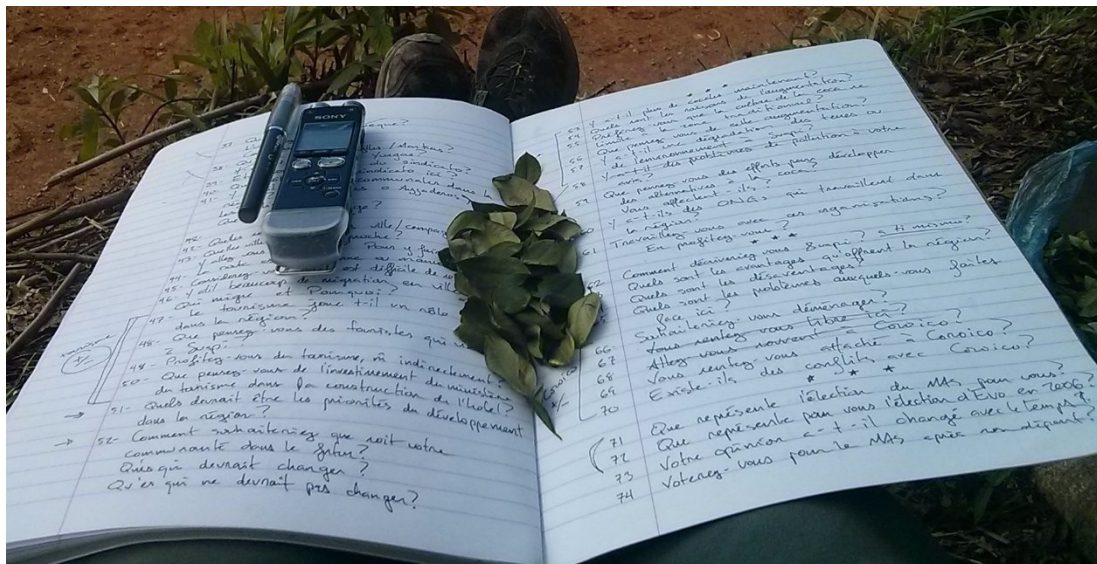


Photo par l'auteur, 2016.

De plus, nous avons tenu lors de notre séjour dans la communauté un carnet de recherche dans lequel nous avons noté toutes observations ou interactions issues de l'observation participante jugées pertinentes. Nous y avons dressé, entre autres, des plans des cultures, des notes sur les méthodes agricoles, un lexique aymara, des bribes de conversations, des résumés des rencontres syndicales et municipales, de remarques importantes, ainsi que des pistes de réflexion et intuitions nourries par les conversations quotidiennes qui ne sont pas issues de nos entretiens. Les informations issues de ce carnet de notes sont disséminées tout au long de ce mémoire et ont guidé l'interprétation de nos résultats.

2.4.3 Traitement de l'information

Nous avons choisi d'employer une technique d'analyse qualitative. En raison de la nature de nos données terrain, nous préférons utiliser une technique qui amènera des exemples issus de l'observation ou des entretiens afin d'illustrer notre propos. Les entretiens effectués sur le terrain ont été retranscrits sous la forme de verbatim. Les

informations obtenues à partir de celles-ci ont été ensuite associées aux thèmes dont elles traitent.

CHAPITRE III

RÉFORMES ET DÉVELOPPEMENT EN BOLIVIE

Ce troisième chapitre se trouve à couvrir quatre sections distinctes. En premier, nous présenterons l'état de la classe rurale en Bolivie à travers un historique de celle-ci à partir de la révolution de 1952 jusqu'aux réformes néolibérales. La révolution de 1952 ainsi que la phase de développement l'ayant suivi sont à nos yeux essentielles afin de comprendre l'évolution de la trajectoire du développement au pays. Ensuite, nous nous adonnerons à une comparaison plus importante entre la phase néolibérale, qui débute avec la nouvelle politique économique de 1985, et les réformes socialistes que connaît le pays depuis l'élection d'Evo Morales en 2005. À cette fin, nous approcherons successivement la réforme agraire de 2006, la réforme constitutionnelle de 2009 ainsi que certains plans de développement productifs. Enfin, nous analyserons les différentes réformes affectant la trajectoire du développement rural afin d'en dégager les objectifs et les moyens.

3.1 État de la classe rural en Bolivie

Il nous semble important pour comprendre la trajectoire qui suit le développement rural en Bolivie de mieux comprendre les différents régimes d'accumulations que connut le pays. Ces régimes d'accumulations traduisent les arrangements institutionnels d'une société qui détermine alors la trajectoire de la croissance, soit les

moyens par lesquels le capital est accumulé, distribué et échangé (à une échelle macroéconomique).

Pour le sociologue Lorgio Orellana Aillón (cité par Webber, 2011), trois régimes d'accumulations distincts ont structuré l'histoire du capitalisme en Bolivie. En premier, ce que Orellana Aillón appelle le super-État minier (« *mining super-State* ») qui atteint son apogée à la fin du XIX^e siècle et commencera son déclin avec la guerre du Chaco qui opposa la Bolivie au Paraguay (en 1932). Cette phase se caractérise par l'extraction de minerai comme le nitrate, l'étain et l'argent au profit de la classe oligarchique. Cependant, le pays s'engage dans plusieurs conflits, où celui-ci perd notamment son accès à l'océan lors de la guerre du Pacifique entre 1879-1883 qui l'oppose au Chili, puis une partie du Chaco en 1932 lors d'une guerre contre le Paraguay. Ce conflit précipitera la révolution de 1952 et la fin du régime d'accumulation minier. La seconde phase d'accumulation est celle du populisme nationaliste et commence avec la révolution de 1952. Le gouvernement du MNR prend alors le pouvoir après une révolte paysanne et ouvrière et qui amènera le gouvernement du MNR à mener de grandes réformes sociales. Cette phase se caractérise par l'adoption du modèle d'industrialisation par substitution des importations et se terminera par une succession de coups d'État qui porteront les militaires au pouvoir dans les années 70 et 80 et qui mènera le pays dans une crise d'endettement hyper inflationniste. Enfin, le dernier régime d'accumulation identifié par Orellana Aillón est celui du néolibéralisme. Afin de sortir le pays de la crise hyper-inflationniste, le gouvernement recourt aux prêts d'urgence du FMI et de la Banque Mondiale, prêts soumis aux fameuses conditions des ajustements structurels. S'ensuit une série de réformes visant à réduire la taille de l'État, privatiser ses entreprises, décentraliser son administration et libéraliser son économie. Cette nouvelle politique économique (NPE) viendra consolider la bourgeoisie financière et agro-industrielle de l'est du pays, mais fragilisera les couches les plus vulnérables de la population. Cette situation contribuera à créer un contexte que Webber (2011) n'hésite pas à qualifier de révolutionnaire, avec la guerre de l'eau de

Cochabamba en 2000, puis la guerre du gaz en 2003 qui amènera de nouveau l'instabilité au pays et qui profitera au MAS, qui gagne les élections de 2005. Nous approcherons chacun de ces régimes d'accumulations afin d'en faire l'analyse des principaux indicateurs illustrant l'évolution du développement rural au pays afin de mieux comprendre ce qui distingue la phase de développement sous le gouvernement d'Evo Morales de la période précédente, celle de la libéralisation de l'économie.

3.1.1 État de la classe rurale prérévolutionnaire

La Bolivie accède à son indépendance de la couronne espagnole au début du XIX^e siècle. À cette époque, l'économie de la Bolivie tourne autour des mines d'étain, d'argent et de cuivre ainsi que de la grande propriété agricole, toute deux concentrées dans la région de l'Altiplano et des vallées interandines. Le régime foncier d'alors est hérité de l'époque coloniale et s'articule autour de l'hacienda, grande propriété foncière. Celle-ci domine le paysage bolivien et concentre la vaste majorité des terres aux mains de peu : au début du XIX^e siècle, 90 % des terres productives de la Bolivie sont sous le régime de l'hacienda, laissant 10 % aux petites communautés paysannes (Webber 2011). Cette situation crée la plus forte inégalité dans la distribution des terres de toute l'Amérique latine (Tableau 3.1).

Tableau 3.1 - Distribution de la propriété agricole avant la réforme agraire - 1950

Size of holdings in hectares	Holdings		Total area (A)		Cultivated area (B)		B/A %
	no.	%	Has.	%	Has.	%	
10 <	59,988	69.4	132,964	0.41	65,981	10.2	49.6
10–500	19,437	22.5	1,467,488	4.48	344,385	52.6	23.5
>500	6,952	8.1	31,149,398	95.11	343,892	37.2	0.8
Total	86,377	100	32,749,850	100	654,258	100	2.0

Tiré de Riviera, 2003, cité dans « *Land tenure legislation in a pluri-cultural and multi-ethnic Society: The case of Bolivia* », par W. Assies, 2006, p. 580.

L'hacienda se fonde sur un rapport de production semi-féodale où un propriétaire terrien loue ses terres à la communauté paysanne, généralement indigène. Ceux-ci, dénommés *indios* ou *colonos*, se voient attribuer une parcelle de 200 m² par famille afin de subvenir à leurs besoins. En retour, les *colonos* doivent travailler les terres du propriétaire quatre jours par semaine, lui donner une partie de leurs récoltes en plus de participer aux corvées d'entretiens (*ponguaje*) (INRA, 2010a).

À cette époque subsiste tout de même des formes précoloniales de tenure foncière, l'*ayllu*. L'*ayllu* est un système politique, économique et culturel propre aux peuples indigènes quechua et aymara de l'Altiplano. Ce système fut la réponse de ces peuples aux exigences de la vie à très haute altitude pour subvenir à leurs besoins : différentes communautés vivant dans différentes écozones à différentes altitudes sont fédérées afin d'échanger différents biens alimentaires et culturels obtenus dans chacune des écozones. Ainsi, un producteur de tubercules et un éleveur de lamas de l'Altiplano sont assurés d'obtenir des fruits et légumes issus des forêts des Yungas, ainsi que du poisson du littoral pacifique sans marché monétarisé à proprement parler (Conzelman, 2007). Le système de tenure foncière de l'*ayllu* se base sur un regroupement de plusieurs groupes de parentés organisé autour de territoires complémentaires. L'*ayllu* prend plusieurs formes. Comme le souligne Riverstone :

For those accustomed to Western land tenure systems, the ayllu's traditional system of land tenure and rotation of communal lands may be hard to grasp, largely because it entails non-exclusive rights. In contrast, within most ayllus, the same land is overlain with different sets of parcel boundaries that are activated according to annual and multi-year rotating cultivation-fallow cycles. While in many cases land tenure appears to resemble a familiar case of Western individualistic property rights, in nearly all cases within ayllus and markas there is extensive social control over land use and land tenure at the community level. (Riverstone, cité par Assies, 2006, p. 588)

La bourgeoisie urbaine, alliée avec les grands propriétaires, tenta à plusieurs reprises de saboter ce mode de tenure, notamment en le proclamant illégal en 1866, 1868 et 1874 (INRA 2010a; Bottazzi & Rist, 2012). L'État voyait la persistance de ce mode de tenure comme un affront à la souveraineté de l'État d'une part, comme les ayllus étaient autosuffisants, mais surtout comme un obstacle à la création d'un marché dans le domaine de l'agriculture, du travail et de la terre. En réalité, ces lois ont surtout facilité l'accaparement des terres communales par les propriétaires terriens des haciendas (INRA 2010a).

Au tournant du XX^e siècle, après plusieurs décennies d'enrichissement sous le régime de l'hacienda, les *colonos* commencèrent à se soulever contre l'autorité des propriétaires. D'abord en 1921, puis en 1927, les *colonos* réclamèrent la levée de l'impôt écrasant auquel ils étaient soumis (INRA 2010a). En 1936 se forme alors le premier syndicat agricole afin de défendre le droit des paysans face à l'oligarchie. Les paysans, alors influencés par des anarchistes et socialistes européens en exil, choisirent le syndicat puisqu'ils se définissaient en tant que travailleurs de la terre réclamant leurs moyens de production, la terre (Conzelman, 2007; Bottazzi & Rist, 2012). Rapidement, ces syndicats se répandront à travers les vallées des Andes ainsi que dans l'Altiplano. Le processus de syndicalisation en campagne fut momentanément ralenti par la guerre du Chaco, en 1932, que pour mieux relancer le processus. Cette guerre de contrôle du Chaco, plaine semi-aride, fut meurtrière. Après trois ans de conflits, l'élite politique du pays perdit complètement sa légitimité aux yeux de la population et les Boliviens se radicalisèrent rapidement dans les tranchées au contact de l'horreur de la guerre, mais aussi des idées révolutionnaires; ils avaient compris que le pouvoir était soutenu par les armes (Assies, 2006). Les soulèvements armés se généralisèrent en campagne et forcèrent le président David Toro, en 1936, à reconnaître le syndicat comme seule forme de représentations politique légale (INRA 2010a).

En 1938, dans un contexte prérévolutionnaire où les idées socialistes se diffusaient rapidement, se forme le Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR). La guerre du Chaco laissa le pays au bord de la crise économique et le système semi-féodal en agriculture incapable de subvenir aux besoins de la population. En 1951, le MNR remporte les élections, mais une junte militaire empêche le parti d'exercer le pouvoir. Une alliance entre la classe moyenne urbaine et les mineurs se forme et organisent la prise du pouvoir à La Paz au même moment où, dans les campagnes, et de manière autonome, se soulèvent les paysans qui occupent les terres des haciendas.

3.1.2 État de la classe rurale sous la phase d'industrialisation par substitution des importations

Le gouvernement du MNR, bien que proche des idées socialistes, n'est pas pour autant un parti révolutionnaire à proprement parler. Si celui-ci mène de grandes réformes sociales, c'est notamment afin de moderniser l'industrie et mener le pays dans une nouvelle phase de développement capitaliste. En effet, le MNR est à la base le résultat de l'insatisfaction d'une élite bourgeoise urbaine face à l'immobilisme de l'oligarchie de l'étain et des grands propriétaires dont le pouvoir résidait dans l'extraction et l'exportation de minerais. Cette bourgeoisie urbaine s'allie alors avec l'avant-garde syndicale, représentée par les travailleurs des mines et organisée au sein de la centrale syndicale ouvrière (*Central Obrera Boliviana*, COB). Afin de rompre avec cette économie extractiviste, le MNR emprunte le chemin de l'ISI. L'État met alors sur pieds plusieurs entreprises d'État sous contrôle ouvrier dans le domaine de l'extraction minière et gazière. De plus, le droit de vote est octroyé à tous les citoyens, des écoles publiques gratuites sont fondées dans les régions indigènes, le tout financé par la nationalisation des mines et du gaz (Conzelman, 2007).

Galvanisés par la vigueur des réformes, inspirés par la lutte des mineurs et organisés autour des syndicats, les *indios* entreprennent l'occupation des haciendas. Celles-ci

sont alors démantelées en 1952, et la loi interdit le travail forcé dans tout le pays. Ceux qui jusqu'ici étaient appelés *indios*, se nomment désormais *campesinos* (paysans). Ce changement de dénomination souligne le changement radical qui s'opère : la terre appartient dès lors à celui qui la travaille. Cette maxime sera alors celle de la réforme agraire qu'entreprend le MNR aussitôt, non pas en tant que parti d'avant-garde révolutionnaire, mais plutôt afin de régulariser le processus révolutionnaire qui s'est déjà mis en marche dans la campagne (Assies, 2006; Conzelman, 2007; INRA 2010a; Webber, 2011; Bottazzi & Rist, 2012; Colque & al., 2016).

La réforme agraire de 1953 est tout de même fondamentale. D'abord par son caractère redistributif : toutes les haciendas de l'Altiplano et des vallées sont expropriées et redistribuées aux paysans. Ensuite par son principe directeur : celui qui affirme que la terre appartient à celui qui la travaille, principe qui est depuis inscrit dans la constitution bolivienne (Estado Plurinacional de Bolivia, 2009). Ce principe interdit dès lors la location et la rente foncière. Enfin, la réforme affirme également que la terre doit remplir une fonction socioéconomique.

Pour avoir accès aux terres des haciendas expropriées, les anciens *indios* doivent fonder un syndicat. Ce dernier devient alors l'entité légale de la représentation paysanne et vient souvent réintroduire informellement des modes de tenures foncières traditionnelles telles que l'*ayllu* (Assies, 2006 ; Bottazzi & Rist, 2012). Le syndicat, dont le mode de fonctionnement se base sur la démocratie directe, devint le noyau de base de la vie politique, sociale et économique de la paysannerie et devait servir de courroie de transmission entre l'État et la campagne (Conzelman, 2007; INRA 2010a). Les différents syndicats de l'Altiplano et des vallées sont alors regroupés au sein de la Confédération nationale des travailleurs paysans de Bolivie (*Confederación Nacional de Trabajadores Campesinos de Bolivia*, CNTCB, dissout en 1979) alors très près des intérêts de l'État.

En effet, l'État avait alors besoin de contrôler la population rurale pour plusieurs raisons. D'abord, afin de l'utiliser comme force électorale et militante pour contrebalancer le radicalisme des syndicats ouvriers et mineurs (Assies, 2006). Ensuite, pour organiser la modernisation de l'agriculture. Si la réforme agraire peut être qualifiée de radicale, c'est en raison de la mobilisation de la paysannerie. Cependant, l'État avait d'autres objectifs à long terme : l'intégration de la paysannerie dans l'appareil productif du pays ainsi que l'expansion de la frontière agricole. Comme le résume Assies, les positions du MNR étaient claires, la réforme agraire se voulait être :

a scientifically based study of the indigenous agrarian problem, with the aim of incorporating the million of peasants that until now have been marginalized from it into national life, and to achieve an adequate organization of the agrarian economy in order to obtain maximal output. (Assies, 2006, p. 579)

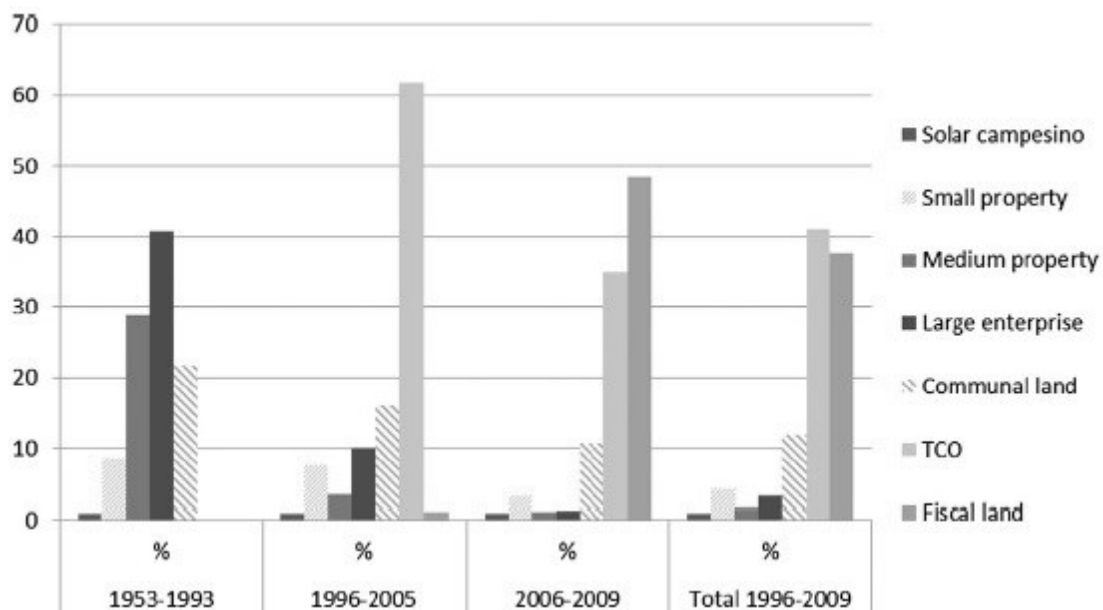
Pour le MNR, l'ancien système de l'hacienda était improductif notamment par sa nature spéculative : à la veille de la révolution, 615 propriétaires contrôlaient 16.2 millions d'hectares dont seulement 0.2 % étaient cultivés (Conzelman, 2007). Le MNR veut donc donner à la paysannerie un rôle productif. D'abord en mettant sur pieds un programme de colonisation de la frontière agricole de l'est du pays. Ce programme servira également à satisfaire aux demandes paysannes pour le contrôle de la terre et alléger la situation de fragmentation de la terre alors commune dans l'Altiplano. Ensuite, la réforme agraire doit introduire la paysannerie, à très forte majorité indigène, dans les rapports de production et d'échange capitalistes. Le MNR voulait libérer la main-d'œuvre des haciendas pour créer un secteur agricole compétitif et productif, et éventuellement industriel.

Ainsi, l'État mit en place un plan de développement afin de créer et stimuler l'agro-industrie dans l'est du pays. Les plaines amazoniennes du département de Santa Cruz furent le lieu idéal pour cette industrie naissante : il s'agissait d'une frontière agricole située dans le piémont, avec de vastes étendues de terre libre dans une plaine alluviale

qui se prêtait bien aux cultures rentables du riz, du sucre et du coton, destiné à nourrir le marché intérieur et éventuellement extérieur (Pacheco, 2006; Colque & al. 2016). Afin de soutenir l'industrie agroalimentaire de l'Est, l'État mit en place une politique macroéconomique qui introduit le contrôle du prix des produits agricoles, un système de crédit agricole issu de banques étatiques et une restriction à l'importation de produits agricoles et alimentaires (Pacheco, 2006). Le programme de colonisation devait amener dans la région la future main-d'œuvre agricole.

Durant les premières années de la phase d'ISI, le secteur agro-industriel se consolida. La politique macroéconomique mise en place bénéficia largement aux agriculteurs du département de Santa Cruz, et une partie des revenus des industries nationalisées fut canalisée vers le complexe agro-industriel (Colque & al., 2016). Les cultures initiales de coton, de sucre et de riz firent tranquillement place au soya, au tournesol et autres culture oléagineuses. Le prix élevé de ces cultures stimula l'économie régionale des basses terres, dans un contexte où le pouvoir, alors aux mains des militaires dans la décennie 70, favorisa l'octroi de vastes étendues de terres à une minorité proche du pouvoir (Figure 3.1) (Urioste, 2012). Sous la dictature d'Hugo Banzer dans la décennie 70, l'agro-industrie de Santa Cruz obtient 70 % des terres agricoles libérées par l'État pour la colonisation, qui furent octroyés à 2 % de propriétaires (INRA 2010a, Colque & al. 2016).

Figure 3.1 - Superficie de terre régularisée par catégorie de droits de propriété et par périodes (en %)



Tiré de « Changing Land Rights Means Changing Society: The Sociopolitical Effects of Agrarian Reforms under the Government of Evo Morales », par P. Bottazzi & S. Rist, 2012, p. 542.

Au même moment, l'agriculture paysanne plongeait lentement dans l'immobilisme. Les terres que la paysannerie reçut lors de la révolution de 1952 correspondaient, généralement, aux terres qu'elles cultivaient déjà. Ces parcelles étaient pour la plupart de petite taille, oscillant entre 0.5 et 5 ha, et les sols considérablement dégradés. La fragmentation des terres alla en s'accroissant en raison de la croissance démographique. Le résultat est ce que l'on appelle le *minifundio*, soit une agriculture parcellarisée, morcelée, ce qui affecte les rendements et empêche souvent la modernisation de l'appareil productif par la mécanisation de l'agriculture (Conzelman, 2007). Ainsi, la paysannerie voyait plusieurs obstacles sur le chemin de son intégration dans l'économie marchande.

Figure 3.2 - Exemple de parcellarisation : ici les parcelles ont souvent moins d'un demi-hectare



Photographie par l'auteur, 2015.

Durant la décennie 70, les salaires plongèrent au plus bas, fragilisant encore plus la classe paysanne, touchant des niveaux de précarité les plus bas de l'époque moderne (Conzelman, 2007). Entre 1980 et 1985, les revenus des familles ont diminué de 29 % dans un contexte de libéralisation de l'économie (Conzelman, 2007). La réforme agraire, radical dans ses desseins, fut entravée par la corruption de ses administrateurs, par la

lourdeur de son appareil bureaucratique, par ses innombrables problèmes techniques et était minée par les ventes illégales de terres, par la superposition de titres de propriété contradictoires puis par un manque de coopération interinstitutionnelle (Colque & al., 2016). Enfin, le Conseil National de Réforme Agraire (Consejo Nacional de Reforma Agraria – CNRA) était systématiquement sous-financé en raison d'un manque de volonté politique flagrant de la part de la dictature militaire.

3.2 Les réformes néolibérales

Entre 1964 et 1985, le pays connaît 18 présidents différents, gouvernements populistes ou dictatures militaires. Cette instabilité politique précipite une instabilité économique : afin de supporter des politiques populistes ou électoralistes improductives, le pays s'endette rapidement. Le taux de chômage grimpe alors et explose lorsque le prix de l'étain s'effondre, forçant la mise à pied de milliers de mineurs. Ceci aura aussi pour conséquence de priver l'État d'une source importante de revenus, ce qui l'empêche davantage de financer ses dépenses, et ainsi d'emprunter. L'hyperinflation est alors rampante et s'emballe quand le gouvernement recourt à l'assouplissement quantitatif au début de la décennie 1980.

3.2.1 *Nueva Política Económica*

Afin de combattre la crise économique, le gouvernement du MNR, présidé par Victor Paz Estenssoro, met en place en 1985 la NPE. Ces mesures sont issues des contraintes imposées par le FMI au gouvernement qui sollicite des prêts d'urgences : les controversées politiques d'ajustements structurels. Celles-ci s'inscrivent en rupture avec la phase d'ISI en mettant l'accent sur la production de biens et matières premières destinés à l'exportation plutôt qu'au marché de consommation nationale. Ces mesures visent à atteindre la stabilité macroéconomique par différents moyens. Premièrement en libéralisant les capitaux et les marchés, deuxièmement en réduisant le déficit fiscal

et troisièmement en privatisant et en décentralisant les biens et services de l'État pour en réduire sa taille. La NPE aura ainsi abaissé les barrières tarifaires aux importations, supprimé les taux préférentiels des prêts bancaires étatiques destinés à l'agriculture, éliminé les restrictions aux investissements étrangers, aboli les subventions, réduit le contrôle de l'État sur l'économie au minimum, privatisé les entreprises d'État et dévalué la monnaie nationale. De plus, la NPE aura permis de rejoindre l'équilibre budgétaire en sabrant les services publics et en gelant les salaires de la fonction publique. Finalement, la NPE aura également permis de ramener le taux d'inflation, de 60 000 % en 1985 sous les 14 % en 1988 (Conzelman, 2007).

Le début de la NPE, entre 1985 et 1987 entraîna des centaines de milliers de mises à pied, principalement dans les domaines miniers (jusqu'à 30 000), de l'administration publique (de 25 % de l'emploi en milieu urbain à 13 % entre 1985 et 1995) ainsi que du secteur bancaire (Webber, 2011). La NPE aura pour conséquences de déplacer l'emploi du secteur formel au secteur informel, de briser la base syndicale de plusieurs secteurs d'emploi et de pousser plusieurs anciens mineurs vers la frontière agricole dans le Chapare, où ils rejoindront les syndicats de producteurs de coca (Webber, 2011, Conzelman, 2007, Gallardo, 2012).

La NPE marque le début de grandes réformes néolibérales en Bolivie. Si celle-ci représente l'application du consensus de Washington aux politiques publiques de la Bolivie, deux autres lois viendront réformer en profondeur l'économie politique du pays, affermissant l'influence du néolibéralisme au pays : la *Ley de Capitalización* et la *Ley de Participación Popular*.

3.2.2 *Ley de Capitalización et Ley de Participación Popular*

Durant la décennie 90, alors que l'inflation est finalement maîtrisée, le nouveau gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada met en place deux lois poursuivant

l'agenda néolibéral au pays : la loi de Capitalisation et la loi de Participation Populaire (LPP).

La loi de capitalisation vient privatiser partiellement cinq des plus grandes sociétés d'État, dont les revenus contribuaient jusqu'à 60 % du budget de l'État, respectivement dans les domaines des hydrocarbures, de l'électricité, des chemins de fers, de la métallurgie et des télécommunications (Kohl, 2002). L'objectif est de soumettre jusqu'à 50 % des actions des entreprises aux investissements privés alors que l'autre moitié est réservée à l'État. Ces mesures devaient attirer les capitaux étrangers, augmenter la productivité stimuler l'emploi et profiter à l'État. Cependant, ces mesures eurent l'effet de réduire l'emploi et de diminuer les revenus de l'État (Kohl, 2002). Éventuellement, l'impopularité de ces mesures mènera aux révoltes populaires qui viendra mettre un terme à la phase néolibéral au pays.

La LPP de 1994 peut être considérée comme le corollaire des réformes économiques de 1985. L'objectif initial de cette loi est double : de décentraliser radicalement l'État bolivien, conformément aux principes du néolibéralisme, afin d'en finir avec le capitalisme d'État d'une part, et d'une autre, d'inclure la majorité autochtone du pays, à majorité rurale, dans les processus de gouvernance locaux (Conzelman, 2007). Pour ce faire, la loi prévoit transférer 20 % du budget fédéral aux municipalités, tout en leur déléguant la responsabilité d'élaborer leurs propres plans de développement sur une base annuelle (*Plan Operativo Anual* – POA) et quinquennale (*Plan de Desarrollo Municipal* – PDM), ainsi qu'en leur transférant la responsabilité de gestion et d'entretiens des écoles, des infrastructures et de la santé (Estado Plurinacional de Bolivia, 1994).

Cette loi vint effectivement consolider un État libéral moderne en Bolivie, mais plutôt que de servir les intérêts économiques, la décentralisation de l'État vint renforcer les organisations syndicales et les groupes indigénistes à l'échelle locale, et délégua la

responsabilité des initiatives de développement rural aux ONG internationales (Kohl, 2002). Cette décentralisation de l'État marquera le début d'un mouvement de reconnaissance de l'identité de la population bolivienne, puis de leur territorialisation, qui transformera les moyens de luttes paysannes, ouvrières et autochtones envers l'État. Pour Lacroix (2009), ce mouvement d'ethnisation transforma le rapport de la population envers le territoire, exprimé par un engouement pour la titularisation des terres par les populations autochtones sous l'appellation de TCO.

3.2.3 Nouvelle constitution de 1994 et seconde réforme agraire INRA

Ces réformes furent élaborées dans un contexte de mobilisation autochtone. En 1990, les autochtones de l'Est du pays se regroupent lors de la marche pour le territoire et la dignité afin de faire valoir leurs droits au territoire. La marche, organisée par la confédération des peuples indigènes de l'Orient bolivien (Confederación de Pueblos Indígenas del Oriente Boliviano – CIDOB, désormais Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia, mais gardant le même acronyme), gagne rapidement en popularité et amène le gouvernement à reconnaître quatre territoires indigènes gérés par cinq différentes ethnies. De plus, le gouvernement ratifie la convention 160 sur les droits indigènes de l'Organisation internationale du travail en 1991. Ceci aura pour effet de mener l'État à une reconfiguration constitutionnelle en 1994 qui fait de l'État bolivien un État pluriethnique et multiculturel dans une économie de marché (Kohl, 2003; Bottazzi & Rist, 2012; Fontana, 2014).

Enfin, la dernière étape de la phase néolibérale au pays est la nouvelle réforme agraire de l'INRA. Celle-ci est menée en 1996 après un scandale révélant la corruption régnant au CNRA. La nouvelle réforme agraire, bien que cherchant à apaiser les demandes des groupes paysans et indigènes, est fondamentalement néolibérale : par le processus de *saneamiento* – littéralement : assainissement –, on cherche à titulariser le plus de terres possible afin de stimuler une meilleure allocation des ressources dans un marché de la

terre libéralisé (Assies, 2006; Bottazzi & Rist, 2012; Colque & al., 2016). Cette nouvelle réforme reconduit également plusieurs éléments importants de l'ancienne réforme, notamment l'article stipulant que la terre doit remplir une fonction économique et sociale. Cependant, bien que la réforme prévoie l'expropriation des grandes propriétés à des fins de redistributions, les mécanismes technico-juridiques qui viennent appuyer la loi entrent en contradiction avec cet objectif (Colque & al., 2016). Face à une vive opposition de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia – CSUTCB) et de la CIDOB, l'État viendra inclure dans la loi une distinction entre les terres à fonctions sociales, qui viendrait protéger les propriétés communales, les territoires indigènes, les coopératives ainsi que la petite propriété individuelle et familiale, de celles remplissant une fonction sociale et économique, qui libéralisent de facto le marché de la terre et qui touche les terres forestières et la moyenne et grande entreprise. Ainsi, cette réforme vint reconnaître quantité de petites propriétés communales dans l'Altiplano et plusieurs territoires dans les basses terres sous forme de TCO (Assies, 2006; Bottazzi & Rist, 2012).

3.2.4 Conséquence pour la classe rurale

Un des objectifs de la NEP dans le domaine de l'agriculture était de promouvoir l'agro-industrie afin de permettre le remplacement des minerais par des produits agricoles comme première catégorie d'exportation. En effet, à la suite de l'effondrement du prix des minerais, les cultures oléagineuses connaissent une variation de superficie cultivée de 421 % entre 1990 et 2010 (Urioste, 2012; Colque & al., 2015). La superficie des terres cultivées au pays passe de 1 251 501 ha en 1990 à 2 815 093 ha en 2010, une augmentation de 125 % essentiellement attribué l'expansion de la frontière agricole dans la région de Santa Cruz, le cœur agro-industriel du pays (Colque & al., 2015). En 1997, le soya représente 19 % des valeurs totales des exportations et en 2003, il occupe

la seconde place comme produit d'exportation, derrière les hydrocarbures (Pacheco, 2006).

Il est évident que la plus grande part des efforts et investissements de la NEP est dirigée vers l'agro-industrie (CEDLA, 2012). Ceci n'est pas un hasard pour Pérez (2015). Selon lui, l'agriculture paysanne demeura prépondérante au pays en raison des limites physiques et institutionnelles à l'agriculture commerciale par le passé. Si la réforme agraire de 1953 a mis les bases d'un secteur agricole industriel dans l'Est du pays, c'est seulement avec la phase néolibérale que cette force productive sera libérée. Ainsi, alors qu'en 1963 la production paysanne représentait approximativement 82.2 % de la valeur totale de la production agricole, en 2002, cette proportion tomba à 39.7 % (Brabazon & Webber, 2014). En effet, la dévaluation de la monnaie dans la moitié de la décennie 80 vient sécuriser les investissements productifs en agriculture en facilitant l'exportation. L'État mena également de grands chantiers afin de connecter l'est du pays avec les régions voisines et la réforme agraire libéra de nouvelles terres à faible coût pour la grande entreprise (Pacheco, 2006).

La réforme INRA de 1996 vient accentuer la dualité territoriale entre les basses terres de l'Est et les vallées interandines et l'Altiplano de l'Ouest. Cette réforme vint consacrer un marché de la terre qui facilita la consolidation de celles-ci dans les mains de peu. Dans la culture du soya, 2 % des producteurs se partagent plus de la moitié du total des terres cultivées (Urioste, 2012; Colque & al., 2016). Le processus de *saneamiento*, par manque de volonté politique de moyens financiers et croulants sous la corruption, demeura relativement lent et marginal : à la veille de l'élection du MAS en 2005, soit deux ans avant la fin prévue du processus, seulement 14 % des terres avaient été affectées, soit 15 millions d'hectares sur un total de 107 millions (Assies, 2006; Brabazon & Webber, 2014; Colque & al. 2016).

Cependant, la phase néolibérale aura un effet mitigé sur l'agriculture paysanne. La principale conséquence des réformes aura été de faciliter une agriculture entrepreneuriale au détriment d'une agriculture traditionnelle qui souffre d'épuisement dans un nouveau contexte économique très compétitif, mais les nouvelles lois permettront également l'émergence d'une nouvelle forme de gouvernance territoriale indigène.

Le développement économique de la paysannerie stagne à l'issue des réformes néolibérales pour plusieurs raisons. D'abord, les réformes auront causé une baisse des revenus au niveau national. Cette diminution est d'autant plus forte dans le monde rural en raison de l'amortissement du prix payé pour les denrées alimentaires d'origine paysanne (fruits et légumes) issue de l'ouverture commerciale du pays, qui voit le volume d'importation agroalimentaire exploser à la suite de la stabilisation du taux d'inflation (Pacheco, 2006; Colque & al., 2015; Pérez, 2015). Aussi, l'agriculture paysanne a le rendement le plus bas de toute l'Amérique latine, ce qui rend la paysannerie particulièrement vulnérable à la compétition. Les marchés urbains sont inondés par la contrebande de biens alimentaires des régions limitrophes en plus d'être victime du dumping commercial de produits alimentaires bon marché de la part des États-Unis à travers les programmes de la United States Agency for International Development (USAID) (Assies, 2006; Colque & al., 2016). Enfin, ce contexte économique difficile, jumelé à une énorme pression démographique sur la terre, entraîne la migration partielle ou totale d'une partie des membres des ménages de l'Altiplano vers la frontière agricole et les centres urbains (Colque & al., 2015; Pérez, 2015). Ceci aura pour conséquence d'amener les paysans à se tourner vers l'agriculture commerciale (café, coca) ou encore à devenir ouvriers agricoles, mais aussi à occuper des emplois ruraux non agricoles qui fleurissent à cette époque dans les petites et moyennes villes régionales. En somme, même si la paysannerie représente une importante force numérique et démographique au pays, sa participation dans l'agriculture tend à diminuer tant en termes de productivité que de superficie. Ceci vient

marginaliser l'agriculture paysanne au pays et nourrir les marchés de l'emploi en milieu urbain et dans la zone agro-industrielle.

Du côté de la société civile, les réformes multiculturelle et post-moderne de l'État facilitent une redéfinition identitaire des Boliviens. Désormais, ceux-ci s'associeront davantage selon des lignes de partage non plus de classes (paysans et ouvriers), mais plutôt ethnique et identitaire (Aymara, Quechua, Guarani, etc.) (Assies, 2006; Conzelman, 2007; Webber, 2011; Bottazzi & Rist, 2012; Fontana, 2014). Ainsi, la COB, qui fédère les forces syndicales du pays, voit son avant-garde minière être remplacée par l'aile indigéniste au comité exécutif après les mises à pied massives du secteur minier et public à la suite de la NEP. Désormais, les formes d'organisation paysanne et autochtone deviennent déterminantes dans les luttes sociales qui s'attacheront à élargir les réformes néolibérales afin que celles-ci reconnaissent l'autonomie territoriale des indigènes et leurs formes d'organisations (Assies, 2006; Bottazie & Rist, 2012). Le territoire devient alors un élément déterminant dans la politique nationale.

La réforme agraire de 1996 viendra reconnaître l'autonomie territoriale indigène à travers les TCO : on reconnaît explicitement le territoire comme vecteur identitaire et économique (Anthias & Radcliff, 2015; Colque & al., 2016). La réforme assure que la propriété foncière des TCO est inaliénable, indivisible, collective et exempte d'impôts (Fontana, 2014). En 2003, les demandes de reconnaissance de TCO dans l'Altiplano, milieu traditionnellement paysan, couvrent un territoire de 12 millions d'hectares (Assies, 2006). Ce phénomène permet une superposition d'une économie rurale paysanne et indigène empruntant des formes d'organisation traditionnelles au sein d'une économie néolibérale à l'échelle nationale. Les nouveaux acteurs syndicaux, comme la CIDOB et le Conseil National des Ayllus et Markas du Qullasuyu (Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu – CONAMAQ), sont ceux les plus à même de représenter les intérêts de la population à travers une gouvernance locale par la

territorialisation de leurs pouvoirs (Bottazzi & Rist, 2012). Contrairement aux centrales syndicales traditionnelles, ces nouveaux acteurs mettent sur pied des structures en parallèle de l'État. Ainsi, suite aux pressions du mouvement indigéniste, la loi INRA permet l'émergence d'une tenure foncière indigène, qui, selon Assies (2006) reflètent davantage les idées de Polanyi concernant l'autoprotection des formes traditionnelles de production, que d'un marché de la terre libre comme le préconise DeSoto.

En conclusion, les réformes néolibérales ont amené une marginalisation de l'agriculture paysanne, mais pas forcément sa disparition, qui entre en compétition avec le secteur agricole commercial international. Le pays poursuit sa politique économique extractiviste. Les réformes constitutionnelles, agraires et de décentralisation ont contribué à transformer la conscience de classe des Boliviens vers une compréhension ethnique et identitaire, et ce faisant, ont participé à territorialiser les luttes sociales qui réagiront avec violences aux mesures d'austérités à la fin de la décennie 90 (Kohl, 2002). En effet, en 1997, l'État est mis sous pression par le FMI et la Banque Mondiale pour réduire le déficit qui atteint alors 470 millions USD. S'ensuit une politique économique d'austérité qui verra le prix de l'essence augmenter de 25 % et le système d'aqueduc de Cochabamba se privatiser.

3.2.5 XXI^e siècle et période révolutionnaire

Le début des années 2000 en Bolivie sera le théâtre de vives tensions entre une coalition indigène, paysanne et ouvrière d'une part et l'État de l'autre. Cette époque, qui mènera à l'élection du gouvernement socialiste, peut être qualifiée de prérévolutionnaire par la mobilisation massive et violente qu'elle entraînera (Webber, 2011). Si le conflit débute en réaction à la privatisation du système d'aqueduc de la ville de Cochabamba par la Banque Mondiale, ce soulèvement s'élargira en conflit social mobilisant toute la population pour la renationalisation l'industrie des hydrocarbures. Cette guerre du gaz, comme elle fut appelée, culmina avec la démission forcée de deux présidents, Gonzalo

Sánchez de Lozada en 2003 et Carlos Mesa Gisbert en 2005. Au cœur du mouvement de contestation, des idées anticapitalistes issues de la riche tradition ouvrière du pays, mais aussi un besoin de libération indigène dans ce pays où la domination de classe correspondait à l'oppression ethnique de la minorité mestizos sur la majorité indigène (Webber, 2011). En guise d'exemple, au début du premier mandat d'Evo Morales, 90 % des terres arables étaient détenues par la moyenne et grande entreprise alors que 90 % de la population vivant de l'agriculture communautaire et familiale se partageaient le reste (Brabazon & Webber, 2014). C'est à l'issue de ce conflit que le MAS, dirigé par un leader syndical *cocalero*, prendra les rênes du pays en 2005 avec l'obtention de 53.7 % du vote populaire.

3.3 Les réformes du MAS

Le gouvernement socialiste d'Evo Morales entreprit de grandes réformes dès le début de son mandat. Sous sa présidence, il légalise l'usage traditionnel de la coca, reconduit une nouvelle réforme agraire, renégocie les contrats d'exploitation avec l'industrie gazière, pétrolière et minière puis réforme la constitution. Si son premier mandat lui vaut une vive opposition de la part de la classe capitaliste établie dans l'Est du pays, qui mènera le pays au bord de la guerre civile en 2008, Morales saura affermir sa base électorale afin de remporter un référendum de révocation la même année, puis une seconde victoire électorale en 2009, obtenant 64 % des voix, tout en ayant la majorité absolue au parlement. Enfin, Morales remporte un troisième mandat en 2014 avec 61 % des voix. Ces victoires amènent une ère de stabilité démocratique rarement égalée au pays, notoirement sujet à de nombreux coups d'État par le passé.

Avant d'étudier les impacts qu'auront eus ces réformes pour la classe rurale et l'économie bolivienne, nous nous attarderons ici à analyser les réformes qui affecteront la trajectoire du développement rural. D'abord, la loi de reconduction de la réforme

agraire INRA de 2006, ensuite la réforme constitutionnelle de 2009, puis différents plans de développement productif du secteur agricole.

3.3.1 Reconduction communautaire de la réforme agraire INRA de 2006

Cette réforme, nommée loi de reconduction communautaire de la réforme agraire, peut aussi être appelée réforme de la réforme de la réforme agraire. Comme nous l'avons vu jusqu'ici, les réformes précédentes, bien que radicales en principe, n'ont pas réussi à effectuer une réelle redistribution de la terre. Alors que la révolution de 1952 affirmait que la terre appartenait à celui qui la travaille, c'est plutôt la grande entreprise qui réussit à régulariser leurs titres de propriété sur la plus grande proportion des terres, aidées par la corruption des régimes militaires en place. La réforme de 1996, par manque de financement, ne peut mener à terme le projet initial d'assainissement des titres de propriété, nécessaire à la création d'un marché de la terre, et vint protéger la propriété communale que sous la pression des groupes indigénistes. Ainsi, l'une des priorités du gouvernement socialiste sera de mener une nouvelle réforme agraire.

Cette nouvelle réforme vient introduire seulement quelques légères modifications de la loi de 1996, afin de faciliter le processus de titularisation de terres, mais aussi leurs distributions et surtout, de leurs expropriations (Ormachea, 2009). Pour s'assurer d'une utilisation raisonnable de la terre, cette loi s'appuie sur deux concepts : la fonction sociale et de la fonction socioéconomique que doit remplir la terre – notion héritée des réformes précédentes. La fonction sociale concerne l'agriculture familiale, paysanne et indigène et affirme que l'exploitation de la terre doit être faite pour le bien-être économique de la famille et de la communauté (art. 2.1. Estado Plurinacional de Bolivia, 2016). La fonction socioéconomique de la terre concerne davantage la moyenne et grande propriété, l'exploitation forestière puis les activités de conservations et stipule que l'exploitation de la terre doit avoir un impact économique. Si cette fonction n'est pas remplie, l'État peut alors exproprier la terre et la redistribuer à la communauté.

Contrairement à la réforme précédente, dont le mécanisme d'expropriation reposait sur l'incapacité à payer les taxes basées sur la productivité de la terre (déterminé par le propriétaire lui-même!), la nouvelle réforme mène une vérification sur le terrain pour s'assurer de la conformité avec la loi (Brabazon & Webber, 2014, Colque & al., 2016). De plus, la loi stipule que toutes les terres de l'État (2 à 4 millions d'hectares de terres fiscales) seront distribuées par l'INRA aux paysans et indigènes sous forme de terres communautaires qui sont désormais nommées *Territorios Indígena Originario Campesino* (Territoire Indigènes, Autochtones et Paysannes - TIOC) (Estado Plurinacional de Bolivia, 2006; Fontana, 2014). Pour ces raisons, certains auteurs ont qualifié cette réforme de « *pro-poor land policie* » en raison de la promotion des droits de propriété communale inscrite dans la loi (Bottazzi & Rist, 2012).

3.3.2 Réforme constitutionnelle de 2009

Si la reconduction de la réforme agraire a causé plusieurs problèmes à la présidence d'Evo Morales, la réforme constitutionnelle (Estado Plurinacional de Bolivia, 2009) amènera le pays au bord de la guerre civile en 2008. Ici nous présenterons les éléments les plus intéressants en regard à notre problématique.

Le premier article de la nouvelle constitution réaffirme la Bolivie en tant qu'État plurinational, décentralisé et interculturel. Le deuxième article vient reconnaître l'existence de cultures précoloniales sur son territoire et leur garantit le droit à l'autodétermination à l'intérieur des limites de l'État – l'autogouvernement, la reconnaissance de leurs institutions propres et la reconstitution de leurs territoires. Cet article est renforcé par l'article 30 qui octroie aux peuples précoloniaux les droits au territoire et à la libre détermination, à la reconnaissance de leurs institutions par l'État, à la titularisation collective de leurs terres, à la promotion et valorisation de leurs savoirs et traditions et aux bénéfices des revenus de l'exploitation de leurs terres. L'article 8 inclut dans les principes et finalités de l'État les visions cosmologiques

autochtones et indigènes comme le *vivir bien* et le respect de *Pachamama*. L'article 191 reconnaît aux peuples autochtones et indigènes l'exercice de leurs propres justices en respect à leurs valeurs et croyances. L'article 304 délègue aux autonomies indigènes autochtones et paysannes (TIOC) le rôle d'élaboration des politiques de développement économique sur son territoire. L'article 351 vient confirmer la nationalisation des ressources gazières et pétrolifères en affirmant que l'État assume le rôle de contrôle et d'orientation de l'exploitation des ressources stratégiques à travers des entreprises d'État, des coopératives ou bien des organismes communautaires. Il est aussi dit que cette exploitation devra être faite en respect aux valeurs et traditions des peuples autochtones et indigènes si celle-ci est faite sur leurs territoires. L'article 352 prévoit des mécanismes de consultation lorsque l'exploitation des ressources naturelles sera faite à l'intérieur d'un TIOC. L'article 384 reconnaît et protège la culture de la coca en tant que patrimoine culturel et facteur de cohésion sociale. L'article 393 vient protéger la propriété collective et communautaire de la terre tant que celle-ci remplit une fonction sociale. L'article 394 affirme que la terre communautaire est indivisible, inaliénable et libre d'impôt. L'article 395 octroie les terres fiscales de l'État aux communautés indigènes, autochtones et paysannes qui sont sans terres. Cet article proscrit également toute forme de rente foncière, interdisant la location des terres. L'article 397 réaffirme que la terre appartient à celui qui la travaille, et que la terre doit remplir la fonction sociale ou socioéconomique pour en garantir la propriété. L'article 398 réduit la taille maximale de la propriété foncière des 50 000 ha permis par la réforme précédente à 5 000 ha. Enfin, l'article 405 introduit le développement durable aux politiques de développement productif et pose comme finalité la souveraineté et la sécurité alimentaire.

Bien que la réforme constitutionnelle ne signifie pas un changement de paradigme en matière de développement agraire, elle dérange suffisamment la classe possédante pour que celle-ci riposte. L'oligarchie agro-industrielle de l'est du pays provoqua plusieurs violences en 2007 et 2008, notamment à l'aide du groupe fasciste Unión Juvenil

Cruceñista, et cherche à obtenir plus d'autonomie départementale (Kohl, 2010). Ces violences racistes sont dirigées vers les paysans et indigènes et approfondissent la crise raciale du pays. Cependant, la population rejeta cette violence et choisit de consolider le pouvoir du MAS lors du référendum de révocation en 2008 (Kohl, 2010; Brabazon & Webber, 2014).

En effet, la réforme agraire et la nouvelle constitution adoptées par le gouvernement sont le résultat d'un pacte entre le gouvernement, la paysannerie et les indigènes du pays. La terre fut toujours l'objet de conflit entre la société civile et l'État en raison de sa capacité productive au sein d'une nation rurale – qui possède la terre possède le moyen de production –, mais désormais elle le devient aussi en tant que territoire : vecteur identitaire profondément lié à la terre. C'est là l'importance fondamentale de ces réformes qu'illustre le changement de concept de *terres* autochtones paysannes (TCO) à celle de *territoire* (TIOC, art. 304). Le conflit entre la classe possédante et l'État est l'expression de la compétition entre deux visions données à la terre : capital productif ou fondation de la légitimité politique de la majorité autochtone et indigènes.

3.3.3 *Ley Marco de Autonomías y descentralización 2010*

La loi des autonomies et de la décentralisation no. 031 a pour objectif de réguler les régimes d'autonomies mandatés par l'article 271 de la constitution de l'État. En somme, cette loi vient réguler la base territoriale de l'État avec les différents régimes territoriaux autonomes (Estado Plurinacional de Bolivia, 2010a).

La loi vient également déterminer ce qu'est l'autonomie territoriale. Il s'agit d'une délégation des fonctions politico-administratives de l'État envers une entité territoriale afin que celle-ci facilite la participation de la population à ses instances de prise de décision pour promouvoir le développement socioéconomique intégral dans le respect de l'environnement (article 7). La loi reconnaît quatre échelles d'autonomies, soit celle

des TIOC, l'autonomie départementale, l'autonomie municipale et l'autonomie régionale (article 8). L'échelle régionale est celle où s'articulent les politiques nationales et départementales de développement avec l'échelle locale (article 20). La définition de la région contenue dans la loi stipule que celle-ci doit avoir une cohérence géographique, culturelle, linguistique et historique (article 21). L'article 24 affirme que les entités territoriales autonomes appartenant à la région créeront un conseil régional socioéconomique (Consejo Regional Economico Social – CORES) qui sera l'instance de coordination avec des représentants des gouvernements municipaux, indigènes et paysans, départementale ainsi que des membres de la société civile et des organisations productives. Le rôle des CORES est de réaliser des plans et stratégies régionaux reflétant les intérêts de la population locale. Le CORES doit également faire le suivi sur la progression du plan de développement régional (*Planes de Desarrollo Regional* - PDR). Ainsi, ils sont le mécanisme de gouvernance régional. Finalement, l'article 29 détermine le mandat des *mancomunidades*, soit des associations libres d'entités territoriales et municipales, afin de poursuivre des objectifs de développement pertinents à leurs échelles.

3.3.4 Plans de développement productifs

Si la reconduction de la réforme agraire et la nouvelle constitution adoptées par le gouvernement socialiste sont de bons indicateurs des grandes directions que prend le développement au pays, il est tout de même important de s'attarder aux plans de développements productifs qui visent directement la production agricole et paysanne. Ici nous analyserons une loi et deux plans de développement qui serviront à illustrer la mise en place des ambitions du MAS.

La loi de révolution productive communautaire et agricole de 2011 détermine la mise en place du processus de révolution productive du secteur agricole en ayant comme finalité la souveraineté et la sécurité alimentaire. La loi doit déterminer les bases

institutionnelles, politiques, techniques, technologiques et financières de la production, transformation et commercialisation de biens alimentaires. Cette loi interpelle comme principes directeurs plusieurs éléments de la constitution, comme l'harmonie avec la terre mère, le *vivir bien* et la souveraineté alimentaire, le tout au sein d'une économie plurielle.

La loi propose d'effectuer une série de mesures destinées à atteindre les objectifs mentionnés ci-haut. Il est proposé, entre autres, de mener des ajustements structurels de l'action de l'autorité publique dans les secteurs agricoles, d'établir une planification stratégique de la production agricole paysanne et autochtone, de l'inclusion des communautés autochtones et indigènes à travers les organisations économiques communautaires (Organizaciones económicas comunitarias - OECOM) et les Organisations économiques paysannes et indigènes (Organizaciones económicas campesinas, indígena originarias – OECAS), de réguler la production agroalimentaire, de financer les différentes échelles de productions agroalimentaires, de transférer des ressources via des mécanismes de financement public et des mécanismes de crédit rural (article 5, Estado Plurinacional de Bolivia, 2011).

L'article 8 fait des OECOM l'organisation de base de gestion du développement territorial. Ce cette instance qui reçoit la responsabilité de l'instauration des phases de production, de transformation, de commercialisation et de financement des activités agricoles sur son territoire. Son objectif premier est de contribuer à la souveraineté alimentaire, puis de dégager des excédents pour la vente. L'article 13 vient renforcer la base productive agricole en incluant les pratiques locales et ancestrales des communautés afin de permettre une gestion intégrale du développement. L'article 18 met en place des programmes de développement pour promouvoir la transformation et l'industrialisation de chaque région selon une stratégie de production diversifiée et définie par la vocation productive de chaque région. L'article 19 stipule que pour atteindre la souveraineté alimentaire, la production agroalimentaire sera protégée par

la réglementation des exportations et importations de produits et intrants agroalimentaires. Aussi, le prix des denrées alimentaires de base sera subventionné. L'article 21 propose d'intégrer les savoirs et traditions ancestraux dans la recherche et l'innovation. De même, l'article 22 propose l'inclusion des savoirs ancestraux dans la recherche en mécanisation et techniques agricoles. L'article 37 vient créer les conseils économiques productifs, qui regroupent les organisations communautaires, syndicales et entrepreneuriales pour la coordination de la production et l'élaboration de politiques publiques. Cette entité se retrouve à l'échelle nationale, départementale, régionale, provinciale puis municipale. L'article 41 vient créer l'entreprise d'appui à la production alimentaire (*Empresa de Apoyo a la Producción de Alimentos* – EMAPA). L'article 47 autorise les départements à établir des fonds de développement ayant leurs propres stratégies départementales. L'article 51 crée des mécanismes de crédit visant le milieu communautaire afin de financer les activités agricoles des OECOM et des petits producteurs avec des taux d'intérêt préférentiels.

3.4 Impacts des réformes socialistes

L'ampleur des réformes du MAS est sans précédent depuis la révolution de 1952. La volonté du gouvernement est de réduire dramatiquement les indicateurs de pauvreté et d'inégalités en passant d'une économie extractiviste caractérisée par l'exportation de matières premières non transformées vers une économie plurielle – avec ses formes de propriétés communautaires et entrepreneuriales – par la transformation de l'appareil productif. Après avoir étayé les différentes mesures concernant l'agriculture décrétée par le gouvernement, nous proposons ici d'en étudier d'abord quelques impacts sur l'économie nationale puis sur l'état de la classe rurale.

Lors de la passation de pouvoir, le gouvernement nouvellement constitué pouvait compter sur une situation plutôt avantageuse dans les finances de l'État. En 2005, la demande régionale pour le gaz naturel augmenta progressivement, amenant de

nouveaux revenus dans les coffres de l'État au même moment où la Banque Mondiale et le FMI offraient un allègement de prêt, ce qui permit un équilibre budgétaire dès le premier mandat socialiste en 2006 (Kohl, 2010). Au même moment, les marchés sont témoins d'une explosion dans la demande de matières premières, principalement liée à la croissance robuste de la Chine.

Dans ce contexte, le MAS renégocia les contrats d'exploitations et d'exportations des ressources. Si le gouvernement emploie le terme de nationalisation des ressources, en premier lieu des hydrocarbures, il s'agit en fait d'une renégociation des contrats d'exploitations des ressources de 12 différentes compagnies, dont Total, ExxonMobil, Petrobras et Repsol (Webber, 2011; Kohl & Farthing, 2012). Plutôt que d'exproprier les compagnies transnationales, le MAS impose plutôt un contrôle majoritaire de l'État sur l'exploitation des gisements, augmente les taxes et impôts de ces compagnies et vient protéger les industries nationales dans ce domaine. Même si ces mesures sont loin d'être aussi drastiques que le laisse entendre le gouvernement, celles-ci permettent tout de même à l'État d'augmenter dramatiquement ses revenus sans avoir à investir dans l'appareil productif éliminant ainsi les risques de déficits fiscaux.

C'est grâce à ce contexte favorable que le MAS peut déployer sa stratégie : rediriger les revenus issus de la rente des matières premières vers des investissements productifs privés, publics, coopératifs ou communautaires, et par des transferts directs sous forme de transferts monétaires (*bonos*) à la population la plus précaire. Ces investissements et transferts devraient, d'une part, venir stimuler l'emploi, et d'une autre, fortifier le pouvoir d'achat de la population, ce qui viendrait étendre le marché intérieur jusqu'à supplanter la demande externe et enfin rompre avec le modèle économique extractiviste soumis à la fluctuation des prix internationaux des matières premières.

3.4.1 Économie politique du mandat socialiste

La renégociation des contrats d'exploitations des hydrocarbures, dans un contexte mondial où le prix des matières premières est élevé, entraîne une forte croissance pour la Bolivie. Entre 2005 et 2014, le PIB croît en moyenne de 5.1 %, une des croissances les plus fortes de la région, alors que sous le régime néolibéral, de 1990 à 2005, la croissance du PIB atteignait 3.6 % en moyenne (Weisbrot & al., 2009).

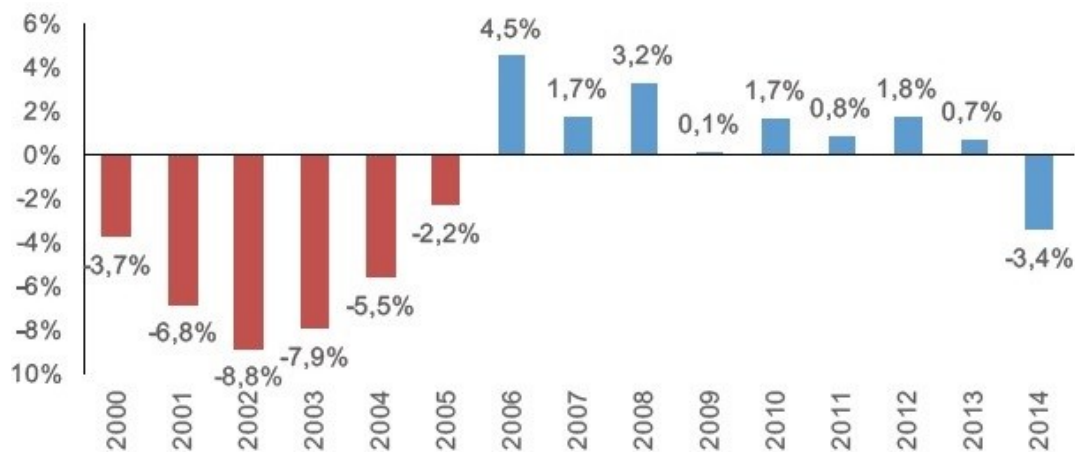
Figure 3.3 - Croissance du PIB en %, 1990 – 2014



Tiré de « Plan de desarrollo económico y social », par Estado Plurinacional de Bolivia, 2016.

Les rentes gazières de l'État contribuaient pour 7 % des revenus de l'État en 2002, soit 173 millions de dollars, cette contribution passe à plus de 40 % en 2008, et jusqu'à atteindre 2.2 milliards de dollars en 2011 (Kohl & Farthing, 2012). Cette augmentation des revenus de l'État est certes accompagnée de dépenses, mais celles-ci demeurent inférieures aux revenus jusqu'en 2013. En 2005, l'État dépensait 34 % du PIB alors qu'en 2008 cette part augmente à 45.1 % (Weisbrot & al., 2009).

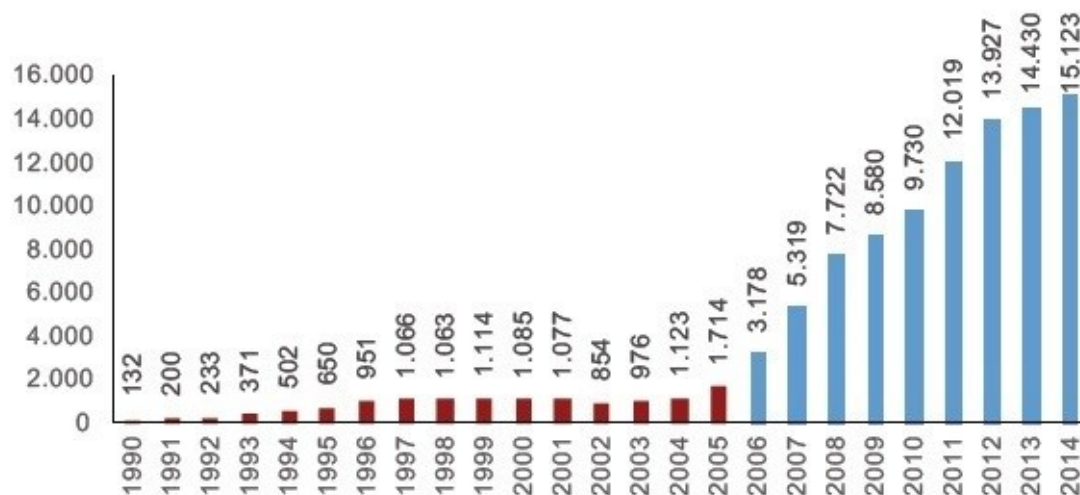
Figure 3.4 - Balance fiscale du pays en pourcentage du PIB, 2000 – 2014



Tiré de « Plan de desarrollo económico y social », par Estado Plurinacional de Bolivia, 2016.

Cette prudence fiscale permet au gouvernement d'épargner d'importantes quantités de devises étrangères. Sous le régime néolibéral, il était rare que l'État disposât de plus d'un ou deux milliards de dollars en devises étrangères, mais grâce à la prudence budgétaire des premières années du MAS, l'État accumule jusqu'à 50 % du PIB du pays en 2009, soit 8.5 milliards de dollars, puis en 2014, cette somme atteint 15 milliards de dollars (soit 46.2 % du PIB en 2014) (Estado Plurinacional de Bolivia, 2016). Ces réserves sont les plus grandes du monde en rapport à la taille de l'économie bolivienne, surpassant celles de la Chine (Weisbrot & al., 2009). Ces sommes importantes serviront à amortir une baisse des revenus de l'État lorsque le prix des matières premières diminuera.

Figure 3.5 - Évolution des réserves de devises étrangères en millions de dollars, 1990 – 2014

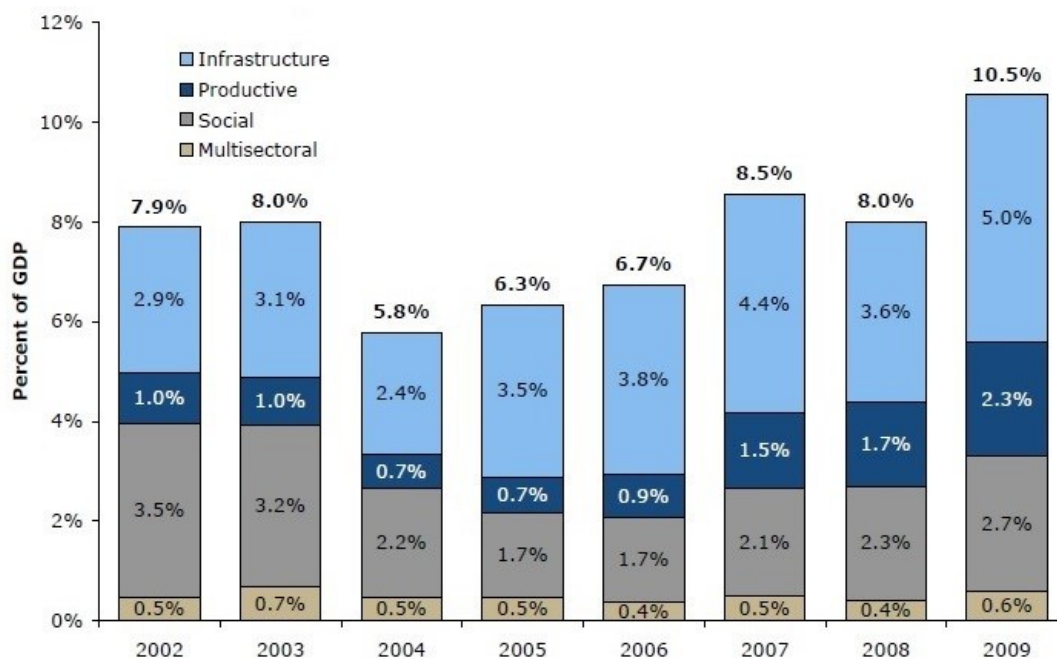


Tiré de « Plan de desarrollo económico y social », par Estado Plurinacional de Bolivia, 2016.

La prudence fiscale du gouvernement socialiste lui valut plusieurs applaudissements et critiques. Il est vrai qu'en diminuant de moitié les salaires de l'exécutif, du juridique et du législatif, Evo Morales s'attira la sympathie de sa base militante, mais aussi de certaines organisations comme le FMI et la Banque Mondiale (Kohl & Farthing, 2012). En effet, en garantissant l'autonomie de la Banque Centrale Bolivienne, en promettant de maintenir le déficit budgétaire sous les 3.2 % ainsi qu'en contrôlant rigoureusement l'inflation au pays, il attira l'appréciation des apôtres du libéralisme économique (Webber, 2016).

Cette stabilité macroéconomique favorise les investissements directs étrangers qui de 20 millions de dollars investis en 2003, augmenteront à 651 millions en 2011, puis atteindront un montant record de 2 113 millions de dollars en 2014 (Kohl & Farthing 2012a; Webber 2016). Ces investissements ont cependant été principalement faits dans le domaine des hydrocarbures, de l'extraction minière, des infrastructures et des routes, secteurs où le transfert technologique induit par les investissements est plus limité.

Figure 3.6 - Bolivie : Investissement public budgété, 2002 – 2009



Tiré de « Bolivia: The Economy During the Morales Administration, Center for economic and policy research », par M. Weisbrot & al., 2009.

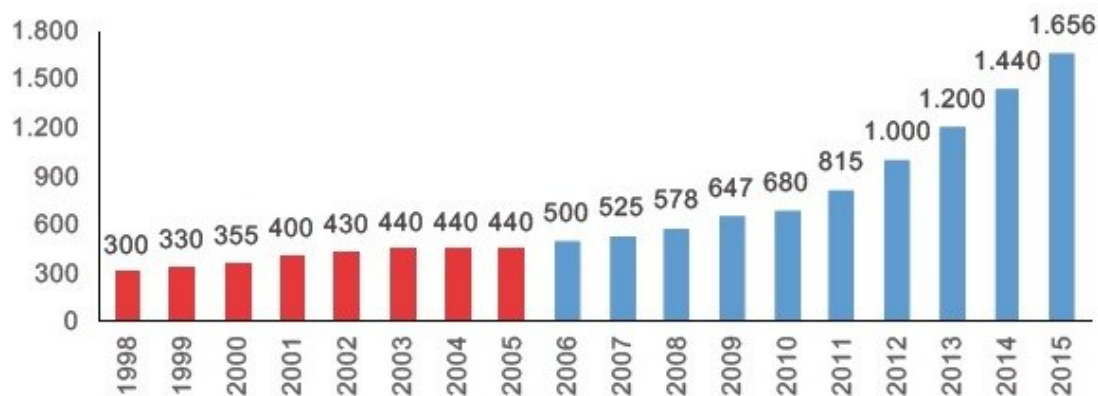
L'État profite de ce contexte favorable pour augmenter progressivement ses investissements. De 2005 à 2014, c'est une croissance moyenne de 25.2 % des dépenses. En 2012, le budget de l'État a quadruplé de taille en rapport à celui de 2005 (Kohl & Farthing, 2012). Cependant, les dépenses sociales elles ont très modestement progressé de 6.3 % durant les trois premières années du nouveau gouvernement, et en rapport au PIB, elles sont passées de 12.4 % à 11.2 % pour la même période (Weisbrot & al., 2009).

Un des éléments importants de ces dépenses sociales est les transferts monétaires destinés aux enfants, personnes âgées et femmes enceintes. Le *Bono Juancito Pinto* est un transfert annuel d'environ 30 dollars aux familles dont les enfants sont inscrits à l'école, le *Bono Juana Azurduy* est un incitatif financier destiné aux nouvelles mères et femmes enceintes qui visitent une clinique de santé pendant et après leurs grossesses,

et enfin la *Renta Dignidad* est un versement mensuel totalisant 344 dollars annuellement faits aux personnes de 60 ans et plus. Ces mesures, permises par la rente gazière, ont eu un impact positif sur la pauvreté au pays: l'extrême pauvreté passe de 38.2 % de la population en 2005 à 17.3 % en 2014 (Estado Plurinacional de Bolivia, 2016). Pour Artaraz & Calestani (2015), ces transferts ne sont pas a priori destinés à augmenter le pouvoir d'achat et stimuler l'économie, mais plutôt à satisfaire le besoin de dignité de la population, idée découlant de la philosophie du *vivir bien*.

Les politiques fiscales et les dépenses sociales du gouvernement semblent également contribuer à réduire les inégalités. En 2005, le coefficient GINI de la Bolivie était de 0.60 et diminua à 0.49 en 2014 (Estado Plurinacional de Bolivia, 2016). L'augmentation constante du salaire minimum, qui triplera entre 2001 et 2014, est également une des raisons invoquées par le gouvernement pour justifier cette baisse des inégalités (Vargas & Garriga, 2015).

Figure 3.7 - Évolution du salaire minimum (en bolivianos), 1998 – 2015



Tiré de « Plan de desarrollo económico y social », par Estado Plurinacional de Bolivia, 2016.

Cependant, comme l'indique le graphique 3.5 sur les investissements de l'État, les investissements productifs ont été faibles en rapport aux investissements en infrastructures, surtout routières, et dans l'extraction minière et gazière (Endegnew

& Tessema, 2019). À titre d'exemple, Webber (2016) montre qu'entre 2007 et 2011, l'agriculture reçut 6.4 % des investissements publics, alors que le secteur industriel n'obtint que 1.2 % de l'investissement public, soit l'équivalent de 16.8 millions de dollars. Ceci explique entre autres que la part des biens industriels exportés ont chuté sous le MAS, de 47.4 % en 2001 à 26.3 en 2010, alors qu'en 2013, 80 % des exportations sont issues du secteur extractif (Webber, 2016).

Ces orientations du gouvernement durant ses deux premiers mandats viennent influencer le marché de l'emploi. Dans les villes, le gros du PIB urbain est généré par le secteur tertiaire, avec une forte croissance des transports et de la construction, alors que les activités industrielles ont vu leurs contributions au PIB urbain baisser de 50 % (Webber, 2016). Cette croissance reflète davantage une augmentation de la liquidité de l'économie ainsi que des investissements spéculatifs dans le marché immobilier qu'une industrialisation du pays. Ces tendances dans la gestion macroéconomique ont eu pour effet d'augmenter la part des emplois informels et précaires, soit 63 % de la main-d'œuvre, ainsi que le travail domestique (Webber, 2016).

En somme, la politique fiscale et macroéconomique du gouvernement du MAS semble bien moins révolutionnaire que leurs discours ne le laissent entendre. La persistance et l'intensification de l'économie extractive, alors que peu d'investissements productifs sont faits pour diversifier l'économie et ainsi assurer une transition économique, fait remarquer à de nombreux auteurs davantage de continuité que de ruptures entre la phase néolibérale et celle socialiste (Kohl, 2010; Weisbrot & al., 2009; Webber 2011 & 2016; Kohl & Farthing, 2012; Cordoba & Jansen, 2014; Barbazon & Webber, 2014). Les industries extractives, bien que générant d'importants revenus que l'État ponctionne, ne parviennent pas à intégrer la main-d'œuvre peu qualifiée, de même qu'à créer un bassin d'emploi stable. De plus, ce secteur est aussi peu intégré aux complexes productifs boliviens. Enfin, ce secteur est vulnérable aux cycles de croissance et de

déflation (« *boom and burst* ») ce qui vient décourager les investissements productifs à long terme au pays.

La dépendance de l'économie bolivienne envers le secteur primaire et de l'État envers les revenus de la rente gazière et minière compromet le développement à long terme. En 2013, par exemple, du total des exportations, le gaz naturel destiné au Brésil et à l'Argentine représente 54.7 % du total (Webber, 2016). La Bolivie sous le régime du MAS a une offre d'exportations moins diversifiée que sous le régime néolibérale (Vargas & Garriga 2015). Si la rente gazière permet d'importants transferts de ressources vers les plus pauvres, améliorant leurs conditions de vie, le marché de l'emploi semble avoir stagné et s'être précarisé. Pour expliquer l'impasse du modèle économique bolivien, Kohl & Farthing invoquent le « *path-dependancy* » :

how previous decisions and social and political processes shape and constrain subsequent ones – can complicate economic diversification as extractive industries typically out-compete other industries for state attention once its infrastructure is in place. (Kohl & Farthing, 2012a, p. 226)

Ainsi, la dépendance de la Bolivie aux rentes gazière et minière « *can undermine the development of the institutional capacity necessary to take full advantage of those same resources* » (Kohl & Farthing, 2012, p. 226). Il s'agirait de ce que l'on dénomme « malédiction des ressources naturelles ». Pour d'autres auteurs, comme Webber (2011 & 2016), cette persistance du modèle extractiviste s'explique par l'alliance entre le pouvoir du MAS et les élites agroindustrielles de l'est du pays, puis avec le capital transnational extractiviste, afin de stabiliser le pouvoir du MAS suite aux violences autonomistes de 2008.

3.4.2 État de la classe rural sous le gouvernement socialiste

Une des caractéristiques du monde rural bolivien est, comme nous l'avons vu, sa dualité entre les modes de production paysan et indigène d'une part, et l'appareil productif

agro-industriel d'une autre part. Or dès le premier mandat du MAS, le gouvernement d'Evo Morales promet, en menant une nouvelle réforme agraire, de rompre cette dualité territoriale. Le gouvernement affirme d'ailleurs dans son plan de développement socioéconomique avoir mis un terme à cette opposition en invoquant la redistribution des terres fiscales aux autochtones, paysans et indigènes (Estado Plurinacional de Bolivia, 2016). Dans les faits, les meilleures terres arables du pays demeurent très majoritairement sous régimes agro-industriels tournés vers l'exportation, alors que les politiques macroéconomiques du MAS viennent ralentir la production paysanne et indigène.

Il faut dire que si le tiers de la population bolivienne dépend de l'agriculture, ce secteur est en perte de vitesse au sein de l'économie nationale : en terme absolu, le PIB de l'agriculture a triplé depuis 2001, sa participation au PIB national cependant a baissé de 13 % en 2001 à 10 % en 2014 (Estado Plurinacional de Bolivia, 2016).

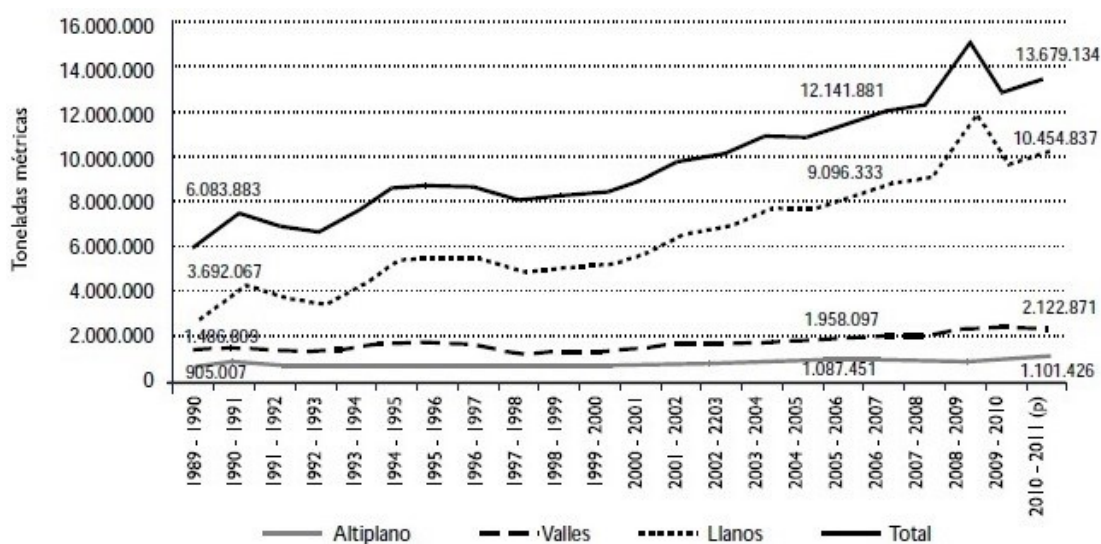
Figure 3.8 - Part du PIB de l'agriculture dans le PIB national, 2000 – 2014



Tiré de « Plan de desarrollo económico y social », par Estado Plurinacional de Bolivia, 2016.

De plus, si les volumes de productions augmentent, passant d'environ 8 400 000 tonnes métriques en 2001 à 13 679 134 tonnes métriques en 2011, et que la superficie des terres cultivées augmente, de 2.1 millions d'hectares en 2001 à 3.5 millions en 2014, ces bonifications quantitatives semblent être le seul fait de l'appareil productif agro-industriel de la région de Santa Cruz comme l'illustre le graphique 3.8 (CEDLA, 2012a; Estado Plurinacional de Bolivia, 2016).

Figure 3.9 - Évolution des volumes de production par régions (en tonnes métriques), 1989 – 2011



Tiré de « Recondición comunitaria de la reforma agraria y producción agrícola – Evaluación y perspectivas », par CEDLA, 2012a.

En effet, les volumes de production croissent uniquement dans l'écorégion des *llanos*, où se situe Santa Cruz, et les seules catégories de produits agricoles en croissance sont les produits agro-industriels comme les oléagineux et céréales (voir Figure 3.9 et Tableau 3.2). À eux seuls, la canne à sucre et le soya représentent 76 % du total de la croissance en volume de production entre 2005 et 2011 (Brabazon & Webber, 2014). Entre 2005 et 2014, la superficie des cultures oléagineuses a augmenté de 34 % et les cultures céréalières de 37 % (Estado Plurinacional de Bolivia, 2016). La part des cultures dites non industrielles dans le PIB du pays est stagnante, autour de 2 %, depuis

plus de 20 ans, et était au plus haut en 1997, à 2.9 % du PIB, et à son plus bas en 2011 à 1.7 % du PIB (Colque & al. 2015). Ainsi, en valeur brute, 56 % de la valeur est générée par l'agriculture entrepreneuriale (moyennes et grandes entreprises) alors que 44 % sont le fait de l'agriculture familiale (Eyzaguirre, 2015). À titre de comparaison, en 1960, 80 % de la valeur brute était le produit de l'agriculture familiale, puis 60 % dans les années 80 (Eyzaguirre, 2015). Enfin, du total des nouvelles terres converties à l'agriculture entre 2005 et 2010 (246 731 ha), 85 % se retrouvent dans la région de Santa Cruz (Brabazon & Webber, 2014).

Tableau 3.2 - Bolivie : Volumes de production par régions (en tonnes métriques), 2005 – 2010

Régions	2005 – 2006	%	2010-2011 (p)	%
Altiplano	1,087,451	9.0	1,101,426	8.1
Vallées	1,958,097	16.1	2,122,871	15.5
Basses-terres	9,096,333	74.9	10,454,837	76.4
Santa Cruz	8,729,468	71.9	10,117,290	74.0
Total	12,141,881	100.0	13,679,134	100.0

Tiré de « Reconducción comunitaria de la reforma agraria y producción agrícola – Evaluación y perspectivas », par CEDLA, 2012a.

Il est relativement facile de constater que la dualité de l'agriculture en Bolivie persiste. Il faut dire que le capital agro-industriel de l'est du pays eut une responsabilité considérable dans les rébellions du début du mandat socialiste, et que cette classe oligarchique, par ses volitions autonomistes, mena le pays au bord de la guerre civile. Ainsi, le second mandat du MAS, malgré un appui populaire plus fort que jamais, vit le président faire d'importantes concessions au secteur agro-industriel.

Tableau 3.3 - - Bolivie : Volumes de productions, par catégories (en tonnes métriques), 2005 – 2010

Catégories	2005-2006	%	2010-2011 (p)	%
Industrielles (*)	9,601,049	79.1	10,996,323	80.4
Fruits	831,715	6.8	878,675	6.4
Légumes	256,117	2.1	291,856	2.1
Tubercules	1,142,474	9.4	1,187,160	8.7
Fourrages	310,526	2.6	325,120	2.4
Total	12,141,881	100.0	13,679,134	100.0

Note : (p) Préliminaire

(*) Inclut : Riz, orge, maïs, quinoa, sorgho, blé, café, cacao, raisin, coton, canne à sucre, tournesol, arachide et soya.

Tiré de « Reconducción comunitaria de la reforma agraria y producción agrícola – Evaluación y perspectivas », par CEDLA, 2012a.

Face à ce capital agro-industriel en pleine expansion se retrouve l'agriculture familiale, paysanne, indigène ainsi que la petite entreprise agricole. Cette agriculture, bien que choyée par la rhétorique gouvernementale, connaît une situation de dépérissement.

3.4.3 Conséquences pour la classe rurale

Tout d'abord, malgré plusieurs politiques publiques propaysannes, la politique macroéconomique du gouvernement socialiste vient précariser leurs conditions de vie. Le maintien d'une politique anti-inflationniste rigoureuse, le programme de stabilisation monétaire votée en 1985 (Estado Plurinacional de Bolivia, 1985), amène l'État à stimuler l'offre dans certains domaines pour contrôler l'inflation, parallèlement à un contrôle rigoureux du prix des denrées alimentaires sur le marché interne. Ceci a pour effet d'inonder le marché bolivien de produits alimentaires à faible coût, en plus des subventions du prix des denrées de base comme le lait, le pain, le sucre et le poulet. Ainsi, les importations de produits alimentaires ont triplé entre 2005 et 2014, soit d'environ 22 dollars *per capita* à 70 dollars pour la même période (Eyzaguirre, 2015).

En termes de valeurs d'importation, c'est une augmentation de 219 % en 10 ans (Colque & al., 2015). Si est ajouté à cela la contrebande de produits entrant en compétition avec la production paysanne, tels les fruits et légumes issus des régions limitrophes, ainsi que les produits alimentaires transformés issus de l'agro-industrie des basses terres (huiles, pâtes, sucres), on peut à la fois déduire un changement important dans l'économie paysanne d'une part, mais également dans les patrons de production et de consommations.

Ensuite, l'augmentation relative du niveau de vie n'est pas le fait d'une augmentation de la productivité ni de l'augmentation de l'offre de produits paysans sur le marché intérieur, nous l'avons vu, mais est plutôt due aux transferts, subventions et remises financées par la rente pétrolière de l'État. Ceux-ci amènent une monétarisation de la paysannerie, et facilitent son intégration dans les relations marchandes d'échanges. Il s'agit d'une redistribution consumériste des rentes de l'État, qui stimule le pouvoir d'achat des ménages. Désormais, les ménages dépensent plus de 50 % de leurs revenus pour sept aliments de base (Colque & al., 2015). Pour Colque & al. (2015) L'intensification de la circulation monétaire en campagne ne s'accompagne pas d'investissement dans l'appareil productif, mais vient plutôt élargir la gamme des produits accessible aux ménages. Souvent, ce pouvoir d'achat entre en conflit avec les institutions paysannes telles que la réciprocité (*ayni*) et l'échange (*trueque*) qui trouvent leurs fondements matériels dans la polyculture ainsi que dans le faible niveau de monétarisation de la paysannerie. Nous reviendrons en détail sur ce phénomène à partir de notre étude de cas.

Pour la paysannerie, l'adaptation est nécessaire. Dans ce contexte, ce sont les petits producteurs qui se spécialisent en monoculture qui se démarquent. Dans les vallées et l'Altiplano, où se retrouve une majorité de la paysannerie, la petite taille des terres permet à une agriculture familiale d'augmenter leurs revenus en abandonnant la polyculture traditionnelle pour se spécialiser dans la monoculture du quinoa, du café

ou de la coca par exemple, qui sont tous des produits trouvant un bon prix sur les marchés. Ce phénomène est amplifié par les agences de développement du gouvernement, comme l'EMAPA, qui préfère travailler avec les nouvelles associations de producteurs plutôt que de passer par les organes traditionnels de prise de décision locale, comme les syndicats, coopératives où même les OECOM (Cordoba & Jansen, 2014). De plus, 87 % des projets de l'EMAPA sont réalisés dans la région de Santa Cruz. Ainsi, les ressources de l'État sont canalisées davantage vers des producteurs spécialisés qu'à l'ensemble de la communauté. À terme, ceci amène les paysans vers la monoculture entrepreneuriale afin d'accéder à une meilleure représentation politique via l'organisation de producteurs. Il faut dire que si les réformes du MAS mettent sur pied des structures de gestion du territoire, tels les TIOC, peu de moyens sont investis pour permettre la coordination d'une gestion intégrale et durable des territoires. Les ressources disponibles semblent bénéficier aux producteurs de la moyenne et grande entreprise agricole de l'Orient.

Concernant la nouvelle réforme de l'INRA, celle-ci a pour objectif principal d'opérationnaliser le processus de *seanimiento* et de le mener à terme, plutôt que d'offrir un tremplin vers l'intégration territoriale des communautés. Ceci s'exprime par le fait que du total des terres soumises au processus d'assainissement, 13.6 % entrent dans la catégorie sans assainissement, soit une catégorie où se retrouvent souvent les anciennes haciendas et le *minifundio* historique. Ces terres, généralement représentées par un syndicat agraire, représenteraient jusqu'au tiers de la population rurale bolivienne (Colque & al., 2016). Ces paysans refuseraient de prendre part au processus d'assainissement puisqu'ils revendiquent une véritable réforme agraire redistributive s'attaquant au *latifundio* de l'est. Ces communautés mèneront souvent un *saneamiento interno* – assainissement interne – fait par la communauté via le syndicat agraire et sans intervention de l'État.

Tableau 3.4 - Bénéficiaires du *saneamiento* selon les grandes catégories de propriété, 1996 – 2014

Type de propriété	Nombre de titres	Nombre de bénéficiaires	Superficie titularisée (ha)	Hectares par titre	Hectares par bénéficiaires
<i>Paysans (petites propriétés et propriétés communales)</i>	444,880	1,135,283	17,800,000	40	16
<i>Moyenne et grande propriétés</i>	3,293	6,328	6,300,000	1,913	996
<i>Tierras Comunitarias de Origen (TCO)</i>	1,283	494,414	23,900,000	18,628	48
Total	449,456	1,636,025	48,000,000	107	29

Tiré de « Segunda Reforma Agraria : Una historia que incomoda », par G. Colque & al., 2016.

La redistribution des terres qui eut lieu entre 1996 et 2010, souvent sous forme de TCO, n'est pas le résultat d'expropriation, mais plutôt de la conversion des terres fiscales appartenant à l'État en terre communale. Des 2.9 millions d'hectares titularisé comme TCO jusqu'en 2010, 72.8 % proviennent de terres fiscales et 27.2 % seraient issues d'expropriation en raison du non-respect de la fonction socioéconomique de la terre (Brabazon & Webber, 2014). Il est vrai cependant qu'une grande partie des terres assainies par l'État depuis 1996 sont titularisées sous des régimes de propriétés communales ou collectives. Par exemple, deux TCO de la région de Potosí, Nor Lipez et Sur Lipez, totalisent ensemble 3.56 millions d'hectares de terres de l'Altiplano, plus grand que tout le département adjacent de Tarija (Colque & al. 2016). La loi INRA ne réussit pas réellement à s'en prendre aux grands propriétaires puisque le *latifundismo* moderne ne repose pas sur de grandes étendues de terres ininterrompues, ni sur une main-d'œuvre servile, mais plutôt sur plusieurs parcelles inférieures à 5000 ha, avec une gestion centralisée et une main-d'œuvre contractuelle. Cette structure productive n'est aucunement affectée par la nouvelle réforme INRA.

3.5 Conclusion

Les réformes que met en place le gouvernement du MAS sont, à plusieurs égards, sans précédent. L'intégration des valeurs et concepts issue des communautés indigènes marque la reconnaissance par l'État du caractère pluriethnique de la population. La population bolivienne, en plus de pouvoir se reconnaître dans ce nouveau visage de l'État, peut être fière de la stabilité macroéconomique qu'ont entraînée les réformes du MAS. Toutefois, celles-ci semblent maintenir une trajectoire extractiviste où les dépenses de l'État sont financées à partir des revenus des matières pétrolières. Le déploiement des réformes en agriculture va également en ce sens, avec la poursuite de la conquête territoriale de l'agroindustrie dans l'Orient. Le gouvernement Morales a acheté la paix avec les forces sécessionnistes de cette région, comme le démontrent les résultats de la réforme agraire. La conséquence pour l'agriculture paysanne est la poursuite de sa marginalisation à l'intérieur de l'économie nationale.

CHAPITRE IV

LE CAS DE SANTA ROSITA DE SUAPI : TERRITOIRE, INSTITUTIONS ET ACTEURS

Nous présenterons ici les éléments spécifiques à notre étude de cas dans la communauté de Santa Rosita de Suapi. Nous y aborderons le caractère géographique du lieu, l'organisation de la vie paysanne – ses institutions et activités économiques –, la gouvernance du territoire, les enjeux locaux ainsi que les principaux acteurs du développement rural.

4.1 Territoire de la communauté de Santa Rosita de Suapi

Premièrement nous aborderons ici le caractère général de la région des Yungas du département de La Paz.

4.1.1 Caractère géographique

Les Yungas (*Yunka* en aymara, signifiant chaud) constituent, dans l'ensemble national, une petite enclave spécifique dans l'un des paysages les plus accidentés des Amériques. Entendus au sens large, les Yungas correspondent au versant oriental de la cordillère des Andes et se caractérisent par des pentes très abruptes suivant une ligne du Nord-Est vers le Sud-Ouest et partant du sommet de la cordillère à 6000 m jusqu'aux contreforts de celle-ci, à une altitude de 300 m.

Figure 4.1 Paysage des Yungas

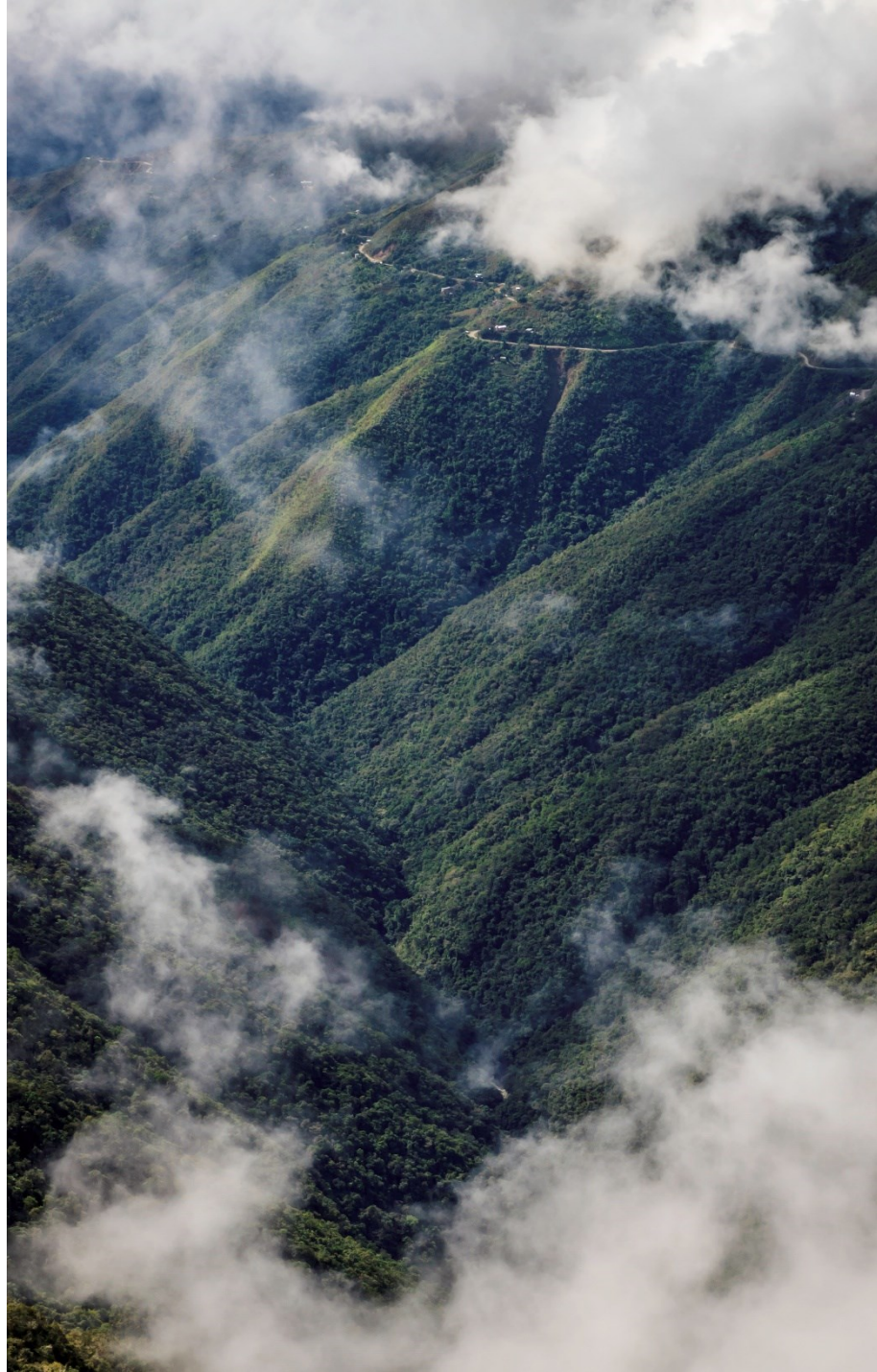


Photo par l'auteur, 2016.

Cette zone intermédiaire est constituée d'étroites vallées abritant des rivières encaissées ayant peu de berges alluviales et qui reçoivent les vents amazoniens en provenance du Nord-Ouest. Ces vents amènent avec eux d'importantes quantités d'humidité qui est libérée le long des versants nord-ouest, marquant une très grande variabilité bioclimatique non seulement en fonction du gradient altitudinal, mais également en fonction de l'orientation des pentes. Ainsi, le paysage des Yungas est marqué par une végétation semi-tropicale très dense, riche d'une multitude de ruisseaux, qualifiés de forêts humides de nuage, alternant avec le *monte*, zone plus aride et arbustive.

En Bolivie, les Yungas désignent la région habitée sous les 2000 m d'altitude jusqu'aux bassins amazoniens, à 300 m d'altitude. Les sols sont peu profonds, avec une couverture superficielle moyenne à fine, et présence de fragments rocheux avec une acidité moyenne à forte en raison du lessivage des sols, et avec une fertilité moyenne. L'amplitude thermique annuelle varie entre 15 et 20 °C, avec une saison des pluies de décembre à mars, et une saison sèche de juillet à septembre. Les précipitations demeurent toutefois fréquentes, avec une accumulation moyenne annuelle de 1200 mm.

Tableau 4.1 Usage de la terre dans les Yungas de La Paz

Catégories	Superficie (ha)	%
Forestière	668,301.30	65.12
Agriculture extensive	216,151.38	21.06
Élevage extensif	79,684.39	7.76
Silvopastoral	51,776.63	5.05
Neige	8,875.21	0.86
Agrosilvopastoral	1,423.83	0.14
Total	1,026,212.74	100.00

Tiré de « Diversificación de la producción y el cultivo de coca en los Yungas del Departamento de La Paz, 2002-2012 », par Alvarez Carranza, 2015.

Le climat y permet l'agriculture du café, de la coca, des agrumes, du maïs, des bananes plantain, du manioc, de la papaye, de l'avocat, de la mangue, de la verveine, de la citronnelle, de la *hualusa* (*Xanthosoma sagittifolium*, tubercule proche du taro) et de la *racacha* (*Arracacia xanthorrhiza*, ombellifère proche de la carotte). Cependant, les fortes pentes empêchent l'agriculture intensive, avec seulement 0.18 % des terres propices à l'agriculture fruitière intensive, et 1.14 % pour les activités agricoles intensives (Laserna, s.d.; Alvarez Carranza, 2015). Le dénivelé ainsi que la végétation empêchent également l'élevage, à l'exception du poulet et du porc.

4.1.2 Caractère social

En Bolivie, on désigne les Yungas comme étant la région historiquement liée à la ville de La Paz, dans le département du même nom. Les vallées des Yungas ont une histoire étroitement liée aux sociétés précoloniales andines. Le système économique de l'Empire inca reposait sur des systèmes d'échanges et de responsabilités issues et associées au contrôle vertical d'un maximum de paliers écologiques, permettant l'échange de denrées associées à chaque palier. Ce système s'appelle *ayllu* en aymara. Aujourd'hui, la plupart des *ayllus* connaissent une renaissance sur l'Altiplano, mais certaines de ses institutions et logiques survivent dans les Yungas.

La conquête espagnole introduisit dans les Yungas le système de l'hacienda, grande propriété féodale, qui persista jusqu'à la révolution de 1952. Les Espagnols prirent contrôle de l'échange de la coca, qui devint un des éléments économiques primordiaux de la vice-royauté en raison de son emploi dans les mines d'argents de Potosi. Avec l'hacienda vint la *mita*, travail forcé des familles sur les terres du propriétaire. Les Espagnols introduisirent dans la région la culture des agrumes, du café et du cacao, destiné aux marchés des villes. Ainsi, les vallées des Yungas de La Paz devinrent relativement bien intégrées dans les réseaux d'échanges sous le régime colonial, malgré le très peu de routes praticables reliant les vallées profondes à l'Altiplano.

Avec la révolution de 1952, les syndicats agricoles vinrent remplacer l'hacienda en offrant un mode d'organisation directe de la vie communale. Si ces organisations étaient requises par le nouveau gouvernement nationaliste (MNR) pour assurer la transition politique, leurs persistances jusqu'à nos jours s'expliquent notamment en raison de l'isolement relatif des vallées des Yungas, mais également en raison du caractère militant des paysans des Yungas. Depuis, les syndicats agricoles sont la base de la vie politique dans les Yungas.

La région connaît une population à majorité aymara, avec une plus petite minorité criollo descendant des *hacenderos*. Les peuples *originarios*, ou indigènes, se retrouvent plus loin en aval, sur la frontière agricole (Instituto Nacional de Estadística (INE), 2012). La majorité parle espagnol (68.7 %), et 26.5 % parlent aymara (INE, 2012). Une portion de la population urbaine de la municipalité de Coroico, chef-lieu des Yungas du Nord, correspond aux descendants des propriétaires *hacenderos* qui, après la révolution, se sont souvent convertis en marchands à Coroico, ou bien à La Paz (Conzelman, 2007). La majorité de la population des Yungas est paysanne, cultivant fruits, café et coca.

4.2 L'agriculture dans les Yungas de La Paz

L'agriculture dans les Yungas va d'une agriculture de subsistance à une de semi-subsistance. On pratique communément la polyculture sur brûlis avec une certaine présence de l'agriculture commerciale (Spedding & Llanos, 1999 ; Conzelman, 2007). En moyenne, les ménages possèdent 6,8 ha de terres, dont moins de la moitié est en culture (39.9 %), soit 2.71 ha (Laserna, s.d.; Coroico 2005). Les familles les plus pauvres n'ont qu'un *cato*, unité de base des parcelles agricoles dans les Yungas et correspondant à un quart d'hectare (2500 m²), alors que les plus riches peuvent avoir jusqu'à dix, voir cinquante hectares (Spedding, 2004 ; Conzelman, 2007). Il est admis dans les Yungas qu'un *cato* de coca devrait être suffisant pour subvenir aux besoins de

base d'une petite famille. Compte tenu de la nature du travail agricole non mécanisé dans les Yungas, un ménage ne peut difficilement cultiver plus de deux hectares et demi à la fois, dépendamment de ce qui y est planté. En plus de la taille limitée de chaque parcelle, soit environ un *cato*, celles-ci sont souvent éloignées les unes des autres dans différentes zones écologiques, ce qui constitue un obstacle supplémentaire à l'agriculture intensive.

Chaque ménage possède en général trois types de champs pour subvenir aux besoins de base de la famille. D'abord le *huerto* – jardin adjacent à la maison familiale – où sont plantés le bananier, la *hualusa* (*Xanthosoma sagittifolium*), l'avocatier, les tomates, la *yuca* (manioc) et autres plantes potagères. Ensuite vient le *chacra*, qui est un espace plus éloigné où se retrouvent les plantes annuelles, aromatiques et médicinales, espace qui est complémentaire au *huerto*. Puis enfin l'on retrouve le *cocal*, qui est une parcelle d'un *cato* ou moins où est plantée la coca à des fins d'autoconsommation ou d'échange. Au-delà de ces espaces, l'on retrouve les cultures destinées à la vente, comme le café, les agrumes et plus rarement le cacao.

4.2.1 Calendrier agricole

D'après les travaux de recherche d'Alison Spedding et de David Llanos (1999), voici comment se déroule l'année agricole. Celle-ci commence en juin, après la saison des pluies, par l'ensemencement de la *yuca*, puis la taille des *cocales*, et aussi on renouvelle le jardin familial. En août, l'on sème la *hualusa* et en septembre, le maïs. À l'automne l'on aménage de nouveau *cocales* si nécessaire. Les *cocales* sont généralement aménagés sur d'anciens jardins ou *chacra*. Auparavant, l'on ne défrichait jamais pour planter un nouveau *cocal*, mais depuis peu, la chose est plus courante en raison du prix élevé de la coca.

Pour l'aménagement d'un *cocal*, l'on attend les premières pluies de l'automne pour ameublir la terre qui sera creusée en *cavada*, tranché profonde surmonté d'une bute (*wachu*), qui sert à maintenir l'humidité optimale tout en prévenant l'érosion des sols. En janvier et février, avec l'arrivée définitive des pluies, l'on plante la *wawa coca*, plantule de coca âgé d'un an. Il est possible de planter jusqu'en mars si les pluies sont bonnes.

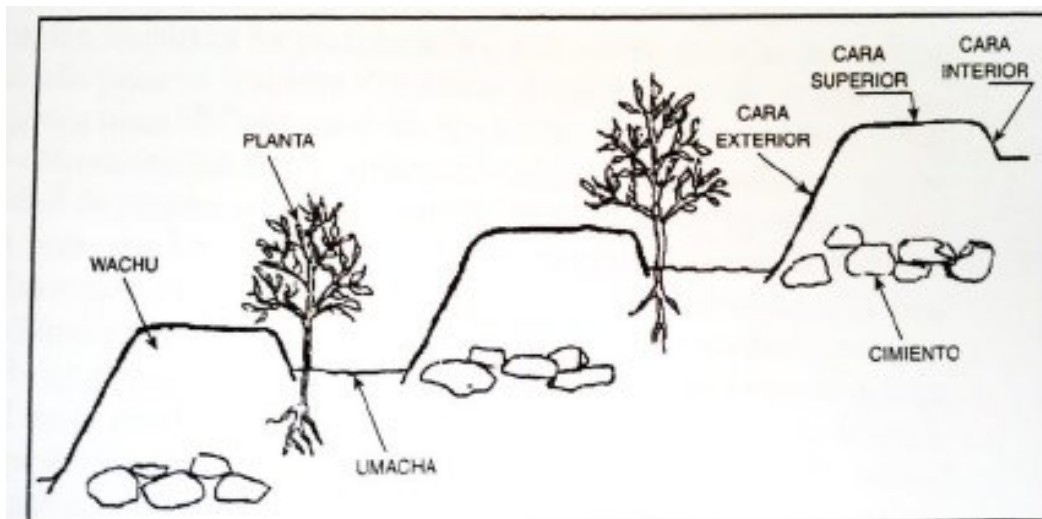
En février, l'on peut commencer à cueillir le café jusqu'en juin, avec le pic de la récolte en avril. Le café requiert jusqu'à trois cueillettes durant cette saison pour s'assurer de la maturité optimale des fruits. Le maïs se récolte en mars et avril, puis les oranges de juin à septembre. La *hualusa* de mai à juillet, puis la *yuca*, elle, peut être récoltée n'importe quand après un an d'ensemencement. La coca peut être cueillie de trois à quatre fois par an, avec un intervalle de trois mois entre chaque cueillette où l'on en profite pour désherber le *cocal*, l'activité la plus intensive dans les Yungas, demandant beaucoup de temps aux paysans qui emploient souvent des travailleurs saisonniers descendants de l'Altiplano durant la saison morte. Comme il y a du travail à longueur d'année, il y a peu de migration saisonnière dans les Yungas hormis pour les jeunes n'ayant pas encore accès à une terre. Les *yungueños* montent parfois jusqu'à La Paz pour y vendre ou échanger des oranges et la coca contre des viandes séchées (*charke*) et pommes de terre qui sont les spécialités de l'Altiplano.

4.2.2 Cycle des cultures

Les cultures suivent traditionnellement ce cycle. On commence par défricher une terre d'une superficie d'un *cato*, en prenant soin de laisser certaines espèces ligneuses, comme le *sikili* (*Inga edulis*) et le *ceibo* (*Erythrina poeppigiana*), qui en plus de donner des fruits et de l'ombre, maintiennent l'humidité des sols et y fixent l'azote. Après un mois, le terrain défriché est brûlé soigneusement pour nettoyer la parcelle des restes de la forêt précédente. On y plante d'abord un jardin où l'on retrouve la *yuca*, le maïs et le

café. Après quelques années, le jardin est nettoyé de nouveau puis on y aménage les *cavadas* pour y planter la coca. Ce travail minutieux est réalisé par plusieurs groupes familiaux joints par les liens de la réciprocité et implique jeunes et vieux afin d'assurer la transmission des savoirs (Spedding, 2004). Un *cocal* aménagé en *plantada*, c'est-à-dire avec terrassement de *cavadas*, possède une durée de vie de 30 à 40 ans, et plus exceptionnellement 60 ans, alors qu'un *cocal* sans *cavada*, appelé *zanjeo*, sujet à l'érosion, produit pour une vingtaine d'années (Alvarez Carranza, 2015).

Figure 4.2 - Schéma d'un cocal de type plantada



Tiré de « Kawsachun Coca », par A. Spedding, 2004.

Au fil des années, le plant de coca peut être taillé, à la manière de la vigne, lorsque sa productivité tombe. Une fois le *cocal* épuisé, on coupe les plants de coca pour planter des agrumes et du café. Lorsque les plants de café deviennent trop grands pour être cueillis, on coupe les plants pour semer la *hualusa* et la *yuca*, avant de retourner la terre au repos.

4.2.3 Type de cultures

Différentes cultures trouvant un bon prix sur les marchés régionaux et internationaux sont cultivées à des fins marchandes. D'abord, le café est la principale culture destinée à l'exportation et la seconde culture commerciale après la coca, mais la culture du café dans les Yungas a été mise à mal par l'échec d'un programme de développement dans la décennie 1990. Ensuite, les fruits et agrumes furent pendant longtemps une source de revenus stable pour les ménages, mais dont le prix sur le marché local et régional est dérisoire, et le transport vers les marchés nationaux laborieux, voire impossible dû aux poids des récoltes, de la durée de vie du produit en rapport à la mauvaise qualité des routes carrossables. Seuls les agriculteurs ayant un bon accès à une route peuvent considérer la fructiculture intensive. L'échec des différentes tentatives de transformation des fruits et agrumes dans les Yungas a achevé de freiner la production. Désormais, il est rare que de nouvelles plantations fruitières soient aménagées, d'autant plus que les terres arables souffrent souvent d'épuisement ou d'érosion après avoir été converties en *cocales* (Spedding, 2004). Les cultures de la *yuca*, de la *hualusa*, de la banane, du maïs et des fruits sont généralement destinées à satisfaire la demande résidentielle et les excédents sont vendus sur le marché local, ou échangé entre familles. La culture dominante dans la région demeure la coca qui occupe 55 % de la superficie des terres cultivées dans les Yungas, comparativement à 10 % pour les oranges, 7 % pour la banane et 26 % pour le café, les tubercules et autres plantes potagères (Alvarez Carranza, 2015). La culture de la coca est le principal vecteur de monétarisation et de commercialisation de l'agriculture dans la région. L'augmentation de la culture de la coca dans les Yungas se fait au détriment des cultures traditionnelles, ce qui réduit l'offre alimentaire du marché local, et met à risque l'atteinte de l'autonomie alimentaire régionale (Alvarez Carranza, 2015).

Figure 4.3 Produits typiques de la polyculture: *yuca*, *plátanos* et oranges

Photo par l'auteur, 2016.

4.2.4 Facteurs de production

En raison de l'altitude moyenne et de la qualité des sols, l'agriculture dans les Yungas ne requiert aucun fertilisant, et l'utilisation de pesticide est rare, sauf dans le cas de monoculture de la coca où il est parfois d'usage de pratiquer la fumigation des plantes lors de la saison sèche. Également, la nature accidentée du terrain dans les Yungas, jumelée à la petitesse des terres, empêche la mécanisation de l'agriculture. On y emploie que des outils simples, inchangés depuis des générations, et de la main-d'œuvre familiale ou extrafamiliale. C'est ce dernier facteur de production qui représente le principal coût de production (Spedding, 2004). Ainsi dans les Yungas, les principaux facteurs de productions – les semences, la main-d'œuvre, de même que la terre – ne nécessitent peu, ou pas, de transaction monétaire. L'accès à l'eau est parfois problématique, et constitue l'un des principaux facteurs de différenciation sociale dans

les communautés. L'irrigation est presque inexistante et, lorsque possible, sous le contrôle du propriétaire du terrain ayant la source et ainsi limité à sa propriété.

De ces facteurs, c'est la main-d'œuvre qui représente le coût le plus important à l'unité domestique, et c'est par là, selon Spedding (2004), qu'il importe de comprendre la logique de l'agriculture dans les Yungas. En effet, il ne suffit pas d'invoquer les obstacles physiques à l'agriculture pour en saisir la direction, mais aussi de comprendre, comme l'expliquait Bouchard (1988), que :

Le projet familial entraîne une expansion physique de la société rurale et commande des pratiques adaptées à ses fins [...] l'économie mixte est l'expression économique de l'écologie du peuplement, la pluriactivité reflète aussi les stratégies et modalités selon lesquelles cette économie dite marginale s'intègre aux marchés en fonctions de facteurs plus interne [...] qu'externe (Bouchard 1988, cité par Verdon 1994, p. 13).

Ainsi, bien que la pente, l'accès à l'eau et la proximité des routes soient des facteurs de productions décisifs, l'élément primordial facilitant la compréhension de l'organisation de l'agriculture dans les Yungas est la main-d'œuvre. La main-d'œuvre est l'un des facteurs centraux de l'organisation sociale des Yungas et son emploi est régi par les us et coutumes hérités de l'époque précoloniale. Ces institutions viennent répondre au besoin des familles dont la main-d'œuvre domestique ne répond pas à tous les besoins du travail agricole (Spedding & Llanos, 1999). Nous reviendrons sur la nature de ces institutions dans la section 4.2.4 ci-bas, mais pour mieux comprendre la distribution du travail dans les Yungas, il est nécessaire d'aborder le rôle que joue la coca dans l'économie paysanne.

4.2.5 La coca

Il est impossible de comprendre l'économie paysanne des Yungas sans s'attarder au rôle qu'y joue la coca.

4.2.5.1 Contexte légal

La coca joue un rôle très important dans le Yungas de La Paz. Celle-ci est la source principale de revenus des *yungueños* en plus de jouer un rôle symbolique et culturel de première importance. L'usage de la coca est reconnu par la loi et protégé par la nouvelle constitution. La loi 1008, promulguée en 1988, définit les Yungas de La Paz comme étant la zone traditionnelle où la culture de la coca est autorisée pour fournir le marché national avec une limite de 12 000 acres pour la région (UNODC, 2017). La vente de la coca est faite à travers l'association départementale des producteurs de coca (Asociación Departamental de Productores de Coca – ADEPCOCA) qui fédère les producteurs. Le marché autorisé se trouve à Villa Fatima, à La Paz. Une partie est ensuite acheminée vers d'autres points de vente au pays, comme Santa Cruz. L'ADEPCOCA fournit un carnet de producteur aux agriculteurs qui remplissent les exigences, notamment syndicales, qui leur permettent la vente légale de la feuille. En complément à la loi 1008, le gouvernement néolibéral autorisa en 2004 la culture d'un *cato* par famille dans les régions hors de la zone traditionnelle, à des fins d'autoconsommation. Enfin, Morales autorisa la vente directe de la coca par les producteurs hors de la zone traditionnelle à raison de 150 livres de feuilles séchées chaque trois mois, ou à les échanger contre des services (Kohl & Farthing, 2010). La loi 1008 a été remplacée en 2017 par la loi 906 dite loi générale de la coca et qui vise à revaloriser la coca au sein de l'économie nationale.

4.2.5.2 L'économie de la coca

Le marché national de la coca représente une valeur de 276 millions USD en 2016, soit 0.8 % du PIB et 7.3 % du PIB agricole (UNODC, 2017). Du total de la coca cultivé au pays en 2016, soit 23 100 ha, 68 % se retrouvent dans les Yungas de La Paz, ce qui représente 15 700 ha. C'est 55 % des terres cultivées de la région qui sont destinées à la coca, avec une taille moyenne du *cocal* de 0,385 ha par ménage, soit un *cato* et demi (Alvarez Carranza, 2015). Les Yungas ont un potentiel de production de feuilles

séchées de 20 400 tonnes métriques en 2016, une variation à la hausse de 11 % par rapport à l'année précédente qui correspond à la variation en superficie cultivée pour la même période, soit 12 % (UNODC, 2017). Avec un prix moyen en 2016 de 8 \$ le kilo, la coca représente de loin la culture la plus rentable. Selon les années, la coca peut représenter, face aux autres cultures commerciales de la région, une valeur de 4 à 19 fois supérieure (Lupu, 2004). Celle-ci représente 81 % de la valeur brute totale de la production agricole des Yungas (Alvarez Carranza, 2015). Ainsi, dans les provinces Nor Yungas et Sur Yungas, des 77.6 % de la population dédiée à l'agriculture, 68 % sont *cocaleros*, c'est-à-dire producteur de coca (Alvarez Carranza, 2015).

4.2.5.3 Les incitatifs à la culture de la coca

Il y a plusieurs facteurs – culturels, identitaires, pratiques et économiques – expliquant la popularité de la coca dans la région. Bien sûr, l'histoire de la coca est liée à celle des Yungas, qui est traversée par d'anciennes routes d'échange datant de la civilisation aymara, précédant l'Empire inca, faisant le pont entre l'Altiplano et les basses-terres. La coca était alors une monnaie d'échange prisé par les habitants des hautes terres qui lui vouaient un culte étroitement lié à celui de la Pachamama (personnification de la terre mère). Ses propriétés stimulantes et atténuant la faim en fit un des éléments de base de l'alimentation andine. La feuille procurait le calcium autrement impossible à trouver dans le régime précolombien, en plus de contenir d'important niveau de protéines, carbohydrate, fibres, fer et vitamines A (Conzelman, 2007). Depuis, les coutumes aymaras sont étroitement liées à la culture et la consommation de la coca, qui se retrouve dans plusieurs rituels offerts à la *Pachamama* et la *Supay* (Spedding & Llanos, 1999 ; Conzelman, 2007 ; Grisaffi, 2015). Durant les récoltes, le travail au champ, les réunions syndicales où encore entre amis, la coca est toujours un moment de partage et d'échange pour les Boliviens. L'époque coloniale vint renforcer la culture de la coca dans les Yungas comme étant la principale zone de production du pays, dont les récoltes servaient à stimuler la productivité des esclaves des mines d'argent de

Potosi (Conzelman, 2007 ; Kohl & Farthing, 2010). Après la réforme agraire de 1952, la culture de la coca devint exclusivement le fait d'une paysannerie morcelée sur le territoire des Yungas, consolidant une économie propre à la région basée sur la réciprocité de l'échange du travail et organisée à travers des syndicats agricoles.

Figure 4.4 Cocal en préparation



Photo par l'auteur, 2016.

Les années de dictatures militaires et de gouvernements néolibéraux entraînent l'éradication forcée de la culture de la coca, puis l'introduction de différents plans de substitutions pour la remplacer. La coercition employée par la dictature, ainsi que les échecs des politiques de développement alternatifs amenèrent les *cocaleros yungueños* à lutter pour défendre leurs modes de vie et leurs économies rurales. Ces luttes contre l'éradication vinrent stimuler la formation d'une identité paysanne étroitement associée à la culture de la coca (Spedding & Llanos, 1999; Kohl & Farthing 2005, Conzelman,

2007, Spedding, 2013; Grisaffi, 2015). Aujourd'hui, être *cocalero*, ce n'est pas tant cultiver la coca que de militer au sein du syndicat pour défendre le droit de la cultiver. Par exemple, il est généralement attendu par l'ADEPCOCA que ses membres participent aux barrages routiers ponctuels dans les Yungas en réponse aux différentes politiques jugées désavantageuses par la fédération, sous peine d'amendes ou de suspension du carnet de producteur (Spedding & Llanos, 1999). Cette identité militante est facilitée par l'attachement aux traditions aymaras de la région, et toutes deux viennent être mises en valeur par le gouvernement d'Evo Morales dans ses différentes réformes.

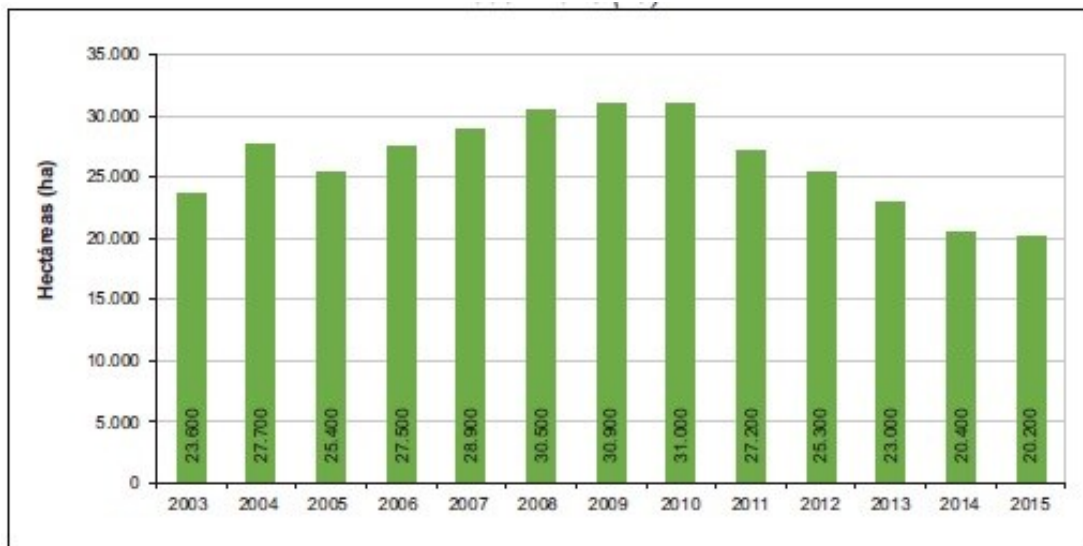
En plus des facteurs identitaires et symboliques que la culture de la coca représente, il existe des facteurs pratiques qui, en général, sont ceux invoqués par les agriculteurs eux-mêmes pour justifier sa culture. Le plus évident est celui du poids. Dans un environnement où l'accès aux routes est difficile et le terrain accidenté, la culture de la coca est avantageuse en raison de sa facilité de transport. La feuille perd 50 % de son poids après avoir été séchée. De plus, elle peut être conservée plus longtemps que des produits périssables comme les fruits et légumes. En général, plus il y a de proximité avec les marchés, moins il y a d'incitatifs à la culture de la coca (Laserna, s. d.). Ensuite, sa culture requiert peu d'intrants et peut-être assurée par une main-d'œuvre familiale, sauf lors de la récolte et de l'aménagement des terrasses, où l'on mobilise une main-d'œuvre journalière. Les outils sont simples et peu coûteux. Comme la coca pousse bien dans des milieux acides et pauvres, le *cocal* est généralement aménagé sur des terres peu fertiles ayant déjà produit d'autres cultures, ou sur les terrains plus pentus, ce qui en fait la culture la mieux adaptée aux conditions biogéographiques des Yungas. La récolte d'un *cocal plantada* peut être faite jusqu'à quatre fois par année, et ce dès la seconde année après l'aménagement d'un *cocal*, pour une période de 30 à 40 ans, fournissant aux ménages des revenus stables et réguliers tout au long de l'année. Pour plusieurs membres de la communauté, le *cocal* représente pour eux leurs épargnes, à l'image d'un compte en banque.

Enfin, les avantages économiques sont aussi importants. Le marché de la coca est bien établi et relativement stable. Celui-ci couvre tout le territoire bolivien et également une partie du Nord argentin. Les différentes cultures alternatives, souvent fruitières, ont souvent saturé rapidement un marché limité, faisant tomber les prix (Spedding, 2013). Avec la vente régie par l'ADEPCOCA, les intermédiaires peuvent être évités, permettant un contrôle plus direct de la vente par le producteur. De plus, la loi 1008 reconnaît le caractère traditionnel de la culture de la coca dans les Yungas, assurant à la région la priorité légale de la production au pays.

Toutefois, le prix élevé de la coca sur le marché national n'est pas la principale raison de la prépondérance de la coca dans la région. Pour Spedding (2004), la culture de la coca est étroitement liée au marché de l'emploi et à la rémunération des facteurs de production. Comme les outils impliqués dans sa culture sont relativement simples et peu coûteux, et que l'accès à la terre est plus souvent qu'autrement fait par héritage ou dotation, le principal coût de production de la coca est la main-d'œuvre. La culture de la coca occupe une main-d'œuvre de différents âges et genres selon l'époque et la tâche, et amène le plein emploi dans les Yungas. La logique économique de la paysannerie dans les Yungas est basée sur le travail non rémunéré de l'unité domestique dans un contexte de semi-subsistance avec monétarisation partielle de l'économie. Spedding (2013) affirme également que l'économie de la coca permet l'équilibre entre une absence de capital à investir dans la production et une abondance de main-d'œuvre. L'agriculteur cherchera à minimiser le travail rémunéré et fait alors appel à la main-d'œuvre familial élargie, ensuite à l'*ayni* qui est l'échange de travail considéré équivalent, et en dernier recours, la *mink'a*, qui correspond au travail journalier rémunéré. C'est là l'une des raisons principales de l'échec des politiques de développement alternatif : les cultures de substitutions ne remplissent pas les mêmes fonctions sociales que la coca. Ces politiques ignoraient complètement les institutions régissant le travail agricole et reposaient sur une vision commerciale de l'agriculture où le paysan doit rémunérer tous les facteurs de productions, chose encore impossible dans

la région (Spedding, 2004). C'est ainsi que pour Alison Spedding, reprenant le concept de Marcel Mauss, la coca est un fait social total qui inclut une forte dimension symbolique, culturelle, sociale et économique (Spedding 1997).

Figure 4.5 - Évolution de la superficie des cultures de la coca en Bolivie, 2003 - 2015



Tiré de « Monitoreo de Cultivos de Coca 2015 », par UNODC, 2016.

À l'exception de la coca et du café, les principales cultures destinées à la vente sont les mêmes que celle destinée à l'autoconsommation, et ce n'est que l'excédent qui se retrouve vendu sur les marchés (Spedding, 2004). L'agriculture dans les Yungas a toujours été une agriculture destinée à l'échange sur les marchés régionaux contre certains biens de consommation traditionnels andins inexistant dans les Yungas, comme les fibres textiles, la viande, le poisson et les pommes de terre (Spedding, 2004).

4.2.5.4 Contrôle social de la production de la coca

Bien que *cocalero* lui-même, c'est-à-dire producteur de coca, la présidence d'Evo Morales ne vit pas une augmentation dramatique de la culture de la coca, mais permit plutôt un dialogue national sur sa place et sa culture au pays. Les efforts de

rationalisation et d'éradication ont repris au pays à partir de 2010, avec une diminution marquée dans les zones des Yungas. Le gouvernement Morales s'appuie sur le contrôle social de la culture de la coca pour réduire la superficie cultivée au pays. Rompant avec des décennies d'éradication forcée menée par l'armée et la police soutenue par l'aide étrangère des États-Unis, le gouvernement du MAS fait reposer sa politique de contrôle sociale sur les institutions locales des Yungas et du Chapare, soit les syndicats agricoles et associations de producteurs, pour contrôler l'expansion de la culture de la coca (Kohl & Farthing, 2010). Le contrôle social repose sur l'idée que pour le bien de la communauté, il est nécessaire de maintenir la production de la coca à un *cato* par famille hors de la zone traditionnelle. Le contrôle social fait par les syndicats reflète davantage les valeurs et pratiques locales et met à contribution l'identité locale dans la résolution des problèmes associés à la culture de la coca. En effet, comme le souligne Kohl & Farthing (2012b):

Whereas western systems tend to emphasize punishment, indigenous social control has historically given greater weight to reconciliation, restitution, and rehabilitation [...]. Systems of community justice based on indigenous social control traditions and their orientation towards reducing harm remain strong in both the Yungas and the Chapare, especially given the historic absence of an effective state. [...] Conflicts [...] are resolved through union centrals, comprised of multiple local unions, or union federations rather than by government institutions. (Kohl & Farthing, 2012b p. 490)

Le contrôle social de la coca permet d'illustrer l'importance des institutions dans les Yungas : l'intérêt individuel de chaque producteur serait d'augmenter la superficie de coca cultivé, mais la communauté le jugerait et interviendrait via la médiation syndicale, ainsi le producteur sacrifie des revenus supplémentaires pour le bien-être et la sécurité de sa communauté et de son pays. Le contrôle social de la culture de la coca non seulement réussie à joindre les efforts de tous les acteurs – locaux, nationaux et internationaux – mais réussie aussi à stabiliser et réduire la superficie des terres destinées à la culture de la coca (Kohl & Farthing 2010; UNODC, 2017).

Figure 4.6 - Taux de variation de la superficie des cultures de coca en Bolivie, 2006 - 2016



Tiré de « Monitoreo de Cultivos de Coca 2016 », par UNODC, 2017.

4.2.6 Routes et marchés

Un des facteurs principaux restreignant le développement économique de la région est la mauvaise qualité des routes et leurs nombres restreints. Jusqu'en 2008, la principale route reliant La Paz et les Yungas était le *camino antiguo*, l'une des plus dangereuses du pays, désigné comme étant la route la plus dangereuse du monde par la Banque de développement Inter-Américaine (Conzelman 2007). La nouvelle route facilite le transit et réduit du tiers le temps nécessaire à rejoindre Coroico depuis La Paz. Celle-ci plonge 3500m le long des flancs des montagnes et était sujette à des éboulements et glissements de terrain. Sur le territoire de la municipalité de Coroico, il existe quatre routes principales, longeant dans les quatre grandes vallées du territoire de la municipalité. Ces routes principales sont toutes sans revêtements et traversent souvent à gué les rivières et ruisseaux la jonchant qui, lors de la saison des pluies, rendent la route impraticable. De ces routes principales partent parfois des routes secondaires qui constituent l'essentiel du réseau dans les Yungas. Le reste est constitué de sentiers plus

ou moins larges parcourant les vallées. Règle générale, les habitants de la région désignent toujours les routes et ponts comme étant la priorité du développement dans les Yungas. Mis à part la liaison entre La Paz et Coroico, il n'existe pas de transports collectifs ou publics sur ces routes. Pour accéder aux cantons de la municipalité il faut attendre le passage d'un véhicule privé acceptant des passagers, ou encre nolisier un taxi.

Le principal marché de la municipalité se tient le samedi à Coroico où plusieurs produits de l'Altiplano se retrouvent en vente, comme le *charki* (viandes séchées), les pommes de terre et *chuño* (pommes de terre déshydratées sous zéro), maïs, céréales et légumineuses. Les produits *yungueños* sont pour leurs parts vendues à Villa Fatima, un des quartiers périphériques de La Paz d'où part la route des Yungas. C'est également là où se trouve le marché légal de la coca, administré par l'ADEPCOCA. Pour Alvarez Carranza (2015) ces liens dénotent une certaine persistance de l'*ayllu* dans les Yungas. Cependant, pour la majorité des producteurs de la région, c'est via un intermédiaire que ceux-ci écoulent leurs productions. L'éloignement et la charge de travail les empêchent de se rendre eux-mêmes aux marchés. Les acheteurs sont généralement propriétaires de véhicule et se déplacent directement chez le producteur. Ce dernier n'a alors souvent pas le choix d'écouler sa production auprès de quelques intermédiaires itinérants (Coroico, 2005). Toutefois, lors de la période des récoltes, un producteur peut engager un transporteur pour assurer la vente de ses produits à meilleur prix à La Paz.

4.3 Santa Rosita de Suapi

Nous présenterons ici les principaux acteurs, institutions et règles de gouvernance présents sur notre terrain d'étude.

4.3.1 Territoire de la communauté de Santa Rosita de Suapi

La communauté qui fut l'objet de notre étude de cas se trouve dans la municipalité de Coroico, province des Yungas de Nord, département de La Paz. Cette municipalité a une population en 2012 de 19 397 personnes. Le territoire de la municipalité est divisé en deux par le rio Coroico, à l'est duquel se trouve la dorsale de l'Uchumachi, sur lequel se trouve le chef-lieu de la province, Coroico. À l'ouest du rio Coroico se retrouvent deux principales vallées habitées, celle du rio Huaranilla, puis celle du rio Suapi rejoignant au bout de la route Santa-Rosa-de-Quilo-Quilo (voir *carte du territoire de la municipalité de Coroico*, Annexe A).

C'est dans la vallée du rio Suapi, sur les flancs du *cerro* Cusilluni, que se retrouve Santa Rosita de Suapi, petite communauté de 126 personnes regroupée au sein d'une douzaine de ménages. On y retrouve une église, un terrain de football et une petite coopérative d'élevage de porc, un abattoir et un poulailler. La communauté de Santa Rosita de Suapi fait partie de la *sub-centrale* Suapi, village avoisinant ayant une population en 2001 de 106 personnes. Cette *sub-centrale* syndicale regroupe huit communautés. Suapi, en plus d'avoir son syndicat agricole, a une *juntas de vecinos*, qui joue le même rôle que le syndicat, mais en milieu villageois et urbain. La communauté de Santa Rosita de Suapi n'a qu'une seule route, le reste des déplacements se faisant à pied le long de sentiers plus ou moins larges.

4.3.2 Le *Sindicato Agrario*, unité de base de la gouvernance territoriale

Le syndicat de Santa Rosita de Suapi trouve la même origine que les autres syndicats du département de La Paz. Ceux-ci furent constitués de manière spontanée dans la région en réponse aux besoins de la réforme agraire de 1952. Les syndicats des Yungas vinrent prendre la place laissée vacante par la disparition de l'hacienda. Initialement, le syndicat devait temporairement assurer la distribution des anciennes terres de l'hacienda aux membres des communautés en plus de transmettre les demandes

paysannes auprès de l'État dans un contexte révolutionnaire, mais l'absence prolongée de l'État dans ces régions éloignées facilita la consolidation du pouvoir politique syndicale sur place (Heat 1973).

4.3.2.1 Rôle du syndicat

Le *sindicato agrario* assume plusieurs responsabilités. En premier lieu, le syndicat est responsable de l'élaboration d'un POA ainsi que du PDM, qui couvrent une période de cinq ans. Ce plan doit décrire les projets et besoins de la communauté pour l'année courante, conformément à celles prévues par le plan quinquennal, et proposer un budget pour les financer. Ces plans sont des prérequis de la LPP pour l'octroi du financement attribué à la municipalité pour chaque communauté sur son territoire.

En second lieu, le syndicat a pour responsabilité l'entretien des infrastructures sur son territoire, incluant les routes, ponts, terrain de football, l'école et la clinique de santé. Il veille également au bon fonctionnement de l'instruction ainsi que de la clinique, mais les salaires et matériels proviennent de l'État. Ces responsabilités en matière de santé et d'éducation sont également le fait de la réforme de décentralisation de la LPP.

En troisième lieu, le syndicat est responsable d'assurer que les règles de la tenure foncière soient respectées. Il est obligatoire pour quiconque achetant ou héritant d'une terre d'être membre du syndicat et de payer sa cotisation annuelle (Spedding & Llanos, 1999). Être membre d'un syndicat agricole, c'est être membre de la communauté. Ainsi, le syndicat n'intervient pas dans la production agricole, mais régit les règles d'accès à la propriété.

En quatrième lieu, le syndicat assume des fonctions juridiques d'arbitrage. Lorsqu'un conflit survient, les différentes parties en cause sont entendues par le syndicat qui, après délibération, sera l'arbitre en se référant aux coutumes locales. Habituellement, cet arbitrage se fait en privé, mais lorsque le problème touche à toute la communauté,

l'assemblée peut trancher. Cette justice communale existe depuis les débuts des syndicats agricoles et est tout à fait extra-légale. Les paysans insatisfaits d'un jugement rendu par le syndicat peuvent faire appel à la police, mais doivent généralement se rendre jusqu'à la municipalité pour y soudoyer un agent de police afin que celui-ci porte la cause jusqu'à La Paz, ce qui décourage souvent les plaignants.

En cinquième lieu, le syndicat se fait le porte-parole des revendications et demandes autant de la communauté, exprimée en assemblée générale, que des particuliers sollicitant des services à l'État et ses ministères. De plus, le syndicat relaie les appels à la mobilisation paysanne pour contrer certaines politiques publiques jugées néfastes pour l'économie rurale des Yungas, chose qui est assez fréquente. Alors, si nécessaire, le syndicat organisera la participation des membres de la communauté aux manifestations et blocages.

Enfin, le syndicat est également responsable de planifier et de mener les travaux communaux sur son territoire, qu'il s'agisse d'entretiens des routes et sentiers, de réparations de toitures de l'église ou de l'école, d'aménagement de places publiques ou du terrain de football. Ces travaux prennent souvent la forme festive de la *faena*, travail communautaire accompagnée de nourriture et de boissons. Également, le syndicat s'occupe de préparer les festivités villageoises qui se célèbrent annuellement lors de la fête du saint patron de la communauté. À Suapi, c'est la Virgen del Carmen qui est la sainte patronne du village dont on célèbre la fête le 16 juillet.

En somme, le syndicat reflète les formes communales d'organisation paysanne, il assigne les terres communales, résous les conflits et dirige les projets de la communauté (Kohl & Farthing 2012b). Ces responsabilités du syndicat sont étroitement liées la culture autochtone, la terre et le territoire, et met en relation la communauté avec les fédérations nationales et l'État (Kohl & Farthing 2012b).

4.3.2.2 Règles internes

Le *sindicato agrario* pratique la démocratie directe exercée lors d'assemblées générales mensuelles. Le modèle syndical fut introduit dans la région peu avant la réforme agraire par des syndicalistes urbains proche des ouvriers mineurs de l'Altiplano pour préparer la paysannerie à la fin du régime de l'hacienda. Pour les paysans, le syndicat reflète leurs identités de *campesino* issue de la réforme agraire affirmant que la terre appartient à celui qui la travaille.

La communauté de Santa Rosita de Suapi est représentée par un syndicat éponyme, qui est affilié à celui du village voisin, Suapi, au sein de la *sub-central* Suapi. Celle-ci est ensuite affiliée à la centrale Murrurata, qui est le chef-lieu du canton du même nom qui regroupe grosso modo les communautés de la vallée du rio Suapi, et qui est l'un des trois cantons de la municipalité de Coroico. En général, le territoire de chaque syndicat à l'origine recouvrait celui d'une ancienne hacienda.

Le syndicat de la *sub-central* Suapi regroupe huit communautés et se réunit tous les mois au village. Les charges de dirigeants de la *sub-central* sont déléguées pour une période de deux ans. La *sub-central* Suapi a une structure parallèle qui régit les affaires du village, la *junta de vecinos*, dont le principal rôle est de faire le suivi du POA. Chaque centrale est libre de s'associer avec différentes fédérations paysannes au niveau départemental qui elles-mêmes sont regroupées au niveau national, souvent au sein de la CSUTCB ou bien de l'ADEPCOCA.

Le syndicat agraire de Santa Rosita de Suapi, unissant les membres de la petite communauté, se réunit également tous les mois pour délibérer, assigner un ordre du jour et faire le suivi de ses projets et sollicitations. Ensuite, le syndicat peut convoquer une assemblée spéciale pour discuter d'un sujet spécifique, comme le *saneamiento*, un match de football ou une manifestation. Les dirigeants peuvent se réunir ensuite selon les besoins du syndicat sans pour autant convoquer l'assemblée. La présence des

membres de la communauté est obligatoire et l'absentéisme non justifié est puni d'une petite amende. De plus, chaque membre doit payer une cotisation annuelle d'une somme modique finançant les dépenses organisationnelles du syndicat, comme les déplacements du dirigeant rendu nécessaire par sa charge. Pour devenir membre d'une communauté, le syndicat exige une période d'observation où le futur membre doit prendre part comme observateur aux réunions avant que celui-ci accepte le nouveau membre. Cette période dure en règle générale un an, selon les communautés.

4.3.2.3 Les charges

Les dirigeants syndicaux sont élus par vote à main levée lors d'une assemblée annuelle se tenant à la *Todos Santos* (la Toussaint), le premier novembre. Les charges syndicales – souvent désigné sous le nom de *dirigentes* – sont au nombre de sept à neuf, selon la taille des communautés. Il y a d'abord le *Secretario General* (secrétaire général), puis le *Secretario de Relaciones* (remplaçant le premier si nécessaire), ensuite il y a *Actas*, qui est chargé des votes et procès-verbaux (qui sont la plupart du temps réduits au minimum), *Justicia* (le juge), *Educación*, *Vialidad* (l'éducation et les routes), *Hacienda* (le trésorier), puis selon les communautés, s'ajoute *Desportes* (les sports) et enfin le *Vocales* (qui s'occupe des relations intersyndicales).

Les charges du syndicat sont rotatives, c'est-à-dire qu'il est attendu de tous d'exercer au moins une fois un des postes du syndicat, même si dans les faits certains membres de la communauté se retrouvent souvent en poste d'autorité. Cette situation est due au fait que les paysans considèrent plusieurs de ces postes comme étant un inconvénient gênant l'agriculture, ou encore par manque d'initiative. À Santa Rosita de Suapi, on tournait souvent en dérision le poste *Educación* vu le peu d'importance que cette charge représente en réalité dans la communauté. Le poste de secrétaire général est particulièrement lourd à porter et un de ceux qui est le moins disputé, même si l'influence de celui-ci est considérable sur sa communauté. Le secrétaire général doit régulièrement assister à des réunions à Coroico ou même La Paz. De plus, le secrétaire

général s'attire les mauvaises langues et doit porter souvent la responsabilité d'événements malheureux simplement en raison de son rôle. Plusieurs anciens secrétaires s'attiraient également une certaine animosité en vertu de leurs influences, parfois encore importantes, dans leurs communautés.

Les syndicats des Yungas ont une longue histoire de mobilisation et de luttes. Créés dans un contexte révolutionnaire, ils luttèrent contre la dictature militaire d'Hugo Banzer, puis firent obstacle aux politiques d'éradications de la coca sous le régime néolibéral. Ces luttes ont imprégné l'identité des paysans *cocaleros*. Ce n'est qu'avec la LPP que les syndicats agricoles furent pour la première fois reconnus comme représentants légitimes de la société civile, et ainsi ses relations avec l'État se consolidèrent (Conzelman, 2007). C'est surtout le transfert de budget à la municipalité destiné aux communautés prévues par la LPP qui donna de véritables moyens de développement communautaire au syndicat. Ceci aura eu pour conséquences de déplacer la lutte des paysans contre l'État vers la municipalité, qui incarne l'État au niveau régional. L'État transfère une partie de son budget aux municipalités, qui ensuite l'octroie aux communautés per capita. Ainsi ils existent beaucoup de frictions entre les syndicats et la municipalité, comme le résume assez bien ce témoignage : « *“ El alcalde es él que da (The mayor is the one who gives),”* Don Enrique explained, *“y el secretario general es él que exige (and the sindicato leader is the one who demands).”* » (Conzelman, 2007, p. 176).

4.3.3 *Alcalde* de Coroico

Le siège de la municipalité, l'*Alcaldía Municipal* de Coroico, est délégué par la LPP afin d'administrer le territoire municipal. Cette charge implique, en autres, de gérer, entretenir et contrôler les équipements et biens qui sont la propriété de la municipalité, ceci incluant les transferts monétaires occasionnés par la LPP. De plus, la municipalité doit administrer le registre du cadastre et appliquer les lois pertinentes. Ensuite, la

municipalité doit entretenir et aménager les routes et chemins secondaires sur son territoire. Enfin, la municipalité a à charge la représentation politique des organisations territoriales de base, soit les syndicats, ainsi que des comités de vigilances représentant les intérêts de sa population.

Il existe plusieurs problèmes au niveau municipaux. D'abord, un problème institutionnel. Le manque de coordination entre la municipalité et les différents projets de développement local ralentit considérablement le déroulement de ces activités de développement. Les projets en demeurent aux prémises où alors souffrent d'un manque de suivi. Souvent, les projets prioritaires seront ceux qui prennent place dans le voisinage immédiat du village de Coroico et plus rarement ailleurs.

Ensuite, il existe plusieurs conflits entre la municipalité et les différents syndicats locaux, incluant celui de Santa Rosita de Suapi. Il est souvent mentionné dans les conversations sur le terrain, ou en entrevue que la municipalité bloque les transferts de fonds – prévu par la LPP –, ou encore retient les outils et la machinerie à la municipalité sous différents prétextes privant les communautés des moyens nécessaires à la complétion de leurs POA (Entrevue 7 et 9). De son côté, la municipalité argue plutôt que les dirigeants syndicaux ignorent comment la LPP fonctionne et qu'ils manquent à leurs devoirs, renvoyant ainsi la responsabilité de l'immobilisme aux communautés paysannes (Coroico, 2005).

Enfin, la municipalité, bien que recevant le financement prévu par la LPP, manque de fonds pour mener à bien ses projets. Si la LPP amène pour une première fois des moyens financiers à la base paysanne, la loi entraîna également une déresponsabilisation de l'État dans ses mêmes projets. Ceci explique en partie la dépendance de la municipalité envers les ONG présentes sur son territoire de même que les différents fonds de développement international, comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la USAID.

4.3.4 La tenure foncière

Les règles de tenure foncière ainsi que les institutions les régissant sont adaptées aux conditions écologiques des Yungas. Les communautés sont de type parcellaire discontinu (*sayañas*) organisé autour de l'unité domestique familiale. Le système de parenté correspond à la nature pérenne d'une agriculture diversifiée et du plein emploi qui est son corollaire. L'héritage est bilatéral et le mariage ambilocal², bien que la majorité soit virilocale et un tiers uxoricale. Ceci produit une structure de la parentèle distincte de celle de l'Altiplano (Spedding & Llanos, 1999).

L'accès à la terre est fait par filiation ou alliance, bien que le régime légal soit celui de la *compraventa* (contrat de vente). Dans les faits, les règles régissant la tenure foncière sont coutumières, régies par les familles et syndicats. La majorité des unités domestiques accèdent à la terre par des mécanismes non marchands, soit par héritage, alliance ou assignation syndicale. Dans le cas de l'alliance, un jeune issu de la parenté immédiate peut offrir son aide à une unité domestique vieillissante en ayant besoin, et si celui-ci met à contribution son travail, il peut obtenir une partie des terres qu'il aura ainsi aidé à travailler (Spedding & Llanos, 1999). On évite donc que les terres productives ne soient abandonnées par manque de main-d'œuvre domestique.

Pour ce qui est de l'assignation syndicale, elle touche aux terres communales. Dans les Yungas, celles-ci varient énormément en quantités et qualités. Souvent ces terres se situent plus haut dans la montagne, le *monte*, ou sur des versants plus arides, ce qui rend l'accès et le travail plus difficile, quand les conditions climatiques et biologiques

² C'est-à-dire que le choix du lieu de résidence d'une nouvelle famille se fait indifféremment à proximité de la parenté de l'un ou de l'autre des membres du couple. Virilocale désigne la proximité de la famille de l'époux et uxoricale, celle de l'épouse.

permettent l'agriculture. Ces terres sont souvent utilisées pour y collecter du bois et plantes médicinales suivant le droit d'usufruit de la communauté. Lorsqu'une unité domestique nouvellement établie dans une communauté est sans terre, le syndicat peut leur attribuer une parcelle d'un *cato* dans la zone communale pour y planter un *cocal*, jusqu'à épuisement des plantes. Les règles communales leur interdisent la vente de cette parcelle (Spedding & Llanos, 1999).

Dans chaque communauté, il existe trois catégories de droits associés à la terre. Premièrement, le droit zonal qui touche aux terres communales. Les membres du syndicat peuvent y faire paître leurs animaux, récolter fruits, plantes et bois de construction. Deuxièmement vient le droit familial qui touche aux droits des membres de l'unité domestique à la terre. Enfin vient le droit individuel à l'usufruit à l'intérieur de ses parcelles.

À Santa Rosita de Suapi, comme ailleurs, les gens sont très discrets quand vient le temps de parler de leurs propriétés. Si certains demeurent vagues sur la taille de leurs terres, d'autres sont carrément méfiants. Les paysans ont appris à craindre l'action de l'État dans la région par suite des efforts d'éradications de la coca lors de la guerre à la drogue. De plus, ils redoutent la taxation et l'imposition (Spedding & Llanos, 1999). En général, les unités domestiques ont entre 1,5 ha à un peu moins de 3 ha de terres en culture avec une moyenne de 2.5 ha. Bien qu'en moyenne, les ménages ont accès à 6.5 ha de terres, il est souvent difficile pour celle-ci d'en cultiver davantage uniquement avec la main-d'œuvre familiale. Aussi, une partie de ces terres sont soit en repos, en pâturages ou tout simplement incultivables. On distingue dans la plupart des unités domestiques une alternance entre trois types de cultures. Il y a un hectare dédié aux arbres fruitiers où au café, un hectare et moins en culture mixte dédiée à la *yuca*, la papaye, les arbres utiles et autres plantes annuelles ou potagères, puis enfin un peu moins d'un hectare dédié aux cultures commerciales, plus souvent qu'autrement la coca. Ces parcelles sont discontinues et occupent différentes écozones en raison de la

diversité des produits cultivés, mais aussi pour protéger le paysan contre les aléas climatiques. L'accès à une parcelle peut prendre jusqu'à une heure et demie de marche selon l'emplacement de celle-ci.

On peut distinguer trois échelles d'intervention dans la tenure foncière. La première est l'échelle nationale, plus particulièrement à travers la loi INRA. La seconde est communautaire et touche aux droits et obligations locaux. La troisième échelle est familiale et touche aux droits acquis par l'investissement, le travail ou la collaboration familiale.

4.3.4.1 *Saneamiento interno*

En raison de l'histoire tumultueuse de la culture de la coca dans la région, jumelés à l'inefficacité de l'intervention étatique, les titres de propriété ne sont pas systématiquement détenus dans la région et les gens demeurent méfiants face aux efforts d'assainissement des titres de propriété. Dans la municipalité de Coroico, 73 % des unités domestiques possèdent des titres de propriété sur leurs terres et à Suapi, 66 % (Coroico, 2005). Aux yeux des paysans, de mêler l'État à la tenure foncière entraînerait une augmentation de la taxation et peut-être des efforts d'éradication de la coca. Ainsi, il est difficile d'obtenir avec précision de l'information sur la taille et la distribution des terres. Ceci s'explique peut-être aussi en raison des limites flottantes de chaque terre, surtout lorsque celle-ci est en repos ou sur une forte pente. Cette imprécision sur les limites de chaque propriété, souvent décrite par un élément naturel du paysage (un ruisseau, un arbre, etc.), entraîne parfois des conflits d'héritage ou de ventes, qui sont ensuite arbitrés par le syndicat.

Lors de notre passage dans la communauté de Santa Rosita de Suapi, nous vîmes en partie le processus de *saneamiento interno* autorisé par la loi INRA. En vue d'une éventuelle intervention de l'INRA dans la communauté, les membres du syndicat de Santa-Rosita se réunirent pour planifier leurs propre *saneamiento*. Les membres de la

communauté sont méfiants du *saneamiento* de l'INRA. Ceux-ci croient que le processus de titularisation entraînera des conflits d'usages et de partages entre voisins en plus de forcer les gens à définir de manière permanente et inflexible des droits de propriété jusqu'ici coutumiers sur des parcelles dont les limites sont flexibles et sujet à changements.

Le syndicat désigna un moment pour mener à pied l'inventaire des parcelles et des propriétaires sur son territoire. Le matin du *saneamiento*, une douzaine de personnes concernées ainsi qu'un représentant mandaté par le syndicat se rejoignirent sur la route pour explorer les propriétés. Une famille de nouveaux colons se joignit au groupe pour mieux comprendre le processus, de même qu'un citadin de La Paz et son neveu souhaitant acheter une terre dans la communauté. On définit les grandes limites des propriétés, souvent de ruisseau en ruisseau, en les dessinant sur un plan sommaire. Bien que quelques différends existent lors du processus, peu de conflits surviennent. Durant le processus, qui est laborieux, on discute de ses ancêtres, de sa parenté, des héritages et mariages, puis des différences entre jadis et maintenant. Peu auparavant, les terres étaient délaissées et les gens quittaient pour La Paz raconte-t-on. Depuis que le prix de la coca est en hausse suite à l'élection du MAS, il y a une forte pression sur la terre. Après la fin du régime de l'hacienda, où les terres étaient, de l'avis général, bien entretenues en vue de la passation aux enfants devenus adultes, les paysans voyaient la terre comme un véhicule en vue d'un changement de statut. On avait alors honte d'être paysan. Avec la hausse du prix de la coca, on s'improvise *cocalero* le temps de quelques récoltes pour obtenir des liquidités avec lesquelles on s'achète une automobile afin de devenir chauffeur, déplore-t-on. Le résultat du processus informel de *saneamiento* devra par la suite être soumis au syndicat qui en sera l'arbitre en toute fin. Lors d'une assemblée ultérieure, les terres dont la propriété est en conflit ont été cédées au syndicat pour qu'il puisse les assigner à un nouveau propriétaire où pour que toute la communauté bénéficie de sa vente.

Figure 4.7 Le *Saneamiento interno* à Santa Rosita de Suapi



Photo par l'auteur, 2016.

4.3.5 Le travail et l'échange à Santa Rosita de Suapi

Les institutions régissant le travail agricole dans les Yungas sont les produits directs de la nature familiale de l'agriculture de semi-subsistance sur de petites parcelles discontinues. Si la coca en représente la culture optimale pour ce type d'agriculture, la réciprocité et l'échange du travail sont le produit de ce type de culture. Ici nous décrivons les institutions régissant le travail agricole dans la communauté de Santa Rosita de Suapi.

4.3.5.1 L'unité de production domestique

L'unité de base de la production agricole dans les Yungas n'est pas à proprement parler la famille nucléaire, mais peut inclure la parenté proche – oncles et tantes, neveu et

nièces, cousins, etc. – dont le travail est excédentaire dans leurs propres unités domestiques d'origine. Ces relations peuvent prendre la forme d'un parrainage entre le membre aîné et plus riche d'une famille élargie et un membre plus jeune n'ayant pas encore accès à la terre, que l'on appelle *utawawas* (Spedding, 2004).

La relation entre le nombre de membres d'une unité de production domestique et la taille des terres productives de la même unité déterminent si celle-ci a besoin de main-d'œuvre extradomestique ou si elle est en situation de surplus de main-d'œuvre. Cette relation détermine la distribution du travail à travers les institutions de l'*ayni* et de la *mink'a*. Le besoin en main-d'œuvre extrarésidentielle peut être aussi intensifié dans le temps en fonction d'une tâche importante à accomplir, comme la récolte de la coca ou l'aménagement de nouvelles terrasses.

Nous présentons ici les quatre étapes du cycle de développement de l'unité de production domestique élaborées par Alison Spedding (2004) :

- La première étape est celle d'une nouvelle unité domestique, représentant la famille nucléaire sans enfants ou avec enfants en bas âge. Le couple a peut-être hérité d'une parcelle familiale ou encore l'obtiennent-ils de la communauté. Ils sont pauvres, mais au point de départ du processus d'accumulation.
- La seconde étape est l'unité domestique établie. Il s'agit de la famille nucléaire avec un ou plusieurs enfants en âge de travailler (10 ans et plus). La parcelle initiale est en pleine production et ils peuvent acheter ou défricher d'autres terres. Ils sont en position d'expansion de la production agricole.
- La troisième étape est celle de l'unité domestique mature. Elle consiste cette fois en la famille élargie. Les enfants sont en âge de se marier ou déjà mariés, mais vivent toujours dans la maison familiale. L'unité domestique est alors à son optimum d'accumulation en bénéficiant du travail non rémunéré de la famille élargie.

- La dernière étape du cycle de développement est celle de l'unité domestique en déclin. Le noyau familial vieillissant distribue une partie de ses terres à ses enfants qui sont alors autonomes. Cette unité domestique se trouve en situation d'appauvrissement si elle ne réussit pas à obtenir de la main-d'œuvre de la famille élargie pour travailler la terre.

Si une unité domestique est en déficit structurel de main-d'œuvre non rémunérée, permanente ou temporaire, le moyen d'obtention de main-d'œuvre additionnel est médié par deux institutions héritées des traditions aymaras : l'*ayni* et la *mink'a*. Ces institutions interviennent lorsque la main-d'œuvre familiale ne répond pas à tous les besoins du travail (Spedding & Llanos, 1999). Ce qui caractérise le travail qualitativement dans ces deux cas est l'âge et le genre du travailleur.

4.3.5.2 *Ayni*

L'*ayni* est l'échange de journées de travail pour une autre considérée équivalente (Spedding, 2004). Cependant, comme concept, l'*ayni* est beaucoup plus large et désigne une pléiade de services qui se rendent entre membres égales d'une communauté, allant du prêt de matériels, de l'aide à cuisiner, jouer de la musique et jusqu'au au prêt monétaire (Spedding, 2004). L'*ayni* recoupe ainsi un concept moral d'entraide et de réciprocité. Il est commun d'entendre dans les Yungas qu'une chose est faite ou sollicitée *por ayni*. L'*ayni* peut aussi revêtir une forme négative : si l'on fait du mal à autrui, ce mal nous sera retourné.

Figure 4.8 Rencontre à l'aube pour une journée d'*ayni*

Photo par l'auteur, 2016.

L'*ayni*, tant comme concept moral que comme échange de travail, se calcule entre unités domestiques. Le travail du père peut être échangé contre celui de deux des enfants de l'autre unité domestique. Ce calcul n'est garanti d'aucune manière autre que par les liens moraux qui lient les membres de la communauté entre eux. Comme dans n'importe quelle communauté, celui qui omet son devoir de réciprocité s'attire la médisance des autres et souffre ainsi d'une mauvaise réputation.

L'*ayni* est l'institution centrale des Yungas qui assure la viabilité économique de l'agriculture en différant dans le temps le surplus momentané de la main-d'œuvre en fonction des besoins du travail sans affecter les revenus et l'épargne. De plus, l'*ayni* contribue à fortifier les liens au sein de la communauté en bâtissant la confiance mutuelle et l'interdépendance entre familles et communautés.

4.3.5.3 *Mink'a*

La *mink'a* est une journée de travail payé en comptant ou en produits agricoles. Le travail à réaliser est généralement prédéterminé. Dans les régions plus éloignées ou moins monétarisées, la *mink'a* est alors payé par de la nourriture et boissons, ou encore par une quantité prédéterminée du produit récolté. Car il s'agit en générale de travail intensif dans le temps requérant une main-d'œuvre extrarésidentielle, comme la récolte, la construction du toit d'une maison ou l'élaboration des *wachus* d'un *cocal plantada*. La *mink'a* fait appel en général à la famille étendue pour combler les manques en main-d'œuvre, mais s'étend ensuite aux autres membres de la communauté, principalement des jeunes célibataires issus de familles plus pauvres en terre dont leur travail est excédentaire. Le travail est souvent payé à la mère de l'unité domestique contractée puisqu'elle est responsable des économies familiales.

La *mink'a* n'est pas à proprement parler un travail salarié. Le prix d'une journée de travail est fixé par les coutumes locales selon le travail à accomplir et est généralement traduit par un montant fixe d'un produit agricole comme la coca. Ce montant est soumis à la nature de la récolte, et sera donc bon lors d'une bonne récolte, et vice-versa (Walsh-Diley, 2013).

La *mink'a* est un bon indicateur des relations et inégalités sociales dans les Yungas. Les familles pauvres, ayant peu de terres à travailler, sont en situation de surplus de main-d'œuvre et cherchent toujours à augmenter leurs revenus en travaillant pour les autres. Les familles qui ne sont ni pauvres ni riches offrent leur travail ponctuellement selon les besoins de leurs propres productions agricoles, et les familles riches – riche en terre, pauvre en main-d'œuvre – emploient la *mink'a* lorsqu'ils ne peuvent faire appel à l'*ayni*, moins dispendieux (Spedding & Llanos, 1999).

Il est généralement entendu dans les Yungas que la qualité du travail journalier de la *mink'a* est de moins bonne qualité que le travail échangé par l'*ayni*. Simplement en

raison de l'espérance qu'un bon travail offert en attire un de toute aussi bonne qualité. Ainsi, les tensions au sein de la communauté peuvent s'exprimer au travers de ces institutions. Si un propriétaire plus riche, qui ne fait pas l'unanimité dans sa communauté, recrute de la main-d'œuvre journalière, celle-ci peut s'engager à travailler pour lui, mais s'absente ou arrive en retard, travaille moins bien ou plus lentement, affectant négativement le contracteur. Ceci s'apparente à ce que Scott (1985) appelle « *everyday form of peasant resistance* » où les membres d'une communauté peuvent exercer une certaine pression subtile sur un autre membre manquant aux devoirs que suppose l'interdépendance de la communauté sans pour autant risquer un conflit ouvert. Ainsi, il est facile de voir que si l'*ayni* suppose des relations d'interdépendances entre membres égales d'une communauté, la *mink'a* souligne les rapports inégaux (patron employé) dans la tenure foncière. Ces rapports inégaux ont pour fondation la possession du moyen de production (la terre) en relation à la force de travail disponible (la main-d'œuvre familiale).

4.3.5.4 *Faena*

La *faena* est une forme de travail communautaire festive – plus rarement privé – fait en groupe et organisé généralement par le syndicat. La *faena* se réalise la plupart du temps sur les terres communales, routes et infrastructures appartenant à la communauté. Les dirigeants du syndicat sont responsables de sa planification, mais pas exclusivement. Bien souvent, ce genre de travail prend une dimension festive lorsqu'il est réalisé pendant une fête religieuse, ou pour un type particulier de travail revêtant un caractère plus sacré, comme la première récolte d'un nouveau *cocal* où sont invoqués les *achachilas* (esprits des ancêtres personnifiés dans les montagnes) pour assurer la longévité de la terre et la générosité des pluies. Dans ces occasions, boissons gazeuses et alcool, tabac et coca s'échangent et se consomment. Un particulier organisant une *faena* fait une démonstration de son statut en offrant la nourriture et les boissons. De

plus, la *faena* par son caractère collectif et communautaire permet la passation des savoirs intergénérationnelle.

4.3.5.5 *Trueque*

La dernière institution associée au travail dans les Yungas est le *trueque* et désigne simplement l'échange via des produits agricoles, des services ou du travail sans médiation monétaire. Le *trueque* dénote la persistance de relations non marchande dans un contexte d'agriculture de semi-subsistance en présence d'un marché imparfait. Souvent des produits excédentaires sont échangés momentanément ou de manière différée en fonction de leurs disponibilités avec une comptabilité plus ou moins exacte tenue mentalement par les participants. Pour que le *trueque* soit possible, il est nécessaire que les unités domestiques pratiquent la polyculture, ce qui n'est pas le cas de tous les ménages de Santa Rosita de Suapi. En effet, les nouveaux colons arrivant de l'Altiplano se consacrent généralement à la monoculture de la coca et sont donc dépendants de leurs revenus monétaires pour s'alimenter, n'ayant pas de production diversifiée pour s'autosuffire ou pour pratiquer l'échange.

Le *trueque* peut être source de nombreuses frictions au sein de la communauté en raison de mauvaises dettes morales entre voisins et familles – petits échanges impayés –, puisque certains sont plus prompts à prendre qu'à donner. S'expliquant à un voisin, un membre de la communauté de Santa-Rosita disait :

S'ils veulent un cadeau, qu'ils le demandent, pas de problème, mais un cadeau est un cadeau, un prêt est un prêt et une vente est une vente. C'est une question de principe. Certains membres de la communauté abusent et

sont réputés comme tels, refusant ensuite de rendre un service ou exigeant d'être payés à la suite d'un coup de main sans prévenir. (Note de recherche³)

Il semble y avoir une tension entre les différentes formes de travail agricole au sein des Yungas. Un *yungeños* vivant d'un petit commerce, ou encore d'une production intensive spécialisée comme les tomates ou la coca, dispose de peu de temps et d'incitatifs à pratiquer l'*ayni* comme le serait un paysan pratiquant la polyculture traditionnelle. D'un autre côté, le revenu qu'il tire d'une production tournée vers la demande des marchés représente une motivation supplémentaire pour investir dans la productivité de sa ferme, tandis que le paysan ne cherche qu'à combler les besoins de sa famille, et ensuite à offrir son surplus de travail aux autres membres de la communauté via l'*ayni* ou la *mink'a*. Le premier ne recourt qu'à la *mink'a*, comme ils ne disposent pas de temps, mais de monnaie pour rémunérer le travail, tandis que le deuxième recourt à l'*ayni*, comme il dispose de temps de travail, mais pas forcément de liquidité pour répondre à l'ensemble de ses besoins.

Plutôt que de voir le paysan comme rétif à l'utilité des marchés en agriculture – réfractaire à la modernisation – et dont les pratiques traditionnelles sont menacées par l'intégration des communautés aux marchés, des auteurs comme Walsh-Diley (2013) interprètent les institutions paysannes comme étant des outils pour répondre au manque de main-d'œuvre dans un contexte peu monétarisé. Pour Spedding (2004), cette explication n'est que partielle. L'*ayni* ne serait ni une institution opposée aux marchés, ni une simple réponse au manque de liquidité, mais plutôt une réponse adéquate à la structure de l'unité domestique. L'*ayni* serait la réponse logique, qui n'est pas étrangère aux relations marchandes, aux différentes étapes de la production, à la composition de l'unité domestique en présence de main-d'œuvre flottante et saisonnière.

³ Discussion entendue lors de notre recherche terrain.

Les coûts de production ou de vente ne sont pas les meilleurs indicateurs, dans un contexte d'intégration économique inégal, pour expliquer le patron de la production agricole des Yungas. C'est la raison, toujours selon Spedding, pour laquelle toutes les politiques d'éradications et de substitutions ont échoué dans les Yungas. Celles-ci ignoraient le rôle des institutions locales et leurs morales, des syndicats ainsi que les avantages indiscutables de la culture de la coca sur l'économie régionale et le marché du travail.

4.3.6 COREP et CORES

Mise sur pied par la *Ley marco de Autonomía y Descentralización 'Andrés Bóñez'* (2010) et la *Ley de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria* (2011), les CORES (Consejos Regionales Económico Sociales) et COREP (Consejos Regionales Económico Productivos) sont les mécanismes de gouvernance régionale chargés d'orienter le développement à l'échelle locale (Gobierno autónomo departamental de La Paz, 2016). Ces mécanismes, prévus par les programmes de développement départemental, demeurent inexistant dans le département de La Paz. Ceci constitue un frein à l'identification d'objectifs de développement local et l'inclusion de la population dans les processus de décision.

4.3.7 Autres acteurs sur le territoire

Il est d'autres acteurs présents sur le territoire de la municipalité de Coroico qui œuvrent à Santa Rosita de Suapi. Il s'agit pour la plupart d'ONG qui, comme mentionné précédemment, viennent prendre la place laissée vacante par l'État lors des réformes néolibérales.

La fondation Caritas est présente à Coroico depuis longtemps. L'organisme caritatif œuvre de différente manière dans le village. Au niveau régional, le rôle de Caritas est passé de l'assistance à la production vers le développement productif. Conjointement

avec la municipalité, ils mènent différents projets de sensibilisation et de développement productifs. Caritas offre de l'assistance technique, des formations en agroforesterie, culture biologique, et apiculture. De plus, l'organisme se propose de coordonner plusieurs projets de développement, notamment en agriculture écologique, dans la région afin de pallier le manque d'initiative de la municipalité. Le manque de coordination entre différents projets de développement et d'aide à la production est un problème fréquemment mentionné par différents acteurs, notamment par la direction de Caritas. Leurs efforts en ce sens amenèrent la municipalité à se doter d'un plan d'action environnemental, élaboré conjointement avec Caritas, qui vient ajouter une dimension de protection, d'éducation et de sensibilisation sur des thèmes environnementaux. Malgré tout, la direction de Caritas souligne qu'il demeure difficile de travailler avec l'*alcaldia*, souvent pour des raisons politiques. Le financement des projets de Caritas passe par le Fonds national de développement alternatif (Fondo Nacional de Desarrollo Alternativo – FONADAL, appelé Fondo Nacional de Desarrollo Integral – FONADIN depuis 2017) ou d'autres agences de développement de l'État. L'impact des projets de Caritas dans la communauté de Santa Rosita de Suapi ne se fait pas sentir. Pour les membres de la communauté, l'organisation semble déconnectée de leurs réalités et ses projets tournés vers les besoins de l'*alcalde* et non pas les paysans.

Également active sur le territoire, l'Association départementale des *cocaleros* ADEPCOCA mène des activités et ateliers pour consolider sa base militante. Bien qu'étant une association de producteurs, le caractère combatif que revêt la coca fait en sorte que l'ADEPCOCA s'apparente beaucoup à un syndicat. Lors des réunions de la *sub-centrale* Suapi, les membres proches de l'ADEPCOCA forment un bloc d'opinions et font voix commune pour critiquer les motions ignorant la place de la coca dans l'économie paysanne locale. L'ADEPCOCA organise des ateliers – très populaires – sur les biopesticides, les engrais naturels et l'agroforesterie appliquée à la culture de la coca. Un des membres de la communauté de Suapi qui est délégué de l'ADEPCOCA

pour le canton de Murrurata présenta lors d'une réunion environnementale de Caritas la position de l'organisation sur la coca. Sa présentation jurait avec les autres invités simplement du fait qu'il était le seul à mentionner la coca qui, pourtant, est la principale source de revenus dans les Yungas. En effet, les autres présentateurs, membres d'organisations bénéficiaires de fonds internationaux, ont souvent pour mission implicite de promouvoir des cultures alternatives à la coca.

Les membres locaux de l'ADEPCOCA défendent la loi 1008, qui restreint la culture de la coca à la zone traditionnelle des Yungas, contre la nouvelle attitude du MAS qui tolère la culture familiale à l'extérieur de la région, comme à Caranavi où encore dans le Chapare, régions voisines où se retrouve la nouvelle frontière agricole.

Corazon del Bosque est une ONG internationale basée en France et active à Coroico. Sa mission est de protéger la forêt amazonienne en faisant la promotion d'une agriculture sans l'usage du brûlis. Pour ce faire, l'ONG souhaite améliorer les modes de vie paysans en offrant de l'assistance technique, des formations ainsi que du matériel aux paysans. Plutôt que de travailler avec des associations de producteurs, Corazon del Bosque travaille directement avec les paysans. Toutefois, l'ONG est consciente du manque de coordination des efforts locaux en agriculture, et est donc en relation avec la municipalité, Caritas, l'université agricole Carmen Pampa et les écoles locales. En 2015, Corazon del Bosque menait plusieurs projets. Premièrement, l'ONG mène une campagne d'éducation auprès des écoles primaires de la région afin de promouvoir des pratiques environnementales, comme une meilleure gestion des déchets, en plus de participer à des jardins scolaires. Deuxièmement, l'ONG fait pousser dans ses pépinières des jeunes plants qu'elle distribue aux paysans de la région. Il y a notamment des plantes médicinales et mellifères, du café, des agrumes et des espèces ligneuses qui sont utilisées en agroforesterie. Un ingénieur agronome fait ensuite le suivi des parcelles en agroforesterie avec les paysans. Troisièmement, l'ONG mise sur un projet de promotion de l'apiculture auprès des paysans des Yungas. Le projet vise à procurer

aux paysans une source de revenus alternative à la coca. L'ONG prête des ruches et matériels apicoles aux participants si ceux-ci sont présents aux formations. De plus l'ONG fournit de l'assistance technique en apiculture et assiste les producteurs dans la mise en marché de leurs miels. Celui-ci trouve un bon prix sur le marché local et bénéficie d'une forte demande. Chaque deux mois l'ONG mène une vérification de l'état des ruches et donne par la même occasion des conseils aux paysans membres du projet. Enfin, Corazon del Bosque assure l'achat de 50 % de la production assisté comme incitatif à la participation, et pour protéger les producteurs. Ce dernier projet en apiculture a obtenu une bonne popularité auprès des paysans de la région.

4.4 Projets de développement sur le territoire de Santa Rosita de Suapi

En raison de leur isolement géographique, les Yungas de La Paz ont rarement reçu de l'État le soutien au développement que d'autres régions, comme Santa Cruz, ont obtenu. Sous le régime de l'hacienda, au milieu du XIX^e siècle, les routes et infrastructures vitales à l'économie marchande naissante dans la région étaient assurées par la Société des Propriétaires des Yungas (Sociedad de Propietarios de Yungas). La première route carrossable reliant La Paz à Coroico fut terminée seulement qu'en 1935 suite à un contrat réalisé par la firme américaine The Foundation Company (Conzelman, 2007).

Par la suite, l'essentiel des efforts de développement dans les Yungas prit place dans le cadre de la guerre à la drogue que menèrent les États-Unis en Bolivie. Quand il ne s'agissait pas de l'éradication des champs de coca, les États-Unis, à travers l'USAID et conjointement au programme des Nations unies pour le développement (PNUD), finançaient des efforts de substitution de la culture de la coca. Aujourd'hui, la coca a retrouvé sa place dans les approches développementales de l'État à travers le FONADAL.

4.4.1 Agroyungas 1985-1991

Dans les années 1980, les États-Unis connaissent une crise sociale à la suite de l'apparition d'une forme altérée de cocaïne sur le marché, le crack, qui devint rapidement populaire en raison de son faible coût. La crise amena les États-Unis, conjointement avec les Nations-Unies, à mener dans le cadre de leur guerre à la drogue une campagne de développement, de diversification et d'industrialisation dans les régions productrices de coca (Roberts, 2010). Ainsi débute le projet d'Agroyungas en 1985, pour une période de cinq ans. Financé à raison de 21 millions USD par le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), Agroyungas est piloté sur le terrain par le PNUD. À l'époque, cet effort de substitution de la coca représentait le plus gros investissement du PNUD en Amérique latine (Spedding, 2004; Roberts, 2010).

Le programme de développement d'Agroyungas prévoit la distribution de 3 millions de semences de café *caturra* hybrides à haut rendement originaire du Brésil. En plus d'une assistance technique in situ, le projet promettait la distribution de fertilisants et d'engrais, la construction et l'entretien de nouvelles routes, écoles et clinique de santé en plus d'amener l'eau potable et l'électricité dans les communautés participantes (Roberts, 2010). Ces semences devaient être distribuées aux paysans acceptant de participer au programme d'Agroyungas, à condition de contracter un prêt de 2 000 USD pour se procurer les intrants et de détruire son *cocal* pour y planter un *cafetal* (Lupu, 2004). Au début de 1988, 35 communautés participaient au programme avec trois cents communautés ayant appliqué leurs candidatures, concernant plus de 10 000 personnes (Roberts, 2010). Les paysans dédiaient en moyenne 0.71 ha à la nouvelle variété de café (Lupu, 2004).

Malgré la participation de nombreuses communautés, plusieurs demeuraient septiques face au projet. On se méfiait de l'efficacité de l'aide technique offerte et l'on s'inquiétait

des résultats d'une nouvelle culture qui n'avait pas fait ses preuves. Ces inquiétudes s'avérèrent juste. En 1991, le projet se termine par un échec retentissant, nourrissant encore à ce jour la méfiance et la dérision envers les programmes d'aide à la production agricole dans la région. (Lupu 2004; Spedding 2004; Roberts 2010). Plusieurs raisons ont mené à cet échec.

Premièrement, le projet s'adressait directement aux individus, sans consulter les syndicats locaux, ce qui amena ces derniers à prendre position contre le projet lorsque la communauté était divisée sur la question (Roberts, 2010). En effet, le projet exigeait l'élimination du *cocal* comme préalable à la participation des paysans sans preuve de la productivité ni de la rentabilité du café. Les communautés plus dépendantes de la coca eurent donc tendance à ignorer le projet. Ainsi, l'essentiel des communautés participant au projet était déjà situé dans la zone traditionnelle de production du café (Lupu, 2004). Deuxièmement, l'assistance technique se révéla être superficielle ou inexistante. Les paysans, sans expériences préalables, improvisèrent la culture de cette variété fortement dépendante des fertilisants qui étaient souvent mal utilisés, le tout dans une terre, celle du *cocal*, peu propice à la culture du café (Lupu, 2004). Les rendements furent trois fois moins élevés que prévu. De plus, aucun des techniciens ne parlait l'aymara. Cette barrière linguistique fut renforcée par le généreux salaire dont les techniciens bénéficiaient, les éloignant davantage de la réalité paysanne. Troisièmement, les promesses faites aux communautés quant à la construction d'infrastructures et d'écoles furent limitées qu'à l'entretien des routes existantes et la rénovation des cliniques et écoles (Roberts, 2010). Quatrièmement, en 1986, un an après le début du projet, le prix du café tombe de 60 %, pour s'effondrer complètement au début de la décennie 90 (Figure 4.9) (Lupu, 2004). Le prix du quintal de café (46 kg) passa abruptement de 200 bolivianos à 80 en quelques années (Spedding, 2004). Finalement, une épidémie de *broca* (scolyte du caféier) ravagea les cultures de la variété *caturra* introduite par le projet. En 1991, la moitié des plants de café est détruite. Dans certaines régions particulièrement touchées, c'est jusqu'à 90 % des plantes qui

furent tuées (Lupu, 2004). De l'avis des paysans, l'insecte, absent dans la région jusqu'alors, aurait été introduit dans les Yungas via les semences d'Agroyungas en raison du mauvais contrôle phytosanitaire des graines en provenance du Brésil.

Figure 4.9 - Évolution du prix du café en USD, 1985-2015



Tiré de « Coffee Prices - 45 Year Historical Chart », par Microtrend, 2020.

La débâcle que connut le projet alors n'empêcha pas le PNUCID et le PNUD d'exiger des paysans qu'ils remboursent le prêt initial du projet – 2000 dollars US prêtés avec un taux d'intérêt de 3 à 5 % – arguant qu'en contractant le prêt, ils reconnaissaient les risques inhérents à la culture du café. Souvent, les paysans avaient employé cet argent pour l'investir dans des biens essentiels pour leurs familles en dehors de l'agriculture, n'affectant pas la productivité de leurs parcelles.

La culture du café dans les Yungas semble souffrir de plusieurs problèmes structurels qui, à ce jour, n'ont pas été surmontés. D'abord, les taux de rendement relativement bas de la région ne parviennent pas à couvrir le marché intérieur. La production est

également affectée par une mauvaise qualité du grain, souvent en raison d'une mauvaise cueillette, d'une mauvaise fermentation ou d'un séchage partiel, nuisant à l'exportation du grain. En effet, la cueillette du café est souvent étalée dans le temps, de février à juin, requérant un suivi important du *cafetal* et ce parallèlement aux autres cultures. Aussi, nous l'avons vu, la dépendance de la culture du café au marché international et sa fluctuation historique du prix du café fragilise la production à petite échelle telle que pratiquée dans les Yungas. Enfin, par la relation inégale qui existe entre les paysans et petits producteurs face aux grossistes qui fixent le prix du café, la culture du café n'a jamais réussi à s'enraciner durablement dans la région et à établir une véritable production à l'échelle régionale (Soux, 2016). Les efforts internationaux de substitution de la culture de la coca à l'aide du café ont échoué : le café, en tant que « *cash-crop* », était inadapté tant au milieu climatique qu'économique de la région. L'échec du projet Agroyungas sert d'exemple de l'aveuglement des approches « *top-down* » en matière de développement appliqué à un milieu paysan où sont ignorées les institutions locales. Les paysans des Yungas ont appris à se méfier des politiques de développement piloté de l'étranger depuis, et refusent de s'endetter pour pratiquer l'agriculture. À Santa Rosita de Suapi, ceux qui persistent à cultiver le café le font de manière inégale, et sans chercher à augmenter la qualité de leurs produits. Le café s'inscrit ainsi dans le système de polyculture et non pas dans une vision sectorielle productiviste.

4.4.2 Coopérative porcine 2011

En 2011, la communauté de Santa Rosita de Suapi bénéficie d'un investissement de 203 844 BS fait par l'UE à travers le FONADAL. Cet investissement productif vise à établir une coopérative d'élevage de porc fournissant une usine de transformation régional. La coopérative implique une dizaine de membres à sa fondation. Cet élevage de porc cherche à produire une quarantaine de têtes.

Plusieurs membres se désistent de la coopérative peu après sa construction, principalement en raison du peu de rentabilité de la porcherie. L'usine de transformation que devait desservir la porcherie ne fut jamais construite, et la deuxième phase d'agrandissement de la porcherie abandonnée, diminuant la demande locale pour la production. Aussi, l'objectif d'élevage d'une quarantaine de porcs est difficile à atteindre en raison du manque d'espace, du coût de l'entretien ainsi que de l'intensité du travail que requière l'élevage. Un des obstacles au bon fonctionnement de la porcherie, de l'avis d'un membre de la communauté, est le manque de revenus pour maintenir la production : « Il faut de l'argent pour les nourrir (les porcs). Si nous n'avons pas de capital, nous ne pouvons pas nourrir les cochons » (Entrevue 7). Désormais, ce sont six membres de la communauté qui se départagent les tâches et les profits. Pour assurer la rentabilité de l'élevage, une truie doit mettre bas chaque mois, ce qui est beaucoup compte tenu de la taille de la porcherie. Pourtant, l'élevage de porc représente un des meilleurs potentiels agricoles dans la région comme les coûts de production peuvent être mitigés par l'autoproduction d'aliments pour les porcs d'une part et, d'une autre, les besoins du marché de La Paz et d'El Alto ne sont toujours pas comblés, représentant un bon marché potentiel.

Cet investissement sectoriel de l'UE vise à développer les capacités locales de planification et d'exécution de projets au niveau municipale, à diversifier les sources de revenus et enfin, à freiner la migration dans la zone d'expansion de la production de la coca (GTZ, 2010).

4.4.3 *Proyecto tomate*

Le projet tomate, mené par le projet alliance rural (PAR II) à l'intérieur du programme EMPODERAR, financé par le ministère du Développement Rural et des Terres (Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras – MDRyT), veut consolider l'appui à la production de tomate en champs à l'aide de semences hybrides. Le programme vise à

assister les producteurs pour une superficie moyenne 3500 m². Ce programme fournit un soutien financier pour l'acquisition et l'installation de système d'irrigation spécifique à la culture maraîchère, une assistance technique faite par des ingénieurs agronomes ainsi que la distribution de semences hybrides. Le modèle d'implantation du projet prévoit couvrir 70 % des coûts et 30 % sont assumés par le producteur. L'essentiel de ces coûts est destiné au système d'irrigation par gouttes, au prix d'environ 10 500 BS, soit environ 1500 dollars. Pour que les producteurs puissent participer au programme, ceux-ci doivent satisfaire à plusieurs exigences. Il faut d'abord disposer d'un champ adapté à la culture de la tomate, qui n'est donc pas trop pentu. Ensuite, il faut disposer des ressources financières pour couvrir 30 % du coût du projet. Également, il est nécessaire de disposer d'une source d'eau pour le système d'irrigation. Le producteur doit aussi être en mesure de fournir la main-d'œuvre nécessaire, puis respecter le calendrier de culture déterminé par le programme. Aussi, il est nécessaire qu'il y ait un minimum de 10 participants par communautés pour implanter le projet. Enfin, le producteur doit être en mesure d'écouler lui-même sa production sur le marché.

Les semences distribuées sont hybrides et ne sont pas reproductibles. Le projet prévoit fournir 2500 m² de semences, et le producteur prend à charge les 1000 m² restants. Le programme couvre l'entièreté du pays, mais les Yungas de La Paz font partie d'une zone ciblée, plus propice à la culture de la tomate. Le projet vise également à assister la vente du produit à un prix juste, entre 2 BS et 2.50 BS la livre. On affirme que la productivité des plantes permet de récolter de 600 à 800 boîtes de 8 kilos par *cato* à 70 BS la boîte quatre à cinq fois par année. Le projet vise à aider le producteur à se constituer un petit capital, qui servira à élargir et diversifier la production maraîchère. Le projet fait partie du plan national de souveraineté alimentaire.

Ce projet d'assistance à la production fut présenté à Suapi lors d'une assemblée syndicale par un représentant du PAR II. Cette présentation ne manqua pas de susciter une vive réaction chez les membres de l'assemblée. Les *cocaleros*, debout au fond de

la salle, indignés, soulignent que le projet n'est pas adapté à la région pour plusieurs raisons. D'abord, on souligne que plusieurs producteurs n'ont ni accès à une source d'eau, ni à une route permettant l'écoulement rapide de la production. L'accès aux parcelles peut être problématique tant pour le transport des fertilisants nécessaire à la production, que pour l'écoulement de la production. La tomate est lourde, fragile et dépérit rapidement. Ensuite, les propriétés sont souvent divisées en petites parcelles pentues, éloignées les unes des autres, empêchant l'implantation du système d'irrigation unique proposé par le projet. On ajoute que la taille minimale requise par le projet, de 3500 m², est assez importante pour la région, soit l'équivalent de 0,25 ha ou 3 *catos*. La présentation devait se poursuivre avec l'intervention d'une ingénieure agronome, mais celle-ci, faute de transport, était bloquée à Coroico, ironie que soulève plusieurs *cocaleros*. Lors de discussions avec les paysans, plusieurs mentionnent que le projet est inadapté tant par la taille de l'exploitation que par la contrepartie demandée aux paysans. Pour plusieurs, l'épargne est quasi inexistante, et l'investissement est trop important. Il semble que ce programme s'adresse davantage à des producteurs établis qu'à des paysans. La proposition du projet fut peu populaire. Seulement trois personnes se rencontrèrent pour présenter leurs candidatures, tous des agriculteurs bien lotis en terres et disposant de moyens pour investir. L'un d'eux avait même déjà démarré une parcelle de tomate en prévision du projet. Ils exprimèrent leurs frustrations face au désistement de plusieurs, ce qui risque de compromettre leurs candidatures. L'un d'eux se propose alors de rencontrer l'ingénieure du projet à Coroico pour négocier les termes de leurs participations.

Figure 4.10 Plantules de tomates en préparations.



Photo par l'auteur, 2016.

4.4.4 Projet Café

Il existe un nouveau projet de valorisation du secteur du café dans la municipalité de Coroico. Financé à 80 % par le FONADAL et 20 % par la municipalité, le projet débute en 2015 et touche 24 communautés. L'objectif est de reprendre et améliorer la production de café après l'échec du projet Agroyungas.

Le projet prévoit mettre sur pied cinq vivriers où germeront les plantules de café *caturra* rouge qui seront ensuite distribuées aux participants. C'est 90 000 plantes que prévoit distribuer le projet. Ces plantes sont déjà offertes dans 10 communautés, dont Suapi, auprès de 180 producteurs, dont 40 ont aménagé de nouveau *cafetales*, 30 ont été rénovés. Le programme vise également à réhabiliter les anciens *cafetales* improductif pour que les plantations existantes renouent avec la productivité. Enfin, le

projet vient pallier le manque d'expertise technique des paysans en fournissant des formations techniques. 46 producteurs de la région ont obtenu une certification *Sistema Plurinacional de Certificación de Competencias* (SPCC) jusqu'ici, avec 30 autres en formation. Ces formations sont complétées par la présence de techniciens et auxiliaire sur le territoire de la municipalité. Bien que soit suggérée une culture mixte avec des espèces comme l'avocat, c'est le système traditionnel de culture du café, sans association, qui est mis de l'avant pour assurer l'utilisation maximale des plantes produites – 4000 par hectare – et ainsi générer des revenus intéressants pour le producteur.

Le projet café fait partie d'un programme national du café mis sur pied par le FONADAL. La mission du programme est de remettre sur pied le secteur du café en soutenant des initiatives privées ou publiques de relance de la filière du café. Le programme vise non seulement à augmenter les niveaux de productions, mais aussi moderniser les techniques de production et à y introduire des pratiques agrobiologiques. On mise sur l'intégration des associations de producteurs et autres acteurs territoriaux dans le programme. Pour le FONADAL, l'objectif est d'augmenter la production comme alternative à la culture de la coca, cette dernière ne pouvant pas être exportée, jouant ainsi dans la balance commerciale du pays.

4.4.5 L'hôtel et « l'éco-tourisme »

Lors de notre passage dans la communauté de Suapi, un nouvel hôtel était en construction. Le village avait auparavant une pension, petite maison d'hôte, géré par Helena, qui est également propriétaire de l'un des seuls commerces du village. Helena put bénéficier d'un investissement du gouvernement Morales pour la construction de ce nouvel hôtel. Cet établissement doit faire partie de la stratégie de diversification économique de la région en élargissant l'offre touristique et hôtelière des Yungas en dehors de la seule municipalité de Coroico. La région de Suapi a quelques attraits

touristiques, comme les cascades de Supay Punku, mais bien peu d'autres choses. L'investissement annonce un hôtel « écotouristique », mais ne spécifie pas en quoi celui-ci participe à l'offre écotouristique, ni d'ailleurs à l'écologie tout simplement.

Les membres de la communauté voient d'un bon œil la construction d'un hôtel, de même que l'idée d'un plus grand nombre de visiteurs étrangers. Dans la municipalité, c'est 80 % de la population qui apprécie la contribution du tourisme (Coroico, 2005). Malgré tout, l'opinion que le tourisme ne profite à personne est généralisée (Conzelman, 2007). À Suapi, on estime qu'un plus grand nombre de visiteurs entraînera forcément l'amélioration des infrastructures routières ainsi que l'offre de transport, qui est l'un des obstacles au développement économique du village.

4.4.6 Obstacles au développement à Santa Rosita de Suapi

De différents projets menés sur le territoire de la communauté de Santa Rosita de Suapi, la plupart ont échoué ou, à tout le moins, se sont montrés inadaptés et incapables d'atteindre leurs objectifs. Certaines initiatives se sont montrées plus souples et ainsi réussissent à s'adapter aux besoins des individus, mais rarement à ceux de la communauté. Ici nous verrons quelles sont les priorités du développement selon les membres de la communauté, ainsi que les obstacles au développement.

Nous l'avons vu, un des premiers obstacles au développement de la région est le manque d'infrastructures routières et de chemins. De l'avis de tous, il s'agit du premier et principal obstacle à la production. Le réseau routier et sa mauvaise qualité en font un obstacle à la diversification de la production, ainsi que son écoulement rapide. Les programmes de substitution de la coca de la période néolibérale n'ont pu trouver d'accès convenable aux marchés interrégionaux. Lupu (2004) remarque « *The infrastructure and marketing channels were simply not developed for the alternatives being promoted to market* ». Ces marchés doivent être rapidement atteints pour l'écoulement de la

production fruitière et porcine dans un contexte où les efforts de transformation de la production locale ont tous échoué. Il existe effectivement un manque d'infrastructure productive : « Ce qu'il oublie [Evo], c'est la partie productive. Il n'y a pas de diagnostic des besoins régional. » (Entretien 9). Sur le territoire de la communauté comme dans le canton, il n'y a pas de silos, de greniers, granges, abattoir, usines de transformation, d'emballage, ni même de transport. Les différentes tentatives de modernisation productives ont échoué pour plusieurs raisons : le clientélisme rampant, la corruption des personnes responsables, le manque d'expertise, le manque d'appuis technique, le manque d'outils financiers ainsi que le manque d'adaptabilité des projets.

Le clientélisme est souvent la raison invoquée pour expliquer l'incapacité des communautés à la complétion de leurs POA. On accuse la municipalité de retenir les ressources financières et matérielles qui sont distribuées au compte-gouttes comme cadeaux. L'appui des communautés à l'appareil du parti est important pour obtenir ensuite des résultats tangibles :

En général, on aide seulement ceux qui ont certaines relations avec le gouvernement, aux dirigeants habiles qui obtiennent de l'aide pour les projets. [...] Si les leaders de la communauté ont des contacts, s'ils ont des projets et de l'influence et que le gouvernement municipal se bouge, alors oui ils peuvent obtenir de l'aide. (Entrevue 5)

Lors de notre séjour, plusieurs *tinglados*⁴ étaient en construction dans plusieurs communautés. Tous s'entendent pour dire qu'il s'agit de cadeaux faits par le MAS aux villages. Peu coûteux et tape-à-l'œil, ces *tinglados*, de l'avis de plusieurs membres de la communauté, doivent attacher une partie de la population au MAS tout en permettant

⁴ Il s'agit d'une structure en acier, tôle et béton servant à couvrir le terrain de football d'une communauté. Cet espace servira également de lieu de réunion protégé du soleil ou de la pluie.

aux contracteurs proches du parti de s'approprier une partie des fonds ou des matériaux destinés à la construction du *tinglado*. Pour Kohl & Farthing (2012b), le clientélisme entraîne une compétition institutionnelle, entre les syndicats des communautés, pour obtenir les bonnes grâces du parti afin d'obtenir les meilleures opportunités des programmes du gouvernement. Cette politisation du développement irrite les membres de la communauté qui parle de mauvaise allocation des ressources. Ceux-ci auraient préféré des rotoculteurs et des taille-bordures plutôt qu'un *tinglado*.

Ensuite, le manque de formations offert par les programmes de développement est aussi un obstacle. Bien que plusieurs projets, surtout ceux des ONG comme Corazon del Bosque, offrent des formations et certifications aux participants, les programmes sectoriels négligent souvent la dimension éducative. Les membres de la communauté de Suapi étaient tous friands des formations, mais le manque de techniciens et leurs indisponibilités restreignent l'accès aux savoirs : « Le problème c'est qu'il n'y a pas d'appuis techniques, et dans les champs d'autant plus. Les techniciens ont des savoirs techniques, mais pas pratiques, ils ne sont pas adaptés aux lieux, aux sols. » (Entrevue 9). Nous avons observé une mauvaise utilisation de fertilisants et pesticides par manque d'informations de base quant à leurs emplois. Lors de notre passage dans la communauté, c'était l'ADEPCOCA qui semblait le plus à même d'offrir des formations en agroforesterie, biopesticides et manipulation de machinerie légère, mais appliquée à la culture de la coca. Aussi, Corazon del Bosque était populaire en raison de ses techniciens disponibles sur le terrain.

Un autre facteur freinant le développement est la difficulté pour le paysan d'obtenir du financement. Les banques ne prêtent pas aux paysans et seuls ceux ayant une production commerciale réussissent obtenir un prêt, souvent les producteurs de coca en monoculture. Ceux qui font la demande d'un prêt pour financer une plantation fruitière se voient refuser leur demande, de même que les personnes du troisième âge.

Enfin, le manque de coordination entre les différents acteurs du développement, jumelé au manque de souplesse des programmes nationaux, a achevé d'inspirer la méfiance et le désintérêt des membres de la communauté envers les efforts de développement. Les programmes de développement ont souvent ignoré les arrangements institutionnels propres à la région des Yungas. Comme nous l'avons vu, la distribution et l'échange du travail familial sont un des facteurs prépondérants dans l'organisation de l'agriculture. Les programmes développementaux de type sectoriels et « *top-down* » ont été incapables d'intégrer ces facteurs dans leurs plans de modernisation de l'appareil productif. Ces programmes s'adressent généralement à des producteurs établis et non pas à des communautés paysannes. Aussitôt que les prix tombent, ou que la chaîne de mise en marché se rompt, par incompetence ou corruption, la confiance des paysans envers les efforts de développement était de nouveau mise à mal, comme l'illustrent le programme Agroyungas ainsi que le projet tomate. Dans ces occasions, les paysans se retournent vers les cultures les plus adaptées à leurs modes de vie, notamment la coca. Il faut dire qu'il est difficile pour la paysannerie d'entrer en compétition avec agro-industrie de Santa Cruz. Bien que les objectifs du MAS cherchent à mettre l'accent sur un développement complémentaire entre l'agriculture paysanne et commerciale, qui est plus compétitive, les programmes offerts dans les Yungas demeurent sectoriels et productifs. Dans ce contexte, le manque d'opportunités amène les jeunes à quitter pour la ville.

4.5 Conclusion

La communauté de Santa-Rosite-de-Suapi nous est apparue comme un territoire à la croisée de plusieurs chemins. La stabilité macroéconomique du gouvernement socialiste entraîne d'importants mouvements et investissements, transformant les pratiques et institutions paysannes. Toutefois, les différentes interactions de la communauté avec les interventions de l'État n'ont pas permis à celle-ci de bénéficier des opportunités que semblent vouloir mettre en place les réformes. Alors que le

contexte macroéconomique du pays transforme les modes de vie, les formes d'organisations locales semblent persister tant bien que mal. Le clientélisme et l'incapacité du syndicat de faire valoir ses droits et besoins contribuant à un certain immobilisme dans la région.

CHAPITRE V

TRAJECTOIRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL À SANTA ROSITA DE SUAPI : ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans ce cinquième chapitre, nous analyserons les résultats de notre enquête présentés aux chapitres III et IV en les mettant en relation avec notre cadre conceptuel présenté au chapitre II afin d'en dégager nos conclusions. Ce chapitre est divisé en quatre parties. Premièrement, nous qualifierons la nature des réformes du MAS en analysant ce qu'elles invoquent, ce qu'elles légitiment, ce qu'elles mobilisent et enfin comment elles influencent l'économie rurale et la paysannerie. Deuxièmement, nous analyserons comment ces réformes affectent la relation entre l'État et les institutions locales structurant la vie paysanne à partir de l'exemple de Santa Rosita de Suapi. Nous aborderons la nature des contraintes de la vie paysanne à l'échelle locale, les institutions la caractérisant puis les valeurs la guidant. Troisièmement, nous reviendrons sur la nature du développement à Santa Rosita de Suapi en analysant les programmes et les projets ayant pris place dans la communauté. De leurs exemples, nous analyserons leur importance pour l'économie rurale locale.

5.1 Les réformes du MAS

Afin de comprendre l'importance des transformations que connaît la Bolivie depuis l'élection du MAS, nous avons proposé d'étudier la nature du changement dans le

développement à partir des réformes déployées par l'État. Pour les caractériser, nous allons analyser les résultats présentés précédemment à partir de trois variables. D'abord, ce sont les discours que ces lois invoquent, soit les valeurs qu'elles traduisent, que nous analyserons. Ensuite, notre attention se portera sur les structures que ces réformes reconnaissent et qu'elles viennent ainsi légitimer. Enfin, nous reviendrons sur les ressources que mobilisent ces réformes pour atteindre leurs objectifs.

5.1.1 Les réformes et leurs discours

Les lois traduisent les normes découlant des valeurs morales d'une société (Polanyi, 2001). En réécrivant la constitution, le MAS vient refonder l'État bolivien. Mais à partir de quelles valeurs s'opère cette refondation? Beaucoup ont souhaité voir dans la constitution de 2009 jeter la base d'une gouvernance indigéniste en rupture avec le développement néolibéral des décennies précédentes. La constitution bolivienne doit en effet traduire les valeurs unifiant une société pluriethnique. En relation avec les valeurs autochtones et paysannes, la constitution mobilise plusieurs concepts et symboles issus de la cosmovision andine, comme le *vivir bien*, la *pachamama* et la coca. De plus, la constitution mentionne la souveraineté alimentaire comme objectifs du développement rural.

Premièrement, l'article 8 de la constitution de 2009 (Estado Plurinacional de Bolivia, 2009) identifie le concept de *vivir bien* comme étant la finalité de l'État, son principe moral et éthique, orientant ainsi le développement du pays. Ce concept recoupe plusieurs notions autochtones désignant une vie en équilibre avec les différentes dimensions existentielles. Pour Xavier Albó (cité par Ranta, 2016), le *vivir bien* reflète le communautarisme bolivien, et traduit, selon lui, des valeurs et pratiques de réciprocité comme le travail communautaire, l'échange de cadeau et de services, l'organisation de célébrations et la rotation des charges d'autorités. Plus largement, les politiques du MAS présentent le *vivir bien* comme une alternative politique au

capitalisme et au néolibéralisme (Estado Plurinacional de Bolivia, 2016; Artaraz & Calestani, 2015). Ainsi, la constitution promeut un développement économique ayant une forte dimension communautaire (article 307), et résonne avec les différentes institutions identifiées dans la communauté de Santa Rosita de Suapi, comme l'*ayni*, le *trueque* et la *faena*.

Deuxièmement, la souveraineté alimentaire est invoquée afin d'établir un équilibre entre la production alimentaire commerciale et celle communautaire, qui correspond à l'agriculture paysanne et autochtone. L'article 309 de la constitution établit la souveraineté alimentaire comme objectifs économiques du pays, et l'article 405 celui du développement rural intégral. Les 13 piliers de l'agenda patriotique, qui établissent les grands objectifs de l'État pour l'horizon 2025, incluent la souveraineté alimentaire et le développement intégral dans le respect de la *Madre Tierra* (Estado Plurinacional de Bolivia, 2010b). L'agenda patriotique mise sur des programmes intersectoriels pour appuyer l'agriculture familiale et communautaire durable tant pour la production que la transformation et la commercialisation des aliments (Estado Plurinacional de Bolivia, 2012). La loi de la révolution productive communautaire agricole (Estado Plurinacional de Bolivia, 2011) et le Plan territorial de développement intégral du département de La Paz (Gobierno autónomo departamental de La Paz, 2017) ont pour objectif d'appuyer et moderniser l'agriculture communautaire afin d'assurer la souveraineté alimentaire d'abord, et ensuite écouler les surplus produit sur les marchés. Cette approche reflète la volonté du MAS d'établir une économie plurielle où coexistent des pratiques communautaires ancrée dans la tradition, mais ouverte à sa modernisation, avec un secteur commercial intégré dans le complexe agroindustriel de Santa Cruz.

Troisièmement, les réformes du MAS valorisent les savoirs et pratiques ancestrales en mobilisant les notions d'harmonie avec l'environnement. Même si la notion de *Pachamama* n'est invoquée qu'une seule fois dans la constitution, celle-ci se retrouve dans la loi 71 des Droits de la Terre mère (Estado Plurinacional de Bolivia, 2010b).

Cette loi vient protéger l'environnement en octroyant des droits à la *Madre Tierra*, appelé *Pachamama* dans la cosmogonie andine. La loi établit les obligations de l'État à cette fin, notamment celle d'élaborer des politiques publiques valorisant les formes de productions et de consommation qui sont en équilibre avec la Terre mère.

Quatrièmement, l'article 384 de la constitution protège pour la première fois la coca comme partie du patrimoine bolivien, ressource naturelle renouvelable et facteur de cohésion sociale, et statue sur sa revalorisation dans la loi. La loi 1008 a régi la production et la vente de la coca depuis 1988. Celle-ci visait surtout à éradiquer la culture de la coca, tout en tolérant une zone de production dans les Yungas à des fins d'usage traditionnelles. Le MAS a donc proposé de décoloniser cette loi, fortement influencé par la politique étrangère américaine et mis en œuvre à travers l'UNODC. La nouvelle loi générale de la coca a été adoptée en 2017 conformément aux objectifs de l'article 384 de la constitution (Estado Plurinacional de Bolivia, 2017). Cette loi transforme notamment le FONADAL en FONADIN, abandonnant la connotation de lutte à la culture de la coca de cet organisme désormais voué à l'application de la stratégie nationale de développement intégral avec la coca. Avec cette loi, la coca est protégée en tant que symbole, mais aussi en tant que facteur de cohésion sociale. Nous l'avons vu, la coca joue un rôle prépondérant dans l'organisation sociale des Yungas. La protection de la coca en tant que patrimoine bolivien permet sa valorisation, et son intégration aux programmes de développement intégral permet de mettre fin à des décennies de contrôle et de lutte contre sa culture.

Enfin, la reconduction de la réforme agraire n'a subi que quelques modifications afin de mieux opérationnaliser la titularisation. Cette reconduction de la réforme agraire met en place des mécanismes d'expropriation afin d'assurer que la terre remplisse une fonction sociale ou socioéconomique, éléments présents dans l'ancienne réforme. Ceci permet de réorienter la réforme vers l'objectif de communautarisation de l'économie.

Cependant, le gain principal de cette réforme aura été de faciliter la titularisation d'importante superficie du territoire comme TIOC.

Les valeurs et concepts mobilisés par les réformes du MAS marquent une différence importante d'avec les réformes néolibérales. Si ces dernières ont mené à la décentralisation de l'État et à la reconnaissance de son caractère pluriethnique, c'est avec la nouvelle constitution de 2009 que sont invoquées puis valorisées des valeurs et pratiques ancestrales qui ont toujours été au cœur de la vie de la population. La nouvelle constitution reflète ainsi la montée des luttes indigénistes au sein des mouvements sociaux, et marque une volonté politique afin de fonder une alternative autochtone au développement capitaliste. L'État se donne pour finalité le *vivir bien*, priorise la souveraineté alimentaire dans le développement économique rural dans un contexte d'équilibre avec la *Madre Tierra*. Les savoirs et pratiques traditionnels sont donc mobilisés en raison de leurs enracinements dans le territoire, comme l'exemplifie la revalorisation de la coca dans la loi. Si ces changements sont révolutionnaires, il est important de juger de ces réformes selon les institutions qu'elles reconnaissent et légitiment ainsi.

5.1.2 Reconnaissance

Les valeurs invoquées par la constitution témoignent d'un changement de paradigme en matière de droit. Or comment ce changement s'opère-t-il dans le rapport de l'État avec son territoire? Quelles sont les institutions que la refonte de l'État bolivien vient reconnaître et légitimer? Ici nous analyserons les changements dans la gouvernance et les acteurs qui sont privilégiés par les réformes du MAS.

Une des différences majeures qu'entraînent les réformes du MAS est la reconnaissance de droits associés à l'autonomie territoriale des différents peuples autochtones et paysans. La constitution crée quatre échelles d'autonomie : départementale, régionale,

municipale et territoriale. À l'intérieur de cette autonomie, les peuples autochtones et paysans peuvent revendiquer leurs droits constitutionnels, pratiquer une forme de justice traditionnelle parallèle au droit libéral et exploiter les ressources de la terre. Si les réformes néolibérales ont amorcé la décentralisation de l'État avec les autonomies territoriales, les réformes du MAS ont octroyé des droits politiques à ces autonomies, menant à une territorialisation de l'identité plus marquée qu'avant, où les luttes s'articulaient surtout autour des relations de classes. Ce changement se dénote dans le changement d'appellation que la constitution opère entre les *Tierra Comunitaria de Origen* (TCO) et les *Territorio Indígena Originario Campesino* (TIOC). Ceci aura pour effet de mener à une compétition pour l'accès à la représentation de la gouvernance territoriale entre les différentes organisations indigénistes, au détriment des centrales syndicales ouvrières.

Les valeurs d'entraide et de partage qu'invoque la constitution en valorisant la notion de *vivir bien* s'articulent au sein des communautés paysannes et autochtones à travers les institutions comme l'*ayni*, la *faena*, le *trueque* et la *mink'a*. L'*ayllu* traduit ces relations d'interdépendances des familles en relation à la terre, une interaction rythmée par les contraintes environnementales. La constitution, en invoquant le droit de ces communautés à l'autogouvernement, reconnaît l'*ayllu* comme structure territoriale endogène reflétant les pratiques locales. À Santa Rosita de Suapi, où la vie communautaire s'exprimait davantage à travers le syndicat que du concept d'*ayllu*, les gens reconnaissaient néanmoins dans la démarche du gouvernement une valorisation de leurs modes de vie de paysan ou de *cocalero*. La reconnaissance des valeurs et pratiques ancestrales dans la constitution, et la résurgence de l'*ayllu*, comme entité recoupant les relations entre familles, semble témoigner de la transformation du rôle de la terre de moyen de production à fondation pour la légitimité politique territoriale.

Aussi, l'État maintient l'autonomie locale du *sindicato* dans les Yungas. Celui-ci administrait déjà une justice communautaire pour les conflits mineurs, et la population

avait rarement recours à la police ou aux tribunaux pour trancher les litiges. À travers le processus de *saneamiento interno* de la réforme agraire, ces communautés sont autorisées à mener leurs propres titularisations en accord avec leurs us et coutumes. Le *seanimiento interno* est la reconnaissance des formes d'autogouvernement locales dans les Yungas, et consacre par là le pouvoir de mobilisation des *sindicatos*, notamment quand vient le temps de défendre la culture de la coca et, par la suite, l'économie de la coca. Toutefois, la réforme agraire n'opère pas de véritable redistribution des terres à l'échelle des Yungas, et bien que le processus tienne en compte les us et coutumes locaux, notamment pour l'arbitrage des conflits inévitables que cet exercice entraîne, la communauté n'y voit qu'un processus de titularisation des droits individuels sur leurs parcelles familiales.

Du côté des acteurs que ces réformes reconnaissent comme interlocuteurs privilégiés, les groupes représentant les intérêts indigénistes, comme la CONAMAQ et la CIDOB ont été gagnantes dans la course à la légitimité politique. Depuis 2009, sur un total de 31 millions d'hectares assainis par l'INRA, 35 % l'ont été au nom de groupes représentant les intérêts autochtones, comparativement à 14 % pour des terres individuelles ou paysannes, sous la forme communale (Bottazzi & Rist, 2012). Si une quantité importante de terres fiscales, expropriée par l'État via l'INRA, ont été redistribuées aux paysans quittant l'Altiplano pour la frontière agricole, les paysans demeurent insatisfaits des résultats de la réforme agraire (Fontana, 2014). Avec la transformation des TCO en TIOC, la réforme constitutionnelle vient mettre en compétition les formes d'organisation autochtones et paysannes à l'intérieur d'un même territoire pour la gouvernance de celui-ci.

Comme nous le verrons dans la section suivante, si les réformes mettent en place des régimes légaux valorisant les pratiques ancestrales et légitimant l'autonomie autochtone sur leurs territoires, peu de mécanismes d'aide au développement de l'État s'adressent aux communautés suivant leurs pratiques.

5.1.3 Mobilisation des ressources

Ici nous nous intéresserons aux ressources que les politiques du MAS mobilisent pour atteindre ses objectifs de développement intégral. Nous reviendrons sur les programmes et leurs structures, leurs échelles d'action, les organisations mises sur pied et les sources de financement.

La loi des autonomies et de la décentralisation de 2010 met sur pied les CORES comme lieu de coordination entre les représentants des autonomies locales et des différentes instances gouvernementales régissant les programmes de développement (Estado Plurinacional de Bolivia, 2010a). La loi de révolution productive communautaire et agricole de 2011, elle, vise l'inclusion des formes d'organisation paysanne et communautaire, notamment les OECOM et OECAS dans les différents programmes de développement de l'État (Estado Plurinacional de Bolivia, 2011).

C'est le plan territorial de développement intégral du département de La Paz (*Plan Territorial de Desarrollo Integral del Gobierno Autónomo Departamental de La Paz - PTDI*) (Gobierno autónomo departamental de La Paz, 2017) qui doit opérationnaliser les investissements en agriculture en vertu de son autonomie départementale. Ce plan vise le développement productif à l'échelle départementale afin de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture permettant la production de surplus. Comme l'identifie le PTDI du département de La Paz, un des problèmes importants dans la planification du développement régional est la mise sur pied des CORES et COREP comme outil de gouvernance régionale. Ceux-ci n'ont jamais été mis sur pied, sept ans après l'adoption de la loi, et n'ont aucun financement pour leurs activités, comme le reconnaît le PTDI (Gobierno autónomo departamental de La Paz, 2017). Il y a donc un manque de coordination entre les différents ministères et les représentants de la gouvernance territoriale. De plus, sur le territoire de la municipalité, il n'y avait aucun OECOM ou OECAS de formés pour contribuer à la planification du

développement territorial. Ainsi, les investissements de l'État passent plutôt directement par les agences de développement comme l'EMAPA, ou les programmes de développement productifs du MDRyT, comme le PAR-II et le FONDADIN, qui finançait respectivement le projet tomate et le projet café à Santa Rosita de Suapi. Ceci a pour effet de centraliser la planification du développement dans les mains de l'État, plutôt que de canaliser des fonds vers des initiatives locales issues de la coordination entre les représentants de la société civile régionale et des différents ministères via les CORES et COREP.

Ensuite, à l'échelle locale, le financement prévu par la LPP de 1994 pour la réalisation des POA des municipalités ne parvient pas toujours dans les mains des communautés. Comme le soulignaient les représentants du *sindicato* de Santa Rosita de Suapi, l'*alcalde* de Coroico reteint les sommes et les distribue au compte-gouttes, selon les affiliations politiques de chaque communauté. Ce patronage est un thème récurrent du développement en Bolivie (Conzelman, 2007). L'*alcalde* utilise les transfère prévu par la LPP pour en faire des cadeaux et s'acheter ainsi l'appui des leaders des communautés. Ceci a pour effet de ralentir la complétion du POA de Santa Rosita de Suapi, en plus d'en ignorer les objectifs. À titre d'exemple, la construction du *Tinglado* dans la communauté était perçue comme un investissement non prioritaire fait par l'*alcalde* afin de détourner une partie des fonds vers un entrepreneur proche du parti. La communauté envoie souvent des représentants à La Paz ou à l'*alcalde* pour solliciter des fonds pour un projet adopté par la communauté, ou encore pour obtenir les fonds prévus par la LPP nécessaires à la complétion de leurs PDM, pour l'entretien des routes et la construction de cinq ponts. Cette situation a pour effet de ralentir considérablement toutes initiatives communautaires, inscrites dans les POA et PDM, par manque de moyens financiers, en plus de freiner l'écoulement de la production en raison du mauvais état des routes. Lors de notre passage dans la communauté de Santa Rosita de Suapi, les relations avec l'*alcalde* étaient très tendues, et la communauté envisageait même des recours pour obtenir ce qui leur est dû.

L'absence de coordination des acteurs territoriaux via les CORES et la centralisation des ressources du développement par l'État entraîne une certaine dépendance des communautés envers le travail des ONG comme Caritas, pour assurer une coordination des initiatives à l'échelle municipale. Avec Corazon del Bosque et l'ADEPCOCA, qui est une organisation de producteurs, ils étaient les seuls à même d'adapter leurs offres aux besoins et contraintes des communautés. La seule présence de technicien disponible et le prêt de matériels simple pour l'apiculture ou la culture biologique de la coca les ont rendus très populaires à Santa Rosita de Suapi. La possibilité de diversifier les sources de revenus de la communauté, comme le montre l'exemple de l'apiculture avec Corazon del Bosque, sans entrer en compétition avec les pratiques agricoles paysannes, démontre une approche plus territorialisée des initiatives des ONG comparativement aux programmes du MDRyT.

L'échelle d'action des programmes gouvernementaux offerts à la communauté de Santa Rosita de Suapi sont interrégionale, au mieux, dans le cas du projet café, sinon carrément national, comme c'est le cas pour le projet tomate. Ce dernier programme exige la même superficie de culture et les mêmes infrastructures que ce soit pour les basses-terres, les vallées interandines ou encore pour les Yungas. Si le projet café est spécifique aux Yungas, celui-ci vise également les régions limitrophes comme Caranavi et a pour objectif de rétablir le secteur du café dans l'économie nationale. Les seuls projets offerts à l'échelle locale (municipale) étaient ceux des ONG, comme le projet d'apiculture de Corazon del Bosque. Dans l'ensemble des cas, aucune de ces initiatives ne provenait des communautés elles-mêmes.

Le financement des programmes de l'État provient, nous l'avons vu, de l'extraction de ressources naturelles dans un contexte économique international favorable. L'accumulation d'importantes réserves de devises étrangères, jusqu'à 50 % du PIB en 2009, permettra à l'État de maintenir ses programmes lorsque le prix des matières premières chutera, ce qui arriva en 2015. L'État pu ainsi maintenir ses dépenses

sociales pour l'application de son agenda patriotique à travers le Plan de Desarrollo Económico y Social 2016-2020 (Estado Plurinacional de Bolivia, 2016) et maintenir un taux de croissance de 4.8 en moyenne de 2006 à 2017 (Endegnanew & Tessema, 2019). Cette opportunité pour l'État de financer la modernisation de l'économie bolivienne semble se limiter toutefois à des investissements dans les infrastructures, le secteur productif extractiviste (secteur minier et des énergies) et à des transferts monétaires à la population. Ces transferts ont permis à une grande partie de la population de s'extraitre de la pauvreté et à augmenter le pouvoir d'achat des familles, mais n'affecte pas la productivité de l'agriculture familiale puisque cet argent permet d'augmenter la consommation de la famille, mais n'est pas investi dans l'appareil productif. Ces transferts de la rente gazière entraînent également une monétarisation substantielle des familles paysannes, ce qui entraîne d'importants changements dans les patrons de consommations des communautés paysannes, que nous aborderons dans la section suivante.

5.1.4 Conclusion

Ce manque de coordination entre l'échelle locale et nationale, cette absence d'espace intermédiaire entre les programmes développementaux et les espaces de gouvernance locale, a pour conséquence de maintenir une approche sectorielle productiviste dans les approches du développement en agriculture. Les initiatives prenant place à Santa Rosita de Suapi mobilisent des producteurs individuels plutôt que la communauté et visent à moderniser les pratiques agricoles afin d'augmenter les rendements. Cet état de fait semble être une conséquence du phénomène de dualité territoriale entre les modes de vie paysans et autochtones, que valorisent les réformes, et l'agro-industrie moderne qui bénéficie des investissements productifs de l'État et oriente les grandes tendances du développement. L'absence de CORES et de COREP pour coordonner le développement à l'échelle régionale entraîne pour l'État d'importante difficulté d'intégration des formes locales d'organisations communautaires comme le veulent les

réformes. En conséquence, les besoins locaux sont ignorés dans l'élaboration de programme de développement. À Santa Rosita de Suapi, on s'étonnait de voir les programmes du PAR-II viser l'augmentation des rendements en agriculture, alors que de l'avis de plusieurs, il demeure encore difficile d'écouler la production maraîchère et horticole existante en raison du manque de routes, de marchés régionaux, d'installations de transformation en plus du manque de contrôle de la qualité des produits. Toutefois, on peut observer à l'aide du contrôle social de la culture de la coca comment une approche territorialisée, misant sur les structures locales de gouvernance, peut réussir à mobiliser les acteurs et à les intégrer dans une vision du développement à l'échelle nationale. Le contrôle social de la coca permet la valorisation de la culture et l'usage de la coca tout en contrôlant sa culture via les us et coutumes des communautés.

5.2 Le rôle des valeurs et pratiques locales dans le développement

Nous avons postulé l'idée que les réformes, par leurs reconnaissances du rôle positif que peuvent jouer les pratiques et valeurs traditionnellement associées au territoire, permettent un développement plus territorialisé. Nous venons de voir comment les réformes valorisent en effet les savoirs et valeurs ancestrales du pays, mais que les mécanismes de coordination du développement rural et agricole demeurent inefficaces.

Ici nous tâcherons d'analyser le rôle des pratiques, institutions et besoins locaux dans le développement local et comment les réformes affectent et transforment ceux-ci. L'approche de l'écologie politique nous invite à porter une attention à l'interaction des pratiques locales et du contexte marcoéconomique dans l'explication du changement agraire. Ici, nous aborderons les changements dans les pratiques paysannes avec les outils de l'*household economic*, notamment le concept de monétarisation et de commercialisation, comme premier indice des impacts des réformes sur la trajectoire du développement. Ensuite, nous verrons comment les institutions locales traduisent

les changements locaux et si celles-ci réussissent à s'intégrer dans le nouveau contexte du développement. Enfin, les perceptions de ce changement par les membres de la communauté seront invoquées pour apporter un éclairage plus qualitatif à ces transformations.

5.2.1 Changements dans les pratiques

Comme le suggère l'approche des *household economics*, les institutions ne reflètent pas uniquement les croyances d'un groupe, mais aussi les contraintes auxquels il doit adapter son organisation sociale. Cette approche nous permet de restituer les facteurs ascendants dans l'explication, soit le contexte environnemental qui affecte le travail agricole et les relations sociales qui en découlent. Nous l'avons vu, les pratiques paysannes dans les Yungas dérivent de l'isolement géographique de la région, de la nature accidentée du terrain ainsi que de la nature familiale de l'agriculture. Les réformes ont eu un impact sur les pratiques paysannes via la monétarisation des familles, l'assainissement des titres de propriété et par la commercialisation de la culture de la coca.

La réforme agraire n'avait, lors de notre passage dans la communauté, aucune incidence sur la distribution des terres. Il est évident que la réforme cherche à démanteler les grandes propriétés qui ne remplissent aucune fonction sociale, qui sont inexistantes dans les Yungas en raison de la prévalence historique du *minifundio*. De plus, il n'y avait pas de terres fiscales à redistribuer dans la région. Toutefois, la réforme semble mettre en valeur les formes locales de gouvernance en autorisant les communautés à pratiquer leurs propres *saneamiento interno* selon leurs *usos y costumbre* comme nous l'a fait remarquer un délégué syndical. Cette approche a l'avantage pour l'État d'éviter les conflits entre l'INRA, chargé d'opérationnaliser la réforme, et les communautés paysannes qui sont la base militante du MAS. De plus, les conflits internes à la communauté que suscitait le processus de *saneamiento interno*

semblent inévitables en ce qu'ils touchent les héritages, conflits familiaux et autres problèmes de cadastre.

Il est cependant possible de remarquer une certaine intensification de ces conflits en raison de la pression importante qui existe sur la terre. Un membre de la communauté soulignait « avec les lois qu'ils sortent (le MAS), les gens se disputent davantage! Exactement comme avec le *saneamiento* » (Entrevue 2). La réforme agraire vise depuis 1996 à créer un marché de la terre pour une meilleure allocation de celles-ci et la reconduction de la réforme en 2006 par le MAS ne transforme pas ce fondement. Si jusqu'ici la titularisation des terres a permis un marché de la terre dynamique dans l'Est du pays, la valorisation de la coca dans la loi et le prix que la feuille atteint sur le marché national a entraîné un mouvement important de migration vers les zones de production de la coca. Dans la communauté de Santa Rosita de Suapi, plusieurs nouveaux arrivants s'étaient installés dans la région. Ceux-ci provenaient généralement de communautés agricoles pauvres de l'Altiplano ou les changements climatiques rendent l'agriculture difficile, ou sinon depuis les villes, principalement La Paz, où le manque d'investissement de l'État dans les secteurs industriel, productif ou social amène des citadins à investir dans l'agriculture. Ces nouveaux arrivants, ou *colonos* comme ils étaient désignés dans la communauté, ont fait augmenter le prix de la terre dans la région, et sont une des forces de transformation des pratiques et institutions paysannes dans les Yungas. Nous abordons les conséquences pour les institutions locales dans la section suivante.

Nous utiliserons ici ces deux exemples de migration pour illustrer les changements dans le travail agricole. Nous analyserons ici ces changements à l'aide des notions de monétarisation des familles et de commercialisation de l'agriculture (Verdon, 1987).

Le citadin s'installant dans les Yungas le fait comme investisseur. Il dispose d'un capital lui permettant d'acquérir une terre, le plus souvent auprès d'une famille âgée

disposant de terres en friche, mais sans main-d'œuvre supplémentaire pour les valoriser. Ce *colono* cherche à profiter au maximum de la terre en y plantant un *cocal zanjeo* pour maximiser les rendements à court terme en y faisant travailler de la main-d'œuvre familiale. D'après les colons rencontrés à Santa Rosita de Suapi, avis partagé par les membres de la communauté, l'objectif des *colonos* citadin est de constituer rapidement des revenus par une récolte intensive en quelques années pour l'achat d'une voiture ou d'un camion, et ainsi changer de vocation et devenir *transportista*. Ce colon pratique une agriculture commerciale motivée par le prix de la coca sur le marché et est orienté vers les rendements et le profit. Ici, les décisions relatives à l'agriculture – produits cultivés et facteurs de production – sont motivées par le revenu tiré de la vente.

Contrairement au premier, les *colonos* d'origine paysannes, souvent d'ethnie aymara ou quechua, approchent l'agriculture d'abord pour satisfaire les besoins domestiques. L'achat de la terre représente un investissement important et est généralement fait par des familles au point de départ du cycle de développement de l'unité de production domestique (Spedding, 2004). Celles-ci s'installent avec des enfants en bas âge et n'ont aucune main-d'œuvre extrafamiliale pour le travail agricole. Disposant généralement que d'un ou deux *cato*, la monoculture de la coca devient pour ces familles pauvres en main-d'œuvre le moyen d'obtenir des liquidités rapidement afin d'augmenter leurs pouvoirs d'achat et ainsi répondre aux besoins du foyer. La décision de pratiquer la monoculture de la coca dans ce cas-ci est rendue possible uniquement en raison de la possibilité de se procurer des produits alimentaires bon marché issue de l'agro-industrie, et est stimulée par les transferts monétaires de l'État. On peut dire de ces familles paysannes nouvellement arrivées qu'elles sont fortement monétarisées plutôt que commerciales, c'est-à-dire que les motivations justifiant les choix faits en agriculture sont orientées vers les besoins de consommation résidentielle.

5.2.2 Des institutions fragilisées par les réformes

Une des questions que nous propose l'approche de l'économie morale est : quels sont les facteurs de solidarité au sein d'une communauté? (Scott, 1985) À Santa Rosita de Suapi, la solidarité prenait racine dans la nature familiale de la polyculture de semi-subsistance, dans un contexte où l'offre commerciale était inexistante ou difficile à atteindre. Les surplus de main-d'œuvre pouvaient être différés dans le temps via l'*ayni* et les surplus alimentaires pouvaient être échangés via le *trueque* ou vendus pour obtenir des liquidités. Les relations d'interdépendances entre riches et pauvres étaient garanties par les besoins ponctuels en main-d'œuvre, obtenus via la *mink'a*. La vitalité de la communauté s'exprime par le travail communal lors de la *faena*, et le *sindicato* garantit l'autonomie locale en arbitrant les conflits et établit les objectifs du développement local via le POA de la communauté.

Les réformes du MAS contribuent à transformer ces facteurs de solidarités. Comme nous l'avons vu dans l'interface explicative multiscalaire de l'écologie politique (Figure 2.1; Robbins, 2012) les institutions sont l'interface intermédiaire dans les relations sociales entre les familles, la communauté et l'État. À cette échelle, les institutions locales subissent l'influence du contexte macroéconomique qui transforme les pratiques, et celles de l'État à travers les programmes productifs et ses lois. C'est la coca qui est le principal facteur de changement dans la communauté. La croissance de la monoculture tant chez les nouveaux arrivants que dans les plus jeunes générations entraîne la marginalisation de l'*ayni* dans le travail, et du *trueque* dans l'échange.

En raison de l'intensité du travail requis par la monoculture de la coca, ces familles ne peuvent tisser des liens de réciprocité avec la communauté avec l'*ayni*, mais disposent de numéraire issu de la vente de la coca pour recourir à de la main-d'œuvre via la *mink'a*. Le manque de diversité dans les cultures, hormis le *huerto* destiné à l'autoconsommation, empêche le recours au *trueque*. Comme le souligne un membre

de la communauté : « les gens n'ont pas de temps, ils doivent s'occuper de leurs *cocales* [...] ils utilisent davantage la *mink'a*, des contrats » (Entrevue 2). Une première conséquence est l'isolement relatif de ces familles, nuisant à la cohésion de la communauté. Isolement plus prononcé lorsqu'il s'agit de *colonos* aymara ou quechua en raison de leurs origines ethniques et de leurs pauvretés, qui les marginalisent davantage. Une seconde conséquence est un incitatif plus fort pour la commercialisation de l'agriculture paysanne, intégré aux marchés, tandis que les familles plus pauvres deviennent fortement monétarisées afin de se procurer leurs biens de consommation sur le marché. Cette situation est accentuée par les subventions sur les produits de consommation de base, par les transferts monétaires (*bonos*) de l'État, et par le rôle important que joue l'ADEPCOCA comme association de producteur dans la communauté. Comme le mentionne un membre de la communauté « la coca ne se mange pas! » (Entrevue 2). Ainsi, les patrons de consommation se transforment, ce qui entraîne une troisième conséquence, soit la diminution de la polyculture au sein de la communauté, qui est la base des institutions traditionnelles paysanne.

Les programmes de développement productif de l'État, en s'adressant aux individus plutôt qu'à la communauté à travers le *sindicato*, sont une preuve évidente du manque de coordination entre les besoins locaux et l'approche développementale de l'État. En ignorant les besoins prioritaires identifiés dans le POA et PDM de la communauté, l'État marginalise le rôle des instances locales de prise de décision dans la trajectoire du développement. De plus, par la nature sectorielle de ces programmes et par les besoins en investissements requis par ceux-ci, les programmes offerts visent une agriculture commercialisée. Ceci représente un incitatif supplémentaire pour la commercialisation de l'agriculture locale d'une part et, d'une autre, ignore les contraintes inhérentes aux pratiques de l'agriculture paysanne des Yungas. Ceci, nous l'avons vu, est l'un des obstacles majeurs au développement rural dans les Yungas. Le contrôle social de la coca semble être la seule approche de l'État qui mise sur les capacités d'autorégulation des communautés paysannes.

La capacité de représentation du *sindicato* est diminuée aussi à l'échelle nationale. Avec la reconduction de la réforme agraire, puis avec la constitution, l'État a transformé le rôle de la terre de moyen de production à la base de la vie paysanne vers le fondement de l'identité indigène et de l'autonomie politique. La nouvelle alliance des organisations indigénistes avec le MAS reflète la montée des groupes de défense des autonomies territoriales et une diminution de la représentativité des organisations syndicales paysannes et ouvrières. C'est désormais par les associations de producteurs que les sollicitations sont faites auprès de l'État. À Santa Rosita de Suapi, c'est l'ADEPCOCA qui représente le mieux les droits des *cocaleros*. Les programmes productifs offerts par l'EMAPA ou le PAR-II du MDRyT transitent souvent par ces associations de producteurs, limitant la place du *sindicato* pour faire avancer les besoins de la communauté à l'échelle nationale. Dans le cas de l'ADEPCOCA, cette association de producteurs de coca représente la colonne vertébrale du MAS. Pour certains membres de la communauté, le *sindicato* en est venu à représenter uniquement les intérêts des *cocaleros* ignorant les autres enjeux de l'agriculture : « La fonction (*du sindicato*) est variée, mais majoritairement, c'est pour des réunions touchant à la coca. Les autres fonctions touchent à différents projets, si nous n'avons pas d'électricité, pas d'eau, si nous voulons des chemins, en réalité les réunions devraient toucher à ces sujets, mais ce n'est pas le cas » (Entrevue 3).

Enfin, le clientélisme dont fait preuve l'*alcalde* à l'échelle régionale achève de diminuer le rôle du *sindicato* comme vecteur des revendications de la communauté. Ayant difficilement accès aux financements prévus par la LPP, le *sindicato* n'est pas en mesure de compléter les objectifs de développement de son POA et de son PDM. Ceci contribue à une baisse des capacités d'action du *sindicato* comme formes locales de prise de décision et marginalise son rôle dans le développement local. Ces changements sont perceptibles par les membres de la communauté, et les différences se font sentir entre les générations, entre ethnies et entre les types d'agricultures pratiquées.

5.2.3 Le changement agraire dans les perceptions

Jusqu'ici nous avons observé comment les réformes affectent le cadre du développement ainsi que les pratiques et institutions paysannes. Cette fois, nous nous intéresserons au changement, mais à partir des perceptions des membres de la communauté de Santa-Rostia-de-Suapi. Suivant les idées de l'écologie politique, et notamment à travers l'approche de James C. Scott, nous cherchons à connaître leurs « *critique of things as they are as well as a vision of things as they should be* » (Scott, 1985, p. 23). Nous aborderons ici leurs préoccupations des membres de la communauté, ce qu'ils déplorent du changement qu'ils observent, pour mettre en relief les sources de conflits. Aussi, les obstacles au développement local et ce qu'ils estiment être prioritaires dans le développement seront présentés. Enfin, pour témoigner des valeurs, nous mentionnerons comment ils voient leurs communautés dans le futur.

Entre les membres de la communauté, les principales divisions et différences sont faites entre générations, entre *originarios* et *colonos*, et entre *campesinos* et *cocaleros*. Les membres les plus âgés de la communauté, tous *originarios*, c'est-à-dire issus des premières familles établies dans la région, déplorent en premier lieu l'impact de la monoculture de la coca, pratiquée par les jeunes ou les *colonos*, sur les pratiques paysannes traditionnelles : « Ils ne sont pas *originarios*, comme nos pères. Eux ils se souciaient de leurs terres. [...] Aujourd'hui, les gens qui arrivent brûlent leurs terres, y plantent la coca là où avant il y aurait eu des agrumes » (Entrevue 1). C'est pourquoi ils soulignent la perte de la vitalité de la production paysanne : « ici la production agricole est complètement abandonnée. Avant, il y avait de magnifiques jardins de fruits et légumes » (Entrevue 8). Certains témoignent des changements dans la solidarité là où la coca change les relations de l'homme à la nature, et de l'homme à l'homme : « celui qui a de l'argent, rien ne lui importe, ils oublient les autres » (Entrevue 2). Selon les *originarios*, les *cocaleros* utilisent les revenus de la coca pour financer l'achat d'un moyen de transport :

Evo leur a donné des opportunités, mais le manque d'éducation des agriculteurs d'ici fait en sorte que les ressources disponibles en agriculture, ils ne les investissent pas dans des projets, mais s'achètent des mini-buses, désormais ils sont chauffeurs! C'est pourquoi La Paz est infestée de chauffeurs paysans. (Entrevue 8)

La culture de la coca est dépeinte comme un véhicule de changement de statut, puisque de leurs avis, les jeunes ne veulent pas être paysans comme eux. Un autre membre ironise :

Des chauffeurs ça serait beau, ils pourraient nous transporter et amener nos produits, mais ils pourrissent, la tomate murie sans qu'il n'y ait personne pour nous aider avec le transport. (Entrevue 1)

Pour les *cocaleros*, la culture de la coca représente leurs épargnes : « c'est notre provision pour l'éducation de nos enfants, leurs vêtements, leurs alimentations, pour tout! Sinon, il n'y a pas de revenus » (Entrevue 7). Pour ceux-là, le rôle de la coca est irremplaçable :

Eh bien ce que tu vois ici, c'est comme ça que nous vivons. Comme des pauvres. Mais pas, comme je te dis, grâce à Dieu, mais grâce à la coca : tout a changé. Sans coca nous mourrons. Ce qu'ils nous manquent, ce sont les chemins. (Entrevue 7)

Les obstacles au développement local sont connus. Pour les plus vieux, le manque d'appui à la production agricole favorise la culture de la coca : « Les *cocaleros*, ils ont beaucoup plus d'options [...]. Avec les fruits, d'un autre côté, c'est difficile. Je dois attendre deux ou trois jours avant de pouvoir transporter ma marchandise » (Entrevue 3). Tous remarquent une dégradation de la variété des produits offerts localement, ainsi qu'une dégradation de la terre. On déplore que les banques prêtent aux producteurs de coca, grâce à leurs carnets de l'ADEPCOCA, mais pas aux paysans, qui pourraient augmenter leurs productivités. De plus, les jeunes contractant un prêt doivent alors se tourner vers une culture rentable pour payer ce prêt, favorisant la monoculture de la

coca. Toutefois, règle générale, toutes les personnes interrogées sont d'accord pour dire que le capital disponible n'est jamais investi dans l'agriculture. On mentionne le manque de canaux de mise en marché des produits d'origine paysans, sans quoi les intermédiaires récoltent l'essentiel du profit :

Il faut, pour une usine de production, un centre de rassemblement, un entrepôt. Regrouper les récoltes en un seul centre. Où le tri sera effectué, puis les produits seront lavés, et enfin emballés. Pour que le produit dure, il faut que le produit soit convenablement emballés. (Entrevue 8)

Pour les membres de la communauté, les priorités du développement devraient permettre de surmonter ces obstacles. En premier lieu, ils invoquent l'éducation et les formations pour encourager l'innovation en agriculture. Ensuite, la santé (bien qu'il y ait une clinique avec un infirmier à proximité). Surtout, tous s'entendent pour demander plus d'appui à la production, surtout à l'aide de techniciens disponibles. Pour la communauté, l'appui à la production permettrait la transformation des produits, ou sinon une meilleure mise en marché. Aussi important, le manque d'infrastructures local, pour lequel le *sindicato* fait des sollicitations auprès de l'*alcalde* :

Ici je peux produire des tomates, du café, mais comment vais-je le sortir d'ici? Je ne peux pas, regarde eux aussi, il n'y a que la coca qu'ils peuvent sortir d'ici, car il n'y a pas de chemins! (Entrevue 7)

De l'avis de tous, incluant les *cocaleros*, les programmes offerts dans la région ne sont pas adaptés à la réalité de l'agriculture dans les Yungas, et nuit au déploiement d'alternatives à la coca.

Interrogés sur leurs visions de la communauté dans le futur, la plupart des répondants espèrent que les modes de vie ne changeront pas :

Je voudrais que ce soit une communauté représentative du lieu, de la municipalité. Ce qui manque? Un peu de cordialité, plus de fraternité, de solidarité, un sentiment de communauté. (Entrevue 2)

Un autre aimerait une diversification de la production et restaurer la forêt (Entrevue 3). Malgré ces changements, il y a un appui presque universel d'Evo : « Si Evo tombe, tout tombe! » (Entrevue 6). Le *saneamiento*, même s'il crée la dispute, semble être nécessaire :

C'est bien, l'État pense que chacun doit être le propriétaire de ses terres avec un titre de propriété. Pour lui garantir ses droits. Pour pouvoir la donner à ses enfants. Aussi pour la vendre, avec les documents légaux. (Entrevue 6)

La réussite du parti se mesure concrètement : « Maintenant l'électricité et l'eau leur arrivent. Ça, ce sont les changements du MAS » (entrevue 6), mais aussi en termes d'égalité : « Désormais il n'y a plus d'Indiens ou rien d'autre, nous sommes tous égaux. » (Entrevue 7). Tous s'entendent, « la différence est abyssale » (Entrevue 9). Toutefois, ils demeurent critiques de l'application des réformes : « La constitution est bien, mais ils ne la mettent pas en pratique aussi bien. Mais ils continuent de violer la constitution. On ne la respecte pas, elle ne se réalise pas » (Entrevue 6).

En somme, lors de nos échanges avec les membres de la communauté, tous étaient unanimes pour souligner l'impact de la coca, positive ou négative, sur l'agriculture. Pour les plus vieux, qui ont été témoins des changements, leurs opinions restituent une appréciation qualitative du changement lorsqu'ils invoquent des valeurs communautaires de solidarités. Les plus jeunes offrent plus souvent une raison pratique aux changements dans l'agriculture : soit des obstacles à la production ou parlent de revenus et de prêts. Toutefois, les différences d'opinions touchent à la vision qu'ils ont de l'agriculture : élément structurant la vie communautaire et servant plusieurs finalités, ou source de revenus dont la productivité est la clé du développement. Dans

ce contexte, la coca, symbole identitaire de la lutte paysanne, devient la « *cash crop* » déstabilisant les pratiques paysannes.

5.2.4 Quel rôle pour le cadre institutionnel local dans le développement?

Pour répondre à la question de la place des institutions locales dans le développement rural, nous avons analysé les changements dans les pratiques, l'impact que cela entraîne pour les institutions traditionnelles de la vie paysanne, puis qualifié ces transformations à l'aide des témoignages des membres de la communauté.

L'analyse démontre une certaine instabilité des pratiques paysannes. Dans un contexte de changement agraire, la commercialisation de l'agriculture diminue l'efficacité des pratiques de réciprocité pour le maintien de la solidarité communautaire. Cette situation déstabilise l'économie morale locale en sapant la base de la distribution des risques au sein de la communauté, ce qui précarise davantage les plus marginalisés de la communauté. La dualité entre l'agriculture commerciale et paysanne observée à l'échelle nationale est, en quelque sorte, reproduite ici à l'échelle locale. Les réformes, en étant incapables d'instaurer des mécanismes d'inclusion de l'économie paysanne et communautaire, sabotent l'objectif d'une économie plurielle. Ceci est particulièrement vrai alors que les instances locales de prise de décision manquent de moyens pour piloter elles-mêmes leur propre développement communautaire. Le *sindicato* en vient à n'être que la courroie de transmission entre les producteurs de coca et l'ADEPCOCA.

5.3 Le développement et l'économie rurale

Après avoir approché les réformes puis leurs impacts sur le cadre institutionnel local, nous analyserons ici les interactions entre le cadre institutionnel et les programmes de développement et comment ceux-ci affectent l'économie rurale.

5.3.1 Un développement territorialisé?

Nous avons postulé que les réformes du MAS, en invoquant les valeurs et pratiques associées à la paysannerie, adopteraient une approche du développement plus territorialisé. Pour qualifier le développement, nous avons observé jusqu'ici quelles ressources mobilisent les réformes ainsi que leurs impacts sur les pratiques et institutions paysannes. Ici, nous mobiliserons les éléments contribuant ou non à un développement territorialisé.

Il est important de souligner la mobilisation identitaire importante derrière les réformes du MAS. L'élection d'Evo Morales, porté par une alliance entre ouvriers, paysans et autochtones, a galvanisé l'attachement des Boliviens à leurs origines ethniques et paysannes. La fierté des accomplissements de ce gouvernement est observable et cette mobilisation constitue les assises du MAS. Il y a désormais une affirmation du territoire comme composante structurante de l'espace politique et social, facilité par l'autonomie octroyée par la loi aux TIOC. Les valeurs issues du monde paysan sont inscrites dans les finalités de l'État et celui-ci réussit, dans certains cas, à mettre à profit la mobilisation communautaire dans ses approches du développement. Nous pensons ici au contrôle social de la culture de la coca ou encore au *saneamiento interno*. Les réformes, dans leurs discours, mettent de l'avant un développement alternatif où l'agriculture n'a pas uniquement qu'une fonction productive, mais également sociale. Toutefois, pour juger de la territorialisation du développement en Bolivie, nous avons observé comment se déroule le développement dans la communauté de Santa Rosita de Suapi. Les programmes de développement prenaient-ils en compte les instances locales de gouvernance? Les investissements sont-ils sectoriels? Valorisent-ils les ressources locales?

Prenons en premier l'exemple du projet tomate. Celui-ci n'a pas réussi à miser sur la capacité de mobilisation du *sindicato* pour convaincre les membres de la communauté

de participer au projet. L'objectif de permettre la diversification de l'offre maraîchère n'a pas pris en compte les contraintes locales, qui sont les mêmes facteurs favorisant la monoculture de la coca. La rencontre organisée entre le *sindicato* et le représentant du projet a été conflictuelle. Le *sindicato*, qui a pourtant énuméré au représentant du projet les désavantages de cette offre pour la communauté, aurait été bien placé pour négocier les conditions d'admissibilité au programme pour adapter celui-ci aux contraintes locales. Le manque de souplesse de l'offre, par rapport aux investissements requis, a découragé la plupart des membres de la communauté de participer à ce projet qui pourtant était adapté aux conditions climatiques de la région. Ceci témoigne de l'approche sectorielle du programme, offert dans l'ensemble du pays, insensible aux contraintes et opportunités locales et ignorant les structures locales de gouvernance. Ce programme vise une agriculture entrepreneuriale, plutôt que familiale et paysanne.

Ensuite, avec le projet Café, nous avons vu un exemple de programme de développement alternatif. Le projet répond aux besoins locaux de réhabilitation des anciens *cafetales*, malades ou improductifs, afin de stimuler ce secteur. Si ce projet n'avait pas encore d'impact dans la communauté, la simple disponibilité de techniciens sur le terrain pour moderniser la culture du café, mais surtout pour la transmission de connaissances représente un avantage. Lors de notre passage dans la communauté, le projet visait des zones d'intervention prioritaires à l'extérieur de la zone traditionnelle de culture de la coca pour freiner son expansion, ayant ainsi peu d'impact à Santa Rosita de Suapi. Toutefois, le projet mise sur l'intégration des acteurs territoriaux pour la réussite du projet. Jusqu'ici, la production de café dans la région n'a pas encore surmonté les problèmes inhérents à ce secteur, comme l'inconsistance de la qualité de la production, la baisse de productivité due au vieillissement des *cafetales* et le manque de débouché sur les marchés (Gobierno Autónomo Municipal de Coroico, s.d.).

La réussite de ces projets pourrait être facilitée par la mise en place des canaux de coordination du développement, prévu par la loi, avec les CORES ou OECOM afin de

coordonner l'offre développementale aux besoins de la région. À Coroico, une instance semblable a été mise sur pied seulement qu'en 2017 avec le Consejo Municipal Económico Productivo (COMEP) (Órgano Electoral Plurinacional, 2017). La mise en place de mécanismes pour permettre l'atteinte des objectifs nationaux de développement demeure partielle. Les outils économiques garantissant le développement sont bien en place, mais l'intégration des formes d'autonomie ou de gouvernance locale est inégale sur le territoire, et les outils de coordination prévus par la loi semblent souffrir d'immobilisme. Cette situation est renforcée par l'approche spécifique des programmes de développement qui, en plus d'être centralisés au MDRyT, visent l'application de programmes mal adaptés aux réalités du terrain.

Pour influencer le développement, la communauté de Santa Rosita de Suapi bénéficie toujours d'autonomie en raison des fonds qui lui sont octroyés par la LPP. Toutefois, le transfert de ce fonds demeure inégal et sujet au patronage au niveau de l'*alcalde* de Coroico. Ainsi, le seul espace de définition des priorités locales est privé de ses moyens d'action et nuit ainsi à son autonomie. À long terme, ce manque de financement risque de nuire à la capacité de mobilisation du *sindicato*. Dans la communauté, on tournait en dérision le *sindicato* comme étant uniquement capable de distribuer des amendes à ses propres membres pour leurs absentéismes (Entrevue 6).

Dans ce contexte, ce sont les ONG et l'ADEPCOCA qui offraient une aide la plus adaptée aux besoins locaux. Avec le projet d'apiculture de *Corazon del Bosque* ainsi que les formations en agroforesterie et culture biologique de la coca de l'ADEPCOCA, ces deux organismes offraient l'aide de techniciens sur place, disponible, qui permet le transfert de savoirs et techniques améliorant l'agriculture locale sans avoir recours à des intrants et machineries. Avec le projet d'apiculture, *Corazon del Bosque* permettait d'offrir des revenus aux paysans sans que ceux-ci modifient leurs pratiques agricoles. Avec les formations en agroforesterie et en culture biologique, l'ADEPCOCA permet l'introduction de méthodes d'agriculture complémentaires à la

coca pour atténuer son impact environnemental. Ces approches semblent permettre la diversification des pratiques agricoles dans la communauté en misant sur les ressources locales. Dans ces deux cas, l'aide offerte s'insère bien dans le cadre de la polyculture typique des Yungas et leurs popularités auprès des membres de la communauté semblent témoigner d'un certain succès.

Figure 5.1 Aménagement de terrasses en agroforesterie



Photo par l'auteur, 2016.

Nous l'avons vu à travers les projets offerts à Santa Rosita de Suapi : les programmes de développement offerts dans la communauté sont de nature productiviste et demeurent sectoriels. Ceux-ci s'adressent à des producteurs agricoles plutôt qu'à des paysans, ignorent les besoins locaux identifiés dans les POA de la communauté, en plus de ne pas prendre en compte les obstacles au développement en termes d'infrastructures et de mise en marché. L'investissement du gouvernement dans un hôtel écotouristique

semble être le seul effort de diversification de l'économie locale en misant sur les intérêts écologiques propres au territoire. Ils nous semble donc que l'application des programmes de développement dans les Yungas de La Paz ne réussissent pas à mettre en valeurs les spécificités territoriales, tant dans les pratiques que dans la gouvernance, afin de surmonter les obstacles au développement local.

Dans ce contexte, l'agriculture paysanne et familiale continue de stagner alors que sa base matérielle s'effrite à mesure que le secteur agroindustriel substitue les biens de consommations de base. Ainsi, les forces qui viennent transformer la communauté ne sont pas endogènes à celle-ci, mais proviennent du gouvernement central et des forces économiques transnationales régissant l'agriculture commerciale.

5.3.2 Une économie rurale consolidée?

Notre hypothèse postulait qu'une approche territorialisée dans le développement permettrait de consolider l'économie rurale. Ici nous reviendrons les changements qu'entraînent les réformes du MAS pour l'économie rurale.

À l'échelle nationale, les réformes socialistes ont mis sur pied un nouveau régime d'accumulation. Baptisé capitalisme Ando-amazonien par le vice-président García Linera, en raison de sa dimension indigéniste, ce régime d'accumulation vise à remplacer les structures du pouvoir colonial en dotant la Bolivie d'une importante classe bourgeoise d'origine autochtone (Webber, 2011). Il s'agit d'une phase de transition vers le socialisme. Plus spécifiquement, ce régime se base sur les revenus issus de la vente des matières premières pour financer d'importants programmes d'État, et transfère une partie de la rente gazière vers la population afin de stimuler le pouvoir d'achat des familles. On vise ainsi à alimenter la demande intérieure comme nouveau moteur du développement économique de cette nouvelle classe bourgeoise autochtone. Comme le soulignaient Kohl & Farthing (2012a), ce régime d'accumulation semble

être incapable de rompre avec le modèle extractiviste du régime d'accumulation néolibérale en raison du « *path dependency* ». Toutefois, il manque encore d'importants investissements productifs et sociaux dans les secteurs industriels et agricoles. Malgré la croissance de la productivité agricole, largement due au complexe agroindustriel de Santa Cruz, la part du PIB agricole dans le PIB national est à la baisse. L'agriculture familiale, elle, stagne, marginalisant encore plus la paysannerie dans l'économie nationale.

L'approche développementale des réformes du MAS en agriculture, nous venons de le voir, n'ont pas réussi à inverser cette tendance. La paysannerie pourrait jouer un rôle de premier plan dans la stratégie nationale de sécurité alimentaire, mais la gestion macroéconomique de l'inflation, qui permet la libre importation d'aliments et contrôle les prix du marché intérieur, décourage l'agriculture paysanne (Colque & al., 2015). Ceci est particulièrement vrai quand l'essentiel des investissements en agriculture est accaparé par l'agriculture entrepreneuriale qui ensuite inonde le marché d'aliments transformés à bon marché. Les agences du développement privilégient les producteurs établis plutôt que les familles pratiquant l'agriculture familiale.

Malgré tout, la majorité des indicateurs de qualité de vie, revenus, santé et éducation s'améliorent pour la population rurale (Gobierno Autónomo Municipal de Coroico, s.d.; Colque & al., 2015). Ceci est principalement dû non pas à l'augmentation de la productivité de l'agriculture et à la diversification des investissements, mais à une intervention externe au monde rural, grâce aux redistributions consuméristes des revenus de l'État.

À l'échelle locale, les programmes développementaux misent sur la modernisation de l'agriculture pour augmenter sa productivité alors que les obstacles identifiés à la diversification, la productivité et l'écoulement de la production en l'agriculture sont maintenus. Cette situation, dans le contexte présenté précédemment où les institutions

paysannes sont fragilisées, représente un risque pour l'autonomie alimentaire locale. Dans la communauté de Santa Rosita de Suapi, il n'y avait toujours pas d'investissement dans la transformation des produits issue de l'agriculture familiale, et les canaux de mise en marché étaient toujours déficients, principalement en raison de l'éloignement, de la qualité des routes et de la qualité des produits. On peut dire que la situation économique des familles s'améliore, en ce qu'elles disposent de liquidités et son pouvoir d'achat augmente, mais que le développement économique souffre des mêmes problèmes qu'auparavant. L'intensification de la circulation monétaire en campagne ne s'accompagne pas d'investissement dans l'appareil productif, mais vient plutôt élargir la gamme des produits accessible aux ménages. Souvent, ce pouvoir d'achat entre en conflit avec les institutions paysannes telles que la réciprocité (*ayni*) et l'échange (*trueque*) qui trouvent leurs fondements matériels dans la polyculture. Cette dépendance du pouvoir d'achat des familles au contexte macroéconomique relevant du prix des matières premières est risquée.

Une conséquence est la baisse progressive de la part de la production fruitière, du café et des légumes dans la production agricole des Yungas, qui en retour contribue à miner les efforts de rétablissement de ces cultures à l'intérieur des communautés. Une priorité du développement rural devrait être la coordination entre la demande pour ces produits d'origine paysanne et les producteurs afin d'établir les besoins de transformations, des critères de qualité ainsi que des besoins de modernisation des facteurs de production et des infrastructures locales. À ce moment seulement les investissements productifs réussiront à convaincre les paysans de prendre part à ce marché. Sans quoi, ils maintiendront leurs autonomies en produisant en premier pour leurs familles, et ensuite pour obtenir plus de liquidités. Du côté des producteurs de coca, ceux-ci sont déjà intégrés au marché national, ils n'ont ainsi aucun avantage à modifier leurs pratiques. Tous les efforts de substitutions jusqu'ici requièrent d'importants investissements, impliquent une rentabilité seulement qu'à long terme, après l'établissement d'une

production de qualité, et sont destinés à un marché inaccessible ou la demande est trop variable.

Ces *cocaleros* sont ceux qui trouvent le plus d'avantages à la titularisation de leurs terres et à la commercialisation de l'agriculture dans le cadre développemental des réformes du MAS. L'augmentation des superficies en monoculture de la coca dans les Yungas en témoigne. Le pouvoir régional du MAS s'appuie sur cette classe de producteurs commercialisée fortement mobilisée, ce qui s'inscrit bien dans la vision du capitalisme Ando amazonien. Ceci a pour conséquence, comme Chumacero le remarque (Regalsky & al., 2015), que malgré le rôle essentiel du territoire dans l'affirmation des autonomies paysannes et autochtones, on assiste à une recrudescence de la titularisation individuelle de terres traditionnellement détenues collectivement, afin d'accéder aux prêts des banques privées et pour sécuriser leurs modes de vie dans une économie encore néolibérale.

5.4 Conclusion

Suivant Verdon (1987), l'agriculture paysanne est dirigée vers l'autosatisfaction des besoins familiaux. La communauté adhère à des pratiques et institutions facilitant la distribution du travail (surplus via l'*ayni* et la *mink'a*). La monétarisation permet aux familles riches en terres, mais pauvres en main-d'œuvre d'écouler une partie de leurs productions pour obtenir du numéraire et se payer de la main-d'œuvre (*mink'a*) : la finalité de la vente est encore ici inscrite à l'intérieur du besoin d'autosatisfaction des besoins familiaux. Les valeurs comme le *vivir bien* promeuvent la frugalité paysanne. Le rôle que joue la coca, dans le contexte de la forte pression sur la terre (colonisation) et en raison du prix de la coca (et sa facilité de transport), est la commercialisation d'une partie de l'agriculture des Yungas. Ceci se fait en parallèle d'une agriculture paysanne qui persiste, mais dont les bases matérielles s'effritent : la réciprocité, la polyculture, la disponibilité de main-d'œuvre ponctuelle, le temps de repos de la terre,

etc. Ce changement agraire transforme littéralement le paysage des Yungas, où la forêt et les vergers font place aux nouveaux *cocales*. Les programmes offerts ne font que s'adresser à quelques producteurs commercialisés disposant de capital pour investir dans la modernisation de leurs appareils productifs pour la culture de tomates ou de café.

Spedding (2004) souligne que généralement, le développement rural consiste à moderniser l'appareil productif paysan en substituant les outils, pratiques et cultures paysannes par d'autres, plus adaptés aux marchés. Malgré la valorisation des savoir-faire autochtones et paysans dans la rhétorique du MAS, l'approche du gouvernement dans les Yungas suit cette tendance. Notre analyse, suivant l'approche *Household economics* a cherché à souligner comment les pratiques paysannes des Yungas ne s'inscrivent pas en opposition au marché, mais offrent plutôt une meilleure répartition du travail et des produits dans un contexte où le marché demeure imparfait dans l'offre de biens et services. Cette situation permet une meilleure répartition des risques au sein de la communauté. Ici, le changement agraire survient en raison du contexte macroéconomique qui, en stimulant la demande intérieure par la monétarisation d'une partie de la population paysanne pour l'achat de denrées alimentaires issue de l'agro-industrie, fragilise les pratiques paysannes sans avoir mis en place toutes les conditions matérielles nécessaires à la satisfaction des besoins via le marché. Cette situation rend les populations paysannes particulièrement vulnérables d'une part aux variations dans le prix des matières premières, principale source de revenu de l'État, et d'autre part à la stabilité de l'État dans un pays dont l'histoire a été caractérisée par l'instabilité de ce dernier.

Toutefois, le caractère paysan de l'agriculture persistera tant que le vacuum institutionnel subsistera entre les réformes du MAS et les besoins de la communauté. L'éloignement, la mauvaise qualité des routes, l'absence de chaîne de valorisation des produits agricoles et de canaux de mise en marché tant national qu'international (dans

le cas du café) sont autant d'obstacles de l'intégration de l'agriculture paysanne à l'économie du pays. La coca est la seule culture commercialisée dans ce contexte, et joue le rôle attendu comme tel.

CONCLUSION

Partant de la question que posât Chayanov à propos du rôle de l'agriculture dans la trajectoire du développement, nous en sommes venus à nous intéresser aux nouvelles approches plus sensibles au territoire en matière de développement rural.

La Bolivie, après avoir connu un imposant régime néolibéral mis en place pour contrer le dérèglement de son économie, a rompu avec ces années néolibérales en menant d'importantes réformes. La nature du régime, socialiste, communautariste, indigéniste, anti-impérialiste, etc. indiquait une ouverture à de nouvelles manières de mener le développement du pays. En raison de la variété du paysage du pays, de la pluralité de sa population, de l'existence de modes de vie préexistants l'économie de marché, nous estimions probable que le nouveau régime adopte une approche territorialisée dans la mise en œuvre de ses réformes. Nous souhaitons voir non pas comment le développement, souvent synonyme de l'expansion territoriale des relations marchandes du capitalisme moderne, transformait les modes de vie paysans, mais plutôt comment une approche alternative du développement pourrait intégrer ces modes de vie et les soutenir par des réformes enracinées dans l'identité territoriale de sa population.

Cette intuition était en effet nourrie par les discours que tiennent les réformes socialistes. En effet, l'État plurinational de Bolivie est venu inscrire dans les finalités de l'État les valeurs andines ancestrales que résume le *buen vivir* et a offert les bases légales pour la protection de la *Pachamama*. La réforme agraire soutient que la terre joue un rôle social aussi important que son rôle économique, et la constitution reconnaît l'autonomie des peuples indigènes à l'intérieur de l'État, avec ses propres formes de gouvernance et de justice. Enfin, les différents programmes de développement mis sur

ped visent la souveraineté alimentaire du pays et misent sur une économie communautaire, parallèle à l'économie capitaliste.

Avant même d'étudier les impacts des réformes à partir de la communauté de Santa-Rosita-de-Suapi, les différents indicateurs macroéconomiques du pays semblaient brosser le portrait d'une économie redressée et florissante. La croissance moyenne du PIB annuel est au-dessus des 5%, la balance fiscale du pays positive et l'État épargna une quantité remarquable de devises étrangères pour financer ses dépenses futures. En effet, l'augmentation des revenus de l'État, issue de la renégociation des contrats d'exploitations des matières premières, permit de financer l'ambitieux plan de développement économique et social du pays. Les différents indicateurs socioéconomiques indiquaient que pour une première fois, des milliers de Boliviens et Boliviennes sortaient de la pauvreté grâce aux partages des revenus issus de l'exploitation des réserves gazières du pays.

Toutefois, notre questionnement concernait non seulement l'approche qu'emprunte le gouvernement pour mener le développement rural, mais également les changements que celui-ci opère. Pour étudier l'impact des réformes socialistes sur le développement rural, nous avons proposé de mener une étude de cas depuis une petite communauté paysanne des Yungas du département de La Paz. Notre hypothèse postulait qu'effectivement, les réformes socialistes offraient une approche plus territorialisée en prenant en compte les besoins des populations locales en reconnaissant leurs pratiques et valeurs. On supposait que les communautés seraient mises à contribution dans l'identification des besoins du développement et que cette valorisation viendrait renforcer les institutions locales et plus largement l'économie rurale.

Pour répondre à ces questions, nous avons mené une enquête pendant plusieurs mois dans la communauté de Santa-Rosite-de-Suapi non seulement afin de mieux comprendre les bases de l'organisation de la vie paysanne dans les Yungas, mais aussi

pour être témoin des facteurs de changement à l'intérieur de la communauté. Notre approche voyait les institutions locales et leurs règles comme l'expression culturelle résultant de l'adaptation de l'agriculture familiale à des conditions biophysiques propres à la région dans un contexte où les marchés répondent que partiellement aux besoins des familles.

Entre réformes socialistes et persistance néolibérale

Ainsi organisée, notre recherche nous mena de l'étude des réformes, vers l'analyse du changement dans le contexte macroéconomique, pour ensuite observer l'interaction des formes d'organisation de la vie rurale avec les transformations du contexte socioéconomique. Le résultat de cette interaction est, à notre avis, la trajectoire que prend le développement rural à l'échelle de notre communauté sous le gouvernement socialiste.

Comme souligné dans notre analyse au chapitre V, la trajectoire du développement, bien que mettant en place d'importants moyens de transformation de la société bolivienne, ne parvient pas à intégrer les spécificités territoriales aux outils du développement. En somme, l'État ne parvient pas à opérationnaliser le changement opéré dans l'esprit de ses lois dans le monde rural. Si les provisions légales sont en place pour permettre une économie plurielle en faisant place à une économie communautaire, les ressources de l'État demeurent contraintes par le cadre développemental néolibéral des gouvernements précédents. Il est possible que la « *path dependency* » explique en partie cette tendance, mais nous souhaitons aussi souligner deux choses.

Premièrement, pour des raisons probablement stratégiques, l'État s'est allié avec le capital agroindustriel de l'Orient bolivien. Les forces sécessionnistes ont représenté un risque important pour Evo Morales en 2008, et le gouvernement acheta la paix en ne

menaçant pas réellement les assises de ce pouvoir économique. Il est intéressant de noter que malgré tout, ce sont ces mêmes intérêts qui ont précipité la chute d'Evo Morales en 2019 et assuré ensuite le pouvoir intérimaire, tentant de renverser les politiques socialistes des mandats précédents. Ironiquement, la fuite d'Evo Morales hors du pays aura probablement permis d'assurer la pérennité des réformes socialistes. Il semble que cette crise aura permis au MAS de trouver un candidat au leadership du parti, qui était menacé par la tendance autocratique dont faisait preuve Evo Morales dans les dernières années de son mandat.

Deuxièmement, le cadre du développement en Bolivie demeure attaché à la modernisation de l'appareil productif, comme c'est généralement le cas dans les pays sous-développés. En effet, et de l'avis même des biens des membres de la communauté de Santa Rosita de Suapi, les besoins d'investissements touchent aux infrastructures et aux outils disponibles. Les programmes de développement en agriculture demeuraient donc productifs en misant sur la modernisation des technologies en agriculture. Toutefois, les programmes de développement agricole, en étant centralisés au MDRyT, faisaient preuve de peu de souplesse dans leurs applications, et ignoraient souvent les acteurs du développement régional et local. Cette situation est empirée par le clientélisme qui vient favoriser les associations de producteurs comme l'ADEPCOCA au détriment des syndicats qui, par manque de moyens, peinent à réaliser leurs POA et PDM.

Ironiquement, le véhicule de transformation dans les pratiques traditionnelles paysannes des Yungas est la coca. Important vecteur identitaire dans la région en raison de son rôle spirituel, écologique et économique, la coca aura permis une forte mobilisation paysanne par le passé pour défendre les modes de vie des Yungas. Cette situation vient fragiliser les formes de gouvernances locales, qui en viennent à être que les porte-paroles des *cocaleros*. Ce sont ces derniers qui profitent de la protection de l'État et du prix avantageux de la coca sur le marché, et étendent ainsi la place de

l'agriculture commerciale dans la région. Le paysage des Yungas se transforme à mesure que la monoculture de la coca remplace la polyculture. L'augmentation de la monétarisation des familles, principalement issues de la vente de la coca et des transferts de l'État, diminue le besoin de la communauté dans les formes traditionnelles d'échanges et de réciprocité dans le travail. Enfin, les changements dans les patrons de consommation diminuent l'interdépendance des familles dans l'échange de biens agricoles issue de la communauté.

L'État consolide ainsi la part de l'agrobusiness dans l'économie nationale. Il en résulte une popularité croissante pour la titularisation individuelle des terres dans l'optique d'un développement agricole commercial rattaché aux marchés. Si dans les basses terres, les cultures oléagineuses et céréalières destinées à l'exportation sont en forte croissance, dans les Yungas, c'est la coca qui joue le rôle de « *cash crop* ». Dans un contexte où les marchés demeurent difficilement atteignables, il est possible d'entrevoir une diminution de l'autonomie alimentaire locale dans une économie rurale fragilisée. L'État maintient une forte dépendance de ces revenus dans une économie extractiviste sensible aux variations des prix des matières premières. Des changements politique ou économique, comme il a été possible de le voir en 2019 et 2020, pourraient nuire à la capacité de l'État de distribuer les revenus issus de la rente gazière à la population et de maintenir ses subventions aux produits alimentaires de base. Les premiers à en souffrir seraient la population paysanne qui se trouve dans un régime de transition entre une économie locale adaptée au territoire et une économie commercialisée adaptée aux marchés.

Il est intéressant toutefois de mentionner que malgré l'affaiblissement des formes d'organisation de la vie paysanne dans les Yungas, il est probable que tant que les marchés demeureront incapables de répondre aux différents besoins des familles, la réciprocité et l'échange demeureront la solution à l'imperfection des marchés. Ainsi coexisteront des pratiques ancestrales au côté des marchés tant et aussi longtemps que

le capital ne parviendra pas à éliminer les barrières à l'échange. Dans cette optique, les paysans ne refusent pas la modernisation que lui propose l'État, mais se méfient avec raison de l'inefficacité des mesures inadaptées qu'on leur offre, et maintiennent les formes d'organisation paysanne qui ont permis à ces communautés de répondre aux besoins des familles par le passé.

Limites de la démarche de recherche

Notre recherche présente quelques limites qu'il faut souligner. Premièrement, l'approche méthodologique dut demeurer large afin de nous permettre de mieux appréhender les défis que représente la recherche terrain. Les différences culturelles et historiques entre notre position de chercheur et celui de la communauté de Santa Rosita de Suapi ont nécessité de maintenir un questionnement ouvert et nous ont empêchés de postuler des hypothèses plus précises en amont du processus de recherche.

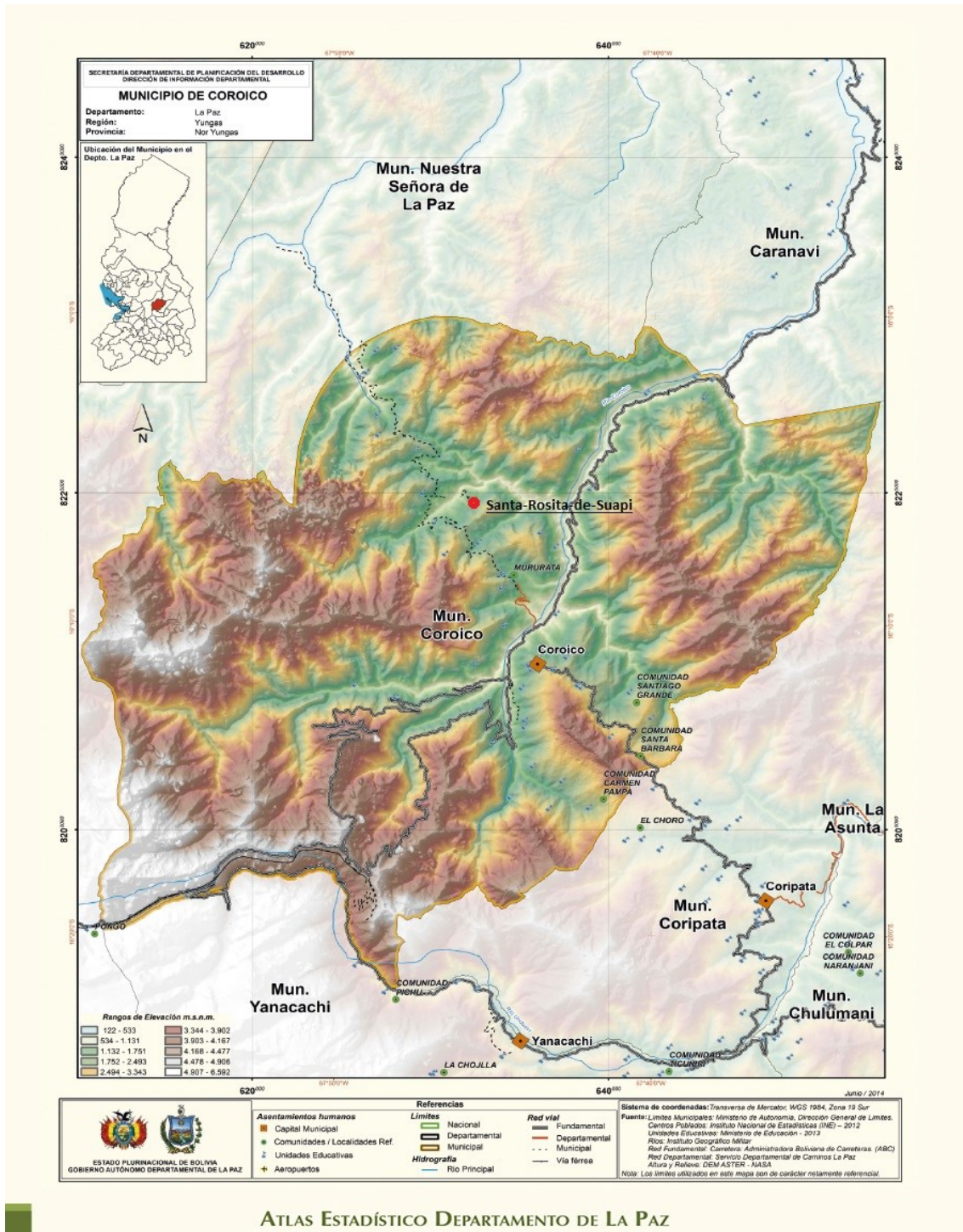
Deuxièmement, cette même différence culturelle et historique aura empêché une certaine précision dans notre enquête. Peut-être par naïveté, nous souhaitions offrir un portrait beaucoup plus précis de la communauté de Santa-Rosita-de-Supai, notamment en quantifiant des éléments aussi variés que la propriété et l'étendu des terres, l'épargne, les revenus, l'appartenance ethnique, etc. À cette fin, nous avons prévu des formulaires dont les questions permettaient d'être plus systématiques dans notre approche et offrir des résultats plus quantitatifs. Or nous avons rapidement compris qu'après des années de guerre entre les *yungueños* et l'État dans le cadre de la guerre à la drogue, les membres de la communauté étaient très méfiants et refusaient de divulguer toutes informations les concernant. Nous avons dû opter pour un questionnaire plus ouvert, semi-dirigé et des discussions libres. Cette méfiance a été souvent empirée lors des entrevues par notre demande de consentement qui prenait la forme d'un formulaire en espagnol demandant notamment la signature du participant. Beaucoup de personnes disponibles pour les entrevues se sont désistées aussitôt qu'on

leur demandât de remplir ce formulaire, certains se mettant même en colère. Pour cette raison, nous avons du mieux cibler les participants des entrevus afin d'obtenir une plus grande diversité des réponses, ainsi qu'en ciblant les acteurs clés de la vie communautaire en raison de leurs positions privilégiées. Tout de même, le nombre plus restreint de participants aux entrevues ainsi que leurs positions dans la communauté nous ont privés de l'opinion d'une partie de la communauté. Nous avons tâché de combler ce manque par l'observation et la participation à la vie communautaire.

Enfin, il nous faut souligner la difficulté pour l'accès à certaines sources documentaires, étatiques ou municipales, qui auraient pu être pertinentes pour notre recherche. Cette limite résonnera peut-être chez quiconque qui aura eu à mener une recherche à l'étranger, dans des conditions parfois instables, où une référence est introuvable, un fonds d'archive fermée, où des requêtes demeurent sans réponses et où les ressources informatiques sont inexistantes ou sinon déficientes. Nous estimons toutefois que les informations présentées ici offrent un portrait juste et pertinent dans le cadre de notre recherche.

ANNEXE A

CARTE DU TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE COROICO



Adapté de « Atlas Estadístico de La Paz », par INE, 2014.

ANNEXE B

GUIDE SEMI-DIRECTIF DES ENTRETIENS

Statut

Quel âge avez-vous?

Que faites-vous? (Occupation)

D'où êtes-vous? (Origine)

Depuis combien de générations êtes-vous dans les Yungas? (*Originario o Colonos?*)

Qui être vous? (Identité, ethnie)

Quelle langue parlez-vous?

Votre religion? (Croyance) Pratiquez-vous?

Avez-vous des enfants? Combien? Vivent-ils avec vous?

Avez-vous une résidence à La Paz?

La terre

Cultivez-vous? Possédez-vous la terre? Combien en superficie (ha/cato)? Combien de lots?

D'où vous vient-elle?

Est-elle loin? (Distance de la résidence ou distance de la route)

Que cultivez-vous? :

Citricos, Café, Café Hybridó, Coca, Platanos, Tomates, Hortaleza, Tuberculos, Pollo, Cerdo, Cuy

À quoi servent vos récoltes? Quelles récoltes sont destinées à la vente, et lesquelles à

la consommation?

Où vendez-vous les récoltes? À qui? Marché régional, départemental?

Avez-vous des contrats d'achats de vos récoltes? De quelle nature sont ces contrats et avec qui?

Les acheteurs se déplacent-ils pour acheter ou vous vous déplacez? D'où viennent-ils?

Par quels moyens?

Faites-vous partie d'un groupe de producteurs ou association de production? Lequel?

Faites-vous partie du *sindicato*?

Y a-t-il des terres en location?

Louez-vous une terre? Combien de rentes? À qui? Comment s'effectue le paiement? (Avant-après récolte, par biens ou monnaie?)

Utilisez-vous de la machinerie? Laquelle? Pour réaliser quels travaux? Sinon, est-ce parce que trop dispendieux ou pour d'autres raisons? Quand et pour quoi l'utilisez-vous?

Pourriez-vous en utiliser?

Avez-vous accès à de la machinerie? Est-ce dispendieux? Quand et pourquoi l'utilisez-vous?

Avez-vous accès à du crédit? L'utilisez-vous? Pour quelles raisons l'employez-vous?

Empruntez-vous de l'argent? À qui?

Y a-t-il des banques de développement dans la région? Y avez-vous accès? Quels types de financement bénéficiez-vous?

Revenus

Quels sont vos revenus par semaine/mois? Approximativement

De quelle source principale vous proviennent-ils? (Travail agricole? Transfert? Métier? Artisanat?)

Avez-vous une autre source de revenus? :

Transport, *Tienda* (vente), Constructions, Artisanat, etc.

Travaillez-vous en dehors de Suapi? Des Yungas? Où? Comment avez-vous trouvé ce travail ?

Valeurs & Pratiques

Que représente le *vivir bien* (*suma qamaña*) pour vous?

Que pensez-vous de l'emploi par le gouvernement du *vivir bien* dans ses réformes?

Qu'est-ce que l'*ayni*?

Y participez-vous?

Comment cela fonctionne-t-il?

Qu'est-ce que la *mink'a*?

L'employez-vous?

Comment cela fonctionne-t-il? (Moyens et moment de la rémunération, nature et durée du service, qui emploie, qui travaille)

Employez-vous davantage l'*ayni* ou la *mink'a* et pourquoi? Cela a-t-il changé récemment?

Qu'est-ce que la *faena*?

Y participez-vous? Comment? (Fréquence, lieu, objectifs)

Qu'est-ce que le *trueque*?

L'employez-vous? Comment? (Fréquence, moyens employés, avec qui, pour quelles raisons)

Qu'est-ce qu'un *ayllu*, un *markas*? Y en a-t-il dans les Yungas?

Y participez-vous? Comment? Que signifie l'*ayllu* pour vous?

Êtes-vous membre d'un *sindicato*? Y occupez-vous un rôle?

Quel rôle joue le *sindicato* dans le *campo*?

Y a-t-il des terres communales dans la région? (*Ayniquas* o *ayjaderos*)

Les utilisez-vous?

Quelles sont les règles d'usage?

Qui décide de ces règles?

Quels changements dans les règles et l'usage?

Communauté et Municipalité

Quelles sont les relations entre le village et la campagne ici?

Quelle ville est la plus proche? Y allez-vous souvent? Pourquoi? Coroico ou La Paz?

La route est bonne ou mauvaise? Combien de temps cela vous prend-il?

Considérez-vous qu'il soit difficile de se déplacer?

Y a-t-il beaucoup de migration en ville? Quels sont les facteurs de migration?

Le tourisme joue-t-il un rôle positif dans la région? Pourquoi?

Que pensez-vous des touristes qui viennent à Suapi? Profitez-vous du tourisme, même indirectement?

Que pensez-vous de l'investissement du ministère du Tourisme dans la construction de l'hôtel?

Quels devraient être les priorités du développement dans la région? (Éducation, routes, agriculture, tourisme, industrie, santé, exportations, etc.)

Comment souhaiteriez-vous que soit votre communauté dans le futur? Qu'est-ce qui devrait changer? Qu'est-ce qui ne devrait pas changer?

Coca

Y a-t-il plus de *cocales* maintenant qu'avant?

Selon vous, quelles sont les raisons pour l'augmentation de la culture de la coca dans la région?

Préférez-vous que la culture de la coca se limite à la zone traditionnelle ou dans tout le pays?

Que pensez-vous de cette augmentation?

Y a-t-il une dégradation des terres et de l'environnement à Suapi?

Y a-t-il des problèmes de pollutions à votre avis?

Que pensez-vous des efforts pour développer des alternatives à la coca? Vous affectent-ils?

Y a-t-il des ONG qui travaillent dans la région? (i.e. Corazon del Bosque etc.)

Travaillez-vous avec ces organisations? En profitez-vous?

Suapi

Comment dériveriez-vous Suapi?

Quels sont les avantages qu'offre la région à votre avis?

Quels sont les désavantages?

Quels sont les problèmes auxquels vous faites face ici?

Souhaiteriez-vous déménager? Pensez-vous rester ici?

Vous sentez-vous plus libres ici?

Allez-vous souvent à Coroico?

Vous sentez-vous attaché à Coroico?

Existe-t-il des conflits avec Coroico?

Morales et les Réformes

Que représente pour vous l'élection d'Evo Morales en 2006?

Que représente pour vous l'élection du MAS?

Votre opinion a-t-elle changé avec les années?

Voterez-vous pour le MAS après le départ d'Evo?

Le fait qu'il soit *cocaleros* a-t-il influencé votre vote?

Que représente pour vous la réforme constitutionnelle?

Que représente pour vous la réforme agraire?

Que pensez-vous du *seanimiento*?

Celles-ci ont-elles un impact dans vos vies? Lequel?

Êtes-vous satisfait ou fier de ces réformes/changements?

Que reste-t-il à faire selon vous?

Quelles devraient être les priorités du gouvernement selon vous?

Croyez-vous que ce gouvernement a donné suffisamment d'indépendance aux municipalités dans le développement?

Pensez-vous que la région a plus d'autonomie depuis l'élection du MAS?

Pensez-vous que les besoins spécifiques de la région sont pris en compte depuis l'élection du MAS?

Question supplémentaire des entretiens ciblés

Quand fut fondé Suapi?

Quelle est la population de Suapi?

Combien de communautés y a-t-il au sein de Suapi?

Quelle est la taille minimale, moyenne et maximale des propriétés à Suapi?

Quels types de tenures y a-t-il à Suapi?

Y a-t-il uniquement des propriétaires à Suapi?

Y a-t-il location de terres?

Comment se vendent les parcelles?

Y a-t-il des terres communales?

Y a-t-il d'autres types de terres à Suapi? Quelles activités s'y pratique-t-il? Foresterie?

Y a-t-il des conflits territoriaux à Suapi?

Quels sont les enjeux rattachés au territoire?

À quelles cultures se dédie le plus la communauté de Suapi? Est-ce traditionnel comme pratique?

Y a-t-il du travail communautaire?

Quelles institutions représentez-vous? Décrivez là.

Y a-t-il des changements au sein de votre organisation? Lesquelles?

À quelles fréquences vous réunissez-vous?

Quel est le taux de participations aux réunions?

Quels sujets sont abordés aux réunions? Comment

quelles sont vos relations avec la municipalité/*sindicato* agraire?

Quelles sont les règles institutionnelles de votre organisation?

Quelle part est dictée par la loi? Quelle part est dictée par la communauté?

Y a-t-il des conflits avec d'autres communautés/institutions? De quelle nature?

Qui est membre? Quelles sont les conditions d'accès?

Quels sont les postes au sein de votre organisation?

Y a-t-il des activités/services organisés par votre institution?

En tant que dirigeants, quels travaux réalisez-vous pour la communauté?

Comment fonctionnent le PDM et le POA?

Quelle part joue votre organisation dans le PDM et POA?

Comment sont gérés les revenus de l'alcalde? (LPP)

La communauté bénéficie-t-elle de programmes gouvernementaux? Lesquelles?

Comment fonctionne les "sollicitudes"

De quelle autonomie jouit la communauté face au gouvernement central?

Quels changements importants se passe-t-il dans les Yungas de La Paz? Et à Suapi?

Que représente pour vous la loi de participation populaire? (décentralisation)

Quelles sont les relations entre le *campo* et la *ciudad* (Coroico)?

Le gouvernement du MAS a-t-il respecté l'organisation de votre communauté?

Que pense votre organisation de la réforme agraire?

Que pense votre organisation de la réforme constitutionnelle?

Les réformes constitutionnelle et agraire affectent-elles la manière dont votre communauté s'organise? À travers le *sindicato*?

Quelles sont les relations entre le *sindicato* et l'*alcade*?

Quelles sont les relations entre le *sindicato* et la municipalité (Coroico)?

Y a-t-il eu des changements dans la structure de la gouvernance de la communauté ces 15 dernières années?

ANNEXE C

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

« Développement rural et réformes agraires dans les Yungas de La Paz »

Responsable : Guillaume Ravary-Ouellet

Directeur de recherche : Stéphane Bernard

Département de Géographie

Université du Québec à Montréal

OBJECTIF DU PROJET

PRÉSENTATION DU PROJET ET UTILITÉ DU FORMULAIRE

Vous êtes invité à prendre part à un projet de recherche ayant comme objectifs de :

1. Caractériser les valeurs et pratiques locales ;
2. Comprendre leurs rôles dans le développement rural ;

3. Cerner les impacts de la réforme agraire et constitutionnelle sur l'économie rurale.

Ce formulaire vise à expliquer les procédures par lesquelles vous pourrez participer à cette recherche. Ce formulaire explicite les avantages et risques qui peuvent découler de votre participation. De plus, vous y retrouverez les coordonnées de personnes responsables du projet.

Si vous avez des questions liées à ce formulaire, n'hésitez pas à nous en faire part.

PROCÉDURE

Votre participation consiste à donner une entrevue individuelle au cours de laquelle il vous sera demandé de décrire, entre autres choses :

- Votre vision du rôle de l'agriculture dans l'économie et dans vos vies ;
- Les structures de gouvernances locales, leurs règles et leurs évolutions ;
- Votre perception du territoire et de la terre ;
- Votre participation à l'économie rurale ;

Avec votre permission, cette entrevue sera enregistrée sur support audio et durera environ une heure. Le lieu et l'heure de l'entrevue seront déterminés selon vos préférences. La transcription de cette entrevue garantira votre anonymat.

AVANTAGES ET RISQUES

Votre participation à ce projet de recherche contribuera à l'avancement des connaissances par une compréhension plus contextualisée de l'impact des réformes sur les formes d'organisation du travail agricole. Il n'y a pas de risque majeur associé à votre participation et demeurez libre de ne pas répondre aux questions à votre discrétion sans vous en justifier. De plus, vous pouvez mettre fin à l'entrevue à tout moment si vous le jugez nécessaire.

PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de plein gré sans contraintes de participer à une entrevue. Nous garantissons que l'information transmise sera anonyme et confidentielle.

En participant à cette recherche, vous acceptez aussi que les résultats soient utilisés dans le cadre de la présente recherche.

COMPENSATION FINANCIÈRE

Aucune compensation financière n'est offerte pour votre participation.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Vous pouvez contacter le chercheur au (514) 288-9638 ou à l'adresse courriel guillaume.ravary@gmail.com pour toutes questions additionnelles sur le projet ou sur vos droits en tant que participants. Ce travail de recherche s'effectue sous la direction du professeur Stéphane Bernard (bernard.stephane@uqam.ca – (514) 987-3000 poste 2729) de l'Université du Québec à Montréal.

La réalisation de cette recherche de maîtrise a reçu l'approbation du Comité d'éthique de la recherche de la faculté des sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal.

Si vous désirez obtenir des informations additionnelles sur ce comité ou pour formuler une plainte, vous pouvez contacter le comité d'éthique à la recherche à l'adresse suivante : cerpe4@uqam.ca

CONFIDENTIALITÉ

Les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et anonymes et seuls l'auteur de la recherche ainsi que son directeur auront accès à l'enregistrement et au contenu de sa transcription. Le matériel de la recherche (enregistrements, transcriptions et questionnaires) sera conservé en sécurité dans un endroit sous clé pour la durée du projet, pour être ensuite détruit.

SIGNATURE

Je, _____ reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de

recherche. Je reconnais aussi que l'intervieweur a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé de suffisamment de temps pour réfléchir à ma participation. Je comprends que ma participation à cette recherche est volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme ni justification à donner. Il me suffit d'en informer le chercheur.

Signature du participant :

Date :

ENGAGEMENT DU CERCHEUR :

Je, soussigné certifie

- (a) avoir expliqué au signataire les termes du présent formulaire;
- (b) avoir répondu aux questions qu'il m'a posées à cet égard;
- (c) lui avoir clairement indiqué qu'il reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus;
- (d) que je lui remettrai une copie signée et datée du présent formulaire.

Nom, Prénom :

Signature :

Date :

MERCI de votre collaboration et n'hésite pas à me contacter pour obtenir plus d'informations à propos de la recherche! guillaume.ravary@gmail.com

FORMULARIO DE CONSENTIMIENTO

«Desarrollo rural y reforma agraria en los Yungas de La Paz»

Responsable : Guillaume Ravary-Ouellet
Director de Investigación : Stéphane Bernard
Departamento de Geografía
Universidad de Québec en Montréal - Canada

OBJETIVO DEL PROYECTO

PRÉSENTACIÓN DEL PROYECTO Y UTILIDAD DE LA FORMA

Estás invitado a participar en un proyecto de investigación con objetivos de :

1. Caracterizar los valores y prácticas locales;
2. Comprender su papel en el desarrollo rural;
3. Identificar los impactos de la reforma agraria y constitucional en la economía rural;

Esta forma se destina a explicar los procedimientos para que pueda participar en esta búsqueda. Esta forma explicita de los beneficios y riesgos que dio como resultado de su participación. Además, se encuentran los detalles de los responsables del proyecto. Si tiene preguntas relacionadas con este formulario, por favor sepamos.

PROCEDIMIENTO

Su participación es para dar una entrevista individuales en el que se le pedirá para describir, entre otras cosas :

- Su visión del papel de la agricultura en la economía nacional, regional y en sus vidas;
- Estructuras de gobierno local, sus reglas y sus cambios;
- Su percepción del territorio y de la tierra;
- Su participación en la economía rural;

Con su permiso, la entrevista será grabada en soporte de audio y tendrá una duración aproximada de una hora. La transcripción de la entrevista garantiza su anonimato.

BENEFICIOS Y RIESGOS

Su participación en este proyecto de investigación contribuye al progreso del conocimiento mediante una comprensión más contextualizada del impacto de las reformas sobre las formas d'organización del trabajo agropecuario. No hay ningún riesgo principales asociados con su participación y gratis no contestar preguntas a su discreción y sin justificar a sí mismo. Además de que puede terminar la entrevista en cualquier momento si lo considera necesario.

VOLUNTARIO

Su participación en este proyecto de investigación es voluntaria. Que significa que usted acepta voluntariamente y sin restricciones para participar en una entrevista. Garantizamos que la información transmitida será anónima y confidencial. Participando en esta búsqueda, usted está de acuerdo al igual que los resultados se utilizan como parte de esta investigación.

COMPENSACIÓN

Sin compensación financiera se ofrece para su participación.

PARA MÁS INFORMACIÓN

Puede comunicarse con el investigador a este numero (514) 288-9638 o a la siguiente dirección de correo electrónico ravary-ouellet.guillaume@courrier.uqam.ca para cualquier preguntas o informacions adicional sobre el proyecto o sobre sus derechos como participante. Este trabajo de investigación se realiza bajo la dirección del professor Stephane Bernard (bernard.stephane@uqam.ca – (514) 987-3000 puesto 2729) de la Universidad de Québec en Montréal.

CONFIDENCIALIDAD

Las informaciones recopilada durante la entrevista son confidencial y anónimo y solo el autor de la investigación y su director tendrá acceso al registro y el contenido de su transcripción. Este material de investigación se mantendrá segura durante la duración del proyecto, sólo para ser destruido despues.

FIRMA

Yo, _____ he leído esta presenta forma de consentimiento y de acuerdo en participar en este proyecto. También reconozco que el investigador respondió a mis preguntas de manera satisfactoria y he dispuesto de tiempo suficiente para pensar a mi participación. Yo entiendo que mi participación en este proyecto est voluntaria y que puedo ser terminado en cualquier momento sin penalización ni dar justificación. Sólo tengo que informar al investigador.

Firma del participante :

Fecha :

EL COMPROMISO DEL INVESTIGADOR :

Yo, abajofirmante, certifica que :

- a) me explicó al signatario los términos de este formulario;
- b) respondido a las preguntas en este sentido;
- c) tiene claro que el es libre de poner fin a su participación en el proyecto descrito anteriormente;
- d) le di una copia firmada y fechada de este formulario.

Apellido y Nombre :

Firma :

Fecha :

¡GRACIAS por su colaboración y no dude ponerse en contacto conmigo para obtener más información sobre la investigación!

Guillaume Ravary-Ouellet
Maîtrise en géographie
Université du Québec à Montréal
ravary-ouellet.guillaume@courrier.uqam.ca

ANNEXE D

LEXIQUE ESPAGNOL, AYMARA ET QUECHUA

<i>Achachilas</i>	Esprits tutélaires d'un lieu, d'une région et personnifiés par les montagnes des Andes dans la religion aymara.
<i>Alcalde</i>	Le Maire d'une municipalité.
<i>Altiplano</i>	Haut plateau andin.
<i>Ayllu</i>	Forme traditionnelle des communautés andines et de leurs gouvernances.
<i>Aymara</i>	Peuple autochtone des Andes. Langue parlée par le peuple aymara.
<i>Ayni</i>	Réciprocité dans l'échange de services et de travail dans les Andes.
<i>Bonos</i>	Incitatifs prenant la forme d'un montant transférée aux familles ou individu en contrepartie d'un engagement ou d'une action.
<i>Cafetal</i>	Plantation de caféier.
<i>Campesino</i>	Paysan.
<i>Cato</i>	Unité de mesure de la tenure foncière dans les Andes. Corresponds dans les Yungas à un 2500 m ² .
<i>Cavada</i>	Littéralement « creusé ». Type d'aménagement de terrasses en sillons où sera plantée la coca.
<i>Chacra</i>	Jardin de plantes annuelles pur usage médicinale et aromatique, complémentaire au potager.

<i>Charke/Charki</i>	Viande issue de l'Altiplano, salée et déshydratée au soleil.
<i>Chuño</i>	Pomme de terre déshydratée par exposition au soleil, au gel et par foulage.
<i>Cocalero</i>	Producteur de coca.
<i>Cocales</i>	Plantation de coca. Généralement en terrasses (<i>cavada</i>), de type <i>plantada</i> ou <i>zanjeo</i> .
<i>Colonos</i>	Littéralement « colons ». Personnes ayant migré, généralement de l'Altiplano, et s'adonnant à l'agriculture.
<i>Compraventa</i>	Régime légal de vente et achat.
<i>Criollo</i>	Désigne, à l'origine, les descendants espagnols vivants dans les vice-royautés espagnoles en Amériques. En Bolivie, le terme générique désigne la population ayant une descendance espagnole, en opposition aux autochtones ou indigènes.
<i>Faena</i>	Travail communautaire, construction ou entretien, ayant un caractère festif, où l'on s'échange boissons et coca.
<i>Hacenderos</i>	Propriétaire terrien sous le régime de l'hacienda (aussi : <i>patrón</i>).
<i>Hacienda</i>	Grande exploitation agricole reposant sur le travail non rémunéré (<i>ponguaje</i>) des paysans appelé <i>Indios</i> .
<i>Huerto</i>	Jardin potager attendant à la propriété familiale.
<i>Indígenas</i>	Désignation générique des peuples autochtones d'Amérique latine.
<i>Indigenismo</i>	Mouvement politique revendiquant la reconnaissance des droits des populations autochtones.
<i>Indios</i>	Ancienne désignation des autochtones en Bolivie.
<i>Junta de vecinos</i>	Littéralement « Conseil de quartier ». Gouvernance locale des petites agglomérations, pendant urbain du <i>sindicato</i> .

<i>Latifundio</i>	Régime foncier caractérisé par de grandes étendues de terres appartenant à quelques propriétaires dépendants employant des ouvriers agricoles.
<i>Llanos</i>	Littéralement « plaines ». Écorégion de l'est de la Bolivie caractérisée par des prairies herbeuses de type savanes. En Bolivie, désigne le cœur agroindustriel du pays.
<i>Mancomunidades</i>	Regroupement régional de plusieurs municipalités.
<i>Minifundio</i>	Petite parcelles de moins de 5 ha. Par extension, décrit le phénomène de parcellarisation.
<i>Mink'a</i>	Échange de travail journalier contre rémunération en comptant ou en produits agricole.
<i>Monte</i>	Littéralement « Mont ». Zone des Yungas située en pente, souvent sur les arêtes, sous le vent et recevant moins de précipitations. Sec et moins propice à l'agriculture, ce sont généralement des terres communales.
<i>Oriente</i>	Littéralement « Orient ». Désigne en Bolivie l'est du pays (<i>llanos</i>) et la région de Santa-Cruz.
<i>Originario</i>	Désignation que prennent les autochtones en Bolivie.
<i>Pachamama</i>	Déesse personnifiant la terre dans les croyances andines.
<i>Plantada</i>	Type de <i>cocal</i> aménagé avec des <i>wachus</i> et <i>cavada</i> permettant de retenir les sols et l'humidité, prolongeant la durée de vie de la plantation.
<i>Ponguaje</i>	Corvée, travail agricole obligatoire pour le propriétaire sous le régime de l'hacienda.
<i>Quechua</i>	Peuple autochtone des Andes. Langue parlée par le peuple quechua.
<i>Saneamineto</i>	Littéralement « Assainissement ». Processus de régularisation des titres de propriété.

<i>Sayañas</i>	Nom que prend la forme spécifique de la tenure foncière dans les Yungas. Désigne la parcelle unique que possède un <i>Sayañero</i> .
<i>Sindicato</i>	Littéralement « Syndicat ». Forme d'autogouvernance paysanne dans plusieurs régions historiques de la Bolivie.
<i>Tinglado</i>	Hangar, auvent. Ironiquement, il désigne informellement une magouille.
<i>Transportista</i>	Transporteur.
<i>Trueque</i>	Échange, troc.
<i>Usos y costumbre</i>	Littéralement « us et coutumes ». Désigne le mode de vie typique des Yungas.
<i>Utawawa</i>	Jeune en âge de travailler, mais n'ayant pas encore sa propre terre.
<i>Vivir bien</i>	Concept andin de la vie bien équilibrée entre la nature, l'homme et la communauté.
<i>Wachu</i>	Terrassement prenant la forme de buttes de terres séparant les sillons où est plantée la coca.
<i>Wawacoca</i>	Littéralement « bébé coca ». Plantule de coca cultivé à l'ombre et destiné à la vente.
<i>Yungas</i>	Biorégion située sur le flanc est de la cordillère des Andes caractérisé par ses fortes pentes et son climat tropical humide.
<i>Yungueños</i>	Habitant des Yungas.
<i>Zanjeo</i>	Type de <i>cocal</i> sans terrassement.

RÉFÉRENCES

- Alvarez Carranza, H.A. (2015). Diversificación de la producción y el cultivo de coca en los Yungas del Departamento de La Paz, 2002-2012, Mémoire de maîtrise. La Paz: Universidad Mayor de San Andrés, Facultad de Ciencias Económicas y Financieras, Carrera de Economía.
- Anthias, P. & Radcliffe, S. (2015). The ethno-environmental fix and its limits: Indigenous land titling and the production of not-quite-neoliberal natures in Bolivia, *Geoforum*, 64, 1, 257-269.
- Artaraz, K., & Calestani, M. (2015). “Suma qamaña” in Bolivia: Indigenous Understandings of Well-being and Their Contribution to a Post-Neoliberal Paradigm, *Latin American Perspectives*, 42, 5, 216-233.
- Assies, W. (2006). Land Tenure Legislation in a Pluri-cultural and Multi-ethnic Society: The Case of Bolivia, *The Journal of Peasant Studies*, 33, 4, 569-611.
- Barr, R.R. (2005). Bolivia: Another Uncompleted Revolution, *Latin American Politics and Society*, 47, 3, 69-90.
- Bernier, B. et Koninck, R.D. (1974). Critique de la théorie libérale du développement, *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 11, 138-155.
- Bernstein, H. (2004). ‘Changing Before Our Very Eyes’: Agrarian Questions and the Politics of Land in Capitalism Today, *Journal of Agrarian Change*, 4, 190-225.
- Bernstein, H. (2011). Is There an Agrarian Question in the 21st Century?, *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 27, 4, 449-460.
- Borras Jr, S. (2007). *Pro-poor land reform: a critique*. Ottawa: University of Ottawa Press
- Borras Jr, S.M. & Franco, J.C. (2010). Contemporary Discourses and Contestations around Pro-Poor Land Policies and Land Governance, *Journal of Agrarian Change*, 10, 1, 1-32.

- Borras Jr., S.M., Kay, C. & Akram-Lodhi, A.H. (2006). Agrarian reform and rural development: historical overview and current issues. In A.H. Akram-Lodhi (dir.) *Land, Poverty and Livelihoods in an Era of Globalization – Perspectives from Developing and Transition Countries*, London: Routledge, 1-40.
- Bottazzi, P. & Rist, S. (2012). Changing Land Rights Means Changing Society: The Sociopolitical Effects of Agrarian Reforms under the Government of Evo Morales, *Journal of Agrarian Change*, 12, 528-551.
- Bouchard, G. (1988). Co-Intégration et reproduction de la société rurale. Pour un modèle saguenayen de la marginalité, *Recherches sociographiques*, 29, 2-3, 283-310.
- Brabazon, H. & Webber, J.R. (2014). Evo Morales and the MST in Bolivia, *Journal of Agrarian Change*, 14, 3, 435-465.
- Byres, T.J. (1986). The Agrarian Question, Forms of Capitalist Agrarian Transition and the State: An Essay with Reference to Asia, *Social Scientist*, 14, 11-12, 3-67.
- Callois, J.-M. & Moquay, P. (2006). La territorialisation des politiques de développement rural : acquis des expériences antérieures et perspectives, *Sciences, Eaux & Territoires*, Spécial Ingénieries-EAT-23, 155–163.
- CEDLA (2012a). Reconducción comunitaria de la reforma agraria y producción agrícola – Evaluación y perspectivas, *Control Ciudadano, Boletín de seguimiento a políticas públicas*, 9, 19, 1-16.
- CEDLA (2012b). ¿A quienes beneficia la acumulación de reservas internacionales en Bolivia?, *Control Ciudadano, Boletín de seguimiento a políticas públicas*, 11, 21, 1-7.
- CEDLA (2016). La expansión territorial del capitalismo en la producción agropecuaria en Bolivia, *Control Ciudadano, Boletín de seguimiento a políticas públicas*, 12, 30, 1-8.
- Chavez, L. (1985). Hyper-Inflation Traumatizes Bolivia, *The New York Times*, 8 avril 1985, section D. Récupéré de <https://www.nytimes.com/1985/04/08/business/hyper-inflation-traumatizes-bolivia.html> Page consultée le 23 mars 2023.
- Colque, G., Tinta, G. & Sanjinés, E. (2016). *Segunda Reforma Agraria: Una historia que incomoda*. La Paz: TIERRA.

- Colque, G., Urioste, M. & Eyzaguirre R., J.L. (2015). *Marginalización de la agricultura campesina e indígena: Dinámicas locales, seguridad y soberanía alimentaria*. La Paz: TIERRA.
- Conzelman, C.S. (2007). *Coca Leaf and Sindicato Democracy in the Bolivian Yungas – The Andeanization of Western Political Models and the Rise of the New Left*, thèse de doctorat. Boulder: University of Colorado Boulder, Department of Anthropology.
- Cordoba, D. & Jansen, K. (2014). The Return of the State: Neocollectivism, Agrarian Politics and Images of Technological Progress in the MAS Era in Bolivia, *Journal of Agrarian Change*, 14, 4, 480-500.
- Coroico (2005). *Plan de Desarrollo Municipal de Coroico*. (s.l.n.é.)
- Eaton, K. (2013). The Centralism of ‘Twenty-First-Century Socialism’: Recentralising Politics in Venezuela, Ecuador and Bolivia, *Journal of Latin American Studies*, 45, 3, 421-450.
- Endegnanew, Y. & Tessema, D. (2019). Public Investment in Bolivia: Prospects and Implications, *IMF Working Papers*, 19, 151, 2-25.
- Estado Plurinacional de Bolivia (1985). *Decreto Supremo N° 21060*, 29 de agosto de 1985.
- Estado Plurinacional de Bolivia (1994). *Ley de Participación Popular, Ley N° 1551*, 20 de abril de 1994.
- Estado Plurinacional de Bolivia (2006). *Modificación de la ley N° 1715 Reconducción de la reforma agraria, Ley N° 3545*, 28 de noviembre de 2006.
- Estado Plurinacional de Bolivia (2009). *Nueva Constitución Política del Estado de 2009* (éd. 2016). La Paz : U.P.S. Editorial S.R.L.
- Estado Plurinacional de Bolivia (2010a). *Ley marco de Autonomía y Descentralización “Andrés Ibáñez”*, *Ley N° 031*, 19 de julio de 2010.
- Estado Plurinacional de Bolivia (2010b). *Ley de derechos de la Madre Tierra, Ley N° 071*, 21 de diciembre de 2010.
- Estado Plurinacional de Bolivia (2011). *Ley de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria, Ley N° 144*, 26 de junio de 2011.

- Estado Plurinacional de Bolivia (2012). *Agenda Patriótica 2025 - 13 pilares de la Bolivia Digna y Soberana*. (s.l.n.é.)
http://www.planificacion.gob.bo/uploads/AGENDA_PATRIOTICA2025_MP_D.pdf
- Estado Plurinacional de Bolivia (2016). *Plan de Desarrollo Económico y Social en el marco del Desarrollo Integral para Vivir Bien 2016-2020*. (s.l.n.é.)
<http://www.planificacion.gob.bo/pdes/pdes2016-2020.pdf>
- Estado Plurinacional de Bolivia (2017). *Reglamento de la Ley N° 906, General de la coca, Decreto Supremo N° 3318*, 6 de septiembre de 2017.
- Eyzaguirre R., J.L. (2015). *Importancia socioeconómica de la agricultura familiar en Bolivia*. La Paz: TIERRA.
- Fontana, L.B. (2014). Indigenous people vs peasant unions: land conflicts and rural movement in plurinational Bolivia, *The Journal of Peasant Studies*, 41, 3, 297-319.
- Gagnon, Y.-C. (2012). *L'étude de cas comme méthode de recherche*, 2e éd. Québec : Presse Universitaire du Québec. [2005]
- Gallardo, M.C. (2012). La economía de la coca – la dimensión silenciada de la dependencia, in A.G. Contreras Garcia (dir.) *Las relaciones Internacionales de la Pobreza en América Latina y Caribe*, Buenos Aires: CLACSO, p. 329-366.
- Gobierno autónomo departamental de La Paz (2016). *Lineamientos para el Desarrollo Económico y Social regionalizado del Departamento de La Paz*. (s.l.n.é.)
- Gobierno autónomo departamental de La Paz (2017). *Plan territorial de desarrollo integral del departamento de La Paz 2016 – 2020*. (s.l.n.é.)
- Gobierno Autónomo Municipal de Coroico (s.d.). *Plan Municipal de Fomento a la Producción Ecológica Coroico 2019 – 2024*. (s.l.n.é.)
<https://answers.practicalaction.org/our-resources/download/60849>
- Grisaffi, T. (2015). *El Control Social en Bolivia: Un análisis etnográfico de las políticas de control de coca en Bolivia*. Communication donnée à XI Reunión de Antropología del MERCOSUR (XI RAM), Montevideo, Uruguay.
- GTZ (2010). *Estudio de la intervención de la Unión Europea en la política sectorial de desarrollo integral y de coca en Bolivia (1998-2010) – Informe Finale*, GTZ International Services.

- Harvey, D. (1982). *The Limits to Capital*. Oxford: Blackwell.
- Harvey, D. (2003). *The New Imperialism*. Oxford: Oxford University Press.
- Heath, D.B. (1973). New Patrons for Old: Changing Patron-Client Relationships in the Bolivian Yungas, *Ethnology*, 12, 1, 75-98.
- Heynig, K. (1982). The Principal Schools of Thought on the Peasant Economy, *CEPAL review*, 16, 113-139.
- Hirsch, P. (2012). Reviving Agrarian Studies in South-East Asia, *Geographical Research*, 50, 393-403.
- Horlings, L. G., & Marsden, T. K. (2014). Exploring the 'New Rural Paradigm' in Europe: Eco-economic strategies as a counterforce to the global competitiveness agenda, *European Urban and Regional Studies*, 21, 1, 4-20.
- IAASTD (2009). *Agriculture at a crossroad, Synthesis Report - A Synthesis of the Global and Sub-Global IAASTD Reports*. Washington DC: Island Press.
- INE (2012). *Censo de Población y Vivienda 2012*, Ministerio de Planificación, Instituto Nacional de Estadística. [En ligne]
<http://datos.ine.gob.bo/binbol/RpWebEngine.exe/Portal?BASE=CPV2012COM&lang=ESP> Page consultée le 23 mars 2023.
- INE (2014). *Atlas Estadístico de La Paz* [Carte].
- INRA (2010a). *Breve Historia del Reparto de Tierras en Bolivia*. La Paz: Ediciones Excelsidor SRL
- INRA (2010b). *La Tierra Vuelve a Manos Indígenas y Campesinas*. La Paz: Ediciones Excelsidor SRL
- Kaimowitz, D., Thiele, G. & Pacheco, P. (1999). The Effects of Structural Adjustment on Deforestation and Forest Degradation in Lowland Bolivia, *World Development*, 27, 3, 505-520.
- Kay, C. (2002). Agrarian reform and the neoliberal counter-reform in Latin America, in K. Chase (dir.) *The Spaces of Neoliberalism: Land, Place and Family in Latin America*, Bloomfield: Kumarian Press, p. 25-52.
- Kay, C. (2005). Perspectives on rural poverty and development strategies in Latin America, *ISS Working Paper Series/General Series*, 419, 1-53.

- Kay, C. (2006). Rural Poverty and Development Strategies in Latin America, *Journal of Agrarian Change*, 6, 455-508.
- Kohl, B. & Farthing, L. (2005). Conflicting Agendas: The Politics of Development Aid in Drug-Producing Areas. *Development Policy Review*, 23, 2, 183-198.
- Kohl, B. & Farthing, L. (2010). Social Control: Bolivia's New Approach to Coca Reduction, *Latin American Perspectives*, 37, 4, 197-213.
- Kohl, B. & Farthing, L. (2012a). Material constraints to popular imaginaries: The extractive economy and resource nationalism in Bolivia, *Political Geography*, 31, 4, 225-235.
- Kohl, B. & Farthing, L. (2012b). Supply-side harm reduction strategies: Bolivia's experiment with social control, *International Journal of Drug Policy*, 23, 6, 488-494.
- Kohl, B. (2002). Stabilizing neoliberalism in Bolivia: Popular participation and privatization, *Political Geography*, 21, 4, 449-472.
- Kohl, B. (2002). Stabilizing neoliberalism in Bolivia: popular participation and privatization, *Political Geography*, 21, 449-472.
- Kohl, B. (2010). Bolivia under Morales: A Work in Progress, *Latin American Perspectives*, 37, 3, 107-122.
- Koninck, R.D. (1986). La paysannerie comme fer de lance territorial de l'État : Le cas de la Malaisie, *Cahiers des sciences humaines*, 22, 3-4, 355-370.
- Lacroix, L. (2009). Décentralisation participative et ethnicisation en Bolivie (1994-2005), In H. Mazurek (éd.) *Gobernabilidad y gobernanza de los territorios en América Latina*, Paris: IFEA, p. 313-350
- Laserna, R. (s.d.). Coca y mercado en la economía campesina Yungas y Chapare en Bolivia, *CERES*, 199- 227.
- Lupu, N. (2004). Towards a New Articulation of Alternative Development: Lessons from Coca Supply Reduction in Bolivia, *Development Policy Review*, 22, 4, 405-421.
- McDonaugh, J. (2012). Rural Geography I: Changing expectations and contradictions in the rural, *Progress in Human Geography*, 37, 5, 712-720.

- McMichael, P. (2008). Peasants Make Their Own History, But Not Just as They Please . . ., *Journal of Agrarian Change*, 8, 2 & 3, 205-228.
- Microtrend (2020). *Coffee Prices - 45 Year Historical Chart*. [En ligne] <https://www.macrotrends.net/2535/coffee-prices-historical-chart-data> Page consultée le 23 mars 2023.
- NASA (2016, 23 juillet). Andean Smoky Valleys [Photographie]. <https://earthobservatory.nasa.gov/images/91750/smoky-andean-valleys>
- OECD (2006). *The New Rural Paradigm: Policies and Governance*. Paris: OECD Publishing.
- Órgano Electoral Plurinacional (2017). *Carta Orgánica del GAM de Coroico*. (s.l.n.é.) <http://www.sea.gob.bo/wp-content/uploads/2020/04/Carta-Organica-del-GAM-de-Coroico.pdf>
- Ormachea S., E. (2009). *Soberanía y seguridad alimentaria en Bolivia: Políticas y estado de situación*. La Paz: CEDLA.
- Pacheco, P. (2006). Agricultural expansion and deforestation in lowland Bolivia: the import substitution versus the structural adjustment model, *Land Use Policy*, 23, 205-225.
- Peck, J. (2013). For Polanyian economic geographies, *Environment and Planning A: Economy and Space*, 45, 1545-1568.
- Peet, R. (2007). *Geography of Power: The Making of Global Economic Policy*. London: Zed Book.
- Pérez, M.L. (2015). El proceso de descomposición de la economía campesina boliviana, *Cuestión Agraria*, 2, 39-63.
- Perreault, T. (2006). From the *Guerra Del Agua* to the *Guerra Del Gas*: Resource Governance, Neoliberalism and Popular Protest in Bolivia, *Antipode*, 38, 150-172.
- Ploeg, J.D. (2002). Revitalizing Agriculture: Farming Economically as Starting Ground for Rural Development, *Sociologia Ruralis*, 40, 497-511.
- Polanyi, K. (2001). *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*, 2nd ed. Boston: Beacon Press. [1944]
- Raffestin, C. (1980). *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Librairies techniques.

- Ranta, E.M. (2016). Vivir bien governance in Bolivia: chimera or attainable utopia?, *Third World Quarterly*, 38, 7, 1603-1618.
- Regalsky, P., Núñez del Prado, J., Vásquez Rojas, S. & Chumacero, J.P. (2015). *La problemática de la tierra luego de 18 años de titulación: Territorios, minifundio, individualización*. La Paz: TIERRA.
- Robbins, P. (2012). *Political Ecology: A Critical Introduction*, 2nd ed. New York: John Wiley & Sons, Ltd. [2004]
- Roberts, J.D. (2010). *Bolivia's Coca Headache: The Agroyungas Program, Inflation, Campesinos, Coca and Capitalism in Bolivia*, thèse de doctorat. Amherst: University of Massachusetts Amherst.
- Rostow, W.W. (1991). *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, 3rd ed. Cambridge: Cambridge University Press. [1960]
- Scott, J.C. (1977). *The Moral Economy of the Peasant – Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. New Haven: Yale University Press.
- Scott, J.C. (1985). *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven: Yale University Press.
- Shucksmith, M. & Rønningen, K. (2011). The Uplands after neoliberalism? – The role of the small farm in rural sustainability, *Journal of Rural Studies*, 27, 275-287.
- Soux, M.L. (2016). Apuntes para una historia del café en los Yungas paceños, *Historia*, 37, 43-74.
- Spedding, A.L. (1997). The Coca Field as a Total Social Fact, In M. Barbara Léons & H. Sanabria (éd.) *Coca, Cocaine, and the Bolivian Reality*, Albany: State University of New York Press, p. 47-70.
- Spedding, A.P. & Llanos, D. (1999). “No hay ley para la cosecha” – *Un estudio comparativo del sistema productivo y las relaciones sociales en Chari (provincia Bautista Saavedra) y Chulumani (provincia Sud Yungas)*, La Paz. La Paz: Fundación PIEB/SINERGIA.
- Spedding, A.P. (2004). *Kawsachun coca: Economía campesina cocalera en los Yungas y el Chapare*. La Paz: Fundación PIEB.
- Spedding, A.P., Quispe, G.F. & López, N.A. (2013). *Chulumani flor de clavel – Transformaciones urbanas y rurales, 1998-2012*. La Paz: Fundación PIEB.

- Spronk, S., & Webber, J. R. (2007). Struggles against Accumulation by Dispossession in Bolivia: The Political Economy of Natural Resource Contention, *Latin American Perspectives*, 34, 2, 31-47.
- Thompson, E.P. (1971). The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century, *Past & Present*, 50, 76-136.
- Timmer, C.P. (1997). Farmers and Markets: The Political Economy of New Paradigms, *American Journal of Agricultural Economics*, 79, 621-627.
- Torre, A. (2015). Théorie du développement territorial, Géographie, économie, société, 3, 17, 273-288.
- Torre, A. (2018). Développement territorial et relations de proximité, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 5, 1043-1075.
- UNODC (2016). Monitoreo de Cultivos de Coca 2015. [En ligne] https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Bolivia/Bolivia_Informe_Monitoreo_Cultivos_Coca_2015.pdf Page consultée le 23 mars 2023.
- UNODC (2017). Monitoreo de Cultivos de Coca 2016. [En ligne] https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Bolivia/2016_Bolivia_Informe_Monitoreo_Coca.pdf Page consultée le 23 mars 2023.
- Urioste, M. (2012). Concentration and “foreignisation” of land in Bolivia, *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 33, 4, 439-457.
- Valdés, A. & Foster, W. (2010). Reflections on the Role of Agriculture in Pro-Poor Growth, *World Development*, 38, 10, 1362-1374.
- Vargas, J. & Garriga, S. (2015). Explaining Inequality and Poverty Reduction in Bolivia, *IMF Working Paper*, 15, 265, 1-32.
- Verdon, M. (1987). La production paysanne. Éléments pour une nouvelle économique, *Études rurales*, 107-108, 215-242.
- Verdon, M. (1994). Les grandes fresques dichotomiques de l'histoire rurale québécoise. Une perspective anthropologique, *Anthropologie et sociétés*, 18, 2, 145-172.

- Walsh, C. (2010). Development as Buen Vivir: Institutional arrangements and (de)colonial entanglements, *Development*, 53, 15-21.
- Walsh-Dilley, M. (2013). Negotiating hybridity in highland Bolivia: indigenous moral economy and the expanding market for quinoa, *The Journal of Peasant Studies*, 40, 4, 659-682.
- Webber, J.R. (2011). *From Rebellion to Reform in Bolivia – Class Struggle, Indigenous Liberation, and the Politics of Evo Morales*. Chicago: Haymarket Books.
- Webber, J.R. (2016). Evo Morales and the political economy of passive revolution in Bolivia, 2006–15, *Third World Quarterly*, 37, 10, 1855-1876
- Weisbrot, M., Ray, R. & Johnston, J. (2009). *Bolivia: The Economy During the Morales Administration*, CEPR Reports and Issue Briefs, Center for economic and policy research [Rapport].<https://cepr.net/report/bolivian-economy-during-morales-administration/>
- Wikimedia Commons (2016). La Paz in Bolivia [Carte].
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:La_Paz_in_Bolivia.svg
- Williamson, J. (1990). What Washington Means by Policy Reform, in J. Williamson (ed.) *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* Washington, DC: Institute for International Economics, 7-20.
- Wolff, J. (2013). Towards Post-Liberal Democracy in Latin America? A Conceptual Framework Applied to Bolivia, *Journal of Latin American Studies*, 45, 1, 31-59.
- Yin, R. K. (2018). *Case study research: design and methods*, 6th ed. Los Angeles: SAGE. [1981]